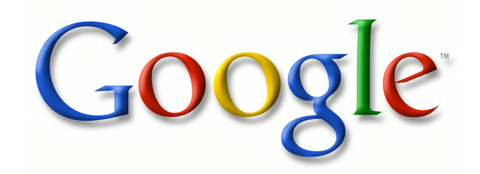





STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES

SIXTE-QUINT

SIXTE-QUINT

PAR

M. LE BARON DE HÜBNER

ANCIEN AMBASSADEUR D'AUTRICHE A PARIS ET A ROME

D'APRÈS DES CORRESPONDANCES DIPLOMATIQUES INÉDITES
TIRÉES DES ARCHIVES D'ÉTAT
DU VATICAN, DE SIMANCAS, VENISE, PARIS, VIENNE ET FLORENCE

TOME TROISIÈME

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PARIS
LIBRAIRIE A. FRANCK
F. VIEWEG, propriétaire
67, RUE RICHELIEU, 67

1870

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

Les correspondances diplomatiques réunies dans ce volume se rapportent presque exclusivement aux troubles de la Ligue. J'y ai ajouté quelques pièces particulièrement propres à répandre du jour sur la tournure d'esprit et le caractère de Philippe II, l'un des principaux acteurs du grand drame dont la France était alors le théâtre, et un très-petit nombre de documents, relatifs à des sujets divers, qui n'ont pu trouver place dans le tome deuxième. Pour éviter au lecteur des redites et des longueurs, je me suis permis de faire quelques coupures dans les traductions et, en raison de l'importance des matières dont traitent ces pièces inédites, j'en donne, dans la seconde moitié du volume, les textes originaux en langues italienne et espagnole. Quelques rares passages des dépêches espagnoles sont évidemment défectueux et, par conséquent, obscurs, sinon inintelligibles, soit par la faute des copistes, ce dont j'ai lieu de douter, soit par celle des auteurs mêmes, ordinairement prolixes et apportant peu de soin à la rédaction de leurs correspondances. Heureusement, ces passages

sont fort peu nombreux et n'empêchent en aucune façon l'intelligence de l'ensemble des documents où ils se rencontrent.

Au moment de mettre sous presse, je remplis un agréable devoir, en offrant mes remercîments aux personnes qui ont bien voulu me faciliter ma tâche : à MM. Mignet, de l'Académie française, et Claude, de la Bibliothèque impériale de Paris, qui, dans mes recherches, m'ont aidé de leur expérience et de leurs conseils éclairés ; à M. Drouyn de Lhuys, alors ministre des affaires étrangères ; à M. Faugère, directeur des Archives de ce Ministère ; au P. Theiner, préfet des Archives secrètes du Vatican ; à MM. le chevalier Erb et Fiedler, des Archives de Cour et d'État de Vienne ; à M. le comte Dandolo, préposé à celles de Venise ; à M. le commandeur Bonaini, directeur des Archives de Florence ; à M. Cerotti, de la Bibliothèque corsinienne ; à M. le duc de Sermoneta, dont les archives m'ont été ouvertes avec une extrême prévenance ; à M. le prince Massimo et à Don Giovanni Antonelli, de l'Agence ecclésiastique d'Autriche, auxquels je dois de précieuses informations sur la Rome de Sixte-Quint.

Rome, palais Barberini, 4 juin 1869.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

TRADUCTION

SIXTE-QUINT

PIÈCES JUSTIFICATIVES

TRADUCTION

Les documents dont les parties essentielles se trouvent insérées dans le texte des deux volumes précédents ne sont pas reproduits dans la traduction. Ils y sont seulement rappelés à leur date, avec mention de renvoi au texte original.

1. PHILIPPE II AU COMTE OLIVARÈS

San Lorenzo, 29 juin 1564.

. . . Il serait bon, s'il est possible, de déterminer Sa Sainteté (Grégoire XIII) à priver le prince de Béarn de la succession en France, et à publier en temps opportun cet acte si juste et digne de la charge de Sa Sainteté.

. . . En ce que vous dites du cardinal de Bourbon et du duc de Montpensier, trouvant du danger dans l'élection du premier, et de notre convenance à celle

du second, vos réflexions sont fondées, mais il n'y a aucun motif de nous engager, dès à présent, en faveur de Montpensier. Pour le moment, il suffit d'écarter ce qui serait préjudiciable au service de Dieu et au bien public, et de conserver notre liberté, afin de pouvoir agir selon les exigences du temps, en conformité du droit des différents prétendants, et en ayant égard aux forces dont ils disposeront pour faire valoir leurs titres, enfin selon l'état où se trouveront les affaires de France. Dans toutes ces questions, vous userez de la plus grande circonspection. En les traitant, vous éviterez, autant que possible, d'attirer l'attention; vous ne négligerez rien de ce qu'il faudra faire et me tiendrez constamment au courant.

2. LE COMTE OLIVARÈS AU DUC DE NEVERS

Rome, 30 mai 1585.

Je prie Votre Excellence de ne faire connaître à aucune des personnes de sa suite, ni à celles qui sont ici, ce que je lui dirai dans ce billet, destiné à Elle seule.

En ce qui concerne la bulle que Votre Excellence m'écrit vouloir demander au pape, tout en m'en remettant à votre prudence, j'ose vous faire observer qu'il serait bon, en formulant cette prière, de supplier Sa Sainteté de charger le cardinal de Sens de vous faire connaître ce que, au nom et d'ordre du pape Grégoire, il a écrit à Votre Excellence et aux autres princes catholiques, pour les engager à prendre les armes.

Demandez ensuite à Sa Sainteté de faire, en forme de confirmation, la même déclaration. Si elle le fait, comme on a lieu d'espérer, vous aurez atteint votre but. Sinon, ce qui a été dit et fait, précédemment à la prise des armes, servira à prouver qu'on a donné un bon commencement à cette entreprise et constatera la justice de la cause pour laquelle les princes catholiques se sont soulevés; cela suffira aussi pour justifier la continuation de l'œuvre, puisqu'ils ne pourraient déposer les armes sans grand préjudice pour les intérêts de la religion catholique et leurs personnes, et même sans grand danger pour les uns et les autres.

En dehors de ceci, Votre Excellence voudra bien être persuadée que le pape se montre très-ardent à la défense de tout ce qui a rapport à la religion catholique en France, et désire priver les hérétiques de la succession à la couronne. Et quelques-uns des cardinaux de l'Inquisition, qui traitent cette affaire, et parmi lesquels siégent des hommes fort zélés et de grande valeur, pensent qu'on devrait aussi priver de la succession ceux qui ont été hérétiques ou sont fils de ceux qui l'ont été. Il y en a d'autres qui, par rapport au dernier point, sont plus tièdes. Mais enfin, l'affaire marche bien, du moins en ce qui concerne sa première partie, et peut-être même relativement à la seconde, si Votre Excellence travaille en faveur de l'une et l'autre.

3. LE COMTE OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 4 juin 1585.

Sire, j'ai déjà fait part à Votre Majesté de l'envie qu'a Sa Sainteté de faire quelque grande expédition[1].

A deux reprises, Elle m'a désigné Alger, disant que tant qu'on ne ferait rien contre cette ville, il n'y aurait pas de sécurité dans ces mers. La dernière fois, Elle m'engagea à appeler l'attention de Votre Majesté sur cette affaire, mais sans Lui dire qu'Elle m'en avait parlé. J'ai répondu que je le ferais, ajoutant qu'en touchant cette matière seulement de ma propre autorité, nous risquions que Votre Majesté me laissât sans réponse. C'était la manière de ménager à Votre Majesté la liberté de garder le silence, ou de répondre selon Ses convenances.

En causant ainsi de différentes choses, le pape m'a dit qu'il espérait que la reine d'Angleterre ferait quelque bonne chose. Je le pressai de questions, désirant savoir s'il était en correspondance ou intelligence avec elle. Il répondit que non, mais qu'il y avait tant de raisons (pour la reine) de se rapprocher des catholiques et de se méfier des hérétiques, que l'on pouvait espérer

[1] *De la main du roi, en marge :*

« Il semble que celle de Flandres ne leur paraisse pas importante. Ils ne réfléchissent pas non plus à ce qu'elle coûte. Ils se trompent sur l'Angleterre et se bercent d'illusions. »

un bon résultat. J'ai su depuis, par le cardinal de Côme, que sur un rapport du nonce en France, l'ambassadeur d'Angleterre aurait dit, qu'en cas de troubles, sa souveraine avait le remède entre les mains : c'était d'entendre une messe de ceux de l'Inquisition. J'ai, d'ailleurs, des indices qu'il y a des pourparlers avec elle, et ayant dit à quelqu'un combien il importait d'informer Votre Majesté de ce qui se passait, on m'a promis de m'avertir dès qu'il y aurait des faits positifs. Que Dieu garde, etc.

4. LE COMTE OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 20 juin 1585.

Sire, Au sujet des affaires de France, je suis à même de mander à Votre Majesté que, depuis mon dernier rapport du 12, le duc de Nevers est parti le 16. Sa Sainteté lui a donné un bref adressé au cardinal de Bourbon et à ses amis, dont je joins ici la copie. Bien que cette pièce soit plus tiède et plus incolore qu'on ne l'eût souhaité, toutefois elle est jugée suffisante pour le but qu'on a en vue, et le duc est parti satisfait. Le pape, à ce que j'ai appris, n'a pas donné au duc la bulle publique que celui-ci lui avait demandée, parce que l'ambassadeur de France et le cardinal d'Este ont montré à Sa Sainteté la capitulation (de la Ligue), dont je joins la copie, pour prouver que le cardinal de Bourbon et les princes coalisés poursuivaient d'autres fins que celles qu'ils avouaient, et étrangères à la cause de la religion.

Le pape a écrit de sa main au roi de France, pour l'exhorter à persévérer dans son intention d'expulser les hérétiques. Sa Sainteté a ajouté que s'il poursuivait ce but, Elle s'entremettrait afin que les Princes se ralliassent avec Sa Majesté, en sorte que, dorénavant, il n'y aurait plus de division en France, mais que tous seraient unis dans le service de Dieu et pour l'extermination des hérétiques. Le pape, d'après ce qu'il m'a dit, espère grandement que les deux partis remettront cette affaire entre ses mains, et qu'il parviendra à la régler, quoiqu'il n'ignore pas la difficulté qu'il y aura à faire disparaître les méfiances mutuelles. A cette occasion, j'ai rappelé à Sa Sainteté l'obligation où Elle était de blâmer le roi pour avoir levé des Suisses hérétiques, et appelé des Anglais, et, comme on disait, même des Turcs. Le saint-père répondit que l'ambassadeur niait le fait et affirmait que les Suisses engagés étaient tous catholiques. J'ai répliqué que je le priais de ne croire ni l'ambassadeur de France, ni moi, mais de faire vérifier le fait par d'autres voies.

Dans cette même audience, le pape m'a dit que l'ambassadeur de France et le cardinal d'Este lui avaient assuré que Votre Majesté aidait ces princes contre le roi, qu'Elle leur donnait de l'argent, et qu'il avait contesté cette assertion, quoiqu'il sût que le fait était certain, et que d'ailleurs il ne le blâmait pas. J'ai affirmé n'en rien savoir par Votre Majesté, mais en avoir entendu parler dans le public. Il me répéta qu'il en avait la certitude. Je ne pense pas qu'il soit mauvais qu'il le sache, et à propos des prorogations des grâces, il serait peut-être même bon d'en convenir

vis-à-vis de lui ; mais je ne le ferai pas à moins d'y être autorisé par Votre Majesté.

Au sujet de la bulle privatoire relative au prince de Béarn et au prince de Condé, j'apprends (quoique cette affaire, comme étant traitée en Inquisition, soit tenue fort secrète), que l'on est occupé du procès et que bientôt l'affaire sera terminée. Toutefois, la publication n'aura lieu qu'après qu'on aura reçu des nouvelles de l'arrivée de Nazareth. On n'a encore pris aucune résolution sur la question de savoir si la bulle sera tenue secrète jusqu'à ce qu'elle soit publiée là-bas, ou bien si on la publiera solennellement au Consistoire ; mais, qu'elle soit faite, c'est ce que je tiens pour sûr.

Le jour de son départ, le duc de Nevers, botté et éperonné, s'est présenté chez le cardinal Madruccio pour lui faire ses adieux. Il lui a confié qu'il sentait quelques scrupules de conscience que lui donnait cette entreprise[1], vu le serment qu'il a prêté au roi. Mais Madruccio me raconte l'avoir rassuré à la suite d'une discussion de deux heures. Votre Majesté verra par la relation ci-jointe qu'il m'a donnée à cet effet les arguments dont Madruccio s'est servi à cette occasion. Dieu garde, etc.

5. LE COMTE OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 13 juillet 1585.

Sire, Il était venu à ma connaissance que le cardinal d'Este avait dit au pape qu'il serait bon de réunir

[1] La seconde prise d'armes des ligueurs.

les forces armées de la France, de s'en servir pour tenter l'entreprise d'Angleterre, et y établir le roi d'Écosse comme roi. Le pape ayant, sur cette matière, demandé l'avis des cardinaux de Sens et de Vaudemont, il m'a paru nécessaire d'en parler à Sa Sainteté, et de Lui représenter combien de semblables projets étaient inopportuns, aussi longtemps qu'on n'aurait pas expulsé les hérétiques de France ; que ceux qui les proposaient n'avaient d'autre but que de pourvoir à leurs intérêts français ; et que le cardinal d'Este ne visait qu'à refroidir les bonnes dispositions de Sa Sainteté envers ces princes (de la Ligue), puisqu'il leur serait impossible de se conformer à un semblable désir de Sa Sainteté, sans abandonner à jamais l'entreprise contre les hérétiques de France, et sans compromettre l'existence de ce royaume ; car il était clair que, pendant leur absence, les hérétiques, forts de l'appui du roi (Henri III), s'empareraient de la couronne de France et favoriseraient ensuite la reine d'Angleterre. J'ai ajouté que, les affaires de France et de Flandres réglées, le moment serait venu de penser à l'Angleterre ; que d'ailleurs, ce n'était pas le bon chemin que prenaient le cardinal d'Este et le roi de France, puisqu'on favorisait maintenant la reine d'Angleterre, sans égard pour le duc de Guise, qui est cousin germain de la reine d'Écosse. J'ai aussi relevé le peu de fond qu'on pouvait faire, en matière de religion, sur le roi d'Écosse, et combien il vaudrait mieux remettre cette couronne à la reine sa mère ; enfin que, plus Sa Sainteté s'efforcerait de favoriser et d'accréditer par son appui les princes catholiques de France, plus on hâte-

rait le règlement des affaires de ce royaume, et qu'alors on pourrait s'occuper de celles de l'Angleterre. Le pape admit ce raisonnement, mais sans s'y appesantir, tout honteux, à ce qu'il me semblait, de voir que j'avais eu connaissance de la légèreté avec laquelle il avait donné dans cette intrigue.

Le cardinal de Vaudemont a fortement sollicité Sa Sainteté de publier la déclaration de privation contre Béarn. Le pape a répondu fort durement et a refusé d'accepter un mémoire que le cardinal lui présentait à l'appui de sa demande. Le sachant fort bien disposé dans cette affaire, on pense qu'il en a agi ainsi afin que Vaudemont s'en aille sans attendre la publication, comme il en avait l'intention, le pape ne voulant pas qu'on puisse croire que c'est sur la demande du cardinal français, et non de son propre mouvement, qu'il a fait cette déclaration. Et ainsi je tiens pour sûr que celle-ci sera publiée dès qu'on aura reçu des lettres de l'archevêque de Nazareth.

Le P. Claude Mattei de Lorraine, de la Compagnie de Jésus, avait raconté que le roi de France comptait envoyer à Constantinople M. de Lemoine, commandeur de Saint-Jean. J'ai cru devoir en parler à Sa Sainteté et lui représenter le mauvais effet que produirait l'envoi en Turquie d'un ecclésiastique et religieux, chargé de vaquer aux affaires du roi de France à Constantinople, puisque le but de semblables missions était toujours de solliciter l'envoi d'une flotte turque au détriment de la chrétienté. Je le priai donc de charger le nonce d'être attentif, et si le fait était vrai, ainsi qu'on me l'assurait, d'empêcher cette mission par tous les

moyens. Non-seulement le pape me le promit, mais il me dit qu'il priverait de tous biens ecclésiastiques celui qui l'accepterait, et que la première fois qu'il verrait l'ambassadeur de France, il le chargerait d'écrire au roi que si lui, le pape, apprenait qu'il demandait secours aux Turcs, il l'excommunierait et le priverait de son royaume ; qu'il se rangerait lui-même contre lui et appellerait aux armes tous les princes chrétiens, afin qu'ils occupassent son royaume ; qu'il délierait ses sujets de leur serment de fidélité et leur ordonnerait de se tourner contre lui ; enfin, que si, n'importe de quelle manière et n'importe par quelle impulsion, une flotte turque apparaissait (dans les mers d'Europe), il supposerait que c'est sur sa demande qu'elle était venue. Cette démarche, si le pape la fait aussi énergiquement qu'il m'a dit vouloir la faire, ne laissera pas, il me semble, de produire de salutaires effets. Que Dieu garde, etc.

6. PHILIPPE II AU COMTE OLIVARÈS

Monzon, 2 août 1585.

Par vos rapports, concernant le duc de Nevers, j'ai eu connaissance des pourparlers qui ont eu lieu au sujet des affaires de France, jusqu'au moment du départ du duc, ainsi que du bref que Sa Sainteté lui a donné. Il importe peu que ce bref ait été rédigé en termes moins positifs qu'il n'aurait désiré, puisque ceux de la Ligue ne l'ont pas même attendu pour faire la paix (avec le roi). Quant à l'entremise du cardinal Madruc-

cio, tendant à faire disparaître les scrupules du duc, elle était fort opportune, tant par rapport à ce dernier qu'aux événements que vous connaîtrez par les avis de France, d'où l'on vous aura envoyé les articles de la paix (de Nemours). Comme on ne sait pas si cette transaction n'avait pas été faite dans l'intention de désarmer ceux de la Ligue et de les désunir peu à peu, en attendant que le terme fixé pour la réduction des huguenots soit expiré, ce sera à Sa Sainteté de pourvoir très-sévèrement à ce qu'un but aussi important que l'extermination de toutes les hérésies de ce royaume ne soit pas manqué par suite d'absence de zèle de la part du roi, ou par son désir de frapper sur ceux qui lui ont donné de l'ennui et qui pourraient facilement recevoir le coup, si les chefs de la Ligue ne se mettent pas à la tête de l'entreprise armée contre les huguenots obstinés[1]. Il est permis de penser que Sa Sainteté apportera une sollicitude toute particulière à cette question, et vous aurez soin de la lui rappeler.

Je suis charmé d'apprendre que Sa Sainteté ne blâme pas le secours que je prête aux catholiques de France, et qu'elle l'approuve plutôt, comme Elle vous l'a donné à entendre, lorsqu'il était question de cette affaire. Toutefois, vous n'y reviendrez pas, à moins que le pape ne vous en parle. Dans ce dernier cas, vous ne nierez pas le fait, mais sans entrer dans les détails. Vous vous bornerez à dire que vu les intérêts de la cause catholique, je n'ai pu refuser mon secours, et vous l'engagerez à en faire autant de son côté, s'il était nécessaire.

[1] Passage obscur et susceptible de diverses interprétations.

Par l'acte de privation lancé contre le prince de Béarn, Sa Sainteté a fait connaître son grand zèle et ses sentiments chrétiens. Vous me dites qu'au commencement on était dans le doute si on devait le publier de suite, ou attendre la mort du roi de France. Vu l'état de choses de ce royaume, il me semble que ce qu'on pourrait faire de mieux, ce serait de le publier dès à présent, car il (Henri de Navarre) le mérite, et pour le passé et pour le temps qui court, par suite de ce qu'il avoue lui-même dans la déclaration[1] qu'il a dernièrement fait publier pour sa justification et qui le condamne plus que toute autre chose. Vous en avez sans doute entendu parler. De plus, cette publication encouragera les catholiques et intimidera les hérétiques... sans parler ici de ce que, la publication faite, on ne pourra guère (à Rome) revenir sur la mesure, même s'il (Henri de Navarre) montrait quelques velléités de faire une feinte conversion. Vous garderez naturellement le silence sur ce dernier point, mais vous vous appliquerez en faveur de la publication.

7. VINCENZO GRADENIGO AU DOGE

Barbastro, 23 août 1585.

. . . La rigueur dont le pape a usé vis-à-vis de

[1] *De la main du roi, en marge :*

« On ferait peut-être bien de lui en envoyer une copie (à Olivarès) qu'il puisse montrer, dans le cas où là-bas ils ne l'auraient pas.»



l'ambassadeur de France[1] n'est pas approuvée ici. On désirerait qu'à Rome on eût pour les souverains plus d'égards que, dès son début, le pape ne leur en témoigne. On est aussi blessé de la manière roide et cassante dont Sa Sainteté traite Olivarès...

8. VINCENZO GRADENIGO AU DOGE

Madrid, 23 avril 1586.

. . . L'illustrissime cardinal Granvelle est très-faible, et il y a plusieurs jours qu'il se trouve dans cet état. Dernièrement, je suis allé le voir, au nom de Votre Sérénité, et je l'ai trouvé excessivement bas, le visage et la voix fort changés ; il peut à peine parler. Tout le monde explique cette maladie par les grandes souffrances morales qu'il endure, et qui lui ôtent tout sommeil. La cause de sa tristesse est le fait qu'il n'est plus consulté sur les grandes affaires d'État. A la cour, on a appris avec une extrême surprise que Sa Seigneurie illustrissime n'est jamais intervenue dans les affaires concernant Drake. Ces douloureuses préoccupations, jointes à son grand âge,—le cardinal a soixante-dix ans, — le mèneront sans doute rapidement à la tombe. Cependant, pour se remettre un peu, il est allé s'établir pour une quinzaine de jours dans une maison de campagne, hors de Madrid...

[1] L'expulsion de M. de Pisany.

9. PHILIPPE II AU COMTE OLIVARÈS

San-Lorenzo, 15 septembre 1586.

Malgré les instances que les Français font auprès de Sa Sainteté, et quoiqu'il y ait des personnes qui pensent qu'on parviendra à L'ébranler, à La décider à révoquer la bulle contre le prince de Béarn et à amener celui-ci à une conversion feinte (car une autre n'est pas à attendre de lui), je ne puis me persuader que Sa Sainteté puisse faire semblable chose. Toutefois, vu la gravité de la matière, je me suis cru obligé de Lui rappeler de quoi il s'agissait. A cet effet vous Lui remettrez cette lettre. Vous en verrez le contenu par la copie que je vous envoie. Vous direz au pape combien, pour ma part, je suis persuadé que Sa Sainteté, plus que personne (vu la charge qu'Elle occupe), tâchera de conserver le peu qui reste encore debout de la chrétienté. Vous Lui représenterez que le royaume de France en a été et est toujours l'un des plus grands et principaux membres ; que tant que l'hérésie ne s'est pas emparée des chefs et maîtres des États, l'espérance d'un remède subsiste toujours, mais que lorsque le mal a gagné ceux qui commandent, tout l'édifice croule d'un seul coup. Il y en a, pour nos péchés, tant et de si nombreux exemples, qu'il est superflu de les énumérer. On me mande de France qu'on y fait les plus grands efforts pour que le pape admette Béarn (à faire sa conversion). Mais comme c'est un hérétique si consommé, et qu'il n'a en vue que sa succession dans

le royaume, je ne puis me refuser de faire observer à Sa Sainteté que ce serait mettre le feu à ce pays. Vous donnerez à entendre que je ne fais pas la présente démarche parce que je crains le Béarn, puisqu'il m'a offert et m'offre encore, en retour de mon appui, toutes sécurités et gages que je lui demanderais, mais que c'est purement le service de Dieu qui m'y oblige. Que Sa Sainteté se détrompe : qui est relaps pour la seconde et la troisième fois, ne peut faire de conversion sincère. S'il avait l'intention, après la conversion, de se retirer dans un coin, de renoncer à ses prétentions et de faire pénitence, on pourrait supposer qu'il agit d'après les inspirations de son cœur ; mais comme ce n'est pour lui que le moyen d'arriver à la succession de ce royaume, et comme ses œuvres démentent ses paroles, on voit que ce sont des feintes. Si l'Église et l'Inquisition punissent avec la dernière rigueur les rechutes en ces péchés, et frappent les relaps de la peine capitale, à plus forte raison on ne saurait remettre à un criminel de cette espèce un royaume tel que la France, qui, alors, ne tarderait pas de s'emplir d'hérésies. Vous préviendrez donc Sa Sainteté que plutôt que d'y consentir, plutôt que de permettre que de là la contagion gagne mes États, je me croirais obligé de favoriser et de défendre les catholiques de France contre toute oppression. Il en naîtrait des discussions et des guerres, et il pourrait en résulter un amoindrissement des forces et de la puissance de ce royaume qui, unies et catholiques, sont d'une grande utilité pour la chrétienté, mais qui, si la France est pervertie et infectée, seraient tellement dangereuses

pour les intérêts de la religion que, dans cette éventualité, on serait forcément obligé de tâcher de les réduire. Des personnes malintentionnées (quoiqu'elles ne puissent dire que je veux qu'on fasse dans la maison d'autrui ce que je ne fais pas dans la mienne), essayeront peut-être de faire craindre à Sa Sainteté qu'en demandant l'exclusion de Béarn et en conseillant aux catholiques de poursuivre la guerre contre les hérétiques, je n'aie l'intention de détruire les forces des uns et des autres, et que, ce but atteint, je ne pense à l'Italie. Tâchez de détruire cette erreur, non en mon nom, ni en m'excusant en présence de ces vaines imaginations, mais en déclarant que, dans l'éventualité de l'admission d'un hérétique à la succession de France, j'aiderai les catholiques, ce qui mènera au démembrement de ce royaume, puisque chacun de ceux qui y comptent pour quelque chose en prendra un morceau; et que pour le conserver, il faut que Sa Sainteté et le roi très-chrétien (s'il veut), ou la totalité des catholiques français s'engagent avec moi à l'exclusion de tout candidat hérétique ou suspect par sa descendance ou pour d'autres causes, et que nous tombions d'accord sur une personne vraiment catholique et capable de remédier aux maux de ce pays, pour le cas où le roi actuel ne sera, sa vie durant, parvenu à y avoir remédié; et Sa Sainteté jugera si, d'après ce qu'on voit, cela est probable. Vous rappellerez aussi au pape qu'il s'agit d'être conséquent avec lui-même. En procédant contre Béarn, il a fait preuve de ferveur et de zèle. Que penserait-on si on le voyait changer de route? Enfin, vous saurez vous prévaloir d'autres arguments

qui se présenteront à votre esprit, et de l'intervention de personnes qui jouissent d'une certaine autorité auprès de Sa Sainteté, en dévoilant les desseins et intentions de ceux qui Lui parlent en sens contraire. Sous ce rapport, vous ferez de constants efforts. Vous provoquerez aussi les instructions nécessaires pour l'archevêque de Nazareth (nonce en France) et vous m'avertirez de tout.

10. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 20 décembre 1586.

(Voir le texte original.)

11. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 9 février 1587.

Sire, depuis que j'ai écrit à Votre Majesté le 27 du mois passé, un courrier extraordinaire, arrivé de France, a apporté la nouvelle que le roi a rompu ses négociations de paix (avec Navarre) et résolu de faire, la guerre aux hérétiques. A cette nouvelle, donnée par l'ambassadeur, le cardinal de Sens a ajouté que le roi avait pris cette détermination par suite de l'attitude des seigneurs de la maison de Guise, décidés à ne pas participer à cette paix, comme l'étaient aussi la ville de Paris et les autres ligueurs; qu'ils étaient tous pour la guerre, avec ou sans le concours du roi, et demandaient à cet effet la bénédiction du pape qui

l'a donnée. Le cardinal de Sens m'a dit aussi qu'il n'a voulu demander à Sa Sainteté ni argent, ni même conseils. Le peu d'intelligence du pape en matière d'affaires d'État, et son désir de les mener selon ses inspirations expliquent la mobilité extraordinaire avec laquelle il procède. Chez lui, on ne peut compter avec sécurité que sur une chose, à savoir qu'il sera toujours du côté du plus fort, même au prix de changer de parti. Je lui ai touché un mot de ces pourparlers, à titre de nouvelles qui couraient dans le public, et j'ai profité de cette occasion pour revenir à ce que je lui avais dit et à ce que j'avais mandé à Votre Majesté le 23, au sujet des conseils que tenait le prince de Béarn, et relativement à sa conversion. Cette conversation m'a confirmé dans l'opinion que dorénavant il n'y a aucun fonds à faire sur lui. A ce sujet, Rusticucci me dit toujours que le pape serait aujourd'hui fort peu disposé à faire la privative (de Navarre) et que c'était au moment opportun que je lui avais parlé contre l'admission de Béarn, avant même de recevoir le courrier avec la lettre de Votre Majesté.

Sa Sainteté m'a dit qu'au point de vue de la prudence humaine, Vendôme (Navarre), en demandant du temps pour communiquer avec ses alliés, s'était mieux conduit que le duc de Guise qui a fait la paix (avec Henri III) sans en avertir Sa Sainteté, mais qui en avait d'abord informé Votre Majesté. J'ai fait semblant de ne pas entendre ce propos, et j'ai excusé Guise en disant qu'ayant obtenu, par rapport aux questions de religion, tout ce qu'on pouvait désirer, il

avait dû croire agir en conformité des intentions de Sa Sainteté.

Je lui ai aussi rappelé et prouvé que si la reine d'Écosse était mise à mort, ce serait du consentement du roi de France. Sur cette matière, je n'ai rien à ajouter à ce que j'ai écrit à Votre Majesté. Que Dieu garde, etc.

12. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 21 avril 1587.

... Pendant quelques jours, le roi a été incertain de savoir s'il devait ou non faire faire des obsèques à la reine d'Écosse, pensant que cela n'était pas nécessaire, attendu qu'elle était morte martyre. A cet effet, il a demandé l'avis de son confesseur et d'autres théologiens qui tous ont été unanimes à dire que la reine n'ayant pas encore été déclarée martyre par l'Église, non-seulement on pouvait, mais l'on devait accomplir cette cérémonie et rendre les derniers honneurs à cette âme bénie. Par conséquent, Sa Majesté, vêtue de deuil, a honoré les obsèques de sa présence et témoigné, à cette occasion, une profonde affliction...

13. L'ÉVÊQUE DE CORTONE, AMBASSADEUR DE TOSCANE, AU GRAND-DUC FRANÇOIS

Rome, 18 juillet 1587.

Sérénissime Seigneur, Votre Altesse aura eu connaissance par ses ministres à Madrid du méconten-

tement que le roi d'Espagne témoigne aux prêtres de la Compagnie de Jésus. La cause en serait que le roi et l'inquisition ne possèdent pas, par rapport à cet ordre, les pouvoirs et le droit de surveillance qu'ils exercent sur les autres communautés religieuses d'Espagne, et qu'ils n'ont pu acquérir par des voies indirectes, en demandant à plusieurs reprises, mais sans succès, sous le prétexte que le général de l'ordre réside à Rome, la nomination d'un provincial (des jésuites espagnols). Par ce moyen, il leur aurait été plus facile de réglementer ces colléges à leur façon, et d'empêcher même que ceux-ci pussent recourir à Rome. Ce but n'ayant pu être atteint, l'inquisition trouve la situation (privilégiée) de la Compagnie incompatible avec sa propre autorité. Elle blâme aussi, comme présomptueux, le refus de ces Pères d'accepter la bulle de la *cruzade*. Dans cette dernière affaire, les jésuites se sont conduits de manière non-seulement à se faire exempter de la bulle, mais encore à gagner de la réputation. Ils ont déclaré qu'ils ne comptaient pas user de la dispense des jeûnes, ni des autres facultés que cette bulle concède ; mais que, néanmoins, ils étaient prêts, dans l'intérêt des finances du roi, à acquitter les redevances de la bulle pour tous leurs prêtres de cette province. Les Espagnols en appelèrent à la décision du pape, et Sa Sainteté trouva qu'on ne pouvait obliger la Compagnie de faire droit à cette réclamation. Par conséquent, les jésuites en restèrent exempts ; car, exiger d'eux les payements, dus en vertu d'une bulle dont ils refusaient les bénéfices, était une injustice trop évidente. L'inquisition craignait

que cet exemple n'encourageât les autres ordres à se libérer également de cette charge, et le roi se montrait mécontent des jésuites à cause de l'autorité qu'ils avaient exercée en Portugal sous le règne des deux derniers rois, ses prédécesseurs. L'inquisition se mit donc à intenter des procès à ceux de ces Pères qui lui causaient le plus d'ennui, et le roi à favoriser et à combler de gracieusetés quelques-uns d'entre eux qui s'étaient montrés déférents envers l'inquisition. C'est, d'après ce qu'on dit, pour empêcher le général de mander à Rome et de punir ces derniers, que le roi a édicté la défense générale, portant qu'aucun membre de la Compagnie, ne devrait sortir d'Espagne sans son autorisation.

Il y a un frère conventuel de Saint-François fort protégé en haut lieu, auquel on avait autrefois, sur la demande des jésuites, retiré le poste de lecteur qu'il occupait à Padoue, parce qu'il s'était montré récalcitrant à leurs ordres, et s'était récrié contre la faculté qu'ils ont de dispenser leurs prêtres de la profession dite positive. Ce cordelier tâche, à ce qu'on dit, d'irriter le pape contre la Compagnie. On attache ici une grande importance aux mesures prises par le roi, car on les considère comme une violation de la liberté ecclésiastique, sans compter que les jésuites sont aujourd'hui, en vérité, le nerf de notre religion. Par ces deux considérations, j'ai cru devoir porter ces fait à la connaissance de Votre Altesse...

14. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 5 août 1587.

... Le sieur Jean de Herrera, architecte en chef du roi, a reçu l'ordre de faire graver sur cuivre les dessins de l'Escurial. Ce sont douze planches d'une grande beauté. Il m'a dit que Sa Majesté l'a chargé de m'en remettre un exemplaire, dès que ce travail sera terminé, c'est-à-dire, comme il espère, sous quelques jours, afin d'être envoyé à Votre Sérénité de la part du roi qui, à ce que me dit Herrera, se rappelle que la Seigneurie a accordé un privilége à cette œuvre qui sera très-belle et fort curieuse à voir; car l'édifice (qu'elle représente) est le plus grand de son genre qui existe au monde. Il a été commencé et terminé par le même roi, dans l'espace de vingt-quatre ans, avec une dépense qui, assurément, dépasse dix millions d'or, et il est enrichi d'ornements qui sont vraiment merveilleux à voir...

15. SIXTE-QUINT A PHILIPPE II[1]

Rome, 7 août 1587.

Sixtus, P. P. V. etc., Ce matin, j'ai tenu consistoire et, pour donner satisfaction à Votre Majesté, Alan a été fait cardinal. En faisant cette proposition, j'avais tâché d'éviter toute interprétation compromettante; néanmoins, j'apprends que,

[1] Lettre autographe.

dans Rome, on s'est mis aussitôt à dire : maintenant ils se préparent à faire la guerre d'Angleterre, et cette supposition s'est partout répandue. Par conséquent, il sera bon que Votre Majesté ne perde pas de temps, afin que ces pauvres chrétiens (les catholiques d'Angleterre) ne souffrent pas davantage; car si on tardait, ce que vous avez jugé opportun de faire tournerait mal. En ce qui concerne ma participation à l'entreprise, j'ai immédiatement ordonné tout ce que le comte d'Olivarès m'avait demandé, et je pense qu'il vous en avertira. Que Votre Majesté, puisqu'elle compte faire cette entreprise, cherche avant tout à se réconcilier avec Dieu Notre Seigneur, car les péchés des princes détruisent les peuples et défont les royaumes, et aucun péché n'excite plus la colère de Dieu que l'usurpation de la juridiction ecclésiastique, ainsi que cela est constaté par l'histoire sacrée et profane. On a conseillé à Votre Majesté de comprendre dans sa Pragmatique les évêques, les archevêques et les cardinaux[1]. C'était un très-grand péché. Votre Majesté doit supprimer les dispositions concernant les ministres de Dieu, et faire pénitence; autrement un grand malheur pourrait lui arriver. Ne croyez pas ceux qui vous conseillent le contraire, car ce sont, évidemment, ou des adulateurs ou des athées; mais croyez en moi que Dieu vous a donné pour père. Croyez cette sainte Église qui est votre mère, et à laquelle vous êtes obligé d'obéir *de necessitate salutis*. Si vos conseillers sont des humanistes, qu'ils lisent Eutrope; s'ils

[1] Pragmatique sur les titres. Voy. Liv. IV.

sont canonistes, qu'ils lisent les . . . ; s'ils sont des légistes, qu'ils lisent *de Sacratissimis episcopis ;* s'ils sont des théologiens, le premier et le deuxième opuscule de saint Thomas; alors ils ne donneront plus de mauvais conseils à Votre Majesté. César Octavien et d'autres empereurs païens avaient tant de respect pour la juridiction sacrée qu'avant de faire des lois *circa sacra*, ils se firent d'abord élire pontifes. J'ai répandu beaucoup de larmes à l'occasion de ce grand péché. J'ai la confiance que vous ferez amende honorable, et que Dieu vous pardonnera. Au vicaire de Dieu on doit, en matière de salut, obéir sans réplique ; c'est ce que j'espère que Votre Majesté fera, et je lui souhaite tout bien.

16. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 14 décembre 1587.

Sire, dans mon audience d'avant-hier Sa Sainteté m'a montré le déchiffrement d'un rapport de son nonce, daté de Paris, 22 novembre. Celui-ci mande que le roi très-chrétien, ayant de concert avec son conseil, pendant l'absence du duc d'Épernon, chargé le duc de Lorraine de venir avec ses troupes et de se réunir avec lui, Épernon, arrivé auprès du roi, obtint de Sa Majesté de changer d'avis et d'écrire catégoriquement de sa main au duc de Lorraine qu'il ne devait pas venir. Celui-ci répondit que s'étant mis en mouvement par ordre de Sa Majesté, et à grands frais, il comptait toujours venir pour son service. Après un échange de

correspondances, le duc fut averti que s'il entrait en France, le roi se tournerait contre lui avec toutes ses forces, y compris celles des hérétiques. Par conséquent le duc de Lorraine comptait joindre le duc de Guise et avait à cet effet appelé les ducs de Mayenne et d'Aumale avec leurs troupes. Cela s'est fait du consentement de la ville de Paris. La reine-mère était fort affligée et avait chargé M. de Bellièvre, quoique avec peu d'espoir, de tâcher de raccommoder les choses et d'éviter une rupture. On pensait que l'intention était de réunir à Paris les trois États de France, et de déclarer le roi incapable de gouverner. Le pape m'engagea, à lire, comme d'autres fois, la fin de la dépêche qui contenait les réflexions du nonce.

J'ai profité de l'occasion pour lui faire comprendre combien les affaires du roi allaient mal, et il a abondé dans mon sens, comme il l'a fait ces jours derniers, après qu'il eut appris que les coalisés ont l'avantage, et comme il le fera tant qu'il en sera ainsi. Cette fois-ci, il a fait mieux que cela, disant : « Dieu veuille que les coalisés fassent des efforts et agissent sérieusement, et qu'on en finisse d'une fois. Quand une maison va crouler, il vaut mieux la démolir que de la laisser tomber sur ses habitants. » Si le roi fait ce qu'il dit vouloir faire, les princes feront bien de se mettre à l'œuvre, et Votre Majesté, de tourner contre la France, qui n'est pas de moindre importance, les armes qu'elle destine à l'entreprise d'Angleterre. J'admis la valeur de ce qu'il me disait, mais je n'ai pas cru devoir m'engager dans cette voie sans les ordres de Votre Majesté.

Hier, il me fit dire de m'aboucher avec Rusticucci, qui avait une communication à me faire. Celui-ci me montra un autre rapport relatif à ces événements, que le cardinal de Sens avait envoyé au pape. Sa Sainteté, de son côté, m'en a verbalement communiqué le contenu qui est consigné dans la feuille ci-jointe. J'ai cru bien faire de la lui montrer avant de l'envoyer à Votre Majesté. Le cardinal de Sens m'a fait prévenir aussitôt, par son secrétaire, de ce qui s'était passé entre lui et Rusticucci et a désiré connaître mon opinion sur ce message du pape, et sur la manière dont nous aurions à nous conduire. Je lui ai dit qu'à l'égard de Votre Majesté, il était superflu de lui recommander la protection de ces princes, puisque plusieurs fois, lorsque je voyais le pape hésiter, je lui avais dit, de la part de Votre Majesté, qu'elle ne les abandonnerait jamais; que, quant à l'intention de Sa Sainteté d'en faire autant je la croyais parfaitement sincère, et que je ne douterais pas de sa bonne volonté aussi longtemps que ces princes seraient plus forts que le roi; que, toutefois, il était bon de tirer parti de l'ordre (verbal envoyé à Nazareth en faveur des ligueurs) afin de ranimer leur courage et de leur procurer des pièces dont ils pourraient se prévaloir dans l'intérêt de leur autorité; de tâcher d'engager le pape dans cette voie, et d'obtenir de lui, s'il était possible, un bref ou une lettre au duc de Lorraine ou du moins au nonce, répétant ce qu'il lui avait fait dire. Par ce moyen, on pourrait peut-être même l'amener à donner quelque secours en argent. Sa Sainteté m'avait exprimé le désir que j'expédiasse un courrier à Votre Majesté.

J'attends ses ordres relativement au langage que j'aurai à tenir à Sa Sainteté. Cependant, j'ai envoyé au duc de Parme une copie du compte rendu de ce que le cardinal Rusticucci m'a dit, et j'en informe plus sommairement don Bernardino de Mendoza. Que Dieu garde, etc.

Depuis que j'ai écrit ce qui précède, j'ai su que le pape a fait appeler le cardinal de Joyeuse et l'ambassadeur de France, et qu'ils ont été chez lui ce matin. Il leur a demandé quel était le mystère de ce revirement survenu dans les intentions du roi, et pourquoi il avait révoqué l'appel du duc de Lorraine. Si c'était dans l'intention de faire la paix avec les huguenots, il les chargeait d'écrire à Sa Majesté qu'il ne le souffrirait pas. L'ambassadeur lui avait plusieurs fois exprimé des appréhensions au sujet de l'entreprise de Votre Majesté (contre l'Angleterre), et lui, le pape, avait toujours répondu que les armées de l'Espagne ne seraient pas tournées contre la France, parce que, en vérité, Votre Majesté n'avait pas armé avec une telle intention, mais seulement pour ses propres nécessités; maintenant, il affirmait sur serment qu'il retirerait cette assurance, parce qu'il serait possible, si le roi très-chrétien ne changeait pas de route, que les choses prissent une tout autre tournure, et que Sa Sainteté elle-même se verrait obligée d'engager Votre Majesté à employer ses forces au salut de la France.

17. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 22 avril 1588.

Sire, depuis mes derniers rapports du 18 mars, sur les affaires de France, je n'ai qu'à mander à Votre Majesté que l'ambassadeur (M. de Pisany) a sollicité et obtenu un bref du pape, adressé au duc de Guise, et l'engageant à se joindre au roi dans la poursuite des hérétiques. Sa Sainteté en a informé le cardinal de Sens, et elle l'a chargé de prier le duc d'être, néanmoins, sur ses gardes, pour le cas où le roi voudrait lui faire quelque mauvais parti, ainsi que cela se disait généralement...

18. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 30 avril 1588.

... Après le déjeuner, et lorsque les tables eurent été enlevées, le pape nous[1] fit signe d'approcher nos siéges du sien, et nous engagea de nouveau à nous couvrir. Il nous dit qu'il entrait dans la quatrième année de ses fatigues, auxquelles il avait été appelé par la volonté seule de Dieu, ne se jugeant pas de force, quant à lui-même, à porter un pareil fardeau. Il se mit ensuite à parler du temps de son élection et de la manière dont elle avait eu lieu. « Ce furent, dit-il, les

[1] Les ambassadeurs de France et de Venise.

cardinaux d'Este et de Médicis qui, les premiers se décidèrent en sa faveur, sans qu'il leur en eût parlé. Ils firent les démarches nécessaires, tandis que Altemps qui comptait voter pour Sirletto, changeait de résolution et était amené à lui donner son concours comme aussi celui des autres cardinaux de Pie IV. De même, Alessandrino, créature de Pie V, lui donna son appui et celui des siens. Les cardinaux de Grégoire étaient divisés entre eux. Il y en avaient qui prétendaient n'avoir aucune obligation ni à leur pape, ni à ses neveux, puisque, tout en les faisant cardinaux, il ne leur avait pas donné de quoi vivre. Ils voulaient donc faire un pape qui vînt à leurs secours. Il s'ensuivit que, d'abord l'un d'eux, et ensuite tous les autres concoururent dans sa personne. Enfin, les cardinaux d'Este, de Médicis, Altemps, San-Sisto et Alessandrino, avec tous leurs adhérents, vinrent l'*adorer* (acclamer), sans que Farnèse, Savelli et San-Giorgio eussent eu le moindre soupçon de cette résolution. Il a plu à Dieu qu'il en fût ainsi, car ce ne sont pas les hommes, c'est le bon Dieu qui fait le pape... »

19. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 mai 1588.

Sire, dans ma lettre du 25 de ce mois, j'ai oublié de dire à Votre Majesté que lorsque Sa Sainteté me racontait qu'elle avait parlé très-chaleureusement à l'ambassadeur de France en faveur et à l'excuse des Guises, il lui est échappé d'ajouter qu'elle avait déjà de-

mandé à M. de Pisany comment il était possible que le roi, s'il se méfiait du duc (dans la journée des barricades), n'eût pas eu sous la main vingt hommes sûrs, pour le faire enfermer dans une chambre, et en faire ce que bon lui semblait, et que les Parisiens auraient fini par s'en contenter. D'autres fois, elle m'a dit avoir fait observer à l'ambassadeur et aux cardinaux dévoués à la France, que le roi faisait mal d'être en même temps en défiance avec les Guises et avec Montmorency; qu'il fallait se joindre aux uns, pour frapper avec eux sur les autres, et qu'après en avoir fini avec ceux-ci, il aurait les bras libres pour tomber sur ceux-là. De même, elle m'a dit, nombre de fois, que le duc de Guise a mal fait, il y a maintenant trois ans, de ne pas aller à Paris, et de ne pas s'emparer du gouvernement. Elle m'assure avoir dit la même chose au cardinal de Sens, en faisant engager le duc à aller de l'avant, et à se méfier du roi, lequel comptait lui jouer un tour qui pourrait bien lui coûter la vie. De tout ceci, Votre Majesté pourra, si elle ne l'a déjà fait depuis longtemps, se faire une idée du caractère de Sa Sainteté et de la foi que méritent ses paroles, et comprendre comment elle se rangera toujours du côté du plus fort.

Et pour que Votre Majesté puisse aussi juger de sa capacité en matière d'affaires de guerre et de marine, j'ajouterai que, dans la même audience du 25, parlant des progrès du siége de la Rochelle, elle m'a engagé à prier Votre Majesté de donner l'ordre à l'*armada*, en passant dans ces parages, de porter secours aux assiégeants, et de hâter la prise de la Rochelle... Que Dieu garde, etc.

20. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 4 juin 1588.

(Voir le texte original.)

21. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 17 juin 1588.

Les événements de France[1], bien que vraiment déplorables, ne déplaisent ici en aucune façon. Au contraire, il n'y a aucun doute que le duc de Guise, ainsi que je l'ai mandé, et pour des raisons d'État connues de Votre Sérénité, ait agi de concert et avec l'appui des ministres de ce roi sérénissime. Il est tout aussi certain qu'on a de nouveau envoyé de l'argent au duc de Guise, et que le roi très-chrétien s'en est plaint auprès du pontife. Ce prince a déclaré que, si on continuait ainsi, il se verrait un jour obligé de prendre quelque résolution étrange et à laquelle il n'avait jamais songé, et il a fait appel à la prudence et à l'autorité de Sa Béatitude, pour mettre un terme à ces déordres. Mais ici on s'excusera sur le désir d'empêcher les huguenots de prendre le dessus, et on prétendra que ces secours avaient pour but le bien de la religion et en particulier celui de Sa Majesté très-chrétienne, naguère si intimement liée avec les Guises. Je prie Votre Sérénité de tenir ces informations secrètes.

[1] La journée des barricades.

22. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 26 août 1588.

... Sire, le cardinal Alessandrino me dit savoir que les Vénitiens, craignant la prépondérance de Votre Majesté, négocient, par l'intermédiaire du nouveau légat (Morosini), une ligue avec le roi de France, et qu'ils travaillent à obtenir l'adhésion du pape à cette combinaison. Ce cardinal apprécie comme tout le monde la sincérité de Sa Sainteté. Il en a fait l'expérience dans sa propre personne, et par ce qu'il a vu lorsqu'il était dans les affaires. J'attends aussi peu, et peut-être encore moins que lui, du caractère du pape; mais je ne pense pas qu'à moins de juger l'occasion parfaitement sûre, il ait le courage d'embrasser un parti qui pourrait lui donner des embarras, et l'obliger à dépenser son argent; d'autant plus que, par ce qui se fait contre l'Angleterre, il a satisfait à un appétit commun aux papes, à ce désir qu'ils ont de s'associer à quelque grande entreprise, sans s'enquérir toujours autant qu'ils devraient, du mérite de l'affaire. J'écris à don Bernardino de Mendoza, lui recommandant d'avoir les yeux ouverts, puisque cela ne peut se faire à Venise, attendu que celui qui s'y trouve (l'agent d'Espagne) est incapable, à moins que, comme on le dit ici, don Luis de Velasco ne soit nommé à ce poste. Certes, il conviendrait au service de Votre Majesté de pourvoir enfin à cette ambassade, d'autant plus que les Vénitiens interpréteraient le contraire comme un manque d'égards.

23. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

San-Lorenzo, 23 septembre 1588.

Le changement à introduire, par ordre de Sa Sainteté, dans la coupe et la couleur des vêtements des évêques est peut-être motivé dans d'autres pays. Ici, comme vous savez, l'ancien costume des prélats, et par sa couleur noire et par sa façon, est si grave, si convenable et si conforme au caractère sacerdotal, qu'aucun changement ne saurait le rendre meilleur. Au contraire, en changeant le noir en violet et en raccourcissant les soutanes, on porterait atteinte à l'autorité des prélats, sans parler d'autres inconvénients. Ainsi quelques-uns d'entre eux pourraient prendre le goût de toilettes recherchées, et l'habit de prêtre perdrait dans l'opinion du peuple, aujourd'hui si respectueux et si plein de vénération pour le clergé. Sans doute, l'habit n'est pas la cause essentielle de ces bonnes dispositions; mais il ne laisse pas que d'y contribuer. Tout ceci me fait désirer beaucoup qu'aucun changement n'ait lieu, attendu qu'il s'agit ici d'une chose importante qui ne regarde pas seulement le costume, mais l'édification et les bonnes mœurs de mes sujets et prélats. C'est ce que vous exposerez à Sa Sainteté, en mon nom, dès que vous aurez reçu cette lettre. Vous lui ferez observer que, vu la différence des pays et des coutumes, la même règle ne peut guère s'adapter à tout le monde; mais qu'on doit avoir égard à ces diversités, et éviter surtout de changer les formes et usages anciens qui n'offrent aucun inconvénient, et cela avec d'autant

plus de raison qu'il n'en résulte aucun mal, mais, au contraire, qu'il n'en ressort que du bien. Toutes ces considérations, et d'autres que vous lui soumettrez (et sous ce rapport je m'en rapporte à vous), seront appréciées par Sa Sainteté, conformément à sa prudence et à son zèle. Non-seulement, je l'espère, elle donnera à cet effet les ordres nécessaires, mais elle me remerciera beaucoup de lui avoir fait connaître la nécessité qu'il y a pour elle d'ordonner aussitôt que, dans les royaumes d'Espagne, de la couronne de Castille, d'Aragon et de Portugal, aucun changement ne soit apporté au costume ordinaire que lesdits évêques portent en dehors de leurs églises cathédrales. A l'intérieur, au chœur, aux autels et aux cérémonies, ils pourront se conformer au style et aux usages romains, selon les ordres qu'il plairait à Sa Sainteté de donner à ce sujet ; mais en ce qui concerne le costume qu'ils portent en dehors des églises, je prie Sa Sainteté de me croire, que ce que je dis est plus convenable, parce que je vois les choses de plus près. C'est une affaire beaucoup plus importante qu'on ne pense. C'est ainsi que vous l'envisagerez et que vous la traiterez en faisant les diligences nécessaires, etc[1].

[1] *A la fin de la dépêche, de la main du roi :*

« De ce qui précède, vous direz ou vous éviterez de dire ce que vous jugerez convenable, car vous connaissez mieux que moi les dispositions où l'on se trouve là-bas. De toute façon, vous devez réussir, car cette question est beaucoup plus importante qu'on ne pense. On peut me croire, en tant qu'il s'agit de ces pays-ci, c'est comme je vous le dis. »

24. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 6 septembre 1588.

Par des lettres du duc de Parme, du 10 du mois passé, on a eu connaissance des désastres subis jusqu'ici par l'*armada* catholique, et on a su que cette flotte a été obligée de se diriger vers l'Écosse et la Norwége. Votre Sérénité aura, sans doute, appris ces événements avant nous et avec plus de détails. Ici, le roi sérénissime et, quoiqu'on eût tâché de tenir ces informations secrètes, la cour et la ville en sont profondément affectés; d'autant plus que ces mauvaises nouvelles contrastent si fort avec les espérances de Sa Majesté et avec les rapports de don Bernardino de Mendoza qui, par trois courriers, avait mandé que le duc de Medina-Sidonia avait coulé bas plusieurs vaisseaux anglais, et était au moment de joindre ses forces avec celles du seigneur duc de Parme. Ce qui inquiète avant tout, c'est que Drake est à la poursuite de la flotte, qu'il la harcèle incessamment et de diverses manières; qu'il capture les navires qui se détachent de la flotte catholique; qu'il a, depuis l'entrée de cette dernière dans le détroit, renforcé son escadre de beaucoup de bâtiments, et que ses hommes, enhardis par la bravoure de leur capitaine et par le succès, deviennent de plus en plus entreprenants. On appréhende aussi que l'*armada*, cinglant vers l'Écosse, ne fasse de mauvaises rencontres, surtout si elle est obligée d'entrer dans quelque port de l'Écosse dont le roi,

blessé par de mauvais procédés et surtout par le peu de cas qui a été fait de lui, est fort mal disposé pour les Espagnols. Il en est résulté que ce prince, malgré la mise à mort de sa mère, s'est, pour ainsi dire, jeté dans les bras de la reine d'Angleterre. Telle est maintenant la situation de l'*armada :* à bord, les privations et le découragement des équipages; devant la flotte, l'ennemi écossais; sur les derrières, Drake! Somme toute, on augure ici fort mal de son sort, et on pense que, dans les meilleures suppositions, la flotte, pourvu qu'elle n'ait pas, depuis le 8 de ce mois, subi de plus graves échecs, ne pourra plus rien entreprendre cette année-ci, vu la saison avancée, à moins qu'on ne veuille la perdre et compromettre jusqu'à l'existence de l'armée des Flandres. Le fait est qu'on manque de ports de refuge, que les espérances qu'on avait fondées sur des intelligences secrètes[1] ne se sont pas réalisées, et que livrer bataille aujourd'hui est jugé par tout le monde comme excessivement dangereux. Mais, d'un autre côté, les délais et l'ajournement de l'entreprise entraîneraient aussi de mauvaises conséquences; en sorte que le roi est fort tourmenté et forcé de prendre des résolutions d'une extrême gravité. Ce qui manque surtout, c'est le nerf principal de la guerre, l'argent. Le trésor est si épuisé qu'on se demande comment il sera possible à la longue de maintenir les armées et une si grande flotte laquelle, et pour les hommes qu'elle absorbe, et sous tous les autres rapports, est la ruine de l'Espagne. Mais ce qu'il y a de pis, c'est qu'assailli par les mauvaises nouvelles

[1] Avec les catholiques d'Angleterre.

et par ces tristes réflexions, on ne sait quel parti prendre, ni que faire. Car, en envoyant des secours par les bâtiments qui se trouvent à la Corogne, on craint de les exposer à de grands dangers. Mais, si on ne les envoie pas, quel sera le sort de ceux des navires de l'*armada* qui auront échappé aux tempêtes et à l'ennemi, mais qui, on le sait, ont, en grande partie, consommé leurs vivres et surtout leurs munitions? Ces appréhensions donnent naissance plutôt à des hésitations qu'à des résolutions, et on se repent en secret d'avoir trop compté sur la fortune et trop peu avec les forces de l'ennemi! Tout ce qu'on fait, tout ce qu'on ordonne se réduit à ceci : on tâche, autant que possible, comme j'ai déjà dit plus haut, de tenir secrètes les mauvaises nouvelles, ou de les dénaturer en les publiant, et de retenir à la poste un grand nombre de lettres particulières; ensuite de continuer avec éclat les prières et processions publiques (pour obtenir la victoire). Il s'ensuit que les grands et les seigneurs espagnols reprochent tout haut à Sa Majesté d'avoir voulu, à elle seule, sans écouter d'autres avis que ceux de don Juan de Ydiaquez et de don Cristoforo de Mora, et sans consulter des conseillers d'âge et d'expérience, concevoir et entreprendre une expédition aussi difficile, au grand dommage, aux risques et pour la ruine de tous ces royaumes. Ils accusent aussi le duc de Parme d'être, en grande partie, la cause de ces malheurs, soit parce qu'il ne s'est pas de suite réuni au duc de Medina-Sidonia, ayant pourtant eu tout le temps de se préparer; soit parce qu'il a toujours, par ses conseils, empêché de

concentrer à Lisbonne toutes les forces expéditionnaires de terre et de mer, ce qui aurait permis, sans autre station intermédiaire, de se rendre directement sur les côtes d'Angleterre. Mais, quelleque soit la cause de ces désastres, aujourd'hui qu'il n'y a pas moyen de revenir sur le passé, on ne s'occupe qu'à signaler les fautes commises. Autant, naguère, on accablait d'invectives le marquis de Santa-Cruz (alors commandant en chef de l'expédition), autant on l'élève aujourd'hui aux nues, en exaltant sa prudence, sa sagesse et sa bravoure. Enfin, chacun donne ses opinions, et si je m'abstiens de les reproduire ici, c'est pour ne pas importuner Vos Excellences qui auront reçu, par la France et par d'autres voies, des nouvelles plus récentes, et qui sauront, par conséquent, avec leur sagesse habituelle, apprécier la portée de ces événements. Néanmoins, je ne manquerai pas de les tenir au courant des impressions que ces faits produiront ici et des résolutions qu'on va prendre à ce sujet. Ce qui est un grand bonheur, c'est que ces mauvaises nouvelles ne soient pas arrivées ici pendant que Sa Majesté était malade de la fièvre; car, bien qu'elle ait toujours tenu à se montrer impassible dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, ainsi que je l'ai écrit à Vos Excellences, elle prend toutefois les malheurs de la flotte si à cœur qu'on voit clairement que si, dans d'autres circonstances, elle a pu dissimuler ses émotions, elle n'en est pas capable cette fois. Peut-être le roi se reproche-t-il d'avoir entrepris cette guerre, en ne prenant conseil que de lui-même ; et voyant aujourd'hui le mauvais succès, il lui est im-

possible de dérober son affliction à la connaissance du public. Il vit tout à fait retiré, et ne veut plus donner d'audience à qui que ce soit ; il a remanié son testament et passe des heures entières avec son confesseur...

25. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II.

Rome, 26 septembre 1588.

Sire, les nouvelles de l'*armada* que le duc de Parme m'avait données par lettre du 12 août, et le refus obtiné de Sa Sainteté de fournir de l'argent (j'en ai informé don Juan Ydiaquez), m'ont fort affligé, ainsi que Votre Majesté peut bien se l'imaginer, et je me suis décidé, afin de le pouvoir faire avec utilité, d'attendre, avant d'écrire à Votre Majesté, des informations sur le sort de notre flotte.

Immédiatement après la réception de la lettre du duc de Parme, j'ai fait les démarches que Votre Majesté m'a, depuis, chargé de faire, par sa lettre du 5 de ce mois. Je les ai répétées, en me prévalant du nom de Votre Majesté. J'ai énuméré tous les arguments en faveur du payement de ce million ; j'ai dit que Votre Majesté espérait que Sa Sainteté l'entendrait ainsi, et agirait en conformité ; c'est-à-dire qu'ayant appris qu'en Flandre on manquait d'argent, Sa Sainteté aurait non-seulement donné l'ordre de payer les 500,000 écus, mais consenti à ce que le reste du million fût anticipé, et que, dans le cas où ce dernier ordre n'aurait pas été donné, j'étais chargé par Votre Majesté de la prier d'y pourvoir.

Le pape me répondit de son ton habituel. Il ne comprenait pas, que la capitulation pût être appliquée au cas donné; et qu'il ferait ce qu'il avait promis de faire, et même davantage. J'ai répliqué que ce n'était pas ce que Votre Majesté m'avait chargé de lui dire et de lui demander; et j'ai répété que Votre Majesté n'invoquait pas la lettre, mais l'esprit de la capitulation... Il m'écouta sans m'interrompre, mais avec des signes d'impatience, et en se tordant plusieurs fois les mains. Enfin sa colère éclata. Il répondit qu'il venait de me dire et qu'il m'avait souvent dit qu'il remplirait ses obligations, mais qu'il était inutile de le presser maintenant, attendu qu'il ne comptait rien faire avant d'avoir des nouvelles certaines de la flotte. Je répliquai que je transmettrais ses paroles à Votre Majesté et que sa résolution (de ne rien faire) étant, quoi qu'il en dit, évidente, Votre Majesté verrait avec déplaisir que Sa Sainteté lui manquait de parole. Sans s'excuser, le pape soutint ne pouvoir disposer de l'argent du saint-siége sans l'assentiment de tout le sacré collége; et sans rien ajouter il m'ordonna de passer à un autre sujet.

Le dernier moyen serait une lettre de Votre Majesté par laquelle elle lui rappellerait le fait que c'est lui qui l'a persuadée de faire cette entreprise, et de refuser les accommodements honorables et avantageux qu'on a offerts à Votre Majesté, et qui lui auraient permis de recouvrer un territoire perdu (Cambrai)...

L'attitude de Sa Sainteté, dans ces jours derniers (à l'arrivée de la nouvelle de la perte de l'*armada*) n'a pas laissé reconnaître le zèle fervent pour l'extirpation des hérétiques et pour le salut des âmes auquel l'oblige

sa situation; car, lorsque les nouvelles étaient bonnes, elle ne témoignait aucune joie, et se montrait au contraire mélancolique, et quand elles n'étaient pas bonnes, elle montrait une résignation presque inconvenante. C'était l'impression générale. C'est que dans son esprit le bien que fait Votre Majesté est contrebalancé par la douleur qu'elle éprouve de dépenser de l'argent, et par l'envie et la crainte de la grandeur de Votre Majesté; semblable en ceci aux Vénitiens et aux Florentins qui ont toujours l'éloge à la bouche, mais qui, dans leur for intérieur, nient les bienfaits dus à la puissance de Votre Majesté. Chaque jour s'augmentent les indices qui font penser que le pape n'a offert le million (comme je me rappelle l'avoir écrit à Votre Majesté) que dans l'espoir que l'entreprise ne se ferait jamais, et pour colorer les économies qu'il fait par le moyen de la Daterie[1] au grand dommage des sujets de Votre Majesté.

S'il ne varie jamais, en ce qui concerne l'argent, il varie beaucoup sur tout le reste. Quand les nouvelles étaient bonnes (pour l'Espagne) il modérait son langage; se montrait coulant dans les transactions et facile à vivre; mais, dès que de mauvaises nouvelles étaient reçues, l'orgueil et l'arrogance l'envahissaient. Il avait alors l'air d'un échappé de prison, devenu soudainement empereur. Ainsi, à l'occasion d'une petite difficulté de fron-

[1] *En marge, de la main du roi :*

« Je ne sais s'il ne vaudrait pas mieux l'attaquer sur ce point, non pour obtenir le million, mais pour mettre fin à ce désordre. »

tières, qui était survenue entre lui et le comte de Miranda (vice-roi de Naples), et dont celui-ci aura informé Votre Majesté, il fit une sortie et revint sur tout ce qu'il avait dit, tant vis-à-vis du comte qu'avec moi, nous mettant l'épée à la gorge, comme s'il ne s'agissait pas de son intérêt et de celui de la cause de Dieu. Nous avons tenu ferme, plus ferme même qu'auparavant; il a reconnu son erreur, mais montré son mauvais naturel.

Dans la faction du sacré collége qui professe la neutralité, on ne s'aperçut pas davantage, quand les nouvelles étaient bonnes, de cette joie qu'elle devait éprouver conformément à son état et à ses intérêts. Cela s'explique en partie par une déférence extrême pour le pape, et la crainte de perdre sa faveur. Lorsque les affaires commencèrent à s'embrouiller, les mauvaises dispositions se firent connaître plus ouvertement. Beaucoup de ces cardinaux se donnaient l'air d'être soudainement affranchis. Tant est grande la force de l'envie qui, dans ce cas, pourrait s'appeler hérétique.

Le gros du peuple romain se réjouissait des bonnes nouvelles, et regrettait qu'il y eut arrêt. Les étrangers et ceux qui dépendent de la cour et des cardinaux marchaient de pair avec ceux-là, mais montrant moins de prudence et autant de mesure seulement que comportait leur naturel. Que Dieu garde, etc.

26. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 septembre 1588.

Sire, un cardinal, serviteur de Votre Majesté, m'a raconté une longue conversation qu'il a eue avec Sa Sainteté, relative en partie aux affaires d'Angleterre, mais dont l'ensemble se composait de plaintes contre Votre Majesté qui, disait le pape, ne l'estimait pas, n'en faisait aucun cas, et ne daignait même pas répondre à ses messages, ce qu'il semblait vivement ressentir.

Il releva, en particulier, avoir, à plusieurs reprises et deux fois par mon intermédiaire, fait savoir à Votre Majesté que don Antonio (le prétendant à la couronne de Portugal) était disposé à demander, par son intervention, la grâce de Votre Majesté.

Une autre de ses plaintes se rapporte à l'entente cordiale que le roi de France a proposée, et à son offre d'un port, durant l'expédition d'Angleterre, chose si importante; mais Votre Majesté n'aurait jamais répondu.

Votre Majesté lui avait fait dire qu'elle enverrait à Rome quelques évêques espagnols, et maintenant elle lui écrit qu'ils ne viendront pas....

Il serait utile pour le service de Votre Majesté qu'elle ne lui donnât pas de motifs de récriminations, ce qui sera facile, sans nuire aux intérêts de Votre Majesté. J'oserai recommander de bonnes paroles, de promptes réponses, sans sortir du sujet, et conformément à l'in-

tières, qui était survenue entre lui et le comte de Miranda (vice-roi de Naples), et dont celui-ci aura informé Votre Majesté, il fit une sortie et revint sur tout ce qu'il avait dit, tant vis-à-vis du comte qu'avec moi, nous mettant l'épée à la gorge, comme s'il ne s'agissait pas de son intérêt et de celui de la cause de Dieu. Nous avons tenu ferme, plus ferme même qu'auparavant; il a reconnu son erreur, mais montré son mauvais naturel.

Dans la faction du sacré collége qui professe la neutralité, on ne s'aperçut pas davantage, quand les nouvelles étaient bonnes, de cette joie qu'elle devait éprouver conformément à son état et à ses intérêts. Cela s'explique en partie par une déférence extrême pour le pape, et la crainte de perdre sa faveur. Lorsque les affaires commencèrent à s'embrouiller, les mauvaises dispositions se firent connaître plus ouvertement. Beaucoup de ces cardinaux se donnaient l'air d'être soudainement affranchis. Tant est grande la force de l'envie qui, dans ce cas, pourrait s'appeler hérétique.

Le gros du peuple romain se réjouissait des bonnes nouvelles, et regrettait qu'il y eut arrêt. Les étrangers et ceux qui dépendent de la cour et des cardinaux marchaient de pair avec ceux-là, mais montrant moins de prudence et autant de mesure seulement que comportait leur naturel. Que Dieu garde, etc.

26. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 septembre 1588.

Sire, un cardinal, serviteur de Votre Majesté, m'a raconté une longue conversation qu'il a eue avec Sa Sainteté, relative en partie aux affaires d'Angleterre, mais dont l'ensemble se composait de plaintes contre Votre Majesté qui, disait le pape, ne l'estimait pas, n'en faisait aucun cas, et ne daignait même pas répondre à ses messages, ce qu'il semblait vivement ressentir.

Il releva, en particulier, avoir, à plusieurs reprises et deux fois par mon intermédiaire, fait savoir à Votre Majesté que don Antonio (le prétendant à la couronne de Portugal) était disposé à demander, par son intervention, la grâce de Votre Majesté.

Une autre de ses plaintes se rapporte à l'entente cordiale que le roi de France a proposée, et à son offre d'un port, durant l'expédition d'Angleterre, chose si importante; mais Votre Majesté n'aurait jamais répondu.

Votre Majesté lui avait fait dire qu'elle enverrait à Rome quelques évêques espagnols, et maintenant elle lui écrit qu'ils ne viendront pas....

Il serait utile pour le service de Votre Majesté qu'elle ne lui donnât pas de motifs de récriminations, ce qui sera facile, sans nuire aux intérêts de Votre Majesté. J'oserai recommander de bonnes paroles, de promptes réponses, sans sortir du sujet, et conformément à l'in-

tières, qui était survenue entre lui et le comte de Miranda (vice-roi de Naples), et dont celui-ci aura informé Votre Majesté, il fit une sortie et revint sur tout ce qu'il avait dit, tant vis-à-vis du comte qu'avec moi, nous mettant l'épée à la gorge, comme s'il ne s'agissait pas de son intérêt et de celui de la cause de Dieu. Nous avons tenu ferme, plus ferme même qu'auparavant; il a reconnu son erreur, mais montré son mauvais naturel.

Dans la faction du sacré collége qui professe la neutralité, on ne s'aperçut pas davantage, quand les nouvelles étaient bonnes, de cette joie qu'elle devait éprouver conformément à son état et à ses intérêts. Cela s'explique en partie par une déférence extrême pour le pape, et la crainte de perdre sa faveur. Lorsque les affaires commencèrent à s'embrouiller, les mauvaises dispositions se firent connaître plus ouvertement. Beaucoup de ces cardinaux se donnaient l'air d'être soudainement affranchis. Tant est grande la force de l'envie qui, dans ce cas, pourrait s'appeler hérétique.

Le gros du peuple romain se réjouissait des bonnes nouvelles, et regrettait qu'il y eut arrêt. Les étrangers et ceux qui dépendent de la cour et des cardinaux marchaient de pair avec ceux-là, mais montrant moins de prudence et autant de mesure seulement que comportait leur naturel. Que Dieu garde, etc.

26. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 septembre 1588.

Sire, un cardinal, serviteur de Votre Majesté, m'a raconté une longue conversation qu'il a eue avec Sa Sainteté, relative en partie aux affaires d'Angleterre, mais dont l'ensemble se composait de plaintes contre Votre Majesté qui, disait le pape, ne l'estimait pas, n'en faisait aucun cas, et ne daignait même pas répondre à ses messages, ce qu'il semblait vivement ressentir.

Il releva, en particulier, avoir, à plusieurs reprises et deux fois par mon intermédiaire, fait savoir à Votre Majesté que don Antonio (le prétendant à la couronne de Portugal) était disposé à demander, par son intervention, la grâce de Votre Majesté.

Une autre de ses plaintes se rapporte à l'entente cordiale que le roi de France a proposée, et à son offre d'un port, durant l'expédition d'Angleterre, chose si importante; mais Votre Majesté n'aurait jamais répondu.

Votre Majesté lui avait fait dire qu'elle enverrait à Rome quelques évêques espagnols, et maintenant elle lui écrit qu'ils ne viendront pas....

Il serait utile pour le service de Votre Majesté qu'elle ne lui donnât pas de motifs de récriminations, ce qui sera facile, sans nuire aux intérêts de Votre Majesté. J'oserai recommander de bonnes paroles, de promptes réponses, sans sortir du sujet, et conformément à l'in-

tières, qui était survenue entre lui et le comte de Miranda (vice-roi de Naples), et dont celui-ci aura informé Votre Majesté, il fit une sortie et revint sur tout ce qu'il avait dit, tant vis-à-vis du comte qu'avec moi, nous mettant l'épée à la gorge, comme s'il ne s'agissait pas de son intérêt et de celui de la cause de Dieu. Nous avons tenu ferme, plus ferme même qu'auparavant ; il a reconnu son erreur, mais montré son mauvais naturel.

Dans la faction du sacré collége qui professe la neutralité, on ne s'aperçut pas davantage, quand les nouvelles étaient bonnes, de cette joie qu'elle devait éprouver conformément à son état et à ses intérêts. Cela s'explique en partie par une déférence extrême pour le pape, et la crainte de perdre sa faveur. Lorsque les affaires commencèrent à s'embrouiller, les mauvaises dispositions se firent connaître plus ouvertement. Beaucoup de ces cardinaux se donnaient l'air d'être soudainement affranchis. Tant est grande la force de l'envie qui, dans ce cas, pourrait s'appeler hérétique.

Le gros du peuple romain se réjouissait des bonnes nouvelles, et regrettait qu'il y eut arrêt. Les étrangers et ceux qui dépendent de la cour et des cardinaux marchaient de pair avec ceux-là, mais montrant moins de prudence et autant de mesure seulement que comportait leur naturel. Que Dieu garde, etc.

26. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 septembre 1588.

Sire, un cardinal, serviteur de Votre Majesté, m'a raconté une longue conversation qu'il a eue avec Sa Sainteté, relative en partie aux affaires d'Angleterre, mais dont l'ensemble se composait de plaintes contre Votre Majesté qui, disait le pape, ne l'estimait pas, n'en faisait aucun cas, et ne daignait même pas répondre à ses messages, ce qu'il semblait vivement ressentir.

Il releva, en particulier, avoir, à plusieurs reprises et deux fois par mon intermédiaire, fait savoir à Votre Majesté que don Antonio (le prétendant à la couronne de Portugal) était disposé à demander, par son intervention, la grâce de Votre Majesté.

Une autre de ses plaintes se rapporte à l'entente cordiale que le roi de France a proposée, et à son offre d'un port, durant l'expédition d'Angleterre, chose si importante; mais Votre Majesté n'aurait jamais répondu.

Votre Majesté lui avait fait dire qu'elle enverrait à Rome quelques évêques espagnols, et maintenant elle lui écrit qu'ils ne viendront pas....

Il serait utile pour le service de Votre Majesté qu'elle ne lui donnât pas de motifs de récriminations, ce qui sera facile, sans nuire aux intérêts de Votre Majesté. J'oserai recommander de bonnes paroles, de promptes réponses, sans sortir du sujet, et conformément à l'in-

térêt du service de Votre Majesté, des témoignages de ce respect qu'elle a réellement pour celui que le pape représente, enfin, de bonnes paroles, de bons et fréquents rapports joints à des démonstrations d'estime. Dans les choses importantes, ou préjudiciables pour Votre Majesté ou pour ses sujets, il faudrait tenir ferme. Je supplie Votre Majesté de pardonner la liberté avec laquelle je m'exprime ainsi, elle sait que c'est le zèle de son serviteur qui me fait franchir ces limites; mais je pense que si on parvient à améliorer les rapports, il n'est pas impossible d'entraîner le pape dans la bonne voie, sauf toujours les questions d'argent, et sans rien retirer de ce que j'ai dit de son mauvais naturel et de son manque de foi, quand l'autre côté de la balance lui présente de plus grands profits. Que Dieu garde, etc.

27. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 12 décembre 1588.

Sire, j'ai reçu, il y a deux jours, une lettre de don Bernardino de Mendoza, du 5 du mois dernier, par laquelle il me prévient que, par son intermédiaire et par celui de la personne chargée des affaires du roi très-chrétien à Madrid, on avait proposé à Votre Majesté de resserrer les liens d'amitié entre les deux couronnes; que Votre Majesté avait répondu, et que le roi et sa mère de plus en plus désireux de voir s'accomplir cette union, lui avaient demandé s'il convenait que Jérôme de Gondi qui devait venir ici, en donnât avis à Sa

Sainteté; qu'il avait répondu affirmativement, mais qu'il me priait de ne pas me montrer informé vis-à-vis du pape et de Gondi. Je dois supposer qu'il a rendu compte à Votre Majesté de tout ceci[1].

Il ne m'écrit rien du mode ni du but que l'autre partie peut avoir en vue. Certes, s'ils sont sincères dans cette affaire, c'est que Dieu leur a miraculeusement ouvert les yeux, ou bien qu'il leur a inspiré cette pensée pour consoler Votre Majesté de ses souffrances passés, et pour faciliter, par ce moyen, le recouvrement de Cambrai que, selon don Bernardino, ils offrent avant tout. D'ailleurs, on peut se promettre plus de leur sincérité et de l'ardeur avec laquelle ils s'engagent dans les affaires, que de leur persévérance.

Don Bernardino dit que ces rois (Henri III et la reine-mère) mettent beaucoup d'importance à ce que le secret soit gardé. Votre Majesté se rappellera qu'il y a longtemps que je lui ai parlé de cette affaire comme d'un bruit répandue en France et ici. Gondi l'a dit à Turin, et certainement il n'a gardé le silence à Florence, que parce qu'il n'aura pas tardé à s'apercevoir que cette nouvelle faisait peu de plaisir au grand-duc, pour lequel c'est en effet un coup d'épée dans le cœur.

Le pape continue à se plaindre, ainsi que je l'ai mandé à Votre Majesté, de ce qu'elle n'ait pas répondu au message qu'il lui a fait parvenir par moi sur cette pro-

[1] *En marge, de la main du roi:*

« Je ne crois pas que don Bernardino m'ait mandé rien de semblable. »

position. Il serait très-peiné d'apprendre que Votre Majesté ait conclu le traité sans le prévenir, et qu'elle ait répondu (aux ouvertures françaises) par d'autres voies. Aussi, ne toucherai-je pas cette question avec lui, et s'il m'en parle, je répondrai que je n'en ai aucune connaissance, et que, vu le silence de Votre Majesté vis-à-vis de Sa Sainteté, je dois penser que Votre Majesté ne prend pas au sérieux la proposition française.

Le principal auteur de cette idée d'union semble être le légat (Morosini). L'ambition et l'espoir d'arriver à la papauté, grâce à sa situation de cardinal neutre et agréable aux deux couronnes, aurait bien pu agir sur lui. Toutefois, à moins qu'il n'y ait quelque artifice là-dessous, j'ai de la peine à croire, qu'étant vénitien, il se soit franchement engagé dans une combinaison qui sera toujours si odieuse à sa république, comme à tous les princes d'Italie. Il serait aussi possible que, voyant la grande envie de ces rois (Henri III et Catherine), il se soit mis de la partie pour faire échouer la négociation, et c'est ce que feront les autres, fort irrités de l'entreprise contre Saluces, et désireux d'attirer le pape de leur côté. Celui-ci serait d'ailleurs très-fier d'être l'instrument de cette œuvre, en sorte qu'il est possible que cette considération l'emporte chez lui sur toutes les autres, et qu'il tâche d'entretenir les espérances que donne la difficile conclusion, et la plus difficile conservation de cette union. Il serait très-utile que Votre Majesté montrât dans cette affaire de la déférence pour le pape, avant que l'autre partie puisse le faire; le contraire ferait beaucoup de mal à nos in-

térêts et serait considéré comme une offense à Sa Sainteté. Quant au secret, on ne doit pas y songer, dans les négociations avec les Français, ainsi que Votre Majesté le sait mieux que personne...

28. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 7 janvier 1588 (1589).

(Voir le texte original.)

29. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 11 janvier 1589.

Sire, Sa Sainteté a convoqué hier et réuni en sa présence la congrégation pour les affaires de France : ce sont les cardinaux Santa-Severina, Santi-Quatro, Lancelloto, Pinelli et Mattei, tous hommes intelligents et fidèles sujets. Quoique ce dernier, comme parent de Santa-Croce, entretienne des intelligences avec la France, la nature de l'affaire ne lui permettra pas de dévoyer. L'ambassadeur de France et Jérôme de Gondi ont été à l'audience avant la réunion de la congrégation, et ont de nouveau demandé l'absolution (pour Henri III, à la suite du meurtre du cardinal de Guise).

Le cardinal Colonna aîné m'a fait dire, hier, qu'avant-hier il a été à l'audience du pape. Sa Sainteté s'est beaucoup plainte du légat. « Croiriez-vous, lui a-t-elle dit, qu'il a eu le courage de m'envoyer l'original d'un billet que, d'après ce qu'il assure dans le chiffre,

le roi lui a écrit après les exécutions? » En voici le contenu : « Monseigneur, j'ai fait ce dont nous avons parlé « hier, et le Saint-Père verra que je lui ai obéi. Venez « me trouver demain ; je vous verrai avec très-grand « plaisir, et nous parlerons longuement de toutes ces « choses. » Sa Sainteté dit que le légat doit l'avoir trahie, en tenant certains propos au roi en son nom, et qu'il se promet bien de le lui faire payer cher. Par les lettres que j'ai reçues de don Bernardino, et qui doit avoir écrit à Votre Majesté de son côté, j'ai appris que le même bruit s'était répandu en France; le pire est qu'il y a des indices qui font craindre que le pape n'ait parlé au légat en ce sens[1]. Votre Majesté pourra se faire représenter mes rapports des 30 mai et 22 août, touchant cette matière. Sa Sainteté a tenu le même langage au cardinal de Gondi, et pour scandaliser Votre Majesté au dernier degré, j'ajouterai qu'il y a douze ou quinze jours, à l'occasion d'une audience de congé de l'abbé d'Orlès, agent du duc de Guise, elle lui a dit, en présence du cardinal de Sens, ces paroles textuelles : « Dites à *Sa Majesté* le duc de Guise qu'il tienne bon. Quand le temps de rompre avec le roi sera venu, nous ne lui ferons pas défaut, et c'est à ce but que nous destinons nos millions... »

[1] Passage négligemment rédigé et obscur. Voici le sens de l'ensemble de ce rapport : Olivarès insinue que le pape est complice des meurtres; que cette complicité est généralement avérée en France, et qu'il y a des indices qui font croire que Sa Sainteté a donné dans le temps à Morosini des instructions dans ce sens. L'ambassadeur s'efforce de présenter Sixte-Quint sous les couleurs les plus odieuses, en mentionnant tous les propos fâcheux à son endroit. En ce qui concerne le cardinal de Sens, il passait à Rome pour être un grand menteur.

J'ai cru bien faire d'écrire de nouveau au duc de Terranuova. Je lui ai représenté qu'on ne devrait pas laisser se refroidir l'ardeur des Français, en perdant du temps pour prendre les ordres de Votre Majesté ; mais qu'il fallait achever les levées et faire pencher la balance en faveur du duc de Mayenne, en le mettant à même de se montrer fort dès le début. A cet effet, il faut avoir soin qu'il ne manque pas de Suisses, ni d'argent, s'il en a besoin.

Il y a des personnes qui pensent que les affaires de France ne peuvent s'accommoder avec ce roi ; et on discute l'opportunité de le priver de la couronne et de faire ou de ne pas faire de roi. Dans cette question, le pape, j'en suis sûr, ne se séparera pas de Votre Majesté, ne fût-ce que parce qu'il sait qu'il ne peut rien faire sans Elle. Si Votre Majesté n'estime pas qu'il soit trop tôt, Elle voudra bien me faire connaître Ses volontés ; car, sans Ses ordres, je ne montrerai de préférence pour personne, mais de bonnes dispositions pour tous.

Voici la situation telle que je l'entends : Votre Majesté n'a en vue que le plus grand service de Notre-Seigneur, et eux sont fort divisés entre eux. Il leur sera donc très-difficile de faire échouer le candidat de Votre Majesté, quel qu'il soit ; et c'est ce qu'il y a de plus heureux, et dans l'intérêt de Votre Majesté, et dans celui de Notre-Seigneur. Que Dieu garde, etc.

30. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 15 janvier 1589.

Sire, Sur les affaires de France, j'ai à mander à Votre Majesté d'abord que, dans mon audience d'hier, le pape se mit aussitôt à m'en parler. Je lui demandai s'il croyait que le soulèvement de Paris et des autres villes était certain. Il répondit qu'il n'en doutait pas, puisque c'était ce que lui écrivait le secrétaire du roi de France (c'est ainsi qu'il appelle maintenant le légat), lequel représentait celui-ci (le roi) comme fort courageux, ce qui s'expliquait par ce fait que le légat travaillait pour lui, et, sur ce chef, il l'accusait de je ne sais combien de contradictions[1]...

Il m'a dit ensuite entre les dents que le prince de Béarn s'était offert au roi, mais que ce devait être une menace que lui faisait le légat, voulant insinuer que le roi se joindrait à Béarn dans le cas où le Saint-Siége ferait quelque démonstration contre lui...

Hier, dans l'après-midi, après avoir déjà antérieurement tenu deux séances, la congrégation (pour les affaires de France) s'est réunie chez le pape. Ces cardinaux montrent bien du flegme dans un cas aussi atroce et aussi notoire, et étant par moi informés de tout. Il me semble que le pape veut attendre pour voir quelle tournure prendront les affaires de France et quelle sera la marche que suivront Votre Majesté et

[1] *En marge, de la main du roi :*
« S'il dit cela, pourquoi ne le rappelle-t-il pas ? »

le duc de Parme ; car de là dépend, selon eux, le plus ou moins de possibilité d'alimenter le feu en France.

D'après ce que le pape a raconté à l'ambassadeur du seigneur duc de Savoie, Farnèse l'a, au dernier consistoire, exhorté à user de prudence, afin de ne pas perdre la France, comme on a déjà perdu l'Angleterre. Sa Sainteté prétend lui avoir fait une magnifique réponse. Quand le temps d'agir viendra, je ne me fierai pas trop aux promesses de Sa Sainteté, sans compter que la maxime de cette cour est toujours de conserver le roi de France, quelque suspect qu'il soit ; car si ces affaires s'arrangent, ils craignent de devenir les esclaves de Votre Majesté.

Ainsi le cardinal d'Aragon, qui vient d'arriver, raconte que le Saint-Père lui a dit que tous ces embarras, comme aussi ceux de Pologne, étaient dus à la bêtise du pape Grégoire. C'est ainsi que Sa Sainteté interprète les événements et exige que tout le monde les entende. D'un autre côté, Elle dit que, pour rien au monde, Elle ne voudrait ne pas avoir fait Morosino cardinal et légat, et qu'on attribuerait au pape les *inconvénients* de Blois (le meurtre des Guises), s'il avait refusé de leur donner un cardinal et légat qui aurait pu intervenir avec autorité.

Sa Sainteté montre à beaucoup de personnes le billet que le roi de France a écrit au légat, et répète ce qu'Elle a dit sur cette matière. A l'ambassadeur de France, Elle a donné à entendre familièrement qu'Elle ne pouvait inculper le roi, puisqu'il a fait ce que le légat lui avait conseillé de faire. Le cardinal de Santa-Cruz a

raconté à l'un de ses confidents que, vis-à-vis de l'ambassadeur de France, le pontife a excusé sa harangue au consistoire (contre Henri III), disant qu'obligé de sauver les apparences, il n'avait pu faire autrement. Tout ceci est conforme à la tiédeur qu'il montre. Quand les affaires du roi iront mal, il redeviendra un lion, soutiendra qu'il n'a jamais tenu ces propos à l'ambassadeur, démentira le légat, et procédera contre lui. Que Dieu garde, etc.

31. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 18 janvier 1588 (1589).

J'avais de grands motifs de soupçonner qu'ici on allait prendre quelque résolution secrète et importante. J'observais les allées et venues de ces seigneurs, et je savais que le conseil d'État extraordinaire se réunissait tous les soirs dans la maison de Don Cristoforo de Mora, et que, par le dernier courrier du 15, le roi sérénissime avait fait expédier des lettres à tous ses ministres à l'étranger. J'ai donc dû recourir à certains moyens dont on use aujourd'hui partout, et voici ce que j'ai appris.

Du vivant des Guises, en conformité des engagements contractés par eux, Sa Majesté était sûre que le roi très-chrétien ne serait pas en mesure de reprendre le Marquisat de Saluces. Elle savait que les Guises auraient contrecarré toute entreprise de ce genre; qu'ils auraient, en général, empêché le roi de France de faire la guerre, et servi par tous les moyens pos-

sibles les intérêts de Sa Majesté catholique et de Son gendre. Sa Majesté espérait aussi que le pape, dans sa sollicitude pour la paix d'Italie, et, par suite des démarches que la diplomatie espagnole avait faites auprès de Sa Béatitude, proposerait une solution que le roi de France aurait fini par accepter, et qui aurait laissé ce Marquisat entre les mains du duc de Savoie, enlevant ainsi aux Français, sans bruit ni guerre, et c'était ce qu'on désirait, ce pied à terre et cette porte qu'ils avaient, jusqu'ici, possédés en Italie.

Mais la mort du duc de Guise a modifié tous ces desseins. Elle a fait naître entre les deux Majestés de nouveaux dissentiments et de nouvelles causes de méfiance; et il est à craindre que le roi de France, indigné et trouvant dans ces menées un moyen de justification du meurtre du duc de Guise, ne consente plus à dissimuler ses griefs, et que, faisant valoir ses droits incontestables, il ne songe à reprendre ce qui lui appartient (Saluces). De son côté, le roi catholique, voyant que ses engagements secrets avec les Guises, notamment par rapport à Saluces, étaient ébruités, a résolu, pour le cas où le roi de France attaquerait le duc de Savoie, de défendre son gendre avec toutes ses forces, et même, s'il le fallait, de déclarer ouvertement la guerre à la France. Il se réserve de faire une manifestation dans ce sens au moment opportun, en déclarant qu'il est obligé de tirer l'épée, non-seulement pour la défense de son gendre, mais aussi pour le service de Dieu et de la religion, et pour le maintien de la paix d'Italie. Il ajoutera qu'il va combattre pour tenir les hérétiques éloignés de cette province (l'Italie),

pour préserver celle-ci d'une contagion aussi pernicieuse, et pour la mettre à l'abri des entreprises que la France pourrait tenter, au jour qu'elle voudrait, contre elle et contre la tranquillité universelle.

Cette résolution prise, le roi a fait écrire à son gendre que, s'il consentait à ce que le duc de Terranuova (gouverneur de Milan) plaçât à Carmagnole, comme gouverneur, un grand personnage de Milan qui possédât la confiance de Sa Majesté, Elle promettait de le défendre avec toutes ses forces, afin de le conserver en possession de son duché et du territoire français qu'il occupait, de seconder aussi ses autres projets, et de l'aider dans son entreprise contre Genève. Pour cette éventualité, le gouverneur de Milan a reçu l'ordre de fournir au duc de Savoie, sur sa demande, les soldats et l'argent dont il aurait besoin. Pour le moment, ces dispositions devront être tenues secrètes, et ce que le duc de Terranuova fera sera fait comme s'il agissait de sa propre autorité, jusqu'à l'époque où le mystère ne sera plus jugé nécessaire.

Le duc de Parme a été chargé par Sa Majesté de faire comprendre au duc de Mayenne, qui est en Bourgogne, qu'on ne pouvait se fier à Sa Majesté Très-Chrétienne ; qu'il fallait venger la mort de ses frères et fomenter les troubles du royaume. Dans ce cas, le roi lui offre son concours avec toutes les forces de sa couronne. En même temps, il ordonne au duc de Parme, dès que la guerre sera déclarée, de profiter de la première bonne occasion pour s'emparer de Cambrai.

Don Bernardino de Mendoza est chargé de faire tout

ce qui dépendra de lui pour alimenter les troubles, afin que le roi très-chrétien, obligé avant tout d'éteindre le feu chez lui, ne puisse songer à faire l'expédition de Saluces ni inquiéter autrement le duc de Savoie. Mendoza a aussi l'ordre de recruter des partisans à l'Espagne, surtout de se rapprocher du duc de Mercœur, et d'entrer en relations avec le marquis de Villars (chef de la Ligue en Guyenne). On se promet d'importants résultats de ces menées.

Le comte d'Olivarès, ambassadeur catholique à Rome, a pour instructions de s'appesantir sur la gravité des meurtres des Guises, surtout de celui du cardinal, et d'exciter par tous les moyens la colère de Sa Sainteté contre le roi de France. Il excusera les intelligences secrètes du roi catholique avec les Guises par les besoins du service de Dieu, attendu qu'en présence de l'attitude du roi de France, on n'a pu prendre aucune décision à l'égard des Turcs. Ceux-ci sont d'autant plus formidables, qu'ils comptent un prince chrétien parmi leurs alliés. Enfin on s'en remet à la grande expérience du comte pour toutes les autres accusations qu'il jugera nécessaire de formuler.

On a écrit de nouveau au duc de Terranuova, en lui enjoignant d'envoyer secrètement Ferrari à Raguse et à Constantinople, avec mission de conclure des trêves avec les Turcs, afin que les Français ne puissent les appeler à leur secours.

Le marquis de Corte (?), dernièrement nommé vice-roi de Navarre, est prévenu qu'il recevra incessamment l'ordre de se rendre à son gouvernement avec les gens qu'on lève, afin de régler les affaires de cette province

et de se tenir prêt à agir conformément aux instructions qu'on lui donnera.

Le prince Doria est averti qu'il aura à rassembler toutes ses galères, dans l'éventualité de l'apparition d'une flotte turque. Si les Français font mine de pénétrer en Italie, il dévastera le littoral de la Provence et Marseille. Si le roi très-chrétien, comme on le soupçonne, s'allie avec Navarre et les autres princes hérétiques, on l'obligera de diviser ses forces, en l'occupant sur divers points.

Enfin, pour empêcher la restitution de Saluces, on est ici résolu à tout tenter et à ne se laisser arrêter par aucune considération, quelque importante qu'elle soit. On estime que l'expulsion finale des Français hors de l'Italie compensera la perte de l'*Armada*, et qu'en retenant Saluces, en se maintenant dans les positions que le gendre occupe, on lavera la honte dont on s'est couvert en ne tentant pas un second coup contre l'Angleterre. Cette dernière entreprise est si difficile et si dangereuse, qu'on y pensera à deux fois avant de s'attaquer de nouveau à Elisabeth, d'autant plus que, pendant l'été, on sera occupé ailleurs. Mais il n'est pas probable que cette princesse reste inactive et ne tâche pas de harceler Sa Majesté catholique, surtout si les deux grands rois en venaient à une rupture ouverte.

Il y aurait encore bien des réflexions à ajouter sur ce que pourra faire la France. Mais, à ce sujet, je n'ai rien à apprendre à Vos Excellences, mieux et plus promptement renseignées par les informations qui Leur arrivent directement de ce royaume, et connaissant mieux que moi les pensées et desseins de Sa Majesté

très-chrétienne. Je n'empiéterai donc pas sur le jugement qu'en portera Votre Sérénité, et je Lui ferai seulement observer que les dispositions de ce roi sérénissime, que je viens d'exposer, expliquent clairement le but des ouvertures que Sa Majesté m'a fait faire par le seigneur Ydiaquez, et dont j'ai rendu compte dans mes lettres expédiées en double. Le roi, encore alité avec la goutte aux deux pieds, n'a pu me recevoir, et a, pour la même raison, ajourné les audiences que le nonce et d'autres ambassadeurs avaient sollicitées; mais quand je pourrai l'approcher, j'imiterai l'exemple de Sa Majesté, en faisant semblant de ne pas savoir ce qui se passe. Je prendrai pour point de départ ce qu'Elle m'a dit et fait dire plusieurs fois, à savoir qu'Elle voulait la conservation de la paix en Italie. Je Lui parlerai de la ferme conviction de la Seigneurie sérénissime que Sa Majesté, avec Sa grande autorité et Sa singulière prudence, parviendra à éteindre cet incendie et à préserver l'Italie du danger imminent d'une invasion française. J'ajouterai que, connaissant les intentions et la volonté de Vos Excellences, je puis affirmer que la Seigneurie ne veut que le maintien de la tranquillité de la chrétienté et de la paix d'Italie. Je rappellerai à Sa Majesté qu'Elle a trouvé juste et prudent ce que d'autres fois je Lui ai dit à ce sujet, par ordre de la Seigneurie. Je terminerai en disant que notre république, cette fois-ci comme dans d'autres occasions, a, dans ce but, fait auprès de toutes les cours les diligences indispensables. De cette façon, j'espère ménager à Votre Sérénité toute Sa liberté d'action.

J'aurai soin de transmettre à Vos Seigneuries excellentissimes exactement et promptement la réponse du roi, pour le cas où Elles pourraient juger nécessaire (selon le langage de Sa Majesté) de modifier mes instructions ou celles de mon successeur. J'aime à espérer que ce dernier, à l'arrivée des présentes lettres, sera déjà en route pour Gênes, et qu'il profitera du premier bâtiment pour faire la traversée. Son arrivée sera, pour Vos Seigneuries, une excellente occasion de faire ici habilement, sans bruit et sans éclat, de nouvelles ouvertures, lesquelles, si elles sont faites tranquillement, ainsi que je viens de dire, et en tenant compte du naturel impressionnable de ce roi sérénissime, pourront produire le meilleur effet, sans compromettre les intérêts de la chrétienté et encore moins ceux de Vos Excellences...

32. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 21 janvier 1589.

Sire, J'ai demandé au pape si le légat parlait du prince de Béarn. Il a répondu que, selon le légat, le prince s'était offert au roi, affirmant qu'il se mettrait entre ses mains de la manière qui conviendrait au roi. Le pape a ajouté que si ce dernier s'unissait avec Navarre (c'est ainsi qu'on l'appelle ici), celui-ci vengerait la mort du duc de Guise, et tuerait sans doute le roi pour ne pas avoir à attendre. Quoique Sa Sainteté fit la réserve qu'il était bien entendu que, si cette union avait lieu (entre

Henri III et Henri de Navarre), elle se ferait sans Son intervention, l'expression de Sa figure, en le disant, ne m'a nullement plu, de sorte que je suis rentré chez moi fort préoccupé, et je m'empresse d'en informer Votre Majesté par le courrier de Gênes, que j'ai retenu aujourd'hui. Je ne puis me rassurer, et s'il y avait lieu de craindre, je compte sortir de la réserve que je m'étais imposée, pourvu qu'il n'y ait pas d'incident nouveau. Je procéderai alors en conformité des instructions de Votre Majesté, du 15 septembre 1586, qui sont les dernières qu'Elle m'ait données sur cette matière...

33. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 23 janvier 1589.

Sire, Le 21, j'ai fait part à Votre Majesté des inquiétudes que m'a données le pape, en parlant de l'éventualité d'une entente entre le prince de Navarre et le roi de France. J'ai été depuis aux informations, et j'ai appris qu'on tâchait de faire croire à Sa Sainteté que c'était le seul moyen de pacifier ce royaume, et en même temps le parti le plus conforme aux intérêts des Italiens. Hier, Louis Dovara (conseiller du grand-duc), est venu chez moi prendre congé. Il m'a dit, évidemment sans penser à mal, avoir fortement recommandé à Sa Sainteté cette combinaison, comme aussi la réunion d'un concile national pour que le prince de Navarre pût faire sa conversion. Il a aussi prié le pape de ne pas refuser l'absolution. A ceci il faut ajouter l'arrivée d'un courrier de l'ambassa-

deur du seigneur duc de Savoie, porteur de la nouvelle de l'envoi, par le roi de France au prince de Béarn, du cardinal de Rambouillet, avec mission de préparer l'entente. Par ce même courrier, nous savons que les soulèvements des villes augmentent, que les portraits du roi sont insultés, que le duc de Mayenne a juré vengeance, et qu'il a demandé au seigneur duc de Savoie et au duc de Terranuova d'empêcher l'entrée des fantassins que le roi fait lever en Allemagne et en Suisse. En présence de ces nouvelles, voyant le pape hésitant, et le tout en péril, j'ai cru ne pas devoir perdre de temps, et j'ai demandé une audience pour aujourd'hui...

... J'ai dit au pape : Je connais les intentions de mon maître; à ce sujet, le doute n'est pas possible; mais s'il m'en était resté un, les dernières nouvelles de France seraient de nature à le dissiper; c'est le fait que le roi de France a envoyé Rambouillet auprès du prince de Béarn pour l'attirer en secret, et faire en sorte que la fraction de l'assemblée qui est restée à Blois l'accepte comme successeur, au prix d'une conversion simulée, que la reine d'Angleterre et les ministres hérétiques l'ont autorisé à faire le cas échéant; et que le roi a éloigné de sa personne Don Bernardino, afin de pouvoir faire cette transaction. Lorsque le roi formait autrefois de semblables projets, Votre Majesté m'a chargé de soumettre, de Sa part, à Sa Sainteté trois considérations[1]...

Après les avoir de nouveau exposées à Sa Sainteté,

[1] Voy. la lettre de Philippe II à Olivarès, 15 septembre 1586.

j'ai fini en disant que je Lui faisais cette communication au nom de Votre Majesté, puisque les derniers événements, loin d'atténuer la portée de mes instructions, m'obligeaient à les maintenir, avec cette seule modification que vu la marche suivie par le roi, il ne saurait plus être question d'en traiter avec lui; le tout du mieux que j'ai pu.

Après quelques digressions, le pape en arriva aux conclusions suivantes : quant au premier point, Votre Majesté traitait fort pieusement et en termes parfaitement convenables, le point de vue religieux et les intérêts d'État; relativement au deuxième point, il avait grand'peur que le roi de France n'eût réellement l'arrière-pensée que je supposais. Il ne lui a cependant rien fait dire, et certes on ne l'encouragera pas; enfin, rien ne se fera sans que Votre Majesté en ait connaissance. Ce langage était identiquement celui qu'il m'avait tenu autrefois.

J'ai répondu que Votre Majesté ne Se contenterait pas de ce qu'il me disait, par la raison que, convaincue que la conversion du prince de Béarn serait nécessairement feinte, Votre Majesté appuierait de toute façon Ses adversaires. Il répliqua : « Il suffit que rien ne se fasse sans que Sa Majesté le sache en temps utile. » J'ai dit alors que, quand il voudrait traiter cette matière, Votre Majesté S'en tiendrait à ce que je Lui écrirais. A la fin, il s'étendit sur le zèle et sur la piété de Votre Majesté, qui désirait la conservation et pacification de ce royaume, ajoutant très-faiblement qu'il ne connaissait personne, et sans dire ni du bien ni du mal (des différents candidats à la couronne de

France), et qu'il désirait que Votre Majesté lui fît savoir Ses idées sur les choses et sur les personnes, mais sans prendre l'engagement de se conformer à ce que Votre Majesté ordonnerait à ce sujet. Je lui dis que, vu la gravité des circonstances, je comptais expédier un courrier à Madrid, mais que je le retiendrais quelques jours s'il le désirait. Il répondit, qu'en l'état, il n'était pas bon de perdre du temps, et que je devais dépêcher mon courrier. C'en est assez pour faire juger l'homme...

Il m'a dit aussi que l'ambassadeur de France et Gondi étaient venus chez lui, hier, et qu'ils s'étaient plaints de ce qu'il eût exclu M. de Pisany des chapelles; mais qu'il leur avait répondu très-sévèrement... et que, selon l'ambassadeur de France, le roi levait 20,000 Suisses, 10,000 fantassins et 12,000 lansquenets, dans l'intention de s'allier avec Sa Sainteté et de mettre ces forces à Sa disposition. Il aurait répondu que cette proposition n'était pas mauvaise, mais qu'il ne pouvait entrer en alliance avec un roi excommunié, ajoutant que toutes ces promesses n'étaient que des vanteries françaises.

Au commencement et à la fin de toutes ces confidences, auxquelles je répondais comme je devais, il se vantait grandement de me faire tout savoir, ajoutant qu'il en agirait toujours ainsi, parce qu'il n'était pas bon que je ne fusse pas tenu au courant de tout, ce dont je le remerciai, quoique ces épanchements ne soient pas toujours bon signe.

L'ambassadeur du seigneur duc de Savoie, d'après ce qu'il m'a dit, avait parlé à Sa Sainteté des levées

d'hommes que le roi de France faisait à l'étranger, et de la nécessité qu'il y avait de ne pas les laisser entrer. Il a trouvé le pape bien disposé. Sa Sainteté lui a même conseillé de s'adresser à moi pour que j'invitasse le duc de Terranuova à donner son concours. Par conséquent, pour le mieux engager dans cette voie, et pour le sonder, j'ai abordé ce sujet, demandant à Sa Sainteté si Elle me chargeait de faire cette démarche auprès du gouverneur de Milan. Le pape a répondu affirmativement que ce serait bon, puisqu'on n'avait pas le temps d'en écrire à Votre Majesté ; mais il m'a paru plus tiède que ne l'avait trouvé hier l'ambassadeur de Savoie. Toutefois, je me suis engagé à écrire au duc, car il me semble très-important pour le service de Votre Majesté de ne pas laisser ces gens (les ligueurs) se refroidir.

... Pour tirer au clair ce qu'il pensait du prince de Béarn, je lui demandai ce que le légat lui faisait savoir à ce sujet par ses derniers rapports. Il répondit que Morosini craignait que le roi ne pût guère éviter de s'allier avec Béarn ; que le légat demandait des instructions pour cette éventualité ; que lui, le pape, avait chargé le cardinal Montalto d'écrire au légat que cela seul manquait pour couvrir de honte toute sa légation, et qu'il ne lui répondrait plus à l'avenir. J'ai de nouveau prié le pape de ne pas prêter l'oreille à ce qui lui venait de ce côté, et le pape répondit entre les dents, il est vrai : « Il suffira de s'entendre ; » en sorte que ma démarche est venue fort à propos. Je suppose, au reste, que, dans cette affaire, Sa Sainteté me laisse ignorer bien des choses.

Si le pape garde, en tout ceci, une attitude réservée, je l'attribue, outre les raisons que j'ai de douter de sa sincérité, en grande partie à son désir de voir tout le monde recourir à lui, chacun de son côté; car il est vaniteux et aime à tenir en suspens les uns et les autres, y compris Votre Majesté; et quoique je lui aie parlé si clairement et si rudement, soutenant que Votre Majesté ne cesserait jamais de s'opposer à cette combinaison (la succession de Navarre), et qu'il serait impossible d'en dire davantage, je crois toutefois nécessaire d'employer de plus grands moyens. Je prie Votre Majesté de m'envoyer immédiatement, et par courrier, une lettre compendieuse, écrite de Sa main, qui me servira de lettre de créance, affirmant que je ne pourrai jamais rien dire de trop au sujet de la désapprobation de Votre Majesté et de Sa résolution de S'opposer à de semblables prétentions...

Au sujet de la succession, Votre Majesté m'instruira de ce que j'aurai à dire à Sa Sainteté, en tenant compte de Sa tiédeur, et en ayant égard à la marche des affaires en France et aux engagements pris par Votre Majesté. Il paraît que le pape, en parlant de cette question, a prononcé les noms des ducs de Lorraine et de Mayenne. Peut-être, afin de faire voir Son impartialité, Votre Majesté ferait-Elle bien de l'engager à se concerter avec les coalisés, ou à lui proposer d'indiquer les moyens et les personnes, et de choisir entre ceux qui ne sont pas suspects, soit de la maison de Bourbon, soit de celle de Guise, ou bien de déférer l'élection aux États, qui auraient à se rassembler à Paris. Votre Majesté, en faisant cette offre au pape,

sera, il me semble, toujours à même d'acheminer les choses selon Ses intentions, en faisant valoir les motifs qui guident Sa politique.

J'écris ce soir à Don Josepe, et le cardinal de Sens écrit au duc de Mayenne, afin que la conduite tenue par le pape à l'égard de l'ambassadeur de France, et sa harangue au consistoire soient publiées dans toute la France. C'est un moyen d'encourager ceux de la Ligue, en leur montrant ce que l'on peut tirer du Saint-Père.

Je fais aussi prier le seigneur duc de Savoie de faire les plus grands efforts auprès de Montmorency pour l'engager à s'unir avec la Ligue et à se séparer du prince de Béarn, ou du moins à garder la neutralité. Ceux du roi prétendent l'avoir déjà gagné.

Pour ne pas faire de digression, je me suis abstenu de m'appesantir sur les dispositions et la manière de procéder de Sa Sainteté, ni de dire d'où est partie la démarche de Louis Dovara, ni ce que je lui ai dit pour le détromper. Vu l'importance de l'affaire et les inconvénients d'un délai, j'expédie ce rapport en diligence et en double; car, avec une lettre dans le sens de celle que je propose à Votre Majesté d'écrire au pape, arrivée tout fraîchement par courrier, et en lui montrant les dents, j'espère lui faire abandonner toute arrière-pensée. Que Dieu garde, etc...

34. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 28 janvier 1588 (1589).

(Voy. le texte original.)

35. GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 27 février 1588 (1589).

Ces jours derniers, le prince (Philippe III) a donné de grandes inquiétudes à cette cour, car, après avoir souffert de vomissements continuels, de maux d'estomac et de fortes douleurs dans tout le corps, il a eu un accès de fièvre des plus violents qui a fait craindre pour sa vie. Mais de même que cette maladie l'avait assailli avec impétuosité, de même le bon Dieu a voulu venir à son secours miraculeusement, et aujourd'hui Son Altesse est libre de fièvre et en assez bon état. Dans tous les couvents et églises de Madrid, on n'a cessé de faire des prières publiques pour le rétablissement du prince. Comme dernier remède on lui a donné la pierre *Belzuar* (le bézoard) qui a produit les meilleurs effets. Encore la veille, c'est-à-dire le 24, il avait rendu quatorze fois ses aliments, mais depuis qu'il a pris cette poudre, il peut les retenir et maintenant il est aussi débarrassé de la fièvre.

Le roi, comme de raison, en a été profondément affligé. Une personne qui entre jusque dans sa chambre à coucher, m'a raconté qu'incapable de parler, il élevait souvent les regards vers le ciel, et était évidemment en proie à la plus poignante douleur, bien qu'il fît les plus grands efforts pour cacher son affliction, signant et expédiant beaucoup de papiers selon son habitude. Il n'est pas un seul instant allé auprès de son fils, tant que celui-ci se trouvait en si mauvaise

condition, et c'est seulement aujourd'hui qu'il l'a vu pour la première fois...

36. LE DOGE A ALBERTO BADOER

Venise, 13 mai 1589.

La réunion des forces du roi de France avec celles de Navarre, et le monitoire que le pontife compte adresser à Sa Majesté chrétienne, d'après ce qu'on dit et ce qui nous est mandé de divers côtés, menacent, avec une évidence manifeste aux esprits éclairés, le monde entier des plus graves dangers et des plus funestes conséquences... C'est donc de concert avec le Sénat que nous vous chargeons de demander immédiatement audience à Sa Béatitude et de La supplier respectueusement, en notre nom, de prendre en considération les troubles de la France et le mal, si près déjà de nous, qui doit nécessairement en résulter, à moins qu'il n'y soit promptement remédié. Le roi très-chrétien, agissant sous la pression d'une nécessité impérieuse, qui est la conséquence des derniers événements, a réuni son armée à celle de Navarre. Tous les jours, il reçoit des renforts et tandis que naguère ses forces passaient pour être très-faibles, il est à craindre aujourd'hui que bientôt elles ne deviennent puissantes et formidables. Il pourra en naître, même en dehors des intentions de Sa Majesté, un débordement extrêmement dangereux et pour l'Italie et pour le Saint-Siége, et même pour la chrétienté tout entière. L'histoire des temps passés nous en donne des exemples parfaitement connus de Sa Sain-

teté. Seulement cette fois-ci, pour achever la ruine et misère universelles, le seigneur Turc ne manquera pas de profiter des lamentables discordes entre des princes chrétiens...

Nous aimons donc à espérer que Sa Sainteté, père commun et toujours enclin à suivre l'exemple de la charité infinie de Celui qu'Elle représente sur terre, ne Se prêtera à l'égard du roi très-chrétien, à aucun acte qui puisse pousser ce prince au désespoir, augmenter avec ses embarras les dangers de la situation et déterminer une conflagration générale. Certes, nous ne méconnaissons pas le respect qu'on doit au Saint-Siége, mais nous connaissons aussi cette maxime qui dit que, dans les cas extrêmes et quand tout est mis en question, on suit la règle en s'en écartant, et qu'il y a des moments où l'on doit se décider en faveur du moindre mal. De plus, il n'est que juste que la Sainte-Église ait aussi quelquefois égard aux intérêts et aux passions des princes chrétiens, puisque ceux-ci, comme l'a si souvent fait la couronne de France, ont tant de fois en exposant leur puissance et leur vie, défendu l'honneur et le patrimoine de la Sainte-Église.

Vous finirez en disant que nous aurions envoyé expressément une personne chargée d'exposer ce qui précède, si la gravité et l'imminence du danger, — car chaque moment peut porter le coup fatal à ce corps si malade, — ne nous avaient obligé de faire cette ouverture par votre intermédiaire.

199 — 1 — 5[1].

[1] Cent-quatre-vingt-dix-neuf sénateurs ont voté pour la rédaction de cette dépêche, un contre ; cinq se sont abstenus.

37. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 26 mai 1589.

Sire, le 25 de ce mois, Sa Sainteté m'a envoyé l'exemplaire ci-joint du monitoire au roi de France. Comme j'en ai fait connaître à Votre Majesté les parties essentielles, par mon rapport du 13, je ne l'expédie pas par courrier. Le même jour et avant moi, l'ambassadeur de France en a reçu un exemplaire, et après nous ceux de Venise et de Savoie ; le jour suivant Toscane et Mantoue en ont également eu une copie. Sa Sainteté m'a envoyé l'évêque Bertinoro, chargé de me faire un long exposé : Sa Sainteté a comblé le roi de grâces et de faveurs, afin de lui témoigner son affection ; le roi n'a pas su en profiter, et en est venu à la fin au fait de Blois ; malgré cela, Sa Sainteté a usé de bienveillance et de modération, toute disposée à lui pardonner et à l'aider s'il avait voulu reconnaître son péché ; mais loin de là, loin de s'humilier, il n'a fait qu'aggraver sa faute et a fini par se liguer avec le prince de Béarn ; de là la nécessité d'avoir recours à d'autres moyens : le tout avec beaucoup de développements, mais en substance ce que j'écris ici.

A la fin, Bertinoro me pria, au nom du Saint-Père, de faire connaître à Votre Majesté tout ce qu'il m'avait communiqué. J'ai répondu, en remerciant, que je me conformerais aux ordres du pape, mais que Sa Sainteté n'avait nullement besoin d'expliquer devant le monde et surtout devant nous les motifs de Sa conduite ; que

je connaissais la prudence que Sa Sainteté a montrée dans cette affaire comme dans toutes les autres, et qu'aux yeux du monde, qui n'avait pas compris les motifs de Ses hésitations, il fallait plutôt excuser le flegme passé que l'activité du moment.

L'ambassadeur de France a fait différentes démarches pour obtenir l'ajournement de la publication du monitoire. Il a fait dire à Sa Sainteté que l'ordre du roi, par lequel il serait chargé de faire tout ce que Sa Sainteté ordonnerait, était en route, et que les prisonniers étaient relâchés; mais bien qu'il eût demandé une audience à deux reprises, et que le cardinal de Joyeuse l'eût également sollicitée pour lui, il n'a pu l'obtenir.

Au consistoire du 20, Sa Sainteté a autorisé les cardinaux à divulguer ce qui s'était passé dans celui du 5 (dans lequel on avait lu le monitoire). Elle les a déliés du secret et leur a exposé les motifs qui L'avaient forcée à faire ce qu'Elle faisait. Énumérant les grâces accordées au roi, Elle a allégué le fait d'avoir donné à un bâtard du roi Charles la dispense nécessaire pour avoir un prieuré de Latran, quoiqu'Elle eût refusé une dispense analogue à l'évêque de Jaca, pour être transféré à Orihuela, bien qu'il fût de sang royal d'Aragon, et malgré les instances de Votre Majesté...

Hier, l'évêque du Mans a sollicité et obtenu une audience du pape. Elle a été de peu de durée. Le cardinal de Joyeuse a été reçu aujourd'hui. Il va partir pour Padoue, et y attendra la tournure que prendront les affaires. On a lieu de penser qu'il ne compte pas revenir. Aussitôt que l'ambassadeur (de France) eut

vu le monitoire, il témoigna l'intention de partir, ne voulant qu'attendre l'arrivée de l'ordinaire de France, et maintenant que la poste est arrivée, il est sur son départ. Ce matin, le monitoire a été affiché dans les lieux habituels et au milieu d'un grand concours de monde.

L'ambassadeur de Venise est venu me voir. La fièvre l'a quitté le jour de son audience, mais il se sent encore faible et abattu. J'avais commencé par le blâmer d'avoir exposé sa santé en sortant pour une raison aussi peu importante, faisant semblant de croire qu'il n'était allé au palais que pour communiquer les nouvelles de Constantinople; mais il se mit aussitôt, de son propre mouvement, à me parler de la démarche qu'il avait été chargé de faire au sujet des affaires de France, la Seigneurie ne jugeant pas à propos de rester inactive dans une semblable conjoncture, sûre d'ailleurs d'agir conformément aux vues de Votre Majesté. Il ajouta qu'elle n'avait prêté et qu'elle ne prêterait jamais de l'argent (au roi de France ou à Navarre). Je lui ai répondu que les ouvertures que j'avais dû faire, au nom de Votre Majesté, étaient en tout point conformes aux siennes, avec cette différence que Votre Majesté visait avant tout à la religion, et à la satisfaction du roi très-chrétien autant que cela était possible sans s'écarter du but principal (la conservation de la religion catholique en France)... ; que l'intervention vénitienne constatait deux faits : d'abord, les grandes obligations que devait le roi chrétien à la Seigneurie, bien plus chaleureuse dans la défense des intérêts de ce prince qu'elle ne l'a été dans d'au-

tres occasions semblables ; ensuite le peu de cas qu'elle faisait des intérêts de la religion. Et ici je lui ai démontré que tout ce qu'on faisait aujourd'hui en faveur du roi était en réalité fait pour le prince de Béarn, puisque le roi était son prisonnier. En ce qui concernait l'argent que la Seigneurie aurait prêté, je n'en croyais rien, quoiqu'on l'affirmât généralement comme chose certaine. Au reste, des actes semblables ne pouvaient être tenus assez secrets pour que la vérité ne fût pas connue tôt ou tard. Enfin, je suis revenu au caractère chaleureux de ses diligences, si peu analogues à la conduite que la Seigneurie avait suivie vis-à-vis d'autres princes envers lesquels elle n'avait pas de moindres obligations.

L'ambassadeur a essayé de combattre mon raisonnement ; il a soutenu que rien d'extraordinaire ne s'était fait, et s'est ensuite rabattu en termes ronflants sur l'affection de la Seigneurie pour Votre Majesté, et la reconnaissance qu'elle Lui devait. Il a aussi parlé avec force contre l'attitude que le pape vient de prendre, trop prompt, selon lui, à excommunier et trop peu respectueux pour le roi. L'ambassadeur ne se rend pas compte de la portée de la question dont il s'agit, ni du rôle qu'il a joué lui-même, et de ce qu'il compte encore faire pour arrêter le pape, au grand préjudice de la religion et de sa propre réputation. Mais cette réflexion ne m'a pas paru de nature à lui être faite, et aussi l'ai-je gardée pour moi. Que Dieu conserve Votre Majesté.

38. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 3 juin 1589.

(Voy. le texte original.)

39. TOMASO CONTARINI ET GIROLAMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 3 septembre 1589.

Les bruits vagues de la mort du roi très-chrétien viennent enfin d'être confirmés par les lettres de Don Bernardino de Mendoza, qui se trouve à Paris, à ce roi sérénissime[1]. Cette fin si misérable, tout en réveillant les esprits et en encourageant certaines velléités et certains projets, a néanmoins, par l'atrocité du cas et comme exemple dangereux, répandu la consternation parmi ceux-là même qui se promettent d'en profiter. A la nouvelle de cet événement, on a donné l'ordre aux lanciers, dont le départ avait été ajourné, ainsi que je l'ai mandé à Votre Sérénité, de se mettre en marche pour les confins de Navarre, et tous les gouverneurs, le long des frontières, ont été chargés de tenir leurs troupes prêtes et de se renforcer par la milice, et en levant même des gens dans le pays, si besoin était. Le duc de Parme a reçu l'ordre de concentrer ses forces....

[1] Philippe II.

40. INSTRUCTIONS POUR L'ILLUSTRISSIME ET TRÈS-RÉVÉREND SEIGNEUR CARDINAL GAETANO, LÉGAT EN FRANCE, SOUMISES A VOTRE SAINTETÉ AVEC CELLES DU SEIGNEUR CARDINAL SANTI-QUATRO.

Samedi, 30 septembre 1589 à 16 heures.

(Voy. le texte original.)

41. NOTE DU CARDINAL CORNARO, ANNEXÉE AU RAPPORT D'ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 24 octobre 1589.

(Paroles du pape.)

« Messeigneurs, vos Vénitiens nous ont mis l'esprit en grand travail. Autrefois, ils avaient la réputation d'être prudents, lents dans leurs résolutions, et, dans les choses douteuses, se servant du bénéfice du temps. Dans certaines gravures, nous avons vu de ces vieux Vénitiens ayant deux lorgnons sur le nez, en regarder d'autres qui traitaient ensemble. Nous avons entendu dire : « Les Vénitiens sont à la fenêtre avec la papauté. » Cela voulait dire qu'ils étaient prudents. Aujourd'hui, nous ne savons vraiment que dire. Ils ont précipitamment et soudainement résolu de recevoir un ambassadeur, résidant à Venise, d'un hérétique excommunié et déclaré par le vicaire du Christ incapable à succéder, ce qui n'a été fait par aucun autre prince chrétien, plus grand ou plus petit que votre République. Ils se sont donc à eux seuls arrogé l'au-

torité de reconnaître un roi, au grand déplaisir de tous les autres princes. Que dis-je? les Français catholiques qui suivent Navarre eux-mêmes, l'acceptent comme roi, à la condition que dans l'espace de six mois il se fasse catholique, et c'est pour cela que les princes du sang envoient maintenant ici le duc de Luxembourg; et les Vénitiens l'ont accepté sans condition! Le roi de Navarre a été nommé roi de France par une armée séditieuse; mais Paris, Lyon, Orléans, et beaucoup d'autres villes et princes ne le reconnaissent pas et n'en veulent pas.

« Où est la prudence de ceux qui s'associent à un homme qui a les armes à la main et combat encore, incertain de la victoire et de l'issue finale? Mieux valait certainement l'aider d'hommes et d'argent que faire publiquement une semblable démonstration. C'est à tort qu'on allègue que la reine d'Angleterre et d'autres hérétiques excommuniés traitent avec des princes, sans que ceux-ci encourent les censures; car cette reine était catholique au moment de son couronnement, et quoique déclarée privée de son royaume, n'en a jamais perdu la possession; et on n'est pas excommunié parce qu'on traite d'affaires particulières avec un prince excommunié. Mais c'est chose nouvelle et inouïe que de recevoir, comme ambassadeur résidant du roi de France, l'envoyé d'un homme déclaré par le Saint-Siége incapable de succession et relaps, et cela malgré nos avertissements.

« Nous n'avons jamais cessé de favoriser et d'honorer votre république. Nous croyons qu'elle possède des hommes bons, prudents et craignant Dieu, mais

nous appréhendons qu'il n'y ait là aussi des hommes mauvais et inquiets, et nous voudrions qu'ils vinssent à Rome, non pour les châtier, mais pour entendre les raisons qu'ils pourraient alléguer dans cette occurrence. Nous soupçonnons aussi que la vieillesse, par ambition et par crainte de ne pas obtenir les postes qu'elle brigue, se tait et tremble devant la jeunesse qui manque de la prudence nécessaire. Les écrivains appelaient les Vénitiens puissants en mer et considérables sur terre; car, grâce à leur sagesse, ils étaient devenus les arbitres et pacificateurs dans les discordes des autres princes. Ce titre, ils auraient dû le conserver.

« Nous attendrons l'arrivée de Donato. Cet ambassadeur a su fort bort bien défendre sa patrie. Mais l'éloquence ne suffit pas là où les bonnes raisons manquent. Pour l'honneur du Saint-Siége, il nous est impossible de ne pas passer outre, à moins qu'on ne trouve un remède au mal qui s'est fait, et cette fois-ci, comme dans toutes nos actions, Dieu nous sera en aide.

« Nous ne voulons pas de mal au roi de Navarre. Nous n'avons rien à démêler avec lui, excepté ce qui regarde la religion, pour laquelle, comme vicaire du Christ, nous devons donner notre vie et tout ce que nous possédons. Nous ne voulions pas l'excommunier, pour ne pas le pousser au désespoir, et aussi pour nous ménager les moyens de traiter avec lui et de le ramener au bercail par l'intermédiaire de prélats et de religieux. Mais maintenant nous ne le pouvons plus faire, à moins qu'il ne nous en exprime le désir suivant les voies et de la façon voulues. Ce sont les cardinaux de

Santa-Croce, Farnèse et d'Este qui, au début de notre pontificat, et en nous persuadant que c'était la manière de pacifier ce royaume et d'éloigner Navarre du roi défunt, nous ont déterminé (à émettre la bulle privatoire). D'ailleurs, cette bulle était déjà préparée sous Grégoire, et on n'avait qu'à substituer au sien le nom de Sixte-Quint. Ensuite, pour leurs péchés il (Henri III) a fait tuer ce cardinal (de Guise). Mais quoi qu'il en soit, nous savons que Dieu nous protége. Par conséquent, nous comptons sur son appui, dans le cas où nous serions obligés de faire quelque démonstration contre ces seigneurs (de Venise). »

42. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 13 décembre 1589.

Ainsi que j'en avais prévenu Votre Sérénité, je me suis, conformément à l'ordre établi, rendu lundi dernier à l'audience de Sa Majesté. Je ne L'avais pas encore vue depuis Son retour à Madrid, et Lui trouvant fort bonne mine, j'ai commencé par me féliciter de l'excellent état de Sa santé.

J'ai ensuite dit que je ne laisserais passer aucune occasion d'agir en conformité des intérêts et à la satisfaction de Sa Majesté, et qu'en ceci je ne faisais que suivre les ordres de la République; que Votre Sérénité, de son côté, tenait à faire constamment preuve de confiance et de dévouement envers Sa personne et que, guidée par ces sentiments, Elle m'avait spécialement chargé de Lui communiquer tout ce qui s'était passé

entre Votre Sérénité et le roi de Navarre, la conduite qu'avait tenue le nonce de Sa Sainteté résidant à Venise et les résolutions prises à cette occasion par l'excellentissime Sénat. Sa Majesté, ai-je ajouté, sait par une longue et riche expérience que la Seigneurie, conformément à sa politique traditionnelle, et toujours désireuse de vivre en paix avec tous les princes et États, a de tout temps cherché à conserver l'amitié et la bonne intelligence de tous les potentats. Par conséquent, elle entretient avec chacun d'eux des relations empreintes d'une parfaite et exquise politesse, et elle évite soigneusement de participer aux transactions ou de se mêler à des affaires qui pourraient faire naître des embarras ou des dangers, soit pour elle-même, soit pour d'autres princes qui sont, tous, l'objet de son affection et de son estime.

Je Lui fis ensuite connaître les démarches que le roi de Navarre a faites envers la République, soit par des lettres, soit par l'intermédiaire de M. de Maisse, la réponse de Votre Sérénité et la résolution du Sénat d'accepter ledit seigneur comme ambassadeur; un ambassadeur du duc de Mayenne ayant été également reçu et écouté. Enfin, je Lui racontai l'esclandre fait par le nonce révérendissime à cause de cette résolution, et je Lui donnai à ce sujet tous les détails, conformément aux ordres de Votre Sérénité.

Prince sérénissime, je n'ignorais pas que ce que j'avais à communiquer à Sa Majesté Lui était particulièrement désagréable. J'en étais prévenu, et d'ailleurs tout le monde le comprend quand on sait à quel point Ses intérêts sont engagés du côté de la Ligue de France;

abstraction faite d'autres raisons importantes qui ne sauraient échapper à Votre Sérénité. Je me suis donc étudié à traiter ces matières avec une extrême circonspection. J'ai adouci ce qui Lui devait déplaire, et j'ai appuyé sur les faits que je savais Lui être agréables. Ainsi, c'est avec déplaisir que Sa Majesté a vu le pape déployer une si grande rigueur dans l'exercice de son autorité, et vouloir même empiéter sur le gouvernement temporel. Sa Majesté aime qu'on résiste à ces velléités. Par conséquent, je me suis appesanti sur la conduite du nonce et sur celle qui a été suivie par Votre Sérénité.

Sa Majesté ne veut pas que personne, sinon Elle-même, puisqu'Elle possède ce royaume, soit appelé roi de Navarre. J'ai trouvé moyen de parler de ce roi (Henri) de façon à ne pas blesser la susceptibilité de Sa Majesté. Aussi, grâce à ces précautions, à en juger par les réponses du roi, je crois avoir imprimé dans son esprit l'opinion que dans cette occasion la conduite de cette sérénissime République a été marquée au coin de la sagesse et était digne d'éloges. Je dois le penser, puisque le roi m'a traité avec affabilité et avec une grande douceur. Il s'est exprimé sur le compte de la Seigneurie dans les termes les plus honorables, disant qu'il connaissait la prudence et la sagesse de cette république, et qu'il était persuadé qu'elle aurait mûrement réfléchi et pris, en cette matière, le parti le plus conforme à ses intérêts. Toutefois, il ajouta ces deux observations qui me paraissent dignes d'être relevées. Il dit d'abord que dans ces affaires de France il fallait, avant toutes choses, avoir égard à la religion;

que c'était là l'important. Il répéta ce propos plusieurs fois, comme s'il voulait dire que pour cette raison on devait favoriser la partie adverse (la Ligue).

En répliquant, j'usai des arguments dont je m'étais déjà servi, et j'ajoutai qu'en dehors des politesses officielles, Votre Sérénité ne S'était engagée avec personne, et n'avait donné de conseils, de faveurs ou de secours à aucune des deux parties contendantes. En ce qui concernait la religion, j'ai fait observer au roi que, d'après les rapports de l'ambassadeur de Votre Sérénité en France, le roi de Navarre avait publiquement professé la foi catholique, qu'il promettait constamment de vouloir la défendre avec ses forces et avec son sang, et que c'était pour cette raison qu'il comptait parmi ses partisans un si grand nombre de princes catholiques de ce royaume et plusieurs cardinaux français.

L'autre observation du roi, digne d'être rapportée, est celle-ci. Sa Majesté me dit qu'Elle croyait que l'ambassadeur extraordinaire (Donato) parviendrait facilement à apaiser et à réconcilier le pontife. Le ton et les termes dont Elle Se servit me font penser qu'Elle est persuadée qu'entre le pape et cette république toute difficulté qui pourrait se présenter serait aisément aplanie. J'en conclus que, dans l'opinion de Sa Majesté, il subsiste entre Sa Sainteté et Votre Sérénité une entente beaucoup plus cordiale et solide qu'il ne paraît au dehors. J'ai entendu exprimer la même conviction à des seigneurs de premier ordre de cette cour et à d'autres personnes jouissant de la confiance des ministres les plus accrédités du royaume.

A la fin de l'audience, Sa Majesté m'a chargé de re-

mercier Votre Sérénité de cette communication confidentielle...

43. LEONARDO DONATO ET ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 16 décembre 1589.

Prince sérénissime, Hier, nous avons été admis à l'audience que nous avions demandée à Sa Sainteté, afin de pouvoir nous acquitter, avec la déférence habituelle, des ordres de Votre Sérénité reçus dans le courant de la semaine. Dans cette audience, après que Sa Sainteté eut dit quelques mots du mauvais temps, de la pluie et des vents continuels particuliers à cette saison, nous Lui avons fait part de l'arrivée à Venise du seigneur de Luxembourg, de la substance de son ambassade et de la réponse de l'excellentissime Sénat. Nous avons ajouté ce que nous étions chargés de dire, mais avec une certaine réserve et plutôt brièvement; car, dans l'intérêt du service, il nous a paru nécessaire d'enlever à Sa Béatitude toute occasion de formuler de nouvelles prétentions auxquelles les détails d'un trop long discours auraient pu facilement donner lieu. Nous avons cependant appuyé sur le fait que Votre Sérénité, quoique sollicitée avec instance par ledit seigneur de Luxembourg d'interposer ses bons offices auprès de Sa Béatitude dans l'intérêt de sa négociation avec le Saint-Siége, n'a pas jugé à propos d'obtempérer à ce désir, vu l'extrême et singulière sagesse et la charité de Sa Béatitude, et que Votre Sérénité S'est félicitée, vis-à-vis de ce seigneur, des succès de son

roi, disant qu'Elle le savait incliner à être bon catholique et fils dévoué du Saint-Siége. De cette manière, Elle avait, non-seulement déclaré implicitement que la décision de toute cette question appartenait à Sa Béatitude, mais Elle avait aussi témoigné de sa résolution d'observer le respect dû au Saint-Siége, et, en dehors des cérémonies d'usage et de courtoisie, de ne vouloir, en aucune façon, S'intéresser à cette affaire ou S'y ingérer. Nous priâmes, par conséquent, Sa Sainteté de consoler la République, puisqu'elle avait fait tout ce qu'elle a su et pu faire pour se conformer à Ses désirs, et qu'en fille soumise et obéissante, elle possédait, autant que tout autre prince, des titres à Son affection et à Sa faveur.

Le pontife se montra fort animé et tout différent de ce qu'il avait été à l'issue de notre dernière audience, sans qu'il nous fût possible de pénétrer la cause de ce changement. Il se mit à parler avec grande colère, et en tenant ses propos habituels : « Un inconvénient en fait naître beaucoup d'autres. Votre Sérénité a reçu le seigneur de Luxembourg comme ambassadeur du roi de France, qu'Elle seule favorise. S'il y a des troubles en Italie, si la religion en souffre, ce sera la faute de Votre Sérénité qui favorise les hérétiques, ce qu'aucun autre prince du monde ne fait. Le seigneur de Luxembourg a été comblé d'honneurs exceptionnels. Il a eu la noblesse (vénitienne) et le collier. Il n'a rien à faire à Venise. Mais il y est venu, parce que la République a voulu reconnaître Navarre comme roi de France. Votre Seigneurie a fait à Sa Sainteté un mal affreux. » Enfin, le pontife finit par déclarer qu'ayant tout dit

à ce sujet, il ne voulait plus rien ajouter ; qu'il comptait passer les fêtes de Noël tranquillement, mais qu'après les fêtes il penserait à ce qu'il y aurait à faire. Quant à moi, Donato, j'étais libre, si je le voulais, de partir le soir même, car je n'obtiendrais pas de meilleure réponse de lui, et moi, Badoer, j'en pouvais faire autant, si cela me convenait.

Ici, nous exposâmes la seconde partie de la commission de Votre Sérénité. « Vos Excellences, avons-nous dit, ont appris avec douleur que Sa Sainteté, le père affectueux de la République, a si mauvaise opinion de leurs actions et de leurs pensées, car cela est en opposition avec le haut renom dont, grâce à Dieu et à la politique de la Seigneurie, la République jouit dans le monde, et qui se base sur une expérience de douze cents ans. » Après avoir varié ce thème pendant quelque temps, nous priâmes Sa Sainteté d'écarter ces impressions erronées, et de ne pas ajouter foi aux dénonciations mensongères de gens passionnés, quand même ce seraient des ministres ou n'importe qui, mais de croire aux paroles des représentants de la République et aux actes de notre gouvernement, toujours désintéressé, libre de toute passion, sincère et ne visant qu'au maintien de la paix, de la tranquillité intérieure et du bien-être de l'Italie. La politique qu'il suit vis-à-vis d'autres princes le prouve. Il n'est pas vrai que la Seigneurie ait conféré au seigneur de Luxembourg la noblesse que sa famille possède depuis longtemps. Nous ne sommes pas informés des détails, mais nous supposons, avons-nous dit, qu'il a voulu prouver ses droits devant les magistrats, puisqu'il est

certain qu'il n'en a pas dit un mot à Votre Sérénité. La sérénissime République ayant, par la manière dont elle a répondu à ce seigneur (au sujet de sa mission politique), remis le tout entre les mains de Sa Sainteté, croit avoir mérité des éloges et non du blâme. On ne peut pas soutenir qu'elle favorise les hérétiques, puisqu'elle ne leur donne ni argent, ni soldats, ni conseils, ne s'engage avec eux d'aucune manière, et vit de telle sorte que, si la religion se perdait ailleurs, elle ne se trouverait nulle part plus parfaite et plus intacte que dans les États de Votre Sérénité. Nous n'avons pas omis de Lui dire que le seigneur de Luxembourg est venu à Venise, non pas appelé par Votre Sérénité, mais envoyé par le roi et par la noblesse, et peut-être aussi parce qu'il lui convenait de prendre une route qu'il avait suivie en allant à Rome, au commencement du pontificat de Sa Sainteté, afin de Lui rendre l'obédience du roi. A cette occasion, de très-grands honneurs lui ont été rendus à Venise. Il n'en a pas été ainsi cette fois-ci, et cela seulement à cause du respect qu'on a voulu témoigner à Sa Béatitude.

Mais le pontife, s'animant de plus en plus, répéta qu'il ne voulait plus entrer en discussion et qu'on avait déjà assez parlé. Il voit que la religion se perd à Venise, et il en est profondément affligé. Il ne dit pas que la Seigneurie favorise cet hérétique en lui donnant des secours d'argent, mais elle le favorise en recevant son ambassadeur et en le reconnaissant comme roi de France, en accueillant ses lettres, ce que personne n'a fait, et en entretenant des relations avec des hérétiques excommuniés.

Nous répliquâmes que Votre Sérénité, par l'exclusion de M. de Maisse des cérémonies publiques, et en refusant au seigneur de Luxembourg l'entrée d'honneur d'usage, S'est entièrement conformée aux intentions de Sa Béatitude. Votre Sérénité n'accorde pas à M. de Maisse les prérogatives dont jouissent les ambassadeurs de France; donc Elle ne lui reconnaît pas le rang qu'il prétend occuper. Pour faire plus, il ne resterait qu'à l'expulser, ce que Sa Sainteté n'exige pas, ayant dit plus d'une fois ne pas S'opposer à ce que l'ambassadeur séjournât à Venise et fût écouté. Mais pour le recevoir et l'écouter, il faut un endroit où cela puisse se faire, et ce lieu est (naturellement) le collége excellentissime. Ayant tant fait, on espère que Sa Sainteté S'en contentera. Si l'on a accepté les lettres de M. de Maisse, c'est que la politesse l'exigeait, et que Votre Sérénité n'entend pas manquer de courtoisie envers ceux qui offrent leur amitié et leur bonne volonté, ni régler les titres des autres, mais bien Se renfermer dans les limites de Ses droits et devoirs, ainsi qu'Elle l'a fait dans la présente occurence. La République, toujours catholique et fille soumise du Saint-Siége, persévérera dans ces dispositions, persuadée qu'elle est de pouvoir justifier ses actions devant Dieu et devant le monde. On ne saurait trouver mauvais que Votre Sérénité, entourée de Turcs et d'hérétiques, échange des civilités avec un prince puissant dont les forces et la réputation augmentent tous les jours. Si tous les princes chrétiens entretiennent des rapports avec les divers princes hérétiques, sans encourir le blâme (de Sa Sainteté), Votre Sérénité doit

être d'autant plus autorisée à en faire autant, que Ses intérêts sont bien autrement grands et importants que ceux des autres. On a tort de dire que la Seigneurie seule a échangé des compliments avec Navarre, puisque c'est vis-à-vis d'elle seule que ce prince a pris l'initiative des bons procédés, et que s'il en avait agi de même vis-à-vis d'autres, ceux-ci en auraient certainement fait autant.

Le pontife répondit qu'en effet il y a des princes chrétiens qui sont en relations avec des princes hérétiques, mais qu'ils en demandent l'autorisation (au pape), et qu'ils traitent avec des hérétiques solidement établis et dont l'autorité n'est pas contestée dans leurs propres États. Mais Votre Sérénité en agit autrement et a gâté toute l'affaire. Il faut faire plus de cas de Dieu que des forces humaines, compter sur son appui, et ne pas favoriser les ministres d'un hérétique.

Nous exposâmes encore une fois la conduite de la Seigneurie et celle des autres, et priâmes Sa Sainteté de ne pas S'exagérer ce qui s'était passé à l'égard de M. de Maisse; enfin, de laisser s'assoupir cette controverse, puisque Votre Sérénité ne pouvait rien faire de plus (pour satisfaire Sa Sainteté).

« Si, si, dit le pape, Elle pouvait envoyer au roi (de Navarre) deux ambassadeurs pour le complimenter, et s'il avait besoin de trois à quatre cent mille écus, les lui prêter! »

Nous dîmes que cela ne se ferait jamais, et que la République n'engagerait pas ses intérêts dans cette affaire. Cette discussion entre Sa Sainteté et nous se

prolongea pendant près d'une heure et demie, le pape parlant parfois avec une extrême animation, et nous répondant comme nous devions, sans cependant perdre de vue le respect et la déférence qui lui sont dus. Nous craindrions d'abuser du temps de Votre Sérénité en Lui racontant tous les détails de cette audience. Il suffira d'en avoir reproduit les parties essentielles, et d'affirmer ici, qu'autant que cela dépendait de nous, nous n'avons pas manqué aux exigences de la situation.

Après ces longues et pénibles discussions, prenant en considération les arguments employés par le pontife et l'altération qu'il trahissait, et craignant, ou plutôt étant presque sûrs qu'on en viendrait à une rupture, nous nous mîmes à parler d'autres affaires, concernant le clergé de Venise, l'évêché de Rettimo, etc... Après avoir épuisé ces matières, Sa Sainteté nous paraissant un peu radoucie, et comme dernier moyen, nous La suppliâmes encore une fois de nous accorder, pour notre consolation, Sa bénédiction, et de Se donner, par cette démonstration paternelle, de nouveaux titres à l'affection et à la reconnaissance de la République; enfin de me permettre, à moi, Donato, de partir, ce qui était dans mes convenances personnelles pour plusieurs raisons, attendu que j'avais rempli la mission que Votre Sérénité m'a donnée, afin de témoigner aux yeux du monde de Son respect et de Sa déférence pour le Saint-Siége et pour la personne de Sa Béatitude. Cette prière, nous la fîmes en termes tels, que le pontife ne put méconnaître la sincérité de notre cœur et notre grand désir d'obtenir cette grâce,

autant pour le bien particulier de Votre Sérénité que pour le bien public et commun.

Néanmoins, il répondit qu'il ne pouvait le faire, mais qu'il y penserait pendant les fêtes; que, dans l'intervalle, le seigneur de Luxembourg arriverait, qu'il l'entendrait, et nous ferait ensuite connaître ses résolutions.

A ceci nous répliquâmes que, Se conformant aux intentions de Sa Sainteté, Votre Sérénité Lui avait plusieurs fois fait savoir qu'en dehors des compliments d'usage, Elle ne comptait pas S'ingérer dans les affaires du roi de Navarre, et que, par conséquent, Sa Béatitude, en ne me congédiant, moi, Donato, qu'après l'arrivée du seigneur de Luxembourg, Se mettait en contradiction avec Elle-même, parce qu'Elle aurait l'air de rattacher ma mission à celle de l'envoyé de Navarre, avec laquelle elle n'avait rien à voir, Votre Sérénité ne S'y intéressant en aucune manière, et étant décidée à S'en rapporter entièrement à la décision de Sa Sainteté, comme chef de la religion. Cette réponse nous était suggérée, moins par le désir d'assurer le succès de notre mission, que pour établir, une fois de plus, que Votre Sérénité, sauf les questions d'étiquette, ne voulait pas Se mêler à ces affaires. Nous avions aussi en vue les instructions dont le seigneur de Luxembourg pourrait être muni, relativement à la convocation d'un concile, question particulièrement désagréable à Sa Sainteté.

Enfin, inspiré de Dieu, peut-être aussi convaincu par la solidité de nos arguments, au moment où nous nous y attendions le moins, le pontife dit qu'il se

contentait de nos raisonnements et qu'il se laissait vaincre par nous. Mais qui avait compagnie avait seigneurie. Il lui fallait parler aux cardinaux de la congrégation. Il leur dirait qu'il s'était fâché avec nous, mais que nous l'avions vaincu. Il nous autorisait à l'écrire à Votre Sérénité en ajoutant (en son nom) qu'en matière de religion, il fallait, à l'avenir, procéder avec plus de circonspection et de prudence, et avec les égards dûs au Saint-Siége, ne pas se précipiter en avant comme des enragés, ni vouloir être les premiers à trancher des questions de religion sur lesquelles la décision lui appartenait. Enfin il nous engagea à exposer cela de la meilleure manière dans nos lettres, et moi, Donato, de vive voix.

Nous le lui promîmes, en le priant de mener lui-même l'affaire à bon terme, et de me permettre, à moi Donato, de partir avant les fêtes qui étaient déjà si prochaines.

Il répondit qu'il lui fallait toujours communiquer l'affaire aux cardinaux, que lundi il réunirait la congrégation, les occupations de la chapelle pendant l'Avent ne lui permettant pas de le faire plus tôt, et que si nous lui demandions audience lundi soir, il nous la donnerait le lendemain ou le plus tôt possible, afin de terminer l'affaire.

Nous baisâmes humblement le pied de Sa Sainteté, et nous tâcherons d'être ce jour là admis à l'audience. Dès que nous aurons la réponse officielle de Sa Béatitude, nous la ferons connaître à Votre Sérénité par courrier extraordinaire. En attendant nous n'avons pas lieu de craindre que la parole donnée par le pontife en

termes si explicites puisse être retirée par suite d'efforts ou de démarches quelconques qui pourraient être tentés par nos adversaires. Nous nous félicitons donc d'avoir pu, grâce au Seigneur Dieu et aux instructions si sages de Votre Sérénité, mener cette affaire à bonne fin, à l'honneur de la République et conformément à notre devoir, que nous avons tâché de remplir avec tout le zèle et avec tout le dévouement possibles.

Et moi, Donato, ayant terminé ma mission selon les intentions de Votre Sérénité, je compte, avec Sa permission, prendre congé de Sa Sainteté samedi prochain. Comme il importe que cette cour ne me voie plus longtemps ici pour cette affaire, je me mettrai en route immédiatement, espérant comparaître devant Elle aussitôt que la saison le permettra, et après m'être arrêté pendant les fêtes de Noël quelque part hors de Rome.

44. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 18 décembre 1589.

Les souvenirs de mésintelligences à peine apaisées et d'incidents récents semblent de nature à faire naître de nouveaux déplaisirs et tiraillements entre Sa Sainteté et cette couronne. Mais ici, connaissant la nature altière, comme on dit, du pape, et désireux d'éviter tout esclandre, chacun déploie une grande habileté à écarter tout sujet de brouille, et à temporiser au sujet des désordres qui se commettent. Ainsi, dans l'affaire des alcades excommuniés mais ensuite absous et admis à faire pénitence, le sérénissime roi, lorsqu'il en eut

connaissance, approuva la conduite du nonce, du juge et du délégat, tout en exprimant des regrets de ce qu'on n'eût pas procédé, à l'égard des alcades, avec plus de modération.

Dans une ville du royaume de Valence, on avait découvert un grand nombre de Maures qui pratiquaient le culte mahométan. L'évêque voulant les faire arrêter et mettre en prison, demanda le secours séculier, que le gouverneur lui refusa. Sa Majesté en eut connaissance, et ces démêlés entre les juridictions ecclésiastique et laïque furent aussitôt apaisés dans une certaine mesure. Du moins, dans des cas analogues qui se sont présentés depuis, l'autorité de l'Église a, selon le besoin, obtenu le secours du bras séculier, et cela comme on croit, par ordre exprès de Sa Majesté, fort contraire à ces querelles et en général à toute perturbation. Ce qui fait surtout qu'on désire étouffer dans le germe tout ce qui pourrait donner lieu à de plus graves inconvénients, c'est le mécontentement qui règne dans les possessions italiennes de Sa Majesté, surtout dans le royaume de Naples, ainsi que je l'ai déjà écrit à Votre Sérénité. On craint que si le pape déliait ces peuples de leur serment de fidélité et d'obéissance sans avoir recours à d'autres armes, de grands bouleversements n'aient lieu dans ces pays. Néanmoins, on se plaint ici hautement de la conduite du pontife, et on s'exprime fort librement sur son compte. Des personnes qui vivent dans l'intimité des principaux ministres m'en ont parlé sans la moindre réserve. On dirait que c'est à dessein qu'on charge les couleurs quand il est question des affaires du pape, afin de le

rendre odieux et de le discréditer dans l'opinion publique.

Pour ma part, tout en étant loin d'approuver ce langage, je laisse dire, car plus on s'acharne contre Rome, moins on s'occupe des affaires de Votre Sérénité et de la politique, naguère tant attaquée ici, que nous suivons à l'égard du roi de Navarre.

Quelqu'un qui, vu l'emploi qu'il occupe, doit être bien informé m'a dit : Le roi et son conseil, voyant le pape si enclin à des innovations et si étroitement lié[1] avec les Colonna et les Orsini, pensent qu'il n'entend pas rester l'allié de cette couronne, mais qu'il vise à se ménager une entière indépendance. C'est pour cette raison que Sa Majesté a résolu d'envoyer un ambassadeur auprès de cette sérénissime République afin de resserrer les liens avec elle. Car Sa Majesté pense que l'union de cette couronne avec la Seigneurie solidement établie, on n'aura rien à craindre de la part des autres potentats (italiens), et qu'aucun d'eux, contrairement à la volonté de Votre Sérénité, n'osera troubler la paix de l'Italie.

Ces renseignements que je m'empresse de vous transmettre en détail, me paraissent d'une haute importance, en tant qu'il s'agit, dans ces moments d'agitation, d'appuyer ou de paralyser l'action du pape. Votre Sérénité en prendra connaissance avec plaisir, et Elle saura en tirer parti dans ses futures délibérations...

[1] Par les mariages de ses petites-nièces.

45. PREMIÈRE NOTE VERBALE CONTENANT LES PROPOSITIONS DE SIXTE-QUINT, REMISE AU COMTE D'OLIVARÈS PAR LE CARDINAL GESUALDO

Sans date (première moitié de décembre 1589).

(Voir le texte orignal.)

46. DEUXIÈME NOTE VERBALE REMISE AU COMTE D'OLIVARÈS PAR LE CARDINAL GESUALDO

16 décembre 1589.

(Voir le texte original.)

47. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 13 janvier 1589 (1590).

Prince sérénissime, Mgr de Luxembourg est arrivé ici lundi soir. A Pise, il a été fort bien accueilli par le grand-duc. D'après ce que l'ambassadeur toscan a dit au pape, il y a deux jours, par ordre du grand-duc, Son Altesse a accepté les lettres à Elle adressées par les princes du sang, les pairs, les officiers et la noblesse du royaume, et traité l'envoyé avec une grande affabilité; mais lorsque celui-ci a voulu lui présenter des lettres de Navarre, Elle ne les a pas acceptées. Pour excuse, le grand-duc fit valoir la disgrâce du Saint-Siége que le roi avait encourue. Il engagea M. de Luxembourg à traiter d'abord avec le pontife ; après quoi, il serait charmé de répondre à la démarche cour-

toise de son maître, et de lui rendre toutes sortes de services. Le pape se montra fort satisfait et dit, après l'audience, aux familiers de sa chambre que c'était ainsi qu'il fallait se conduire, et non comme les Vénitiens qui lui faisaient un si grand affront.

Le duc de Mantoue a fait faire ici une démarche semblable. Le duc de Ferrare avait accepté les lettres, mais apprenant ce que les autres faisaient, lui, vassal de l'Église, les a envoyées au pape en lui faisant savoir qu'elles avaient été placées sur sa table sans qu'il s'en fût aperçu, et qu'il les adressait maintenant à Sa Sainteté.

A peine arrivé, le seigneur de Luxembourg fit informer le cardinal Montalto de son désir d'être reçu par Sa Sainteté, en demandant toutefois un jour de repos. Il lui fut répondu qu'il était le bienvenu, que le cardinal prendrait les ordres du pape, et qu'en attendant il voulût bien se reposer. Dès le lendemain, il fut avisé que, si cela lui convenait, il serait reçu le jour suivant, mercredi à 21 heures. Cette grande hâte, qui a son importance dans les affaires, m'a paru un symptôme assez curieux et digne d'être rapporté à Votre Sérénité.

Ce seigneur se rendit au palais avec vingt-deux carrosses et suivi d'un grand nombre de gentilshommes français. M. de La Chapelle, personnage considérable, qui était du nombre, appartient à la famille des Orsini de Rome. Aussi Don Virginio et tous les membres de cette maison le comblent-ils de politesses. Arrivés au palais, à leur grand étonnement, les Français trouvèrent les portes fermées. Une partie de la suite seulement

fut admise. A l'intérieur, le nombre des gardes suisses et chevau-légers qui se tiennent habituellement dans les chambres était doublé. Lorsque l'ambassadeur et ses gentilhommes se présentèrent à la *bussolla*, c'est ainsi qu'on appelle la porte qui donne accès au cabinet du pape, on ne voulut admettre que le duc seul. A la fin, on permit à trois seigneurs de sa suite de l'accompagner après avoir déposé leurs épées. Le duc en resta tout ébahi et non sans éprouver quelques soupçons (d'un guet-à-pens).

A peine admis en présence du pape et avant qu'il eût pu prendre la parole, Sa Sainteté lui demanda comment il avait supporté les fatigues d'un si grand voyage et où il était descendu; ajoutant que s'il n'était pas content de son logement, il n'avait qu'à venir s'installer au palais; que le cardinal Montalto était chargé de se mettre à sa disposition; qu'il devait prendre ses aises, puisque lui, le pape, désirait qu'il trouvât à Rome la liberté et les commodités de sa propre maison. Ce pauvre seigneur, revenu de ses peurs, comme il raconte lui-même, et prenant courage, se mit à s'acquitter des messages des princes du sang, des pairs et de la noblesse de France. Il fit appel à la compassion de Sa Sainteté, en Lui dépeignant l'état déplorable de ce pauvre royaume qui a si bien mérité du Saint-Siége et qui, aujourd'hui, est devenu la proie de sicaires, de brigands et des ennemis de l'humanité. Il exprima l'espérance qu'aidé de l'autorité et guidé par la singulière prudence de Sa Sainteté, ce pays reviendrait un jour à son ancienne prospérité.

Bien que le pape eût à grand'peine compris cet

exposé, car le duc parlait français, il répondit fort gracieusement. Il ne désirait rien plus que la tranquillité et le bien-être du royaume de France. Connaissant la grande bonté et l'esprit équitable du duc, il l'écouterait toujours avec plaisir et obtempérerait à ses désirs, persuadé d'avance qu'il ne lui demanderait jamais rien qui ne fût conforme à l'honneur et au bien de ce royaume. Il l'engageait donc à revenir un autre jour en amenant un interprète afin qu'il pût le comprendre plus facilement; même à venir sans demander audience, parce qu'il le recevrait à toute heure, et que plus souvent le duc viendrait, plus il lui ferait plaisir.

M. de Luxembourg, à qui il avait aussi permis de s'asseoir, ce qui n'est concédé qu'aux ambassadeurs de rois quand le pape est assis lui-même, revint fort content de sa réception. Il dit qu'il lui trouve plus de bonté qu'il n'avait osé espérer. Rentré à l'auberge et se rappelant que le neveu de Sa Sainteté était spécialement chargé de lui être agréable, il envoya un message à Donna Camilla. Le roi de Navarre, (lui fit-il dire), veut se convertir. Pour pouvoir le faire avec honneur et sûrement, il avait désiré être instruit par une personne envoyée par Sa Sainteté, ce qui n'aurait pas dû lui être refusé. Il est fort bien disposé et compte non seulement laisser au cardinal Montalto l'abbaye que feu le roi lui a promise et qui rapporte vingt-quatre mille livres, mais lui en donner plus tard une meilleure, à savoir celle du seigneur cardinal de Guise; enfin il le nommera Protecteur de France. Ces promesses seraient de nature à faciliter singulièrement les négociations du duc, s'il ne les divulguait pas ainsi;

car ceux qui ne verront pas d'un bon œil l'accord s'établir (entre le Pape et le roi de Navarre) tâcheront naturellement de contrecarrer le duc, et s'ils avertissent notre seigneur (Sixte-Quint) des susdits propos, ils obligeront Sa Sainteté, ne fût-ce que pour sauvegarder sa propre dignité, à marcher plus doucement, afin qu'on ne puisse pas dire qu'Elle Se laisse guider par des intérêts de famille dans une affaire de si haute importance.

Hier, à 22 heures, M. de Luxembourg fut reçu après moi. Comme le premier jour, les gardes étaient doublées et les portes fermées. On fit des difficultés pour laisser entrer les gentilshommes français et le duc voulut se retirer, mais il fut rappelé et admis avec six personnes de sa suite. On remarqua que les Français, ceux qui entraient aussi bien que les autres qui étaient restés dehors, ne portaient pas d'épées, soit pour faciliter ainsi leur entrée, soit pour ne pas être obligés de les déposer.

48. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 13 janvier 1589 (1590).

... Le pape m'avait écouté avec une attention suivie. Ensuite, haussant les épaules, il me dit :

« Nous attendrons. Beaucoup de cardinaux et d'autres veulent nous induire à congédier Luxembourg et à le renvoyer de Rome. Nous voudrions que des gens ne s'arrogeassent pas le droit de nous enseigner notre métier. Nous serions charmés de nous laisser instruire

sur des choses que nous ne savons pas ; mais nous nous sommes fait moine à l'âge de neuf ans, nous nous sommes toujours appliqué aux études, et avons constamment lu les canonistes, les histoires ecclésiastiques, les docteurs, les théologiens et les dissertations des écrivains distingués, particulièrement les décisions des pontifes et des conciles. Nous ne voulons pas tolérer que chacun se croie appelé à se faire notre pédagogue. Nous leur avons donc répondu que nous entendions ces matières mieux qu'eux et que nous aimerions voir arriver à nos pieds, dans de bonnes dispositions, la reine d'Angleterre, le duc de Saxe et tous les autres... Nous n'aimons pas que ceux-ci se mettent en rapport avec les ducs de Ferrare, de Mantoue et d'autres princes. Mais s'ils se présentent au souverain pontife, s'ils se confessent et se repentent de leurs erreurs, ils devront tous être consolés. Luxembourg ne nous a encore rien dit de Navarre, il attend en ce moment dans l'antichambre et nous parlera peut être de lui dans son audience. Nous écouterons ce qu'il nous dira. Mais l'affaire est difficile et nous comptons sur la grâce de Dieu. »

49. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 20 janvier 1589 (1590).

Prince sérénissime, Depuis l'arrivée du duc de Luxembourg, les cardinaux Deza, Mendoza et Madruccio, et, quand ce dernier est empêché par ses infirmités, son secrétaire Carlo Grota, se réunissent tous les jours chez l'ambassadeur d'Espagne. Quelquefois,

les cardinaux Rusticucci et Côme assistent également à ces réunions. Leur but est de contrecarrer le dit seigneur de Luxembourg. Ils ont vainement tâché d'obtenir son renvoi, et voyant les procédés gracieux de Sa Sainteté envers lui, ils commencent à craindre que le pape ne finisse par s'arranger et se réconcilier avec le Navarre, ne fût-ce que pour échapper aux demandes d'argent et de secours dont ceux de la Ligue ne cessent de l'importuner. Pour cette raison, ils ont fait dire au pontife, par le chevalier De Dieu, ambassadeur de la Ligue, que dorénavant celle-ci ne l'importunerait plus par de semblables sollicitations, le roi catholique ayant envoyé trois cent mille écus au duc de Mayenne. Cette somme suffirait pour l'entretien de ses troupes, d'autant plus que Sa Majesté avait promis de lui faire payer à l'avenir cent mille écus par mois, pour couvrir les frais ordinaires de la guerre. Ils ont aussi fait répandre le bruit (car on ne pense pas que cette nouvelle soit fondée sur des renseignements sûrs), qu'à Paris, le roi catholique a été proclamé protecteur de la Ligue et fauteur de la religion romaine catholique de ce royaume, et qu'il s'est obligé à envoyer six mille fantassins et deux mille chevaux, et à payer, jusqu'à la fin de la guerre, cent mille écus par mois. De son côté, l'ambassadeur d'Espagne a dit à Sa Sainteté, au nom du roi, que Sa Majesté ne voulait, en France, autre chose que l'élection d'un roi qui fût catholique; qu'à ce but, il consacrerait toutes ses forces, jusqu'à sa vie et ses États, et que l'on ne devait jamais ajouter foi aux promesses que Navarre pourrait faire.

Par ces moyens, on se flatte de refroidir Sa Sainteté

et de lui faire abandonner l'idée qu'ils Lui supposent de S'arranger avec Navarre, à la condition qu'il rentrerait dans le giron de l'Église. Mais le pape persiste dans ses bonnes dispositions.

Il m'a, dans ma dernière audience, raconté tout ce qui s'était passé entre lui et le duc de Luxembourg. « On veut, m'a-t-il dit, me décider à renvoyer ce seigneur. Mais s'il n'était pas venu, il faudrait l'appeler, afin de s'en servir comme d'otage à l'égard des promesses qu'ils font (Navarre et ses partisans catholiques). Ce n'est pas que lui, le pape, compte le traiter comme otage, mais pour toute éventualité, sa présence ici donne de la réputation à Sa Sainteté ; c'est aussi un gage de ce que ces messieurs ne se moqueront pas d'Elle. Son intention est de le combler de plus en plus de gracieusetés. S'il plaît à Dieu de faire, par cette voie, le bien de la France, ce n'est pas Sa Sainteté qui S'y opposera. Au contraire, Elle profitera volontiers de cette occasion (pour y concourir). Elle rend grâce à la Divine Majesté de Lui avoir envoyé le duc, et Elle prie constamment Dieu de ne pas abandonner Sa cause. Luxembourg viendra cette après-midi, et Elle apprendra volontiers ce qu'il aura à dire. »

Si j'essayais de reproduire ici tout ce que j'ai dit à Sa Sainteté pour la confirmer dans ces dispositions, j'aurais à remplir plusieurs pages. A la fin de mon discours, le pape fondit en larmes, disant en termes fort touchants que c'était pour lui un soulagement que de causer avec moi. Au sujet du bruit selon lequel le roi catholique aurait été déclaré à Paris protecteur de la Ligue, il me dit avoir demandé au chevalier De Dieu

ce qu'il y avait de vrai. Celui-ci lui a répondu que les lettres du duc de Mayenne n'en faisaient pas mention, mais que cette nouvelle serait excellente, si elle se confirmait. En me rapportant ce propos, le pape fit un gros rire. En effet, dit-il, la nouvelle est bonne, mais non dans le sens de M. De Dieu, puisque ce fait réunirait tous les Français contre les Espagnols, et alors il pourrait bien arriver que *inter duos litigantes tertius hæres gauderet*.

Ce propos me fait penser que le pape n'a aucune envie de se courber sous la volonté des Espagnols, et que s'il le pouvait faire convenablement, il saisirait la première bonne occasion pour s'arranger avec Navarre. Il me semble aussi que si la nouvelle du protectorat espagnol se confirme, le fait que le roi s'y serait prêté sans sa participation lui causerait un très-grand déplaisir. Je lui déclarai donc que je ne pouvais croire cette nouvelle, attendu que le roi aurait préalablement averti Sa Sainteté.

Elle me répondit que les Espagnols aiment peu à agir de compagnie, et voudraient, s'ils le pouvaient, que tout le monde fût sous leur dépendance.

Dans son audience d'hier, M. de Luxembourg a dit au pontife qu'en parlant au roi de Navarre de son voyage de Rome, il lui avait demandé ce qu'il devait dire à Sa Sainteté en son nom. Le roi l'avait chargé de lui baiser ses très-saints pieds et de lui dire qu'il n'était pas hérétique, puisqu'il avait toujours eu les mêmes croyances. Quand on lui disait qu'il était dans l'erreur, il a toujours fait répondre que, pourvu qu'on la lui fît connaître, il était prêt à l'abandonner. Sa

Sainteté le savait, car il Lui avait fait dire, il y a déjà quelque temps, que si Elle voulait lui faire connaître la vérité, il s'en contenterait, et l'embrasserait volontiers ; mais que jusqu'ici il ne croyait pas être dans l'erreur.

« C'est vrai, c'est vrai, dit le pape. Le maréchal de Montmorency nous l'a écrit et fait dire. »

« En causant familièrement avec le roi, continua Luxembourg, ainsi que cela convient à des parents, Sa Majesté lui avait dit que tous croyaient la même chose, puisque tous croyaient au Symbole des apôtres. A quoi lui, Luxembourg, avait répondu : « Votre Majesté « croit bien au Symbole, mais incomplétement, puis- « que, tout en croyant en Dieu le père, Elle ne croit « pas en son omnipotence. » — « Comment, non ! » s'écria le roi. — « Parce que, Sire, vous ne croyez « pas à la présence réelle de Dieu dans les hosties « consacrées et dans le sacrement de l'autel. » — Le roi avait alors répliqué : « En ceci, nous avons « tort, et pour ma part, j'y crois et le tiens pour sûr, « et s'il n'y a pas d'autres difficultés, nous nous met- « trons facilement d'accord. »

Le pape en conçut un vif plaisir. « Dieu soit loué ! « s'écria-t-il, c'est une bonne nouvelle ; mais com- « ment croire ce que vous nous dites ? » — « Votre « Sainteté, reprit Luxembourg, peut le croire parce « que c'est moi qui le Lui dis. C'est la vérité, autre- « ment je ne l'aurais pas dit. » — « Que Votre Seigneu- « rie, continua le pape, réfléchisse à ce qu'Elle veut « que nous fassions, car nous le ferons volontiers. » — « Ce que je demande, dit Luxembourg, c'est que Votre

« Sainteté nous autorise, nous qui suivons le parti du « roi, à continuer sans encourir les censures, et que, « pour sauver, non-seulement l'âme du roi, mais d'un « grand nombre de Français, Elle daigne envoyer « à Sa Majesté des personnes chargées de L'in- « struire. »

Le pontife répondit que c'était une affaire grave, qu'il fallait prendre en longue et mûre considération. Si Mgr de Luxembourg connaît à Rome un prélat ou une autre personne qui lui inspire de la confiance, qu'il la lui nomme, et il l'enverra là-bas pour traiter avec le roi et lui faire ensuite son rapport. Par ce moyen, on pourra arriver à un bon accommodement, et il fera tout ce qu'il pourra faire sans manquer à ses devoirs de pontife. Comme le duc disait qu'il ne connaissait personne et s'en remettait au choix du pape, Sa Sainteté lui proposa Mgr Séraphin, Français et auditeur de la Rote, personne fort recommandable et par ses services et par ses vertus. Aussi Mgr de Luxembourg accepta-t-il ce choix avec empressement. Il connaît Mgr Séraphin et le croit parfaitement sûr. Dès hier, il est entré avec lui en pourparlers. D'après son opinion, Sa Sainteté ne devrait envoyer ni légat ni nonce, car le roi serait embarrassé au sujet de la réception à leur faire, mais Mgr Séraphin ou Mgr Bondino, gouverneur de Macerata, accompagné de deux théologiens, et avec mission d'instruire le roi. Il pense qu'en s'y prenant ainsi, on déterminera facilement Sa Majesté à Se soumettre à la volonté de Sa Sainteté et de l'Église catholique romaine.

A ce sujet, j'aurai soin d'être, jour par jour, informé

de ce qui se passe, et de porter tout ce que j'apprendrai à la connaissance de Votre Sérénité...

50. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

Madrid, 14 janvier 1590.

J'ai reçu, avec votre lettre du 6 du mois passé, un exemplaire du jubilé que Sa Sainteté a concédé relativement aux affaires de France. La faculté de donner l'absolution aux hérétiques et schismatiques n'est pas seulement (comme vous dites) peu agréable à l'Inquisition ; elle est encore nuisible et dangereuse à la conservation de la religion. Vous aurez donc bien fait, ainsi que vous m'écrivez vouloir le faire, de tâcher de faire supprimer cette clause. A ce sujet j'attends vos rapports. Pour le moment, conformément à votre conseil, j'ai fait prier le nonce de ne rien faire, ni de rien publier, avant d'en avoir préalablement conféré avec moi. Je désire beaucoup que vous ayez réussi dans les démarches que vous vous proposiez de faire sans attendre mes ordres; mais s'il n'en était pas ainsi, vous demanderez de toute façon à Sa Sainteté, en ce qui concerne mes royaumes, la suppression de la clause sur la réhabilitation des hérétiques et de leurs fauteurs. En effet, elle soulève de grands inconvénients. D'abord, en facilitant le pardon, elle encouragera les méchants, ce que, dans des cas et délits aussi graves, on doit soigneusement éviter. Ensuite cet exemple et les conséquences qu'il entraînerait détruiraient l'autorité de l'Inquisition. Or, l'Inquisition, comme vous le savez,

est dans mes royaumes l'appui et le pilier de la foi catholique, si vive et si entière parmi mes peuples, grâce à la divine miséricorde. A ces réflexions vous en pourrez ajouter une autre. Lorsque le saint concile de Trente accorda à d'autres que l'Inquisition la faculté de donner ces absolutions, ce fut aux évêques seuls et personnellement, et même cette autorisation a été révoquée depuis par les prédécesseurs de Sa Sainteté qui l'ont réservée exclusivement à l'Inquisition, et comme c'est au nom et à l'autorité de l'Inquisition que l'on doit le maintien et la marche régulière des affaires religieuses dans ces royaumes, il ne me semble pas prudent, en présence des bons résultats obtenus, d'ouvrir la porte à des innovations, surtout dans un pays où il y a tant de Moresques. Vous demanderez donc énergiquement les modifications nécessaires, et quand vous les aurez obtenues, ainsi que je l'espère vu la justice de la cause, vous vous empresserez de me rendre compte.

Je pense que cette clause est aussi fort dangereuse en ce qui concerne la France ; car la facilité de l'absolution y ouvrira la porte à deux très-grands maux : l'un, que les hérétiques de ce royaume et leurs fauteurs, pourront, s'ils le veulent, très-facilement et en toute sécurité, tromper Sa Sainteté et les catholiques (par des conversions feintes) pour amener ensuite de plus grands désastres ; l'autre mal, c'est que les personnes plus attachées à leurs intérêts personnels qu'à la religion, et leur nombre doit être considérable là-bas, sont pour ainsi dire invitées (à faire défection, si c'est de leur intérêt) puisqu'elles auraient l'absolution

toujours sous la main ; en sorte que cette clause, au lieu de réduire l'hérésie, la répandra de plus en plus dans ce royaume. En outre, il est dangereux de confier la faculté d'absoudre de si graves péchés à des gens aussi dénués de sens et aussi corrompus que le sont la plupart des confesseurs français. Je passe sous silence une multitude d'autres inconvénients. Vous exposerez donc tous ces maux à Sa Sainteté, et vous insisterez surtout pour que Béarn soit exclu (de l'absolution), ainsi que cela vous a été prescrit tant de fois. C'est le but principal sur lequel vous devez concentrer tous vos efforts. C'est le point important, et de la bonne ou mauvaise réussite de vos démarches dépend le salut ou la perte de ce royaume (de la France) et d'une si notable portion du monde chrétien. Tout ceci, vous le comprenez parfaitement. Si vous trouvez moyen de le faire dans des voies sûres et confidentielles, tâchez d'insinuer au pape la réflexion suivante : Bien des personnes penseront que Sa Sainteté a fait rédiger cette bulle avec l'intention de faciliter au prince de Béarn les moyens de faire une fausse conversion, et qu'Elle a été aussi mue par le désir, au prix de sa condescendance, d'éviter des dépenses et de se délivrer des soucis et des tracas que Lui causent les affaires de France, ce qui ne laisserait pas de porter grand dommage à Sa réputation. De tout quoi vous aurez soin de m'informer.

51. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 24 février 1589 (1590).

... Dans la congrégation de France, le pape s'est beaucoup plaint du légat, parce que, en favorisant trop le duc de Mayenne, il donnait aux autres (aux partisans catholiques du roi de Navarre) de justes motifs de méfiance. L'intention du pontife étant de garder la neutralité et de ne favoriser personne, le légat devait en faire autant, ne pas donner d'argent à ceux de la Ligue, et indisposer par là les autres. Aussi était-il décidé à limiter les pouvoirs du cardinal afin de l'empêcher de continuer de cette façon.

Il fit ensuite lire les derniers rapports du légat. Celui-ci mande que lorsqu'il informa le duc de Mayenne de la résolution de Sa Sainteté d'envoyer en France vingt mille fantassins et deux mille chevaux, sous le commandement du duc d'Urbin, le duc rougit sans rien dire. Le lendemain il lui dit que Sa Sainteté faisait bien d'envoyer ces troupes, mais qu'aucun autre général que lui ne pourrait les commander. Le pape blâma la présomption du duc qui, disait-il, ne voulait pas des soldats, mais de l'argent afin de se l'approprier, ainsi qu'il l'avait déjà fait d'autres fois Ainsi, la ville de Paris lui avait payé 1 million et 100,000 écus, il avait reçu plus de 1 million du roi catholique et, en contributions d'autres villes, environ 700,000 écus, et comme on ne savait pas comment ces sommes ont été déboursées, on devait présumer qu'il les a em-

ployées à son usage particulier. Maintenant, il voulait lui tirer de l'argent pour en faire même usage, mais lui, le Saint-Père, était bien résolu à ne lui rien donner.

Les cardinaux, qui sont tous pour la Ligue, avaient bien envie de répondre, mais ils restèrent muets et sans mot dire.

Sa Sainteté ajouta qu'Elle apprenait avec plaisir, par les lettres du cardinal de Vendôme, que le cardinal de Bourbon était en négociation avec Navarre, parce que ces relations faisaient espérer sa prochaine mise en liberté, et faciliteraient ainsi les pourparlers avec Navarre, dans le cas où il voudrait reconnaître son erreur et s'humilier, comme il devait, aux pieds du souverain pontife.

Les cardinaux se retirèrent, tous convaincus que le pape était fermement résolu à en arriver à un arrangement avec le roi...

... (Dans mon audience) je dis au pontife que, d'après ce que le duc de Luxembourg affirmait, le roi de Navarre écrirait certainement à Sa Sainteté et enverrait aussi des personnes dûment autorisées à demander son pardon. Le pape répondit : « Dieu le veuille, car en ce cas tout s'arrangera facilement. » Ensuite, de son propre mouvement, il ajouta : « Dieu veuille que la reine d'Angleterre revienne (à la foi catholique). Nous l'y avons engagée autrefois. Elle n'a pas refusé, mais elle a ri, sans faire d'autre réponse... Le duc de Sa[illegible]ent d'envoyer quelqu'un au grand-duc de Toscane, mais on ne sait pas dans quel but. Dans ses États, il a accordé à beaucoup de personnes la permission de faire

dire la messe dans leur maison, à huis clos, ce qui est un bon commencement d'autant plus que ce prince est calviniste et non luthérien comme était son père... Mais, enfin, que ferons-nous? Ces Espagnols menacent de nous faire la guerre. Ils veulent nous intimider. Mais ils se trompent, car nous ferons pis que cela à leur égard... Nous n'entendons pas dire que nous n'avons jamais peur des hommes, mais nous craignons Dieu davantage, et tant que nous servirons Dieu, nous n'aurons rien à appréhender. Ainsi, qu'ils fassent leurs bravades, qu'ils nous menacent tant qu'ils veulent, nous ferons pis qu'eux! Peut-être l'ouverture prochaine des hostilités avec Navarre leur donnera-t-elle à penser, et quand ils auront ce chien à l'oreille, ils perdront l'envie d'inquiéter les autres. Il ne peut se persuader que la conduite des ambassadeurs soit conforme aux intentions de leur roi. Il se rappelle que du temps de Paul IV, malgré la guerre que ce pape lui faisait, Sa Majesté a chargé le duc-d'Albe de venir à Rome baiser le pied du pontife et de lui demander pardon en Son nom. Sous le règne de Pie IV, il y eut, contre la sentence de préséance accordée à la France, beaucoup de protestations verbales et écrites. Néanmoins le roi témoigna beaucoup de respect au pontife et ne se porta à aucun acte hostile contre lui. Il a reçu hier des lettres de Sa Majesté, de date récente, qui, de la part du roi, ne trahissent aucune volonté de rompre avec lui, et des lettres antérieures, mais également récentes, sont écrites dans le même esprit. Malgré cela, les ministres du roi prennent ouvertement une attitude menaçante, et lui refusent le respect qu'ils lui doivent;

mais enfin, chien qui aboie ne mord pas... Cependant, soyons sur nos gardes en Italie et ayons soin de nos intérêts. »

Le pape avait parlé ainsi pendant deux heures. Voulant partir, je me mis à genoux pour recevoir sa bénédiction, lorsqu'il me dit : « Que Votre Seigneurie y réfléchisse un peu ; je ne dis pas qu'Elle en écrive dès à présent à Venise, mais qu'Elle y réfléchisse. » Et il répéta ces mots jusqu'à trois fois : « Ne serait-il pas bon de faire entre nous, la Seigneurie et quelque autre prince d'Italie, une ligue défensive pour la plus grande sûreté de tous ? »

J'ai répondu que j'y penserais, ainsi qu'il me le demandait, et, le voyant intimidé par les menaces espagnoles, je tâchai de le rassurer, en le priant de compter sur le dévouement et les bons sentiments de Votre Sérénité...

52. NOTE VERBALE ESPAGNOLE

Réponse de Philippe II aux deux notes du cardinal Gesualdo, en date de Madrid 28 janvier 1590, remise au cardinal Gesualdo par le comte d'Olivarès, le 22 février 1590.

(Voy. la traduction, tom. II, liv. VII. Cette pièce est donnée en entier aux textes originaux.)

53. NOTE VERBALE PONTIFICALE

Réponse de Sixte-Quint à la note verbale espagnole du 28 anvier 1590, remise au comte d'Olivarès, le 28 février 1590.

(Le lecteur en a eu la substance, tom. II, liv. VII. Voy. la pièce entière aux textes originaux.)

54. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 28 février 1590.

Sire, Les personnes (je donne leurs noms dans la dépêche suivante) qui ont été chez le pape pour l'avertir des dangers auxquels il s'expose, m'assurent qu'ils l'ont trouvé dans de meilleures dispositions. Ce qui lui a surtout pesé sur l'estomac, c'est que je lui avais donné à entendre que j'avais encore autre chose à lui dire. Elles me conjurent de procéder de façon qu'une porte lui reste ouverte pour se retirer avec honneur, et de ne pas le pousser au désespoir. Ces personnes s'efforcent de me donner de grandes espérances, et me promettent positivement, pourvu que je ne lui parle pas de ces affaires, une amélioration et un revirement tant par rapport au spirituel qu'au temporel. Quoique je n'en convienne pas vis-à-vis d'elles, je pense qu'il n'y a rien à espérer. J'ai répondu que le danger allait en augmentant, et quoiqu'il me fût impossible de cesser mes instances auprès de Sa Sainteté, je leur ai promis de me conduire, dans la première moitié de mon audience, de manière à faciliter à Sa Sainteté les moyens de Se sauver; mais que si Elle n'en profitait pas, je ne pourrais faire d'autres concessions, et que dans tous les cas je demanderais audience pour aujourd'hui.

Danscette entrevue, le pape, sans me laisser prendre la parole, commença un long raisonnement, afin de démontrer l'intérêt qu'il portait à la couronne de

France, et combien il lui importait d'en empêcher la ruine. A cet effet, il devait faire de grandes choses ; ce n'était pas le courage de les entreprendre qui lui faisait défaut, et il n'avait pas besoin d'être persuadé ni conseillé par personne. Tout ceci était bien entortillé... Il veut, continua-t-il, avant de commencer les armements, attendre des lettres du légat. Ce n'est pas sa faute à lui, que l'on ne soit pas parvenu à ramener les adhérents catholiques de Béarn, mais cela s'explique par le fait qu'ils n'ont pas encore vu le légat. Il a reçu Luxembourg, parce qu'il n'a pu faire autrement; mais il attend certaines informations et bientôt il se débarrassera de lui, et s'occupera des catholiques qui suivent Béarn. Mais il veut le faire sans compromettre sa réputation. Les lettres du légat et la réponse à ce que Luxembourg a écrit, ne peuvent tarder d'arriver. Si on lui fait savoir que le cardinal de Bourbon est sorti de prison et libre d'aller à Paris, ou qu'il est déclaré roi, on aura beaucoup gagné; et il profitera alors d'une autre occasion pour renvoyer Luxembourg. Si, dans l'intervalle des lettres du légat arrivent, portant que le séjour de Luxembourg à Rome fait du mal, ce dernier sera expulsé immédiatement. Par ces mêmes lettres (du légat) on saura ce que celui-ci est parvenu à obtenir au sujet des catholiques.

S'ils ne se sont pas encore séparés de Béarn, le pape renouvellera ses ordres au légat, ou avisera lui-même. Mais je dois comprendre qu'il lui faut des nouvelles transmises par ses ministres; autrement il ne pourrait changer de conduite avec honneur. Tout ceci était dit sans interruption et sans un moment d'arrêt,

en sorte qu'il m'était impossible de placer un mot. Sa harangue dura plus d'une heure. Lorsqu'il eut fini, je répondis. D'abord je fis un grand jurement. Je soutins que son service me tenait à cœur autant que celui de Votre Majesté, et surtout en ce qui concernait sa réputation, parce que je savais, en ceci, me conformer aux intentions de Votre Majesté qui ne voulait nullement lui imposer ses conseils ni le gouverner. Afin que ce fait fût constaté aux yeux du monde, et comme preuve de ma sincérité, je le priai de me faire savoir dans quelle forme il désirait que je lui exposasse les prières de Votre Majesté, relativement aux grands intérêts dont il s'agissait et à la nécessité de les sauvegarder. Personne, ai-je ajouté, ne pourra croire que Sa Sainteté agisse sous la pression de Votre Majesté. Sa Sainteté ne manquera pas non-seulement de prétextes, mais aussi de raisons évidentes vis-à-vis de certaines personnes qui cherchent à L'induire en erreur et à Lui tendre des piéges.

Au sujet de la mise en liberté de Bourbon, on veut tromper Sa Sainteté. Elle doit comprendre que ce qui importe à Béarn beaucoup plus que les secours des protestants et de la reine d'Angleterre, c'est le concours des catholiques, et leur concours est le résultat des lenteurs de Sa Sainteté et du séjour à Rome de cet homme (Luxembourg). Le pape se borna à répondre qu'un petit délai n'était d'aucune importance et qu'il me priait d'écrire dans ce sens à Votre Majesté... Je lui exposai les diverses phases que cette question pourrait parcourir, et que, dans toutes, le délai était fort préjudiciable. J'ai insisté sur la nécessité d'agir prompte-

ment et énergiquement. Comme il répétait toujours qu'il ne s'agissait que de peu de jours, et qu'il ne pouvait faire autrement, je lui dis que je remettrais à samedi l'expédition de mon courrier, parceque je devais être en mesure de mander à Votre Majesté des faits positifs. Je le suppliai donc de prendre, d'ici-là, une résolution définitive.

Je crains que tout ce que le pape met en avant ne se borne à de bonnes paroles (et en effet j'apprends qu'il en donne aussi à la partie opposée) et qu'il ne se promette d'agir selon les événements qui pourraient survenir dans ces deux ou trois jours. Toutefois je n'ai pas voulu lui fermer une porte par où se retirer, s'il le veut. D'ailleurs Martos[1] n'arrivera que dans deux jours, la protestation n'est pas prête, et il n'y aura pas de consistoire avant le 12 du mois prochain. Si d'ici là, nous recevons des nouvelles favorables aux catholiques (à la Ligue) ou si la maladie du prince de Béarn, dont parlent les avis des Vénitiens, fait des progrès, je pense que le pape prendra une bonne résolution. Sinon, je ne pourrai répondre de rien, quoiqu'on ait de la peine à se persuader qu'un homme puisse être assez insensé pour se mettre dans une situation semblable, pour se brouiller avec Votre Majesté afin de s'allier avec Béarn. S'il donnait des garanties au sujet du spirituel[2], on pourrait espérer avec le temps quelque amélioration à l'égard du temporel. Mais il y a peu à espérer. Nous ver-

[1] Président de la Cour de la *Sommaria* de Naples, dont Olivarès comptait se servir pour faire sa protestation au prochain consistoire public.

[2] L'excommunication des partisans catholiques de Henri de Navarre.

rons si la plainte (la protestation) produira de l'effet. En attendant, quoique j'eusse dit au pape que j'ajournerais l'expédition de mon courrier, je le fais néanmoins partir fort en secret, afin que Votre Majesté soit informée sans délai de la réponse qu'il a faite (à la note espagnole), et aussi pour écrire à ceux de Paris que je tâche d'encourager autant que je puis. Que Dieu garde, etc.

55. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 3 mars 1590.

Samedi dernier (24 février) M. l'ambassadeur d'Espagne a lu au pontife une lettre qu'il disait avoir reçue de son roi. Il s'ensuivit une scène des plus orageuses. Le cardinal Gesualdo a été depuis, plusieurs fois, chez le pape pour tâcher de le réconcilier avec l'ambassadeur. En effet, mercredi matin, le comte d'Olivarès a fait dire une messe du Saint-Esprit, s'est confessé et a reçu la communion. Après quoi, il a eu une audience extraordinaire qui a duré six quarts d'heure. Je suis dans le cas de faire connaître à Votre Sérénité ce qui s'est passé de plus important dans cette entrevue...

Le pape, fort en colère, et interrompant le comte plusieurs fois, lui répondit que ce n'était pas au roi à lui prescrire ce qu'il aurait à faire dans l'accomplissement des devoirs de sa charge ; qu'il savait cela mieux que Sa Majesté ; mais qu'il lui dirait ce qui était la vérité, à savoir que cette lettre n'était pas écrite par Sa

Majesté, puisqu'elle contrastait avec d'autres arrivées ces jours derniers,...et que si elle était du roi, voici ce qu'il le chargeait de répondre à Sa Majesté en son nom :

« Le roi a conclu une trêve avec les Turcs, sans en avoir préalablement conféré avec lui, et sans avoir demandé son autorisation, comme il aurait dû faire. Il a conclu une alliance avec le roi de Danemark, hérétique notoire, sans lui en faire part. Sa Sainteté a gardé le silence, même alors qu'au scandale du monde entier un ambassadeur danois à la cour de l'Empereur, qu'aucun autre ambassadeur de prince catholique n'a visité, fut par celui du roi visité, fêté et fort distingué. Et voilà maintenant Sa Majesté Catholique qui veut faire la loi au pape, en matière de religion, et lui enseigner si on doit ou non traiter avec les hérétiques. Cela dépasse toutes les bornes, et ne sera jamais toléré par lui. Que le roi y fasse bien attention ; qu'il se garde d'avoir affaire à un pontife justement irrité : car si, en présence de tant de menaces, Sa Sainteté avait lieu de L'être, Elle l'excommunierait, soulèverait contre lui les populations de l'Espagne et de ses autres États, lui retirerait les grâces (qu'Elle lui a accordées), et le sommerait à rendre compte des millions d'or tirés des biens de l'Église ! » A ces mots, tout enflammé de colère, le pape se leva et se retira en tournant le dos à l'ambassadeur, qui resta seul et tout confus. Ces détails m'ont été, à mon audience, confirmés de la bouche même de Sa Sainteté...

... Au seigneur de Luxembourg le pape a dit que les Espagnols faisaient de grandes bravades ; mais lui, il restait ferme dans sa résolution d'attendre la

conversion et l'humiliation (volontaire) de Navarre, dans l'intention de le consoler... Ce matin, il en a dit autant à Mgr Séraphin ; mais à moi, bien qu'il se fût exprimé pendant quelque temps dans le même sens, il a dit à la fin que les Espagnols étaient terribles, et qu'il était parfaitement vrai qu'ils levaient des gens. Outre les Allemands engagés par le comte de Lodron, on avait levé deux mille véterans espagnols en Sicile, et autant à Naples, et on devait les remplacer par des troupes qu'amenaient les galères. Le nonce à Naples écrivait que dans le royaume on levait huit mille fantassins. Il était persuadé que ces forces étaient destinées à la Provence où le duc de Savoie avait déjà pris pied, le fort d'Aix ayant accepté sa garnison et déclaré le second fils (du duc) comte de Provence. Le roi d'Espagne avait le plus grand intérêt à s'emparer de cette province, pour en faire la base de ses opérations. On l'avait offerte à lui-même, le pape, mais il n'avait pas voulu l'accepter, car si la France conservait sous un roi ses circonscriptions territoriales actuelles, il fallait la soutenir et défendre à tout prix. Mais cela ne faisait pas le compte des Espagnols! Enfin, il me demanda si j'avais réfléchi à son idée d'une ligue (avec Venise et un prince d'Italie).

Je répondis que, conformément à ses ordres, j'y avais pensé, et, engagé de nouveau à parler, j'ai ajouté que, autant il appartenait à la haute sagesse de Sa Sainteté de maintenir les princes dans des dispositions de paix, autant je craignais qu'une semblable coalition ne donnât lieu aux inconvénients que les ligues ont toujours fait naître.

... Sa Sainteté répliqua : « Que Votre Seigneurie y réfléchisse mieux, car la République est plus menacée que les autres, et ses intérêts s'y trouvent engagés autant que les nôtres. Mais nous en parlerons une autre fois. Nous ne voudrions pas voir une inondation germanique envahir les États de la République et de là gagner les nôtres, sans être en mesure de nous défendre. »

« Saint-Père, ai-je répondu, tous les princes feraient alors leur devoir, sans avoir appelé les maux que nous cherchons à fuir. »

Le pape répéta que j'eusse à y réfléchir mieux, et qu'il ne voulait rien faire sans avoir d'abord entendu mon opinion.

Ici se termina cet entretien, qui ne laissa pas de me donner des inquiétudes au sujet des intentions de Sa Sainteté relativement aux affaires du roi de Navarre.

56. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 3 mars 1590.

Sire, Dans mon audience ordinaire d'aujourd'hui, Sa Sainteté Se mit, selon Son habitude, à me parler des différends survenus entre le prince de Béarn et le cardinal de Vendôme, en accusant le légat de ne pas avoir su en tirer parti pour détacher le cardinal conformément à ses instructions. Elle Se rabattit ensuite sur les raisonnements connus de Votre Majesté, dit qu'il fallait conserver la neutralité, et retira implicitement tout ce qu'Elle m'avait auparavant fait espérer de Ses

intentions; en sorte que je vois de plus en plus, ainsi que je l'ai écrit à Votre Majesté, que toutes ces promesses ne sont que des paroles, que le pape veut gagner du temps et voir qui sera vainqueur. Il ne quittera cette attitude que lorsqu'on lui aura fait peur sérieusement...

Je le priai d'agir sans délai, vu les dommages qui résulteraient de son inaction. Mais il revint à ses sophismes, répétant ce qu'il m'avait dit cent mille fois. A cette occasion il lui échappa de dire qu'il ne voudrait pas irriter davantage le prince de Béarn dans l'éventualité où il aurait le dessus. Je répliquai qu'il se trompait fort en se promettant n'importe quoi de Béarn dans le cas où il ne l'irriterait pas; et que, croire que les domaines qui tomberaient au pouvoir de ce prince ne seraient pas perdus pour l'autorité du Saint-Siége, était une très-grande erreur. Malgré ces raisonnements, Sa Sainteté S'en tint opiniâtrément à ce qu'Elle avait dit.

Confirmé dans la conviction que tout ceci n'était que de vaines paroles, je Lui dis avoir reçu, avec le duplicata des dernières dépêches, une lettre de Votre Majesté, informée de l'arrivée de M. de Luxembourg, et fort surprise de voir Sa Sainteté Lui offrir, d'un côté Son alliance et Son intervention, et de l'autre côté, donner Son appui moral à l'ennemi commun de l'Église, de Sa Sainteté et de Votre Majesté. Pendant que je parlais, le pape secoua la tête, s'écria que c'était tout le contraire, enfin revint à ses arguments habituels.

Sans y répondre, je déclarai que Votre Majesté me chargeait éventuellement de ne plus ajourner

l'exécution de mes ordres; que la première démarche consistait en une protestation publique que j'aurais à faire; que, par conséquent, je le priais de m'y autoriser, pour que je pusse la faire avec l'assistance d'un président de Naples que Votre Majesté avait délégué à cet effet. Je n'eus pas plutôt commencé à parler qu'il se mit à hurler de rage (*chirriar con gran coraje*) et à me dire qu'il ne voulait pas de protestation et n'y donnerait jamais son consentement. Il me chargea d'expliquer à Votre Majesté les inconvénients d'un acte semblable. Après lui avoir laissé exhaler sa colère, je répondis que je n'étais pas autorisé à faire des objections aux ordres de Votre Majesté, surtout quand ces ordres étaient plus que jamais motivés. J'espérais que Sa Sainteté me dispenserait d'avoir, dès à présent, recours à ce moyen, qu'Elle ne pouvait refuser ce que d'autres pontifes avaient accordé, et que, si Elle persistait dans son refus, Votre Majesté aviserait. Le pape s'écria que, si je faisais la protestation, il m'excommunierait, moi et Martos, et me chasserait de Rome. Il fit enfin le brave, et moi, je lâchai la corde. Quand il se fut un peu calmé, je lui dis que Sa Sainteté ferait bien de réfléchir un peu et de Se rappeler les immunités des ambassadeurs, et que, quand bien même Elle oublierait ce qui est dû aux ambassadeurs et Se porterait à de plus grands excès encore, cela ne serait pas pour moi, comme Elle devait bien le savoir, une raison de surseoir à l'exécution des ordres de Votre Majesté... Sa Sainteté s'écria : « Le roi veut donc se faire pape. S'il en est ainsi, nous le ferons d'abord cardinal, et alors il pourra être élu

pape. » Je dis que Votre Majesté ne comptait pas sortir de Ses attributions, mais continuer de remplir les obligations d'un bon roi, pieux et plein de zèle pour le maintien de la foi catholique, sans manquer au moindre de Ses devoirs. Et ici je renouvelai mes instances. J'ajoutai que je ferais la protestation avec le moins de bruit possible. La réponse du pape fut qu'il n'y donnerait jamais son consentement, qu'il préférait plutôt tout autre mode de publication. Je répliquai que je lui adresserais la même prière dans une autre audience que je lui demanderais avant le consistoire, et que j'espérais toujours qu'il y réfléchirait mieux. Je compte laisser passer seulement la journée de demain et demander audience pour après-demain, et le serrer de près petit à petit, sans me laisser payer de faux-fuyants, et de jour en jour j'écrirai à Votre Majesté. La présente dépêche part par une occasion qui s'est offerte pour Gênes.

Il importera beaucoup que Votre Majesté daigne ordonner que les démarches qui doivent suivre se fassent sans interruption et sans délai, attendu que les avantages de cette manière de procéder sont évidents, tout comme le sont les inconvénients, si on faisait le contraire. Il est surtout nécessaire que le pape se sente serré par un bras bien ferme, qu'il n'y ait que les délais voulus par la loi, et que le duc de Sessa soit muni des instructions nécessaires pour le cas où il serait témoin de l'acte de protestation ou pour toute autre éventualité, ainsi que pour le cas où je ne serais plus à Rome, ce qui ne m'arrivera guère à moins que le pape ne me fasse expulser par la force...

La réponse (du roi aux notes de Gesualdo) se trouve, à ce qu'on me dit, sur la table du pape, où tous ses camériers et valets de chambre l'ont vue. Il ne l'a communiquée à personne, et est au désespoir de n'y rien trouver qui puisse lui donner un prétexte de rendre Votre Majesté responsable de la conduite qu'il tient.

Post-scriptum. J'apprends, de diverses voies, que le pape est de fort mauvaise humeur quand il reçoit du monde, et que dans son intimité et à table, il garde le silence, deux très-bons signes de sa part.

57. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 10 mars 1590.

Prince sérénissime, Dans mon audience, le pontife a parlé pendant une heure et demie... Il m'a dit que, samedi dernier (3 mars), l'ambassadeur d'Espagne a sollicité la réponse à ses trois demandes : renvoi de Luxembourg, excommunication des cardinaux et prélats adhérents de Navarre, promesse de ne jamais réhabiliter ce dernier qui doit rester à jamais exclu de la succession de France. Il a déclaré que (si le pape ne concédait pas ces trois points) il serait obligé de protester formellement, au nom du roi. A cet effet, le vice-roi de Naples avait envoyé à Rome le docteur Martos, président de la *Sommaria.* L'ambassadeur a ajouté qu'il était prêt à faire cette protestation dans les formes confidentielles et sans éclat, et qu'elle ne contiendrait que ce qu'il avait dit au pape de vive voix;

mais que, si la permission lui était refusée, il se verrait contraint de la faire publiquement et même en consistoire.

Sa Sainteté me dit avoir répondu, fort en colère, que a témérité du comte passait toutes les bornes et méritait un châtiment; qu'il n'osât plus se présenter devant lui; que, certainement, cet ordre ne venait pas de son roi, prince pieux et prudent, mais qu'il se l'était donné lui-même, homme indiscret et rebelle. Si lui ou d'autres osaient exécuter sa menace, non-seulement Elle les excommunierait, mais les ferait mettre à mort. A ces mots, Elle était sortie de Son cabinet, en fermant la porte sous le nez de l'ambassadeur. Dimanche (continua Sa Sainteté), Mgr Séraphin était venu Lui demander, pour le duc de Luxembourg, l'autorisation de faire un pèlerinage à Lorette, ce qu'Elle avait accordé, à la condition toutefois que le duc revînt à Rome, ce que ce dernier Lui avait promis en prenant congé mardi dernier. Le lendemain, mercredi des Cendres, il était parti.

La vérité est que c'est le pape qui a chargé Mgr Séraphin d'insinuer au duc, comme si cela venait de lui, Séraphin, de quitter Rome pendant ces moments d'agitation, en disant qu'il restait ferme dans sa résolution de consoler le roi, s'il lui en donnait l'occasion. Ainsi persuadé, ce pauvre et excellent seigneur est parti, soi-disant pour Lorette, mais, comme bien des gens le pensent, pour la France, d'où il espère peut-être revenir porteur d'une bonne résolution de Navarre. Aussi a-t-il laissé ici une partie de sa maison. D'autres pensent qu'incertain de ce que fera son roi,

il profite volontiers de cette occasion pour se mettre lui-même en sûreté. Mais quand même il reviendrait, plaise à Dieu que cela ne soit pas trop tard ; car, comme Sa Sainteté me l'a dit Elle-même, le cardinal Gesualdo vient tous les jours L'entretenir de cette brouille, en sorte qu'Elle a fini par permettre à l'ambassadeur d'Espagne de reprendre ses audiences, comme par le passé, et Elle a écrit Elle-même au roi d'Espagne sur ces matières, sans donner d'autre réponse au comte d'Olivarès. On est aussi convenu que celui-ci ne fera pas de protestation jusqu'à l'arrivée de la réponse de Sa Majesté. Hier matin, l'ambassadeur a expédié un courrier à Madrid, porteur de la lettre du pape. Il a aussi, par cette occasion, écrit aux agents du roi en France. Les Espagnols, enchantés du départ de Luxembourg et des lettres du pape, se flattent d'avoir atteint leur but et se conduisent en triomphateurs.

Voici, d'après ce que le pontife a bien voulu me dire, la substance de sa lettre autographe : il ne peut se persuader que la conduite de ses ministres leur soit prescrite par Sa Majesté qui a donné tant de preuves de sagesse et de piété. Quant à lui, il a la conscience d'avoir toujours aimé Sa Majesté et de Lui avoir toujours témoigné de l'estime. On le menace de conciles et de schismes dans l'Église du Christ, mais il est impossible que ces menaces proviennent de Sa Majesté [illegible] contraire, prendra toujours la défense de l'union de l'Église, comme l'ont fait Ses prédécesseurs, et notamment le roi Don Ferdinand le Catholique. C'est en s'opposant au schisme, suscité du temps de Jules II,

que ce roi a trouvé l'occasion d'acquérir le royaume de Navarre. Si lui, le pape, écoute les hérétiques qui viennent à lui, c'est qu'il remplit en ceci un devoir de sa situation. Aucun prince temporel n'a le droit de l'en empêcher, aucun mortel n'étant juge du vicaire du Christ, soumis seulement au jugement de Dieu. C'est lui qui a autorité pour enseigner les autres en ce qui touche à la religion : qu'on s'abstienne donc de lui prescrire comment il doit s'y prendre ; car il est résolu de se porter à un parti extrême, de mourir martyr plutôt que de se laisser imposer des ordres en matière de religion. Il a écrit cette lettre de sa propre main ; mais il l'a fait transcrire, en ajoutant de sa main qu'il l'a fait copier pour en faciliter la lecture à Sa Majesté, et que ces deux lignes, par lui écrites, devaient convaincre le roi de la fermeté de ses résolutions. A la fin, il me chargea d'en rendre compte à Votre Sérénité, afin qu'en présence des bruits concernant les bravades des Espagnols, Elle sache comment les choses se sont passées.

Persuadé, comme je le suis, que Sa Sainteté est intimidée et résolue à S'accommoder aux temps, et que c'est pour le faire plus à Son aise qu'Elle a éloigné Luxembourg, je me bornai à faire brièvement l'éloge de Sa sagesse, en disant que Sa Sainteté saurait toujours empêcher tout désordre. Le pape semblait me savoir gré de ne pas élever d'objections à ses résolutions, ce que je n'aurais dû faire en aucun cas, d'abord pour ne pas offenser les Espagnols, et ensuite parce que la chose est faite...

58. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 17 mars 1590.

... Dimanche dernier, le pontife réunit la congrégation de France et lui communiqua tout ce qui s'était passé (entre lui et Olivarès). Les cardinaux trouvèrent Sa Sainteté plus intimidée qu'ils n'avaient pensé, et Sa lettre au roi et les instructions qu'Elle vient d'envoyer au légat au-dessous des exigences de la situation. L'un des cardinaux, quoique dépendant de l'Espagne, le dit librement au pape, en soutenant que mieux vaudrait laisser faire la protestation et y répondre avec dignité que de s'abandonner soudainement à un si grand découragement... (Il cita à cet effet un exemple du temps de Clément VII et de Charles-Quint.)

Le pape ne répondit pas un mot; mais pendant toute cette semaine, il a été en pourparlers continuels avec les cardinaux.

59. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 22 mars 1590.

(Voy. le texte original.)

60. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 25 mars 1590.

Dans la congrégation d'hier matin, à laquelle excepté neuf tous les cardinaux assistaient, Sa Sainteté se répandit en plaintes contre l'ambassadeur d'Espagne, qu'il appelait scélérat parce qu'il était l'auteur et le promoteur de si grandes innovations. Il affirma ne pouvoir les tolérer, et rendit compte, fort en détail, de tout ce qui s'était passé entre lui, le roi et l'ambassadeur... Il finit par poser à l'assemblée les deux questions suivantes : Si l'ambassadeur ne change pas de conduite, doit-on faire la protestation déjà débattue (par la congrégation) et renvoyer l'ambassadeur immédiatement? Si la nouvelle d'un rassemblement de deux mille cinq cents fantassins espagnols sur la frontière de l'État ecclésiastique, entre Gaëte et Terracine se confirme, devra-t-on lever des gens ?

Tous les vieux cardinaux, y compris trois créatures du pontife, se prononcèrent contre l'expulsion de l'ambassadeur et contre la levée de soldats. Les autres, tous créatures du pape, s'accommodant aux désirs de Sa Sainteté, votèrent pour le renvoi du comte d'Olivarès et contre la levée de troupes. Mais le pape déclara vouloir faire l'un et l'autre. Cependant, cédant aux instances des pourprés, il consentit à ce que les cardinaux Deza et Mendoza allassent trouver l'ambassadeur pour lui dire que si, dans la journée, il ne déclarait vouloir

renoncer à la protestation, Sa Sainteté procéderait le lendemain conformément à Ses résolutions. Ces cardinaux se rendirent chez le comte et restèrent en conférence avec lui jusqu'à une heure de la nuit [1]. Ils apportèrent ensuite au Saint-Père, après son souper, la réponse de l'ambassadeur. Celui-ci promettait d'attendre pendant les quinze jours que Sa Sainteté avait antérieurement demandés, et même, à l'expiration de ce terme, de ne faire rien sans en avoir préalablement informé Sa Sainteté. Cette reculade de l'ambassadeur a ranimé le courage du pontife. Après une vive sortie contre lui, il s'est calmé, et aujourd'hui, sur la demande du cardinal Deza, il a levé l'excommunication dont il avait frappé ceux des cardinaux qui entretiendraient des relations avec le comte d'Olivarès.

Dans mon audience, Sa Sainteté m'a exactement confirmé tous ces détails, en ajoutant à mon bien grand étonnement qu'Elle avait dit à l'ambassadeur d'Espagne et écrit de Sa main au roi, que jamais Elle ne permettrait qu'un prince, qui ne serait pas en tous points agréable à Sa Majesté, montât sur le trône de France, et que, pour l'en empêcher, Elle mettrait à la disposition de Sa Majesté Catholique Ses armes spirituelles et temporelles. Cependant, comme on ne La croyait pas sincère, Elle Se tenait pour dégagée. J'ignore si Sa Sainteté fera connaître cette dernière induction au roi auquel Elle avoue avoir écrit de Sa main...

[1] Huit heures du soir.



61. LE CARDINAL DE VENDOME AU DUC DE LUXEMBOURG

Tours, 6 avril 1590. (Traduite sur une expédition en langue italienne envoyée de Rome au doge par Alberto Badoer, le 28 avril 1590.)

Je n'aurais pas tant tardé à répondre à votre lettre et au bref dont Sa Sainteté a daigné m'honorer, si je n'avais attendu le retour dans cette ville du courrier qui, par ordre de Sa Majesté, va à Rome, par la route des Grisons. Ce courrier arriva à l'armée pendant la bataille (d'Ivry) et pourra vous donner des nouvelles authentiques de cette heureuse victoire. Vous pourrez en apprécier l'importance en lisant le récit que j'envoie à Votre Seigneurie. Pendant qu'on se battait, nous faisions des prières et processions publiques. Le peuple a montré beaucoup de dévotion, et Dieu, le protecteur des causes justes, a exaucé nos supplications.

Le maréchal de Biron a eu depuis, à Noisy, une entrevue avec Mgr l'illustrissime légat; mais d'après ce qu'on m'écrit, ces pourparlers n'ont eu aucun résultat. Ledit seigneur légat s'est fait un tort immense et a compromis le succès de sa légation, en affichant sa partialité, par sa résidence dans une ville rebelle, où il ne peut rien apprendre de l'état des affaires et où il ne voit que des gens passionnés qui couvrent du manteau de la religion leur rébellion et leurs desseins pernicieux. La religion s'en trouverait fort mal, si nous faisions comme eux qui ne molestent que les catholiques et n'ont pas encore pris une seule ville aux huguenots. Votre Seigneurie sait qu'ils n'entre-

prennent rien contre ces derniers et se bornent à soulever les villes catholiques contre les magistrats, en permettant à la populace de se livrer au vol et à toute sorte d'excès. Cependant l'extrême misère à laquelle toutes les villes sont réduites aujourd'hui et l'évanouissement de leurs vaines espérances, font qu'elles ne tarderont pas à se rendre. Ainsi Paris ne pourra plus tenir longtemps, tous les passages de la rivière étant occupés. Je compte m'en rapprocher bientôt, et si le légat veut, nous ne laisserons pas de faire quelque chose de bon pour l'Église et pour ce royaume. Je prie Dieu de me faire cette grâce et d'accorder à Votre Seigneurie bonne santé et longue vie.

A la suite, de la main du cardinal :

Le roi m'écrit pour me charger d'aller le trouver avec le Conseil à Melun qui se rend, comme Corbeil s'est rendu. Paris demande à négocier, mais Sa Majesté ne veut pas pardonner aux chefs. Ils sont comme des enragés. Nous serons dedans sous peu de jours. Mgr le légat aurait bien fait de me croire. Il ne peut sortir de Paris sans un passe-port du roi. Vous vous faites par votre ambassade très-grand honneur. Dieu en soit loué.

62. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 14 avril 1590.

Sire, Depuis mes lettres des 25 et 26 mars, j'ai été en communication avec une personne qui ne veut

pas être nommée, sage, lettrée et parfaitement informée des affaires d'ici. Il ne m'a pas semblé qu'il y eût aucun inconvénient à la mettre au courant de nos pourparlers avec Sa Sainteté, au sujet des affaires de France, et je lui ai demandé son opinion sur ce que Vôtre Majesté pourrait faire pour remédier aux maux de ce pays. Après avoir demandé du temps pour réfléchir, elle m'a dit que, vu le refus de Sa Sainteté, sauf des incidents qui pourraient commander d'autres mesures, Votre Majesté pourrait faire la protestation en forme de lettre. Cette lettre devrait contenir, selon les circonstances, tout ou partie de ce que nous voulions mettre dans la protestation. Votre Majesté ferait bien d'ajôuter que, en présence du refus de Sa Sainteté, Elle aurait pu avoir recours à d'autres moyens, mais qu'Elle a préféré celui-ci, comme le plus doux ; et que, en présence de la résolution de Sa Sainteté de ne pas concourir à la défense de la religion en France, conformément à ce que Votre Majesté Lui avait demandé et demandait encore, Votre Majesté La prie de déférer toutes ces questions, si importantes pour le service de Dieu, à un concile général, lequel s'assemblerait dans un endroit sûr. Mon interlocuteur pense que par le moyen d'une lettre semblable on pourrait éviter la protestation, et que ce mode d'action serait moins odieux et tout aussi efficace que la protestation ; mais il faudrait qu'il y eût dans cette lettre quelques lignes écrites de la main de Votre Majesté pour qu'on ne puisse pas dire ici qu'elle a été composée à Rome...

J'ai aussi entretenu cette personne de ce qui se passe ici, au grand scandale des bons et au préjudice des su-

jets de Votre Majesté, en matière de provisions, compositions et dispenses. J'ai écrit sur ces affaires à Don Juan de Ydiaquez par Don Luis de Velasco et par d'autres occasions, et j'espère qu'il a soumis mes lettres à Votre Majesté. A ce sujet, la personne pense que le cardinal de Tolède, en sa qualité de primat d'Espagne, pourrait, sans l'intervention de Votre Majesté, convoquer un concile national de tous les prélats de ce royaume, afin de traiter des remèdes à appliquer à ces maux, ainsi que cela s'est pratiqué plusieurs fois au grand profit du service de Dieu et de son Église...

63. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 28 avril 1590.

Le duc de Sessa a demandé à Sa Majesté quatre galères espagnoles, lesquelles, jointes à celles de Gênes, devaient suffire, à ce qu'il pensait, pour le mettre à l'abri de toute mauvaise rencontre. Depuis on a appris que plusieurs bâtiments barbaresques infestent ces mers et dévastent le littoral. Par conséquent, le duc a demandé douze galères qui lui ont été accordées.

... Le comte d'Olivarès a rendu compte fort en détail du langage véhément dont il s'est servi au sujet des affaires de France, dans ses dernières entrevues avec le pontife. Contrairement à l'attente de certaines personnes, la conduite du comte n'a pas rencontré l'approbation de Sa Majesté. En général, pour dire la vérité, à en juger par ce que j'entends et vois, il me semble que

cet ambassadeur, comme aussi celui qui se trouve accrédité auprès de Votre Sérénité, tiennent parfois un langage qui ne leur est pas prescrit par leurs instructions, et qui est même contraire aux intentions de Sa Majesté.

64. HENRI (ROI DE NAVARRE) A AMURAT III

Du camp devant Paris, 28 avril 1590.

(Traduit de l'italien.)

Très-haut, excellentissime, très-puissant et magnanime prince, grand empereur des Musulmans, Amurat, mon très-cher et parfait ami, en qui abondent tout honneur et toute vertu, salut.

Nous ne doutons pas que Votre Hautesse ait déjà connaissance du changement survenu dans l'état de cette couronne, par suite de l'assassinat et meurtre commis en la personne du *quondam* roi, mon très-honoré seigneur et frère, à la suite d'une rébellion suscitée contre lui par une grande partie de ses sujets et par quelques principaux personnages qui, aspirant à l'usurpation du royaume, ont osé faire cet attentat sur sa personne. Et quoique nous lui ayons succédé, par droit légitime, en notre qualité de premier prince du sang et de lignée, reconnu par les assemblées antérieurement réunies des États-Généraux, et par ledit seigneur, et après sa mort, par les premiers officiers de la couronne, et d'autres officiers, seigneurs et généralement par toute l'armée qui se trouvait aux portes de la ville

de Paris au moment où le roi fut si malheureusement assassiné, néanmoins, les chefs et auteurs de ladite rébellion persévèrent dans leurs desseins et efforts hostiles contre nous, et sont appuyés par les Espagnols qui, depuis longtemps visent à la ruine des autres monarchies et notamment à celle de l'empire de Votre Hautesse. Ceci nous a tellement et si constamment occupé, qu'il nous a été impossible de songer à autre chose qu'à la guerre, à laquelle nous avons vaqué continuellement et en personne. Aussi, avec la grâce de Dieu, avons-nous déjà réduit sous notre obéissance beaucoup de villes et provinces et obtenu la victoire, le 14 mars dernier, dans une bataille que nous avons livrée à nos ennemis[1], et dans laquelle leurs forces ont été dispersées, les principaux chefs n'ayant pu se sauver que grâce à la vitesse de leurs chevaux, sans parler ici d'autres avantages remportés par nos capitaines avec le secours de Dieu, en sorte que nous avons tout lieu d'espérer de réduire promptement sous notre autorité, avec la même protection et assistance divine, ceux qui nous refusent encore l'obéissance, et notamment notre ville de Paris que nous bloquons en ce moment et qui ne pourra pas tenir longtemps. Cependant, nous n'en regrettons pas moins vivement d'avoir été, par ces travaux, empêché de nous adresser à Votre Hautesse pour renouveler cette amitié et cette bonne intelligence qui ont subsisté de tout temps entre les empereurs musulmans et les rois de France, que ledit roi, mon seigneur et frère, dernièrement mort, a tenu à cultiver et dans lesquelles je désire lui succéder, comme chose appartenant à

[1] Bataille d'Ivry, 14 mars 1590.

notre couronne. Nous comptons, autant qu'il dépendra de nous, y apporter toute considération et bonne correspondance, et pour donner à Votre Hautesse un gage de nos bonnes intentions et faire tout ce qui pourra servir à entretenir cette amitié, nous avons décidé d'envoyer le plus tôt possible envers Votre Hautesse une personne de qualité, munie de tout ce qu'il faut pour remplir cette mission; et nous l'aurions déjà fait n'étaient les empêchements que nous venons d'exposer. Toutefois, nous n'avons pas voulu tarder plus longtemps à donner ces assurances à Votre Hautesse, en ce qui concerne nos intentions, et à La prier, comme nous le faisons très-affectueusement, de nous faire connaître, quand l'occasion s'en présentera, si, de Son côté, Elle met du prix à continuer ladite amitié, ainsi que de notre part nous nous y efforcerons par tous les témoignages qui seront en notre pouvoir. Nous avons été avertis que le sieur de L'Ancosma (Jacques Savary de Lancosme) qui a été auprès de Votre Hautesse ambassadeur du roi, notre dit seigneur et frère, a méconnu ses devoirs au point d'embrasser le parti de nos susdits rebelles, et voulu mettre sa charge au service de cette mauvaise cause et rébellion. Cela étant, nous croyons devoir en faire part à Votre Hautesse, en La priant de lui retirer sa charge d'ambassadeur, afin que Votre Hautesse ne soit pas induite en erreur par les démarches qu'il pourrait faire auprès d'Elle. Cet homme non-seulement s'est rendu indigne de sa charge, mais il a aussi encouru les châtiments que méritent ceux qui se mettent en rébellion contre leur roi, et auxquelles nous espérons qu'il n'échappera guère.

Sur ce, très-haut, excellentissime, très-puissant et magnanime prince, grand empereur des Musulmans, Amurat, notre très-cher et parfait ami, en qui abondent tout honneur et toute vertu, etc.

65. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 27 avril 1590.

Sire, Depuis mes rapports du 20, la congrégation de France s'est réunie le 25, le premier jour qu'il n'y eut pas de chapelle. Après avoir fait lire la lettre du duc de Mayenne, le pape se mit à la discuter à sa manière, représenta la France comme perdue et s'exprima sur le compte du duc avec une grande rigueur. Il engagea l'assemblée à voter sur la question de savoir si on devait, oui ou non, répondre à la lettre du duc. Les cardinaux qui eurent les premiers la parole, craignant que cette réponse ne fût faite en termes aigres, se prononcèrent négativement, et Sa Sainteté Se plaignit de l'usage qui s'était introduit dans les congrégations de voter tous d'après l'exemple du premier opinant.

Le pape communiqua aussi ses résolutions au sujet des abbayes devenues vacantes par la mort du cardinal de Guise, qu'il s'agissait de donner au fils du duc de Guise, et sur l'archevêché de Reims destiné au cardinal de Sens. Il déclara vouloir ajourner ses résolutions, peut-être pour témoigner le mécontentement que lui avait causé la lettre du duc de Mayenne. Il est possible aussi qu'il se berce encore des espérances

qu'on lui a données au sujet de la conversion de Béarn, car il cherche à se désillusionner le plus tard possible. D'un autre côté, on me dit que M. de Luxembourg est également fort mécontent de la manière dont il est traité, de sorte qu'il arrive au pape ce qui arrive toujours à ceux qui veulent manger à deux râteliers et ne remplissent jamais leurs obligations.

On sait que le Saint-Père, quoiqu'il tâche de dissimuler, d'après ce qu'on me dit, apprend avec plaisir les succès de Béarn et les échecs des catholiques, et aime à croire de semblables nouvelles. Quand on lui dit que Béarn persiste dans son obstination, il prend son parti, et sait gré à ceux qui me répètent ces propos, absolument comme s'il tenait à me donner des soupçons, et sans le moindre égard pour son honneur. On dirait que le plaisir de déplaire à l'Espagne l'emporte chez lui sur toute autre considération, excepté les questions d'argent; sous ce dernier rapport, sa conduite le prouve, le doute n'est pas possible.

En causant avec ses confidents, il dit d'autre part qu'il n'aurait rien à objecter à ce que Votre Majesté s'emparât de la France, et à La voir rassembler dans ce but les forces nécessaires; enfin, qu'il s'accommoderait avec celui qui serait vainqueur. En attendant, il contrecarre Votre Majesté, comme on voit, avec peu de souci de la religion...

Le pape a un terrible catarrhe qui, dans une autre constitution, pourrait donner lieu à des inquiétudes, mais la sienne est excellente. Seulement il s'abstient de faire diète, boit plus que lorsqu'il était bien portant, et ne veut prendre aucun remède. Malgré cela, il

n'a pas eu jusqu'ici de fièvre, autant qu'on sache, car il ne permet pas au médecin de lui tâter le pouls...

Sa Sainteté, qui a fort mauvais caractère, Se rend plus que jamais odieuse aux personnes de Son entourage. Le jour de Pâques, à table, Diégo Yniguez ne Lui ayant pas présenté Son crachoir aussi promptement qu'Elle voulait, Elle lui donna trois grands soufflets devant tous ceux qui assistaient à Son dîner. Quand Elle appelle Ses valets de chambre et qu'ils tardent un peu, et même quand ils ne devinent pas ce qu'Elle veut, Elle les accable d'injures. Elle ne traite pas mieux les autres officiers de Sa maison et, bien qu'Elle les ait toujours rudoyés, Elle porte maintenant cet excès de dureté au dernier degré.

66. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 29 avril 1590.

Sire, Depuis que j'ai écrit à Votre Majesté le 27, Sa Sainteté a fait appeler le cardinal d'Aragon, qui préside maintenant la congrégation de France, et l'a chargé de Lui envoyer Pinelli et Mattei avec la lettre du duc de Mayenne. Elle avait l'intention, disait-Elle, d'y répondre chapitre par chapitre, afin de détromper le duc de Mayenne et ceux de la Ligue, en leur déclarant qu'ils n'avaient rien à espérer d'Elle. Que par suite de cette réponse, ils fissent la paix (avec le roi de Navarre) ou qu'ils lui fissent la guerre, Elle voulait pour Sa part Se retirer de cette affaire. Lorsque le cardinal

d'Aragon Lui répondit qu'il n'était pas bien que Sa Sainteté donnât occasion à un semblable accommodement, le pape se mit à rire. « Ce n'est pas une guerre de religion, dit-il, et personne ne combat pour elle, c'est une affaire d'État. C'est l'ambition du duc de Mayenne qui veut être roi... » A ce propos, j'ai dit à quelques personnes qne Votre Majesté, en concourant à l'établissement d'un prince catholique comme roi de la France tout entière, subordonnait Ses propres intérêts au service de Dieu ; que Votre Majesté continuerait sans doute dans cette voie, sans avoir égard aux raisons d'État ; mais qu'à Rome, en contrecarrant Votre Majesté et en agissant de manière à compromettre le but qu'on professe avoir en vue, on faisait le jeu de Votre Majesté, attendu que les divisions en matière de religion amèneraient nécessairement le démembrement de ce royaume...

67. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 1-6 mai 1590.

Sire, Par les extraits de lettres ci-jointes, Votre Majesté verra que le légat détruit avec une grande franchise les illusions qu'on a faites au pape à l'égard de Béarn... Mais quand on lui dit que la conversion (de ce dernier) sera feinte, il répond que cela suffira. Néanmoins, comme la prise de Saint-Malo, et comme on dit, celle d'Angers, et la déroute et prise du Corse (d'Ornano) ont presque contre-balancé la bataille (d'Ivry), il

a ajourné la réponse à Mayenne, peut-être aussi parce qu'il ne trouve assez de drap pour masquer aux yeux du monde des faits palpables... Ces jours derniers, il a dit beaucoup de mal de Béarn. Ce revirement peut en partie résulter des désillusions intérieures que le pape doit nécessairement éprouver, car il n'est rien moins que bête; cela pourrait aussi s'expliquer par son désir de se préparer des moyens de défense contre les accusations qu'on pourrait élever contre lui, soit en forme de protestation soit autrement... Il agira selon les événements et rompra le plus tard possible le cours des pourparlers (avec Luxembourg). Extrêmement vaniteux, dépourvu de tout sentiment de délicatesse, afin d'échapper au danger de débourser, il ferme l'oreille à tout ce qu'on lui dit et écrit, ou à ce qu'on lui mande sur ce que d'autres pensent et disent de lui, et à ce que je lui ai dit, ainsi que Votre Majesté l'a vu par mes rapports. Le sort de Paris, menacé d'être pris par Béarn, ne lui inspire aucune compassion; il se soucie peu des dommages qu'il cause à la religion, et du scandale qu'il donne aux fidèles; et en présence de tant de présomption et de si peu de respect pour Votre Majesté, on désire que, guidée par la sagesse qui manque au pape, Elle remplisse Ses devoirs de père.

Ce que je viens d'écrire au sujet de la conduite du pape ne saurait être manifesté au nom de Votre Majesté, parce que je le sais par des cardinaux et par des personnes qui ont intérêt à ce que nous gardions le silence. Si nous ne le faisions pas, ils nieraient. Il faut donc ne pas les tourmenter; Votre Majesté verra ce qu'il y aura à faire. Le pape a ordonné qu'on se bornât à accuser

réception des lettres du cardinal Gaëtano, sans lui dire rien de plus, tant il est mécontent de ce que celui-ci lui écrit avec tant de liberté, et parce qu'il ne tâche pas de représenter les choses telles que Sa Sainteté voudrait qu'elles fussent. J'en avertis don Bernardino (de Mendoza).

Extrait des lettres du légat de France formant annexe au rapport précédent :

Entrevue avec le maréchal de Biron. Celui-ci et les catholiques qui l'accompagnent ont fait preuve de fort peu de religion...

Le légat a vu peu de signes de la conversion de Béarn. On lui a dit qu'il s'excusait sur ses occupations militaires qui ne lui permettaient pas de se laisser instruire; c'est faux, car tout le monde sait qu'il est mieux informé sur la religion catholique que peu de personnes en France.

Le cardinal Gaëtano parle du naturel inquiet et des velléités ambitieuses de Béarn, et dit que, bien qu'il lui reste tant à faire pour s'emparer de la France, il parle déjà de se faire élire empereur des Romains.

Il mande qu'à Tours un moine dominicain a dit en chaire que Sa Sainteté, non-seulement n'excommunierait pas les catholiques qui suivent Béarn et ne procéderait pas contre eux, mais qu'Elle louait plutôt leur zèle et leurs efforts pour décider ce prince à se convertir, enfin que Luxembourg était fort bien vu et accueilli par le pape.

si grand besoin, le bruit que, quoi qu'on en dît autour de lui, il ne se ferait jamais catholique. Néanmoins, il ne fallait pas désespérer de lui, puisqu'il montrait tant de bonnes intentions, et aussi pour bien d'autres raisons qui faisaient attendre une bonne et sincère conversion !

Fort rassuré de trouver le pontife en si favorables dispositions, je me confondis, conformément aux instructions de Votre Sérénité, en éloges de sa haute sagesse, et Sa Sainteté, tout en disant que la solution dépendrait de la volonté et de la faveur de Dieu, Se montra néanmoins fort sensible à ces louanges.

69. PHILIPPE II A JUAN-BAUTISTA DE TASSIS, A MOREO ET A DON BERNARDINO DE MENDOZA

Madrid, 8 mai 1590.

(Voy. le texte original.)

70. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 mai 1590.

... Il paraît que, depuis la défaite du duc de Mayenne, on se montre ici moins ardent à l'égard du roi de Navarre. Ayant appris, avec d'autres bruits, que le pape a soumis, à une congrégation de cardinaux, l'examen de la protestation du comte d'Olivarès, on craint que Sa Sainteté ne Se laisse entraîner à quelque résolution extrême. Toutes les lettres du nonce, de

Don Piétro de Médicis et du collecteur ont été retenues, à l'exception d'une seule, qui a été remise à chacun d'eux. On en conclut que ces correspondances n'ont pas été, comme on veut le faire croire ici, interceptées en France, mais en Espagne, dans l'intention d'apprendre ce que rapportent les lettres particulières sur les affaires de Rome...

71. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 26 mai 1590.

Depuis la victoire (d'Ivry) remportée par le roi de Navarre sur la Ligue de France, et en raison de l'accroissement de force et d'autorité qui en résultera pour lui, ses adversaires ont perdu beaucoup de la réputation et de l'influence dont ils avaient joui jusqu'ici. On craint que les ducs de Mayenne et de Lorraine ne s'arrangent avec le vainqueur. Pour les en détourner, on a promis au premier de grands renforts, lesquels seraient tirés d'Italie, où l'on ne laisserait que les fantassins nécessaires pour la garde des places fortes. De plus, le duc de Parme se rapprochera des frontières, pour se porter au secours de la Ligue le cas échéant. On a donné toute sorte d'espérances au duc de Lorraine, et on l'encourage à défendre son territoire et à soutenir la Ligue. Son agent a été averti que l'on enverrait à son maître les fonds dont il aurait besoin, et qu'on était déjà occupé à y pourvoir. Mais en ce qui concerne l'exécution de toutes ces grandes pro-

messes et de ces belles paroles, il est impossible de rien apprendre de positif, à moins de puiser ses nouvelles en haut lieu, d'où les ordres partent. Le langage officiel est ici si ambigu qu'il peut s'appliquer aux résolutions les plus diverses, et l'action est si lente que le moindre incident peut l'arrêter tout court.

Relativement à l'attitude de la cour de Rome vis-à-vis du roi de Navarre, on colporte dans Madrid les bruits les plus contradictoires. Toutefois, on croit savoir que le pape est à la veille de lui donner sa bénédiction. On prétend même que la chose est faite. Le déplaisir que cette nouvelle a fait éprouver ici est si grand qu'on n'a pu le dissimuler. En attendant, et peut-être pour cette raison, on ne fait ici ni préparatifs ni mouvements de troupes. Aussi, pendant que les guerres et les séditions troublent le monde partout ailleurs, vivons-nous au milieu d'une quiétude parfaite, et il n'y a pas de stimulant assez puissant pour accélérer notre marche ou pour nous arracher à notre apathie habituelle. Ces nouvelles de Rome ont fait naître, non-seulement dans l'esprit du roi et de ses ministres, mais aussi au sein de toute la nation, une extrême exaspération contre le pape. Autant on se loue du légat Gaëtano, autant on se récrie contre la conduite du pontife. On croit qu'il est mal disposé envers cette couronne. On se plaint de ce qu'il ne cesse de créer des difficultés au sujet de la juridiction, et de renouveler aux évêques l'ordre de venir à Rome. Mais ce qui a surtout indisposé l'opinion publique, c'est le fait que voici : l'abréviateur (secrétaire) qui sert ce sérénissime nonce, et qui a servi quelques-uns de ses

prédécesseurs, a été inscrit sur la liste des chapelains de Sa Majesté. Pensant que cette marque de faveur pourrait servir son crédit à Rome, ce fonctionnaire en avait fait part à la cour pontificale. La conséquence a été un ordre de Sa Sainteté, prescrivant au nonce de lui retirer sa charge d'abréviateur, quoiqu'il l'exerçât depuis longues années. Le nonce a répondu qu'aucun autre sujet apte à remplir ces fonctions ne se trouvant à Madrid, il devait prier Sa Sainteté de pourvoir à cette vacance, et qu'il ne renverrait le titulaire actuel que lorsque le remplaçant serait arrivé.

Le succès du roi de Navarre et l'attitude que le pape semble avoir prise à son égard, quoiqu'on tâche ici de cacher ces faits au public, augmentent, — que Votre Sérénité en soit bien persuadée, — la réputation de cette sérénissime république, d'abord, parce que tout le monde voit qu'elle a, dès le principe, et malgré les réclamations de tous, favorisé la partie qui vient de triompher; ensuite parce qu'on attribue à ses conseils éclairés et à son autorité, sinon les résolutions dernières, du moins l'attitude sympathique du pape et du grand-duc.

72. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 26 mai 1590.

... Lundi (21 mai) à 20 heures, un courrier français apporta au duc de Luxembourg plusieurs lettres du roi jusqu'à la date du 30 dernier, et de la noblesse jus-

qu'au 2 du mois présent. Le duc demanda aussitôt audience et fut reçu le lendemain, à 19 heures. Il exposa les succès du roi, qui était fort reconnaissant du bon accueil fait par Sa Sainteté à son ambassadeur, ainsi que des marques de faveur qu'Elle avait fait parvenir à Sa Majesté, et qui étaient une nouvelle preuve de la sagesse et extrême bonté du Saint-Père...

... Pour mieux établir la partialité du légat, le duc remit au pape deux lettres interceptées et déchiffrées, l'une de Don Bernardino de Mendoza au roi catholique, et l'autre du légat au duc de Mayenne. Dans la première, l'ambassadeur d'Espagne écrit au roi que le légat se conduit à merveille, qu'il ne pourrait mieux servir Sa Majesté s'il était Espagnol et vassal du roi. A ce sujet, le doute n'est pas possible, et aussi longtemps qu'il sera en France, il exécutera exactement les ordres de Sa Majesté. Le légat a dit, entre autres choses, que si Sa Sainteté le chargeait de concourir à un arrangement ou à un accord avec le roi de Navarre, il n'y prêterait jamais la main, et se déciderait plutôt à ne plus retourner à Rome, sous le pontificat de Sa Sainteté.

Dans l'autre lettre, le légat écrit au duc de Mayenne qu'il fera bien de réunir autant de forces que possible; que bientôt arriveront de grands renforts de Flandre, et qu'il peut lui garantir sur sa parole que les secours du roi d'Espagne ne lui feront jamais défaut.

Le pape a été extrêmement mortifié, peut-être moins de la chose en elle-même que du fait que, dans le camp du roi, on tenait entre les main des preuves aussi convaincantes de la conduite de son légat...

Le duc fit de grandes instances pour que ce dernier fût rappelé, disant que l'hostilité du légat empêchait le roi de déclarer ouvertement sa conversion...

Quant à Mgr le cardinal de Bourbon, il dit qu'il n'est pas prisonnier, mais fort bien traité et honoré comme cela était dû à un oncle. Il est vrai qu'il est gardé à vue, afin d'empêcher qu'il ne tombe entre les mains des ennemis qui s'en serviraient contre le roi (Henri de Navarre), ce qui, non-seulement ne serait pas de bonne guerre, mais ne saurait même être dans les intentions de Sa Sainteté, vu les nouveaux troubles qui viendraient s'ajouter aux souffrances de ce pauvre royaume.

Sa Sainteté ne Se montra ni satisfaite ni mécontente de ces explications, et ne répondit que par des généralités. Par conséquent, le duc Lui envoya, par Mgr Séraphin, toutes les lettres du roi et fit, par ce prélat, renouveler les instances au sujet du rappel du légat. Le pape répondit qu'il aviserait et qu'il fallait avoir un peu de cette patience que les Français perdaient si facilement.

Le duc visite tous les jours les cardinaux de la congrégation. Les Espagnols s'agitent de leur côté, et l'ambassadeur catholique est en consultation fréquente avec les cardinaux de sa faction ; mais la vérité est que, quant à présent, le pontife ne veut rien faire, si ce n'est observer la marche des événements...

75. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 9 juin 1590.

Prince sérénissime, Samedi dernier, le Saint-Père a dit à l'ambassadeur d'Espagne que la mort du cardinal de Bourbon étant constatée, il fallait penser à avoir un autre roi catholique en France. Il priait Sa Majesté de prendre en considération le fait que les Français ne se laisseraient jamais imposer un membre de la maison de Guise, soit par jalousie de leur grandeur, soit par suite de l'inimitié mortelle qui existait entre eux. Il fallait donc tomber d'accord sur un autre personnage qui serait accepté par la nation. Quant à lui, il donnerait alors l'appui de ses forces et de son autorité, n'ayant d'autre désir que de voir cette couronne placée sur le front d'une personne vraiment catholique. On ne pouvait pas se fier à Navarre, ni même au cardinal de Vendôme, trop engagé avec ce prince.

Le lendemain, me trouvant en visite chez l'ambassadeur d'Espagne, Son Excellence me dit que par tous ces discours, le pape ne voulait que gagner du temps. C'était pour cela qu'il lui demandait d'écrire à son roi, sachant bien que la réponse ne pourrait arriver qu'en septembre; alors il dirait que la saison était trop avancée et qu'on devait remettre les armements à l'année prochaine, ce qui permettrait de voir comment les choses tourneraient.

Ces propos, que l'ambassadeur a tenus peut-être aussi à d'autres, ont été rapportés à Sa Sainteté, qui en a été fort choquée.

74. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 juin 1590.

Les nouvelles qu'on reçoit ici de Paris sont rares, et le gouvernement, comme il fait en toutes choses, tâche de les tenir secrètes. Mais j'ai vu plusieurs lettres qui constatent l'extrême besoin d'hommes et d'argent qui se fait sentir dans cette ville et les efforts que les assiégés font pour obtenir l'appui et le secours de ce roi sérénissime. Leurs demandes, ils les fondent principalement sur une capitulation délibérée et signée entre Sa Majesté Catholique et la Ligue de France, en vertu de laquelle on s'engage, de part et d'autre, à se secourir mutuellement avec les forces et de la façon spécifiées dans le document ci-annexé. J'avais, plusieurs fois, entendu parler de cette convention conclue entre cette couronne et la Ligue, mais ne sachant pas d'où venait ce bruit, et malgré tous les efforts faits ici, n'ayant pu vérifier le fait, j'avais cru devoir m'abstenir de le mentionner. Or, pour pénétrer et contrôler les desseins de cette Majesté, j'entretiens à la frontière de France et surtout à Pampelune des correspondants chargés de me tenir, jour par jour, au courant de ce qui se passe. Ces jours derniers, l'un d'eux m'a envoyé le document dont il s'agit, rédigé en langue française et contenant les chapitres de la susdite convention. Dans les temps de troubles où nous vivons, pour bien faire le service de Votre Sérénité auprès de cette couronne, il ne

suffit pas d'avoir de bonnes relations à cette cour ; il faut aussi recevoir des lumières du dehors.

Tandis que cette convention est déjà connue et publiée, au moins en France, en Espagne, autant qu'on peut voir, rien n'indique qu'on s'occupe de l'exécution des obligations contractées, puisque la cavalerie, déjà commandée, ne marche pas, les fantassins ne s'engagent pas, et aucun mouvement (de troupes) n'est perceptible, quoique le terme fixé du mois d'avril soit expiré.

On a appris ici la mort du cardinal de Bourbon, causée par le mal de la pierre. Cet événement a donné lieu à de nouveaux projets, tendant à prolonger les troubles de ce royaume. On dit que ceux de la Ligue ont été invités à s'occuper plutôt de l'extermination des hérésies dans ce royaume et des mesures de défense à prendre contre l'ennemi, que de l'élection d'un nouveau roi. S'ils veulent procéder conformément à ces conseils, l'Espagne donnera le secours qu'elle a promis, mais s'ils prenaient d'autres résolutions, ils ne pourraient plus compter sur son appui.

75. CAPITULATION ENTRE LE ROI D'ESPAGNE ET LA LIGUE

(Annexe au rapport précédent.)

(Voy. le texte original.)

76. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 juin 1590.

Un avis de Rome, mais qu'on attribue assez généralement aux ministres du roi qui l'auraient fait composer

ici et mettre en circulation, porte que le pape, la république de Venise et le grand-duc de Toscane se sont ligués dans le but de favoriser le roi de Navarre. J'en envoie ci-après une copie à Votre Sérénité. Il en est résulté que des hommes sérieux et toute sorte de gens font leurs commentaires, en sens divers, il est vrai, et chacun à sa manière. Les prédicateurs aussi ne cessent de tonner du haut de la chaire, et de faire de cette matière le sujet de leurs vociférations. Les hommes raisonnables condamnent ces excès de paroles qui causent au roi, auquel on croit probablement faire chose agréable, le plus vif déplaisir.

Un prédicateur du collége des Jésuites de Madrid, peut-être emporté par un mouvement oratoire, s'est oublié au point de parler du pape et de la seigneurie de Venise avec une extrême inconvenance, d'ajouter d'autres sottises fort blessantes pour l'honneur et le prestige de la Seigneurie, et méritant par conséquent un châtiment. Cet incident m'a été aussitôt rapporté et confirmé de divers côtés. Vu le grand retentissement qu'il a eu, j'aurais cru manquer à la dignité de cette sérénissime République si je n'avais pas montré en être ému. J'ai donc fait mander le recteur du collége des Jésuites et je lui ai exposé, en termes vifs et sévères, la grandeur de cette sérénissime République, les obligations que son ordre lui doit, les devoirs inhérents à la mission du prédicateur, et celui qui incombe au recteur, en raison de la charge qu'il occupe, de diriger et de contenir ceux qui sont appelés à expliquer au peuple la parole de Dieu. Je me suis aussi appesanti sur le dommage et le déshonneur qui

pourraient en résulter pour la Compagnie en Italie, et surtout dans les États de Votre Sérénité, si de pareils excès étaient tolérés sans que le coupable reçût un châtiment public.

Le recteur, tout confus, se mit à genoux et, les yeux remplis de larmes, me demanda humblement pardon au nom de tous les Pères ; il promit de m'amener le prédicateur que, d'ailleurs, il a déjà suspendu de ses fonctions et remplacé par un autre Père. Le lendemain, il me l'amena, afin que celui-ci pût s'humilier et témoigner de son repentir pour cette imprudence; ce qu'il fit, en me laissant, comme preuve de son affliction et de sa sincère intention de se corriger, l'écrit ci-joint que j'envoie à Votre Sérénité...

77. INSTRUCTIONS DE PHILIPPE II

Madrid, 10 juin 1590.

(Copie de ce que Sa Majesté ordonne de faire et de tâcher d'obtenir en l'état actuel des affaires de France.)

(Voy. le texte original.)

78. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 4 juillet 1590.

... De ce côté-ci, on n'épargne ni argent, ni conseils, ni aucun effort afin de soutenir la Ligue et d'abattre le roi de Navarre. Voyant que toute la noblesse du royaume suit ce prince, et jugeant difficiles et chanceuses les tentatives qu'on pourrait faire pour

arrêter ses progrès par la force, ce sérénissime roi vient de faire écrire au légat (Gaëtano) et à Don Bernardino (de Mendoza), les engageant à faire naître la zizanie entre les barons partisans du roi de Navarre, et, par cette tactique et au moyen de dons, à détacher quelques adhérents du parti ennemi et à les rallier à la Ligue. L'argent et les avantages à offrir, dit le roi, ne feront pas défaut. Mais autant ce projet semble bien conçu, pour peu qu'on puisse l'exécuter, autant il est jugé peu pratique, à cause de la constance et de l'obstination des hommes auxquels on a affaire...

79. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 15 septembre 1590.

... Sa Majesté a envoyé une forte somme en or pour servir de dons à la noblesse de France, dans le but de la détacher du roi de Navarre; on y ajoute l'offre d'honneurs et d'emplois lucratifs. C'est le légat qui, de concert avec Don Bernardino de Mendoza, dirige ces négociations.

80. PHILIPPE II AU DUC DE SESSA

San Lorenzo, 15 juillet 1590.

Sa Sainteté m'a écrit le 8 de mars une lettre dont Elle m'a plus tard fait parvenir le duplicata que je vous envoie avec la copie ci-jointe de ce que je Lui réponds aujourd'hui. Comme dans cette lettre je ne m'étends

pas sur tous les points de la Sienne, mais que j'en touche seulement les principaux, pour Lui prouver combien Elle a eu tort de m'écrire en termes semblables, il m'a paru bon d'aborder avec vous certains raisonnements dont Sa Sainteté S'est servie pour Sa défense. Je vous charge de Lui remettre ma lettre après avoir communiqué toutes ces pièces au comte d'Olivarès. Ce mode me semble le meilleur, mais si là-bas il vous paraissait préférable de faire la remise et de Lui parler tout à la fois, ou bien que ce fût vous qui eussiez à remettre la lettre et à parler au pape, mais en présence du comte, je vous laisse la liberté de choisir à ce sujet la façon de procéder, ainsi que de dire à Sa Sainteté tout ou partie seulement de ce qui va suivre, conformément à ce que vous jugerez tous les deux être le mieux, et conformément aussi à la situation du moment, avec laquelle il faudra compter.

Sa Sainteté Se plaint de ce que je n'aie pas répondu à l'une de Ses lettres, ni manifesté mes volontés sur les affaires de France. En ce qui concerne la manifestation de mes intentions, le comte d'Olivarès peut témoigner qu'on les Lui a fait connaître par d'innombrables ouvertures du comte, et par beaucoup de lettres écrites de ma main, et que je L'ai suppliée de faire Son devoir de Son côté. On sait d'ailleurs que la dite lettre (du pape) s'est égarée en France, et que plusieurs mois après seulement j'en ai reçu le duplicata; qu'alors les choses étaient changées du tout au tout, et que j'ai fait auprès d'Elle de continuelles instances, tant en Lui écrivant que par mon ambassadeur. Mais Sa Sainteté fait la sourde oreille et prend

la perte d'une lettre pour prétexte de Ses doléances.

Pour excuser Ses lenteurs, Elle soutient m'avoir fait avertir qu'Elle donnerait de l'argent et des hommes, et ferait ce que bon me semblerait à ce sujet. On pourra Lui rappeler comment les choses se sont passées et combien de fois je L'ai conjurée, avant et après l'époque dont Sa Sainteté parle, de ne pas laisser les affaires de France s'embrouiller davantage et en arriver au point où nous les voyons, mais de secourir les catholiques, comme cela était Son devoir, puisque je remplissais le mien, non-seulement en offrant, mais en prêtant des secours, et puisque Sa Sainteté, avec moins de démonstrations de bonne volonté, pouvait rendre de si grands services aux catholiques.

En appuyant sur l'offre qu'il m'a faite par l'intermédiaire du cardinal Gesualdo concernant la formation d'une armée, le Saint-Père parle contre lui-même, car je ne comprends pas comment il pourra excuser sa conduite, attendu que j'ai accepté ses propositions avec un très-grand empressement, tandis que Sa Sainteté, malgré Ses trésors, S'est soudainement arrêtée dans une affaire qui touche de si près aux intérêts de toute la chrétienté. Ces trésors, Dieu Lui a permis de les accumuler probablement pour qu'ils soient employés dans ces temps de souffrance, et non pour qu'ils restent inactifs pendant que les moyens d'agir abondent. On ne peut pas dire que j'aie tardé à répondre. J'ai reçu Sa dépêche, à Madrid, le 17 janvier et Sa Sainteté a eu ma réponse le 22 février à Rome. Cela étant, comment expliquer ou justifier le fait que Sa Sainteté ne Se soit pas mise aus-

sitôt à l'œuvre dès qu'Elle avait reçu mes lettres, et pendant que nous nous préparions, avec cette promptitude reconnue si indispensable, à secourir les catholiques, afin de contenir l'ennemi et de renforcer les fidèles de France ?

Le pape a beau dire qu'il s'est arrêté pour ne rien faire de contraire à mes intentions, comme si mes intentions n'étaient pas connues de lui. Il sait fort bien, combien, en ces matières, mes vues et mon jugement diffèrent de ceux des autres. A ce sujet, lui et tout le monde me connaissent suffisamment ; sinon, qu'on se rappelle les sommes d'argent que j'ai dépensées pour cette cause, les troupes qui sont entrées en France et qui y entrent du côté des Flandres, la manière de procéder de mes ministres dans toutes les cours. Sa Sainteté et le monde entier en sont les témoins. Mais alors, comment le pape pouvait-il perdre du temps en me renvoyant ma propre réponse, sous prétexte de vouloir se convaincre de son authenticité ? Ne lui avait-elle pas été remise par le comte d'Olivarès, mon ambassadeur, auquel, en cette qualité, en vertu de ses lettres de créance et vu ses qualités personnelles dont je fais le plus grand cas, une créance entière est due ? Le doute était-il possible ? Vous pouvez lui dire cela, quoique je touche ce point dans ma lettre. Ce délai est d'autant moins pardonnable que Sa Sainteté dit Elle-même que Son légat Lui annonce la paix (de la Ligue) avec Béarn comme presque conclue. A ce sujet, vous pouvez Lui dire que cette paix ne me paraît pas aussi certaine, vu qu'aujourd'hui, après un laps de temps si considérable, elle n'est pas encore faite ; mais si elle était si

imminente, cela ne serait qu'une raison de plus de redoubler d'activité en proportion de la gravité du danger, au lieu de perdre du temps en demandes et en réponses. Puissé-je au moins penser qu'en agissant ainsi Sa Sainteté ait espéré que la miséricorde de Dieu ne permettrait pas la conclusion d'une semblable paix, et qu'Elle soit également éloignée d'y consentir !

Le pape accuse le duc de Mayenne de ne pas vouloir accepter de commandant envoyé par Sa Sainteté. Vous pouvez dire qu'au contraire, il nous a été écrit que le duc, prêt à l'accepter, ne faisait là-dessus aucune difficulté. Je pense que son agent à Rome doit s'être exprimé dans ce sens.

Le pontife dit qu'il a donné au légat, avant que nous le lui eussions demandé, les commissions relatives au monitoire que je sollicite maintenant contre les partisans catholiques de Béarn, ainsi que les autres provisions requises dans l'intérêt de la conservation de la foi catholique. Mais le séjour prolongé de Luxembourg à Rome n'est guère en harmonie avec ces assurances, et Béarn et les autres hérétiques se vantent du bon accueil que Sa Sainteté a fait au duc, au grand détriment de la cause catholique. Vous ferez aussi comprendre à Sa Sainteté que Sa conduite accrédite en quelque sorte le bruit, que d'ailleurs je ne veux pas croire, qu'Elle aurait donné au légat, en dehors des instructions publiées, d'autres instructions secrètes, beaucoup moins favorables aux catholiques, puisque les délais accordés aux partisans catholiques de Béarn étaient beaucoup plus longs que l'urgence de l'affaire ne le comportait, alors qu'il était si nécessaire que

ces délais fussent courts, et qu'à peine expirés on procédât à l'exécution. Mais ce qui augmente le mal, c'est que même maintenant et dans la situation où nous nous trouvons, Sa Sainteté persiste dans Ses lenteurs. Ce qu'Elle dit à l'occasion d'un bruit qui aurait couru à Rome, relativement à la protestation que nous voulons envoyer, est tout à fait hors de propos. Je m'en plains dans ma lettre. Néanmoins, vous pourrez, de votre côté, Lui rappeler ce que je fais en Flandre depuis tant d'années, au prix de tant de sang et d'argent, plutôt que de consentir à rien qui soit préjudiciable à notre sainte foi et à l'obéissance au Saint-Siége, bien que j'eusse pu me raccommoder (avec les protestants) depuis longtemps. Le pape me rappelle l'exemple de l'acquisition de la Navarre par le roi catholique (Ferdinand). Je lui réponds qu'il ferait bien de suivre celui de son prédécesseur Jules II, en me favorisant, au lieu de faire le contraire, comme il le fait, en accordant à Béarn le titre de roi de Navarre et en permettant que d'autres l'appellent ainsi ; d'autant plus que ce que je fais est pour le bien de la chrétienté et pour le service de Notre-Seigneur, et grande serait la gloire de Sa Sainteté si Elle voulait employer dans le même but les moyens dont Dieu L'a pourvue. Sur ce point, il y aura beaucoup à Lui dire.

Elle prétend que les princes séculiers n'ont pas le droit d'intervenir dans les affaires ecclésiastiques. A ceci vous répondrez qu'en effet c'est ainsi, et qu'ils n'ont pas ce droit. Mais, de tout temps, ils ont eu celui de conseiller et de demander aux papes ce qui leur paraît

nécessaire pour le bien et la conservation de la chrétienté. Les papes ont toujours montré beaucoup de déférence à leurs conseils, et à cette époque si douloureuse pour l'Église, j'ai le droit d'espérer que mes avis et conseils seront accueillis par Sa Sainteté avec cette franchise et bienveillance qu'en pareil cas Ses prédécesseurs ont témoignées aux miens.

Le pape relève que la perte du royaume de France n'entraînerait pour personne plus de dommage que pour le Saint-Siége. Vous pourrez lui dire que c'est ainsi que je l'entends; et que c'est pour cela que je m'en afflige tant. Car n'étaient cette raison et mon zèle pour la religion, il est clair que le partage de la France ne ferait pas grand mal, ni à moi ni à mes successeurs. Mais je ne fais pas comme d'autres font; je ne poursuis pas de but intéressé, et je n'ai en vue que le service de Dieu.

Il termine ses raisonnements en disant que je dois voir combien il déplore ces maux qui le privent de sommeil. A ceci vous répondrez en mon nom que les maux, surtout des maux aussi considérables, ne se guérissent pas avec des paroles de condoléance et avec des larmes, mais avec des remèdes efficaces; et ceux qui peuvent et veulent agir ne se renferment pas dans des sympathies stériles, mais se font connaître par leurs œuvres.

Voilà ce qu'on peut dire en répondant point par point à sa lettre, en dehors de ce que je lui dis dans la mienne, dont vous tirerez parti avec les ménagements voulus. Cependant je désire beaucoup que vous lui disiez tout, de la manière indiquée, car ce n'est que

la simple vérité. Vous m'avertirez de ce que vous aurez fait, et j'attendrai vos rapports avec impatience.

81. PHILIPPE II A SIXTE-QUINT

San Lorenzo, 12 juin 1590.

(Réponse à la lettre du pape, du 8 mars 1590.)

Très-Saint Père, Si Votre Sainteté relisait maintenant, après le temps qui s'est écoulé depuis lors, la lettre qu'Elle m'a écrite le 8 mars, Elle reconnaîtrait que j'ai plus de motifs de me demander si cette lettre est réellement de Votre Sainteté qu'Elle n'en avait de m'envoyer une copie de celle que mon ambassadeur Lui a remise au sujet des affaires de France, et dont Votre Sainteté disait vouloir constater l'authenticité. Le contenu de cette lettre, si conforme à la voie que j'ai suivie pendant toute ma vie dans les affaires publiques, et le caractère officiel de la personne qui Vous l'a remise, (c'était comme si moi-même je Vous l'avais apportée) devaient rendre le doute impossible. J'aurais pu, tout aussi bien, considérer comme non autorisées Vos dernières ouvertures [1] puisqu'elles n'étaient pas écrites de Votre main. Sans compter que tout ceci est si peu en harmonie avec ce que le fils soumis de Votre Sainteté aurait pu attendre d'Elle. Votre Sainteté s'appesantit sur ce qu'Elle a fait relativement aux affaires de France et sur ce qu'Elle m'a offert de faire, en fournissant de l'argent et des

[1] Les deux notes verbales de Gesualdo, de décembre 1589.

hommes. Votre Sainteté voit que je suis venu au-devant d'Elle, que j'ai accepté Ses propositions et que j'ai fait, et fais ce que chacun peut voir. Je ne veux qu'une chose, c'est que tout le monde se mette à l'œuvre, car c'est d'après nos œuvres que nous serons jugés dans ce monde et dans un autre. Au sujet de ce que Votre Sainteté m'écrit pour justifier l'acte de privation qu'Elle a lancé contre Béarn au début de Son pontificat, rien ne m'a plus surpris que de voir Votre Sainteté, après cet acte inspiré par Dieu, laisser aux hérésies le temps de prendre racine dans ce pays sans même vouloir ordonner aux partisans catholiques de Béarn de s'en séparer. L'Église est près de perdre un membre tel que la France; la chrétienté est à la veille d'être mise à feu par les hérétiques réunis; l'Italie court les plus grands dangers, et on regarde et temporise en face des ennemis de Dieu! Et, à moi les offenses, parce que, considérant tous ces intérêts comme s'ils étaient les miens, j'accours auprès de Votre Sainteté comme auprès d'un père aimé et respecté; parce que, en bon fils, je Lui rappelle les obligations du Saint-Siége! Par la miséricorde de Dieu, où avez-Vous trouvé dans tout le cours de ma vie des motifs de penser de moi ce que Vous me dites qu'on pense sur mon compte, et de quel droit me l'écrivez-Vous? Dieu et tout le monde connaissent ma vénération pour le Saint-Siége, et rien ne m'en fera jamais dévier, pas même Votre Sainteté par le grand tort qu'Elle me fait en m'écrivant des choses semblables. Mais plus mon dévouement est grand, moins je consentirai à ce que Vous manquiez aux devoirs envers l'Église et envers Dieu qui Vous a donné

les moyens nécessaires pour agir, et au risque d'importuner Votre Sainteté et de Lui déplaire, j'insisterai pour qu'Elle mette la main à l'œuvre. C'est ce que je désire le plus, et si Vous ne le faites pas, je me déclarerai non responsable des maux qui en résulteront. Le but de la protestation et de la présente lettre est la défense de l'Église. Je vois combien elle en a besoin, et que rien ne se fait. Mais, pour en finir avec ces pourparlers, je dirai que je croirai que Votre Sainteté m'aime, comme Elle l'affirme, quand je verrai par Ses œuvres qu'Elle suit mes conseils, exauce mes prières, S'occupe sérieusement des remèdes efficaces à apporter aux maux de la France, et qui touchent de si près à toute la chrétienté. Si Votre Sainteté en agit ainsi, en conformité de Ses obligations et de Ses offres si souvent répétées, je L'assisterai en fils dévoué, dans l'accomplissement de Ses saints devoirs; car rien ne me sera plus agréable que de La servir; je n'admets pas le cas contraire, car je ne puis croire que Dieu ait oublié son Église au point de permettre que son vicaire l'oublie. Je compte sur la faveur divine, j'espère qu'elle m'éclairera dans ces tribulations et qu'elle guidera mes pas, et en ce qui concerne d'autres points de la lettre de Votre Sainteté, c'est le duc de Sessa qui y répondra de vive voix. Que Notre-Seigneur garde Votre Sainteté.

82. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 16 juin 1590.

En parlant, à propos des affaires de la Provence, de l'arrivée à Gênes des galères espagnoles avec le duc de Sessa et de treize autres bâtiments qui sont attendus à Naples, Sa Sainteté m'a dit que les Espagnols étaient comme le chien du jardinier qui ne mangeait pas les choux-fleurs, mais qui empêchait les autres de les manger. Il voulait dire par là que tous ces préparatifs n'aboutiraient à rien. Il paraîtrait que tout l'argent qu'on avait a été dépensé pour payer les troupes des Flandres qui ne voulaient plus supporter de nouveaux délais et, d'après ce que le nonce de Cologne mande à Sa Sainteté, se sont presque toutes ameutées...

83. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 19 juin 1590.

Sire, Dans mon audience du 17, je n'ai pu tirer de Sa Sainteté rien de considérable, si ce n'est Son désir de réunir des matériaux de défense pour le cas où on La serrerait de près, par suite des soupçons que Sa conduite autorise et de la peur qu'Elle a de l'arrivée du duc de Sessa. Ceci m'est confirmé de différents côtés. Le pape demande à tout le monde si on sait ce que le duc apportera.

Votre Majesté connaît, par mes rapports du 13, le discours que le cardinal de Sens a prononcé pour la défense de la Sorbonne. Le pape lui a immédiatement défendu de paraître aux consistoires jusqu'à nouvel ordre, ce qui a donné beancoup de scandale à tout le monde, bien qu'en effet le cardinal ait parlé un peu trop librement en présence d'un homme si habitué aux adulations. Il compte s'en aller à cause des dangers réels auxquels il est exposé à Rome, parce qu'il espère pouvoir être utile en France, et aussi parce qu'il n'a pas de quoi vivre ici. Les cardinaux de la congrégation de l'Inquisition tâchent de gagner du temps, dans l'espoir de faire comprendre au pape les inconvénients éventuels de l'intimation qu'il les a chargés d'expédier au supérieur de la Sorbonne. J'ose suggérer à Votre Majesté l'idée de faire examiner les propositions de la Sorbonne par les universités de Salamanque et d'Alcala, pour le cas où l'Inquisition ne parviendrait pas à retenir le pape, et afin qu'il sache que la Sorbonne n'est pas seule à se défendre...

Un théatin et un capucin avaient raconté en chaire que les hérétiques ont été repoussés par les Parisiens; en même temps ils avaient tâché d'exciter la ferveur du peuple romain et recommandé des prières pour les catholiques (de la Ligue). Par ordre du pape, les deux moines ont été examinés et mis au secret. Le patriarche Gaëtano, frère du légat, qui les avait engagés à faire ces sermons, a été aussi examiné et est gardé à vue dans son domicile; ce qui a fait beaucoup de scandale à Rome. Mais quand le Saint-Père veut faire une chose, tous les motifs sont bons. Maintenant

il prétend que c'est un délit d'engager des prédicateurs à de semblables démonstrations, sans autorisation du pape ou de son vicaire.

A cette occasion et à cause de la liberté avec laquelle quelques prêtres ont parlé en chaire de ses affaires à lui, il a fait publier le *bando* ci-annexé qui défend aux ecclésiastiques de toucher en chaire des sujets et nouvelles politiques, et particulièrement les affaires de France, et leur enjoint de se borner à engager le peuple à prier *pour la conservation de la religion et pour l'élection d'un roi catholique.* Ces mots ont été ajoutés de sa main. On voit qu'il n'a en vue que de fermer la bouche aux prédicateurs. Ce second alinéa est aussi très-mauvais; il a mis évidemment les mots que j'ai soulignés pour s'en faire une arme de défense. Ils se trouvent dans d'autres écrits qu'il a envoyés en France et à Paris. Toutefois le *bando* et ces écrits serviront à encourager les catholiques (de la Ligue) ou à atténuer au moins le mauvais effet de l'emprisonnement des deux prédicateurs.

A table, il a dit, l'un de ces jours, qu'on l'appelait l'ami et fauteur des hérétiques, et Sangaletto, c'est le moinillon qui donne la réplique pendant le souper, ajouta qu'on disait beaucoup plus; qu'à Gênes on lui avait érigé une statue comme défenseur de la patrie (de l'Italie contre les empiétements de l'Espagne)... Votre Majesté sait, car je l'ai écrit d'autres fois, que tout ce que le pape dit à table est destiné à la publicité.

Malgré cela, les propos que l'on tient partout sur lui, l'affaire de la Sorbonne, la peur qu'il a de voir arriver le duc de Sessa avec quelque autre psaume.

les soupçons que lui donnent les armements de Votre Majesté, l'évanouissement de l'espérance dont il s'était bercé de voir Béarn se prosterner à ses pieds, sa mauvaise conscience, tout cela ensemble le plonge dans la perplexité. Il ne sait à quel saint se vouer. Furieux et emporté quand les nouvelles sont bonnes pour les catholiques, puis visiblement triste et abattu, il est impuissant à réparer le mal qu'il a fait; car lorsqu'il montre le visage à la bonne cause, la crainte de devoir débourser fait qu'il lui tourne aussitôt le dos. Enfin il veut voir à qui le sort des armes sera favorable. L'ambassadeur de Venise même m'a dit dernièrement qu'il était impossible de le pénétrer, mais que si nous lui donnions l'assurance qu'il n'aurait pas à débourser, il se mettrait de notre côté et ferait tout ce que nous lui demanderions. Dieu garde, etc.

84. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 30 juin 1590.

Sire, Pour ne pas importuner Votre Majesté par mes lettres, c'est à Don Juan de Ydiaquez que j'ai écrit les détails de mon voyage, qui a été plus long que je n'avais pensé, ayant dû attendre pendant plusieurs jours, à Carthagène, l'arrivée des galères et, à Rosas, celle d'un courrier de Votre Majesté que Don Pedro de Acuña m'avait annoncé. Enfin le 21 juin, je suis arrivé ici. Le 23, le comte d'Olivarès et moi nous avons eu la première audience de Sa Sainteté, et conformément à ce que nous étions convenus d'avance, je me suis

borné à remettre la lettre et à ajouter verbalement les compliments de Votre Majesté, ainsi que mes instructions me le prescrivaient, en réservant les affaires pour une autre audience, selon les convenances de Sa Sainteté. Le pape était de fort bonne humeur. Il me demanda des nouvelles de Votre Majesté, du prince notre seigneur et de Madame l'infante, en protestant énergiquement de son amitié et de sa vénération pour Votre Majesté et de son désir de voir Ses entreprises couronnées de succès. Il ajouta qu'il ne cessait de prier Dieu pour Elle, qu'il serait charmé de traiter avec nous quand nous lui demanderions audience, et qu'il ne désirait rien plus vivement que de pouvoir donner des satisfactions à Votre Majesté.

Nous n'avons demandé audience que deux ou trois jours après la première, d'abord parce que j'étais indisposé, et ensuite pour donner au comte le temps de me mettre au courant de ce qui s'est passé ici depuis mon départ de Madrid, pour comparer mes instructions avec les lettres qu'il a reçues de Votre Majesté, enfin pour prendre mes résolutions relativement au langage que j'aurai à tenir à Sa Sainteté. Ce n'est donc que le 26 que nous avons été à l'audience. Quoique Luxembourg soit toujours à Rome, nous avons pensé qu'il valait mieux ne pas toucher cette question, attendu qu'on affirme que Sa Sainteté est loin d'admettre le prince de Béarn, et que celui-ci ne songe plus à faire une conversion simulée et encore moins une conversion sérieuse. J'ai débuté par rappeler au pape l'état des choses en France, et les grands dommages qui résulteraient non-seulement pour ce royaume, mais pour

toute la chrétienté et surtout pour l'Italie et le Saint-Siége du triomphe des hérétiques français et de leur chef, le prince de Béarn. J'ai ajouté combien il était nécessaire de procéder avec zèle et promptitude afin de conjurer ce danger, combien cela entrait dans les devoirs de Sa Sainteté, vicaire de Jésus-Christ, combien Elle grandirait devant Dieu et devant le monde, et qu'une gloire impérissable entourerait désormais Son nom. J'ai dit que Votre Majesté était prête à S'associer à cette entreprise aussi sainte que nécessaire pour le bien commun de la chrétienté. Voyant d'un côté les retards apportés à l'exécution des clauses stipulées entre le cardinal Gesualdo et le comte d'Olivarès, et, de l'autre côté, l'état de la France qui exigeait de la rapidité, Votre Majesté m'avait envoyé envers Sa Sainteté. Ma mission était de La supplier d'employer sans retard les armes temporelles et spirituelles. Ces dernières étaient nécessaires pour séparer du prince de Béarn les catholiques qui le suivaient et pour faire comprendre à ceux de la Ligue que Sa Sainteté ne favorisait pas leurs adversaires. Je Lui ai aussi représenté les scandales et grands inconvénients qui s'ensuivraient si Sa Sainteté tenait une autre conduite. Je ne Lui ai pas demandé de secours d'argent, ce qui serait pourtant le mode le plus simple et le plus pratique de concourir à l'œuvre, parce que le comte et quelques cardinaux amis m'en ont dissuadé. Ils pensent qu'en demandant de l'argent je compromettrais les faibles chances qu'il peut y avoir de Lui voir donner les hommes qu'Elle a offerts, et de L'engager ainsi dans l'action.

Vouloir relater à Votre Majesté tout ce que le Saint-Père m'a répondu dans cette audience serait une longue entreprise, car il a beaucoup parlé ; mais enfin voici le résumé de ses paroles.

Il a toujours été et est encore fermement résolu à faire ce qu'il a offert de faire par l'intermédiaire du cardinal Gesualdo. Il n'a promis que quinze mille fantassins et mille chevaux, et lorsque le comte lui rappela qu'il avait offert un nombre plus grand que celui que Votre Majesté aurait à fournir, ainsi que cela résultait de ses notes, il affirma que non ; qu'on n'avait qu'à y regarder, qu'il n'était pas aussi puissant que Votre Majesté, mais qu'il ferait ce qu'il pourrait, et qu'il l'aurait déjà fait, si on ne l'avait pas troublé. Et ici, il se mit à se plaindre de la protestation (projetée, du comte d'Olivarès). Il soutint que Votre Majesté n'avait pas fait plus que lui ; qu'Elle n'avait pas secouru le duc de Mayenne lors du siége de Dieppe, et que les troupes envoyées étaient peu nombreuses ; que d'ailleurs la capitulation (de Gesualdo) n'avait jamais été signée. Il s'étendit sur les inconvénients que ces retards avaient causés et sur l'accroissement de forces et de renom qu'en avait tiré l'ennemi, et affirma que, néanmoins, laissant de côté les choses passées, pourvu que je fusse autorisé à régler ce point, il était prêt à lever son contingent dans les quinze jours, et que celui-ci serait fort bien composé, attendu que l'essentiel, l'argent, ne faisait pas défaut. En ce qui concernait des subsides à donner au duc de Mayenne et, quoique nous ne lui eussions touché mot de cette question, il tenait à nous détromper. Mieux vaudrait,

disait-il, jeter son argent dans le Tibre. Il n'avait nulle envie de donner son argent pour faire les affaires du duc de Mayenne; dès son départ, le légat avait emporté l'ordre de détromper le duc à ce sujet, mais il avait fait tout le contraire, comme il agissait, en général et en toutes choses, contrairement à ses instructions. Gaëtano n'avait pas su, dès son début, détacher de Béarn les catholiques qui le suivaient, ainsi que cela lui était prescrit, et c'était là la raison pour laquelle ces catholiques n'ont pu être gagnés à la bonne cause. Le Saint-Père a ensuite excusé sa neutralité (entre la Ligue et les autres catholiques français), en soutenant que l'inimitié qui subsiste entre les maisons de Bourbon et de Guise n'est nullement motivée sur des questions de religion, mais bien sur de vieilles rancunes. Ceci explique le fait que beaucoup de catholiques de France qui vont à confesse et reçoivent le Saint-Sacrement sont ennemis du duc de Mayenne et suivent, pour ce motif seul, le prince de Béarn. Il sait qu'ils auraient voulu s'aboucher avec le légat, pour peu qu'ils eussent pu se rencontrer avec lui en lieu sûr, et il espère qu'ils se prononceront quand ils verront en France une armée envoyée par lui et Votre Majesté, commandée par un chef étranger et neutre. Par cette raison, il est décidé à ne pas permettre que ses troupes aient pour mission ostensible de favoriser la Ligue et le duc de Mayenne. Leur tâche doit être d'aider à l'établissement en France d'un roi catholique. Il se plaint amèrement du duc de Mayenne ; selon lui, celui-ci aurait pendant plusieurs jours retenu le légat à Lyon, sans

lui permettre de venir à Paris; il l'aurait mal accueilli, et, à sa réception officielle, traité avec peu de convenance. Il a envoyé à Rome, comme ambassadeur, d'abord, un libraire et ensuite un pauvre chevalier de Saint-Jean, et montre en général peu de respect pour le Saint-Siége. Ses troupes commettent toutes sortes de débauches et n'épargnent pas même les églises et les objets du culte; enfin sa conduite est déplorable, un seul point excepté : c'est qu'il professe la religion catholique. Le peu de satisfaction que lui donnent le légat et le duc de Mayenne est la seule raison pour laquelle il n'a pas jusqu'ici prêté secours à la France. Il est décidé à agir si Votre Majesté en fait autant; mais sans voir ce que fait Votre Majesté, et avant d'avoir conclu et ratifié la capitulation, il ne lèvera pas des soldats, pour les avoir en l'air, puisqu'on lui écrit d'Espagne que Votre Majesté ne vise qu'à lui faire dépenser son argent, ce qu'au reste il a de la peine à croire.

Nous répliquâmes que Votre Majesté était prête à entrer en campagne avec les gens réunis en Savoie, avec les troupes envoyées de Flandre au duc de Mayenne, et avec celles de ce prince et du duc de Lorraine qui sont à la solde de Votre Majesté.

Voici la réponse du Saint-Père : C'est la manière de dépenser son argent sans profit et en pure perte. Rien n'est mauvais comme de disséminer ses forces et de les laisser dans l'inaction. Votre Majesté, qui reçoit chaque année tant de millions des Indes, est en mesure de supporter ces désordres; mais si lui, le pape, dépense inutilement le peu d'argent qu'il a amassé, vu

les ressources si limitées de l'Église, il lui sera difficile ou plutôt impossible, de remplir ses coffres une seconde fois. Par conséquent, il ne compte dépenser qu'à bon escient et avec de bonnes chances de succès. D'un autre côté, si Votre Majesté voulait se joindre à lui dans un seul et grand effort commun, d'après un plan bien combiné, il mettrait sa mitre en vente si cela était nécessaire.

En ce qui concerne les censures qu'on demande à lancer contre les partisans catholiques du prince de Béarn, et les prétendus dangers que produirait son abstention, il soutient qu'il serait plus préjudiciable de pousser ces catholiques au désespoir, parce qu'ils se déclareraient ouvertement (contre le Saint-Siége) plutôt que de se mettre entre les mains du duc de Mayenne, leur rival et ennemi. Quand il y aura en France une armée qui ne leur inspire pas de soupçons, et sous la protection de laquelle ils puissent se rassembler en toute sécurité, et quand même, cela étant, ils continueraient à suivre Béarn, alors le moment sera venu de lancer les censures.

Je lui répondis que dans l'intervalle, son abstention causait un grand scandale, et je lui demandai comment ceux qui, pour des intérêts personnels et, pour des rancunes particulières, suivaient le parti des hérétiques, pouvaient être de bons catholiques.

Il me répliqua que pour traiter cette matière, il fallait avoir plus de théologie que je n'en possédais, et que, lui, savait ce qu'il fallait faire et quand il fallait agir.

Enfin, laissant de côté, ajouta-t-il, les choses passées,

et ne s'occupant que de celles de l'avenir, il désignerait deux cardinaux qui concerteraient avec nous les détails de la capitulation à conclure; car les papiers du cardinal Gesualdo ne contenaient que des généralités. Toutefois, il reconnut que c'était par son ordre que cette pièce avait été communiquée et remise au comte d'Olivarès.

Il nous a aussi proposé, vu la mort du cardinal de Bourbon, de procéder à la nomination d'un roi dès que l'armée (espagnole et papale) serait entrée en France. Sous ce rapport il acceptera le candidat de Votre Majesté, ainsi qu'il l'a toujours offert et offre encore à Votre Majesté. Parmi les princes du sang, il n'en voit aucun qui soit apte à être roi, puisque tous ont de notables défauts, ainsi que cela résulte d'une lettre du légat dont j'envoie ci-après un résumé à Votre Majesté. Par conséquent, aucun d'eux ne saurait lui convenir, quoique le comte (d'Olivarès) doute à ce sujet de sa sincérité. Si Votre Majesté veut prendre possession du royaume et le garder pour Elle-même, il donnera volontiers son concours, mais ceci doit être un grand secret — qu'il a dit à mille personnes; — il en agira de même si Votre Majesté compte favoriser le seigneur duc de Savoie, ou le duc de Lorraine, ou même le duc de Mayenne, quelque désagréable que lui soit ce dernier. Il lui suffira que le candidat soit catholique et favorisé par Votre Majesté. Seulement il pense que c'est au pape à faire le roi de France, comme cela s'est pratiqué à deux reprises, du temps de Pépin et de Hugues Capet. Ce n'est pas à la nation, c'est au pape à faire les rois. Enfin, avec l'aide de

l'armée qu'on enverra, et avec le concours des catholiques qui se rallieront dès qu'ils verront que ce n'est pas une armée de la Ligue et de parti, on pourra régler les affaires de France, et remettre ce royaume à la personne qui conviendra à Votre Majesté. Sur ce dernier point, il se montre extrêmement coulant, et en parle comme s'il avait à disposer de la France...

En parlant du duc d'Urbin, il a dit que si ce prince n'acceptait pas le commandement (de l'armée espagnole et papale) il comptait le donner au duc de Mantoue qui s'était proposé à cet effet, et lorsque nous lui répondîmes que Votre Majesté avait déjà accepté le duc d'Urbin, il répondit vouloir s'en tenir là. Il fit appeler l'agent du duc pour le charger d'en prévenir son maître. Cet agent a écrit aussitôt et s'est empressé de nous en avertir. Il nous a rapporté que Sa Sainteté l'avait informé de tout ce qui s'était passé entre Elle et nous, en ajoutant que, dans son opinion, Votre Majesté et le duc de Mayenne n'avaient qu'une chose en vue : le démembrement de la France.

L'ambassadeur de Savoie est entré après nous dans le cabinet du pape, qui lui raconta tout, sans parler cependant du duc de Mantoue, disant qu'il désirait beaucoup que le choix de Votre Majesté tombât sur le duc son maître, et que pour sa part, il se déclarerait toujours en faveur du candidat de Votre Majesté. L'ambassadeur, tout feu et flamme, se rendit aussitôt chez moi, pour me persuader que le seigneur duc serait accueilli en France mieux que tout autre prince, en insistant sur les avantages qui en résulteraient pour le service de Votre Majesté.

Demain matin nous nous réunirons dans la maison d'Aragon avec les deux cardinaux. Nous emploierons la ruse et tâcherons d'éviter un nouveau retard, ce qui, nous le soupçonnons, pourrait bien être le véritable but de Sa Sainteté. Que Dieu garde, etc.

85. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 8 juillet 1590.

Sire, le dernier jour de juin, j'ai rendu compte à Votre Majesté des audiences que le comte d'Olivarès et moi nous avions eues auprès du Saint-Père, et dans lesquelles il nous a engagés à nous réunir avec les cardinaux d'Aragon et de Santa Severina. Depuis lors, nous avons eu trois séances dont la dernière, cette après-midi.

Dans les deux premières, nous avons fait de grands efforts pour amener Sa Sainteté, relativement à son contingent, à accomplir Ses promesses, c'est-à-dire à faire plus que Votre Majesté, ou du moins à fournir vingt mille fantassins et deux mille chevaux, ainsi qu'Elle l'avait dernièrement annoncé en consistoire. A ceci, nous assure-t-on, le Saint-Père répond que ce qui s'est dit jusqu'ici n'est que paroles générales, conformes aux bonnes dispositions où il se trouve, mais que ses forces sont trop peu proportionnées à celles de Votre Majesté; qu'il ne peut dépasser le chiffre de mille chevaux et de quinze mille fantassins dont cinq mille Allemands ou Suisses, selon les convenances du duc d'Urbin.

Voyant que le pape ne sortait pas de là ; considérant aussi que le secours qu'il offrait, pour peu qu'il le prêtât effectivement, était considérable, et qu'un refus de notre part lui fournirait un prétexte de rompre les négociations en rejetant la faute sur Votre Majesté, nous nous résolûmes à céder sur ce point à la condition, toutefois, que le contingent pontifical serait levé immédiatement.

Nous avons insinué que, si le pape diminuait le chiffre de ses troupes, Votre Majesté en ferait autant dans les mêmes proportions. Mais à ce sujet les cardinaux nous ont représenté qu'une semblable proposition suffirait pour que Sa Sainteté Se retirât de la négociation.

Il a été arrêté que le duc d'Urbin, qui a déjà accepté, serait général.

Il a aussi été question de la faculté laissée à Sa Sainteté d'inviter et d'admettre les potentats d'Italie qui voudraient participer à l'entreprise, au moyen de secours de troupes ou d'argent. Nous avons consenti, ce point faisant l'objet de l'une des clauses de la réponse à la note du cardinal Gesualdo...

Les cardinaux ayant, d'ordre de Sa Sainteté, demandé si j'étais muni de pleins pouvoirs pour négocier et conclure la capitulation, je leur ai donné satisfaction ; nous avons promis d'obtenir de Votre Majesté la ratification, laquelle cependant ne sera pas attendue pour commencer les levées de gens, vu la saison avancée, et nous avons assuré que, dans deux mois au plus tard, les troupes auraient à se mettre en marche. Tous ces points réglés, nous allons rédiger la

capitulation qui devra, d'abord, être soumise à Sa Sainteté. Nous craignons fort que, bien qu'elle ait été approuvée par les cardinaux, le pape n'y trouve quelque défaut et par là un prétexte de se dégager ou, ce qui serait pis, de traîner l'affaire en longueur. Mais nous tâcherons autant que possible de ne pas donner dans le piége.

Sur aucun point le Saint-Père ne se montre plus ferme que sur le concours qu'il promet de prêter à Votre Majesté, au sujet de l'élection du roi. Il désire que cette question forme l'objet d'une capitulation secrète, quoique tout le monde en ait connaissance, puisque Sa Sainteté en parle aux petits et aux grands, ainsi que je l'ai déjà mandé à Votre Majesté.

Nous avons, dans ces réunions, rappelé aux cardinaux l'urgence qu'il y avait, en plus des armes temporelles, à employer aussi pour la défense de la France les armes spirituelles (contre les adhérents catholiques de Navarre). Les cardinaux, tout en abondant dans notre sens, nous conjurèrent de ne pas entamer cette question avant de savoir à quoi auront abouti les négociations sur les secours temporels; car, disent-ils, si le pape s'engage dans l'action militaire, l'emploi des armes spirituelles s'en suivra de soi-même, tandis qu'en touchant ce point maintenant on risquerait de compromettre toute la négociation. Nous avons accepté ce conseil et nous nous abstiendrons pour le moment.

Ce qui est bien fâcheux, c'est de voir Sa Sainteté assez aveuglée pour croire qu'Elle doit ménager les catholiques qui suivent le prince de Béarn et, d'un

autre côté, si irritée contre le duc de Mayenne et contre la Ligue, si disposée à faire du tort à ces derniers et à donner Son appui moral à l'ennemi.

Ainsi Elle tolère toujours le séjour à Rome de Luxembourg. Elle ne lui a plus donné d'audience, il est vrai, ces jours derniers; mais Elle voit quelquefois l'auditeur Séraphin, qui est l'âme des intelligences entre Rome et Henri de Navarre.

Il y a six jours, Luxembourg a dépêché soudainement un courrier, à ce qu'on pense, en vue de notre négociation et dans le but de conseiller au prince de Béarn de nous prévenir en faisant une conversion feinte. Mais nous n'avons pu vérifier ces suppositions, et jusqu'à présent rien ne nous autorise à penser que le prince veut se déclarer catholique, tandis que le pape continue à affirmer qu'il ne le réhabilitera pas, et qu'en ce qui concerne l'absolution *in foro conscientiæ*, il procédera avec beaucoup de précautions...

L'une des plus grandes difficultés de notre négociation avec Sa Sainteté, dans le cas où elle aboutirait, consiste en ce que nous ne savons pas avec certitude si ceux de la Ligue aimeront voir cette armée entrer en France, quel accueil ils lui feront, comment le duc de Mayenne s'entendra avec le duc d'Urbin, et s'il voudra lui céder le commandement suprême. Sa Sainteté part de la supposition que cette armée est appelé à décider des affaires de France et, qu'à cet effet, elle devra être neutre à l'égard de tous les catholiques, et ne favoriser, en aucune façon, ceux de la Ligue. Mais il y a des personnes qui pensent qu'elle augmentera la confusion dans ce royaume et donnera

lieu à la formation d'un troisième parti. Votre Majesté voudra bien prendre en considération ces appréhensions et Se rappeler qu'Elle nous a chargés, dans le cas où nous ne pourrions pas obtenir des secours d'argent, d'accepter les troupes et pour général le duc d'Urbin. Dieu garde, etc.

86. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 7 juillet 1590.

Prince sérénissime, Dimanche les ambassadeurs d'Espagne (le comte d'Olivarès et le duc de Sessa) eurent de nouveau audience et, après de longues discussions, Sa Sainteté délégua les cardinaux Santa Severina et d'Aragon pour négocier avec eux...

Un grand cardinal, qui occupe une charge de cour, a dit que le pape faiblissait, et que si de bonnes nouvelles (constatant de nouveaux succès de Navarre) n'arrivaient pas promptement, il était à présumer que Sa Sainteté céderait, ne fût-ce que pour Se soustraire aux importunités continuelles des Espagnols, dont Elle craignait l'astuce plus que la force ouverte qu'ils menaçaient d'employer...

Dimanche, Sa Sainteté a rassemblé la congrégation de France, et on y fit la lecture de plusieurs lettres du légat. Dans l'une d'elles, le cardinal, en parlant de la mort du cardinal de Bourbon, affirme qu'il n'y a en France aucun prince dont le choix comme roi satisferait l'opinion publique du royaume. Navarre est,

comme il dit, hérétique relaps; le cardinal de Vendôme est soupçonné de le favoriser, et pas homme de guerre; le prince de Conti incapable comme sourd et presque muet; Soissons peu sûr sous le rapport de la religion; le jeune prince de Condé bâtard et hérétique; le duc de Montpensier et son fils ont montré peu de bravoure et ne seraient pas capables de rétablir et de maintenir la tranquillité du royaume. Il exclut donc tous les princes du sang. Voici comment il continue: Ceux de la maison de Guise et de Lorraine ne seront jamais acceptés, étant étrangers, et parce que la noblesse française ne veut pas les reconnaître pour ses supérieurs; il en est de même du duc de Savoie. On ne veut pas entendre prononcer son nom, tant à cause de l'injure qu'il a faite à la couronne en lui enlevant le Marquisat de Saluces, ce qui est considéré comme une offense nationale, que parce qu'il est étranger. Le légat finit sans en venir à aucune conclusion, si ce n'est que l'on doit prier Dieu d'y pourvoir.

On discuta ensuite les démarches du roi catholique. A la fin, la congrégation se sépara sans avoir rien décidé, et le pape se retira très-fatigué...

87. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 14 juillet 1590.

Prince sérénissime, Malgré l'indisposition du pontife, les ambassadeurs catholiques insistent auprès des deux cardinaux délégués pour traiter avec eux sur

la signature de la capitulation. Cette convention, d'après ce qu'on affirme, contient les articles indiqués dans l'écrit du cardinal Gesualdo, relativement à l'envoi en France du duc d'Urbin avec vingt-cinq mille fantassins et deux mille chevaux, à la condition que le roi soit décidé à coopérer sérieusement.

Jusqu'ici on ne voit aucun indice d'armements, si ce n'est qu'à Naples on réunit quelque cavalerie. Aussi y a-t-il des personnes qui pensent que, vu l'impossibilité où se trouvent les Espagnols d'être prêts à l'époque fixée, Sa Sainteté en prendra prétexte pour Se dégager et mettre ainsi fin à Ses troubles actuels. Dieu veuille qu'il en soit ainsi, et que Sa Sainteté, une fois liée, ne Se voie pas dans l'impossibilité de Se retirer !

Dans mon audience, le pape m'a dit que les Espagnols voulaient faire de grands armements, mais qu'il regardait faire.

Je lui répondis que l'on parlait beaucoup d'un accord survenu entre Sa Sainteté et les Espagnols, en vertu duquel Elle enverrait le seigneur duc d'Urbin avec beaucoup de troupes en France, et que les Espagnols en enverraient de leur côté.

Le pape, en secouant la tête, s'écria : « Nous ne « savons pas tant de choses. Ils parlent beaucoup, et « ils font peu. En décembre dernier, la Provence « devait être conquise par le duc de Savoie, qu'ils di- « saient avoir été appelé par les populations, et jus- « qu'ici ils n'y ont même tenté rien de sérieux. « Maintenant ils veulent soudainement faire d'im- « menses armements. Hé bien ! nous verrons, et s'ils « font ce qu'ils annoncent, — ce qui lui paraissait

« impossible — alors nous parlerons ; mais s'ils ne « font rien, ce sera chose d'Espagne. Enfin on verra « à quoi aboutiront tous ces bruits du duc d'Urbin, « de troupes et de tant d'autres miracles. Nous les « verrons à l'œuvre et, selon les faits, nous parlerons, « et n'ajouterons pas plus de foi qu'il ne faut à ce « qu'ils nous disent. »

Ici je n'ai pu m'empêcher de dire que, certes, tout ce que déciderait le Saint-Père dans sa sagesse serait bien fait. Néanmoins, il ne saurait ignorer qu'aussi longtemps qu'il garderait la neutralité, si conforme à sa situation de père universel, il serait toujours le maître de faire de son autorité l'usage qui lui semblerait convenable, et qu'il resterait vénéré et respecté de tous. Mais, une fois sorti de cette neutralité, il ne lui serait pas aisé de revenir sur ses pas, et il se serait aliéné l'une des parties contendantes. Dans les affaires graves et difficiles, comme celle-ci, il ne suffit pas d'examiner les commencements. Il faut aussi prévoir les phases subséquentes, les peines, les embarras et dépenses insupportables qui seraient la conséquence d'une participation, et au prix desquels seulement il serait peut-être possible de ne pas succomber sous le poids qu'on aurait mis soi-même sur ses épaules. Le pape répondit que tout ceci était très-vrai, et que c'était précisément pour cela qu'il comptait observer les Espagnols et les laisser faire, et qu'ensuite il parlerait.

Voyant que je ne pouvais tirer autre chose de la bouche de Sa Sainteté, je m'en tins là... En somme, je serais enclin à croire que le pape ne se résoudra

pas facilement à accepter la convention mentionnée plus haut, si le contraire ne m'avait été affirmé par des personnes fort bien informées et, encore ce matin, par l'un des cardinaux le plus en faveur auprès de Sa Sainteté...

88. PROJET DE CAPITULATION ENTRE SIXTE-QUINT ET PHILIPPE II, SUR L'ARMÉE QU'ILS FORMERONT POUR INTERVENIR EN FRANCE

(Annexe au rapport du duc de Sessa, du 19 juillet 1590.)

(Voy. le texte original.)

89. PROJET DE CAPITULATION SECRÈTE ENTRE SIXTE-QUINT ET PHILIPPE II SUR LES AFFAIRES DE FRANCE

(Annexe au rapport du duc de Sessa, du 19 juillet 1590.)

(Voy. le texte original.)

90. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 28 juillet 1590.

Prince sérénissime, Lundi, au moment où les ambassadeurs, ayant adhéré à la dernière demande du pape, voulaient expédier leur courrier (avec la capitulation), Sa Sainteté souleva une nouvelle difficulté qui a, jusqu'à présent, empêché l'expédition du courrier et remis en question toute la négociation.

Dans les pourparlers, et en représentant au pape l'obligation qu'il prenait de concourir à l'élection d'un

prince catholique, les Espagnols avaient dit que leur roi était, dans tous les cas, décidé à faire l'entreprise de la Bretagne, afin de sauvegarder les droits de l'infante sa fille. Ils ajoutaient que, si Sa Sainteté, en conformité de Ses engagements, favorisait le désir désintéressé de Sa Majesté, relativement au choix d'un prince catholique, leur souverain serait disposé à marier l'infante avec ce roi en lui donnant la Bretagne pour dot, et que de cette manière cette province serait réunie à la France sans préjudice pour sa fille. A cette fin, on armait en Espagne une grande flotte destinée à transporter sur les lieux les fantassins allemands et d'autres soldats qu'on retirerait d'Italie, outre ceux qui y seraient dirigés de Flandre. Les forces qu'on réunirait dans ce but dépasseraient tout ce qu'on pourrait s'imaginer. En retour, le roi ne demandait à Sa Sainteté rien, excepté Son concours efficace pour l'établissement en France d'un roi catholique lequel, d'ailleurs, serait obligé de rembourser à Sa Sainteté les frais de Sa participation à l'entreprise...

Les choses en étaient là et l'on croyait que tout était réglé, lorsque, tout d'un coup, le pape réunit la congrégation de France pour lui soumettre la question de savoir : *An electio regis Franciæ vacante principe ex corpore sanguinis spectet ad pontificem?* (Si en l'absence d'un prince du sang, l'élection du roi de France appartenait au pontife ?) De cette manière tout fut mis sens dessus dessous, et les Espagnols se plaignent de ce que chaque jour apporte de nouveaux délais. La congrégation se réunit très-souvent, et on dit déjà que Sa Sainteté a résolu d'envoyer des prélats en

France pour engager le pays à élire un roi catholique. Autrement, ce sera Elle qui le nommera et l'appuiera de toutes Ses forces spirituelles et temporelles. A ce sujet, Elle invoque l'exemple du pape Zacharie du temps de Pépin et d'autres pontifes. C'est un moyen de fermer la bouche aux Espagnols, puisqu'ils ont toujours déclaré ne vouloir que l'élection d'un prince catholique. Peut-être aussi, en refusant d'entrer en alliance avec eux, espère-t-Elle éviter les frais de l'expédition qu'il Lui serait en effet difficile de faire (si la dépense augmente) et S'assurer le bénéfice du temps, afin de pouvoir, selon les événements, prendre une résolution qui ne La compromette en rien.

Dans mon audience, en me parlant de ces affaires, le pape me dit qu'il ne voulait pas entrer en ligue avec les Espagnols, mais qu'il fallait faire quelque chose pour la France,... qu'il se flattait d'avoir trouvé le moyen de pacifier ce royaume, sans faire de ligues et sans se compromettre comme l'avaient fait trois de ses prédécesseurs. Il ne prendra, a-t-il ajouté, aucune résolution sans en prévenir Votre Sérénité, afin qu'Elle puisse l'aider de Ses conseils, de Ses sympathies et de Son concours actif, lequel lui serait extrêmement agréable. Toutefois, il ne songe pas à exercer une contrainte quelconque. Il lui suffira, lorsqu'il tâchera de pacifier la France, sans s'allier ni avec les rancunes, ni avec les prédilections d'autrui, il lui suffira que Votre Sérénité l'approuve et dise : Le pape fait bien.

Comme je restais sans rien répondre, il répéta qu'il avait pensé qu'il serait possible de faire le bien de ce royaume sans se liguer avec d'autres et en évi-

tant de grandes dépenses et de grands troubles. D'ailleurs, s'il s'agissait de secourir le roi élu, il le pourrait faire sans incommoder personne.

J'ai répondu que ce ne serait pas chose si facile de chasser Navarre puissant et victorieux. « Et que serait« ce, Saint-Père, ai-je ajouté, s'il se fait catholique? »

« Nous n'entendons pas, répliqua Sa Sainteté, « l'exclure ni lui ni aucun autre, et, s'il se fait ca« tholique, il sera certainement élu roi par la nation, « et alors personne ne pourra plus rien dire contre « lui... »

91. PHILIPPE II AU DUC DE SESSA

San Lorenzo, 26 juillet 1590.

Le roi. Illustre duc et cousin, Entre autres sujets d'inquiétude relatifs aux innovations et changements que Sa Sainteté compte introduire en matières très-importantes, il y a un projet qui me préoccupe particulièrement. On attribue à Sa Sainteté l'intention d'altérer ou de modifier les règles que, depuis de longues années, on suit aux conclaves à l'élection des papes. En toutes sortes de choses, et surtout dans les graves, les innovations sont si dangereuses que, quand bien même l'avantage des améliorations projetées semble évident, il faut toujours procéder avec une extrême prudence. Dans l'affaire dont il s'agit, l'expérience est toute en faveur du mode adopté et suivi actuellement. Depuis l'introduction de ces règlements,

presque toutes les élections de pontifes se sont faites avec calme et promptitude, et, la miséricorde de Dieu aidant, les conflits et les schismes qui, naguères, ont affligé l'Église et scandalisé les fidèles, ont entièrement disparu. Si à des époques où la religion catholique dominait partout, et où les hérésies étaient bien plus rares, un schisme suffisait pour remplir le monde de troubles et de confusion, ainsi que cela est arrivé, à plus forte raison tout cœur chrétien doit-il trembler à l'idée de voir se reproduire de semblables calamités en ces temps si misérables, en l'état de souffrance où se trouve l'Église et en présence de la tiédeur de ceux qui sont appelés à la défendre.

Cette éventualité ajoutée aux autres maux qui affligent l'Église ne suffira-t-elle pas pour amener la ruine de toute la chrétienté? Ce qu'en cette matière si importante il y a de mieux à faire, c'est de ne pas provoquer des dangers par des innovations, de conserver les formes établies qui attirent le moins possible d'inconvénients, et de ne pas les modifier sans motifs, comme, en effet, il n'y en a aucun de sérieux.

Vous remettrez à Sa Sainteté ma lettre autographe ci-annexée dont je joins copie pour votre usage, et vous Lui direz de ma part, que bien que Son zèle, Sa grande prudence et Son expérience me donnent la certitude que tout ce qu'Elle fera sera fait pour le bien du service de Dieu, du Saint-Siége et des fidèles, toutefois ayant eu connaissance de ce projet, je n'ai pu me refuser de Lui dire ce que j'en pense. Ce faisant, je crois agir en fils obéissant qui prend la part la plus vive à tout ce que fait Sa Sainteté, qui L'aime et La

vénère, abstraction faite de la cause qui nous est commune, et dont une si grande part me revient. C'est pour ces raisons que, dans une affaire aussi importante, je suis obligé de faire cette démarche. Vous exposerez à Sa Sainteté les arguments qui précèdent, et après en avoir conféré avec le comte (d'Olivarès), *vous ajouterez ceux qui vous sembleront, à vous et au comte, le plus propres à obtenir du pape qu'il abandonne ses projets d'innovations*[1].

Si, à l'arrivée de cette lettre, vous aviez appris qu'il ne songe pas à cette affaire, je vous laisse, à vous deux, la liberté d'ajourner notre ouverture, afin de ne pas lui donner l'éveil, ou bien de la faire, si cela vous paraît indiqué ; mais alors il faudra attribuer à d'autres l'invention de ces bruits d'innovations, et louer sa prudence et sa fermeté. Ce sera le moyen de le confirmer dans les bonnes dispositions, tant qu'il s'y maintient, et de prendre les devants dans le cas, très-possible, où il reviendrait plus tard à des velléités contraires. A ce sujet, et puisque vous vous trouvez sur les lieux, je m'en rapporte à votre tact et à celui du comte, tout en vous chargeant très-particulièrement de profiter des circonstances pour agir avec le zèle voulu, conjurer ce danger et faire comprendre à tout le monde que, pour ma part, je remplis mes devoirs. Vous me rendrez compte en son temps de ce que vous aurez fait dans cette affaire. — Moi le roi. — Francisco de Ydiaquez.

[1] Souligné dans l'original.

92. LE COMTE D'OLIVARÈS A DON BERNARDINO DE MENDOZA

Rome, 28 juillet 1590.

Le cardinal de Sens est parti, aussi content que possible, en ce qui nous concerne, enchanté aussi de pouvoir s'en aller, et espérant se rendre utile là-bas.

Il est grand partisan et fauteur du duc de Mayenne. Dans les derniers jours avant son départ, se trouvant une fois avec le duc (de Sessa) et moi, et une autre fois seul avec moi, la conversation roula sur le futur roi. Il releva les difficultés que rencontrerait le duc de Savoie, et démontra que le duc de Lorraine serait plus acceptable ;... mais, au fond, je compris qu'il voulait nous disposer en faveur du duc de Mayenne, qu'il aime et adore par-dessus tout, comme il avait aussi été fort dévoué au frère du duc. Il s'imagine que la réussite de ce dernier serait beaucoup plus facile que nous ne l'admettons... De notre côté, nous lui avons représenté : que ceux qui suivaient l'autre faction n'accepteraient jamais Mayenne ; que, si celui-ci venait à mourir, n'importe de quelle manière, toute la boutique viendrait à crouler, et avec elle la religion catholique ; que ce qu'il fallait, c'était un roi dont on pouvait être sûr, lequel ferait Mayenne connétable et lui donnerait des gouvernements à lui et à son fils, en sorte qu'il pourrait jouir du rang et des avantages dus à ses mérites et à sa naissance ; que Mayenne seul, vu l'opposition qu'on lui ferait, ne pourrait se soutenir ; que Sa Majesté, à cause de la grande dépense, ne serait

plus à même de lui donner Son appui à la longue, et que, par conséquent, l'élection de ce prince nous ferait courir de grands risques. Le cardinal reconnut la justesse de notre raisonnement ainsi que la nécessité de voir le duc de Mayenne marcher de concert avec Sa Majesté. Lorsqu'il fut question d'un roi étranger, vu les obstacles que rencontraient les personnes nommées, et vu l'exclusion des princes du sang, il nous dit qu'il regrettait de ne pas être au courant de cette affaire, que d'ailleurs il lui serait facile de la connaître à fond; mais qu'en attendant il pensait que la solution dépendrait des conditions que le candidat (le prince étranger) offrirait aux États, et des dispositions des esprits au moment où les États seraient assemblés. Et ici, il insinua qu'il n'y avait pas longtemps que la Bourgogne, la Provence, le Dauphiné et la Bretagne ne faisaient pas partie de la couronne de France, et que cependant les rois n'en étaient pas moins puissants.

Depuis cet entretien, un cardinal ami de Sens me dit que si nous parvenions à faire Mayenne roi, il *donnerait ces quatre provinces à Sa Majesté*[1].

Ce propos, quoique je ne puisse l'affirmer positivement, me semble inspiré par Sens. De tout quoi j'ai voulu donner avis à Votre Seigneurie, afin qu'Elle puisse en tirer, comme on dit ici, l'argent qu'il vaut.

[1] Souligné dans l'original.

93. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 4 août 1590.

Prince sérénissime, Dans la congrégation de France le pape a dit ne pas vouloir abandonner ce royaume qu'il fallait tâcher de pacifier, en lui donnant un roi vraiment catholique. Il avait bien pesé ce que Messeigneurs les cardinaux lui avaient dit au sujet de ses facultés et des précédents en pareille matière, et il était décidé à envoyer en France deux prélats, Mgr Séraphin aux princes du sang, aux prélats de ce royaume et à la noblesse réunie au camp, et Mgr Borghèse, vice-légat à Bologne, aux villes et à ceux de la Ligue. Ces prélats auraient pour mission d'inviter tous à se réunir, à un jour fixé, dans un endroit convenu pour faire l'élection du roi que Sa Sainteté S'offrait à appuyer de tous Ses moyens temporels et spirituels. Autrement Elle le nommerait Elle-même à l'exemple d'autres pontifes.

A ceci le cardinal Santa Severina répondit que le pape était maître de faire ce que bon lui semblerait, mais que, pour sa personne, il ne donnerait jamais son assentiment à l'envoi d'un délégué du pontife au camp des hérétiques, avec lesquels toute communication était interdite.

Le Saint-Père en fut fort irrité, et il y eut un échange de vives paroles entre lui et le cardinal.

Les autres cardinaux émirent des opinions diverses, et à la fin on résolut de rédiger un mémoire justifi-

catif, dans lequel, par égard pour les Espagnols, la résolution du pape serait motivée sur son désir, conforme à celui du roi d'Espagne, de donner à la France un roi catholique, tout en se prévalant à cet effet des moyens employés en pareil cas par d'autres pontifes. Cet écrit sera communiqué à tous les princes de la chrétienté. Les discussions ultérieures ont été ajournées.

En ce moment, on rédige ce document.

Cependant, les ambassadeurs d'Espagne, probablement peu contents, ont tous les jours sollicité la résolution finale de Sa Sainteté (la signature de la capitulation). Enfin mercredi, il leur a été répondu qu'ils eussent à avoir un peu de patience, vu que Sa Sainteté ne songeait qu'à donner satisfaction au pieux désir de leur roi de voir un catholique monter sur le trône de France, mais que par ces fortes chaleurs Sa Sainteté ne pouvait faire tant de choses à la fois.

Par conséquent, dans la nuit, ces seigneurs ont expédié leur courrier pour l'Espagne (porteur de la minute non signée de la convention)...

94. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 7 août 1590.

Sire, Depuis l'expédition de mes derniers rapports du 31 du mois passé, on a beaucoup parlé de l'envoi à l'armée du prince de Béarn de Séraphin et de celui d'un autre prélat auprès du duc de Mayenne. Le

pape a vu en secret l'archevêque de Salerne et chargé la congrégation de France de préparer les instructions (pour les deux prélats). Nous avions lieu de craindre qu'en attendant l'exécution de ce projet, il ne tâchât, selon son habitude, de nous donner le change par des paroles vagues et équivoques, afin de pouvoir ensuite dire que ses paroles ne sont pas démenties par ses actes, et que nous ne pouvions ignorer ce qui était à la connaissance de tout le monde. C'est cette considération qui nous a décidés, le comte et moi, dans le cas où il ne parlerait pas clairement, à profiter de la première audience pour entamer cette question avec lui. Cette audience, nous l'avons eue samedi dernier. Le Saint-Père prit tout de suite la parole et commença un long discours sur les préjudices résultant de la conduite du légat qui ne s'était pas conformé à ses instructions, dont il énuméra les quatre dispositions suivantes. Le légat était chargé :

1° D'effectuer la mise en liberté du cardinal de Bourbon et de consacrer à cet effet les cent mille écus qu'il lui avait donnés, décidé qu'il était, si cette somme ne suffisait pas, à lui envoyer tout ce qu'il avait, et à vendre sa mitre si besoin était ;

2° De gagner, en leur faisant de bonnes conditions, les cardinaux de Vendôme et de Lenoncourt, et de s'aboucher avec eux en un lieu sûr, si Paris ne l'était pas. S'ils se montraient obstinés, Sa Sainteté comptait procéder contre eux et même les priver de leurs chapeaux ;

3° D'en faire autant, par rapport aux évêques et prélats et, dans le cas où admonestés et invités à se

rendre en un lieu sûr, ils ne viendraient pas, d'en informer Sa Sainteté et de Lui indiquer les personnes auxquelles on pourrait conférer les églises (des évêques et prélats récalcitrants), attendu que Sa Sainteté aurait agi en conséquence;

4° De citer devant lui, en lieu sûr, les autres catholiques, partisans du prince de Béarn, et, s'ils ne venaient pas, de procéder contre eux au moyen des censures, en conformité de ses pouvoirs de légat *a latere ;* enfin s'il ne pouvait, soit en entier, soit en partie, exécuter ces ordres, de revenir à Rome. Mais de tout ceci, disait Sa Sainteté, le légat a fait juste le contraire. Le duc de Mayenne s'est fort peu soucié de la mise en liberté du cardinal de Bourbon, mais il a tiré au légat cinquante mille ducats et, en outre, demandé que les Églises fussent pourvues sur sa présentation, prétendant que si on en disposait à Rome, ce serait une violation des priviléges du roi de France. Le cardinal et les autres catholiques de la faction navarraise, voyant le légat si enclin à favoriser le duc de Mayenne, n'ont pu prendre confiance, et sont tranquillement restés avec le prince de Béarn, qu'ils auraient abandonnés si le légat avait exécuté ses ordres.

Après s'être longuement étendu sur cette matière, le pape fit un autre long discours sur la peine qu'il s'était donnée pour régler les affaires de ce royaume du vivant du roi Henri, se louant lui-même et attribuant l'insuccès au duc de Guise. Il en conclut que désormais il fallait procéder avec plus de prudence, et, avant d'envoyer une armée en France, savoir comment elle serait reçue et obtenir, d'avance, un lieu sûr

où le duc d'Urbin pourrait prendre position ; car à moins d'avoir préalablement concerté ces points, on risquerait de se brouiller même avec les catholiques sans obtenir le moindre avantage. Pour cette raison, il comptait, disait-il, envoyer une personne auprès du duc de Mayenne et au parlement de Paris, et faire encore d'autres démarches nécessaires, sur lesquelles il ne s'expliqua pas davantage.

Par conséquent, le comte (Olivarès) se vit obligé de lui dire qu'à en croire un bruit qui courait les rues, Sa Sainteté entendait envoyer Séraphin à l'armée du prince de Béarn. « Si cela était, répondit le pape, qu'est-ce que cela ferait? » Je demandai à Sa Sainteté quel avantage Elle espérait retirer de cette mission. Le pape, tout courroucé, répondit qu'il n'était pas obligé de nous rendre compte de ses secrets. Je lui répliquai que nous n'avions pas la prétention d'en savoir plus que Sa Sainteté ne voudrait nous communiquer, mais que l'affaire étant de notoriété publique, nous manquerions à nos devoirs si nous ne Lui représentions pas le scandale qui en résulterait, car cette mission serait toute en faveur du prince de Béarn et des hérétiques, et découragerait nécessairement les catholiques; que ce n'était pas là le moyen de détacher du prince de Béarn ceux qui le suivaient, puisqu'il était clair que ce prince ne consentirait pas à ce que la personne envoyée par Sa Sainteté dans son camp les engageât à le déserter; surtout si cette personne était Séraphin qui a été et était encore son principal confident et tenait le fil de toutes ses affaires. Nous priâmes donc Sa Sainteté

de bien réfléchir à ce que tout le monde penserait de cette ambassade, qui serait une véritable insulte pour Votre Majesté, puisque, après avoir offert de combattre pour la cause catholique et de concourir à l'élection d'un roi favorisé par Votre Majesté, Sa Sainteté, au lieu de lever des gens, allait envoyer une ambassade à un ennemi de Votre Majesté, et cela, sachant fort bien que Votre Majesté considérait le prince de Béarn comme ennemi, principalement parce qu'il était hérétique relaps et déclaré par Sa Sainteté Elle-même incapable de succéder. Enfin, nous avons usé de tous les arguments qui se sont présentés à notre esprit et nous avons fini par déclarer que, si le pape n'abandonnait pas ce projet, nous serions obligés de mander sans délai à Votre Majesté le peu de résultat de nos pourparlers et de L'avertir qu'il n'y avait désormais que fort peu à espérer de Sa Sainteté.

Il ne nous a pas été possible de dire d'un trait ce qui précède; car le pape, plein de colère, nous interrompit à chaque instant, disant tant de choses qu'il serait très-difficile de les reproduire ici exactement. Mais en voici le résumé :

Je voulais l'intimider; c'était bravade que de parler des plaintes et du ressentiment de notre souverain. Votre Majesté était bon prince, mais nous, Ses ministres, gâtions tout. Il me demanda comment je pouvais savoir si Votre Majesté serait mécontente de cette mission (de Séraphin). Il n'était pas esclave de Votre Majesté, obligé de se conformer toujours à Sa volonté, et à rendre compte à Votre Majesté, pas plus

qu'à d'autres, de toutes ses actions. Il était père, et les enfants n'étaient pas autorisés à imposer leurs conseils quand le père ne les leur avait pas demandés. En renvoyant l'ambassadeur de France, peu de temps après son élection, en lançant, après le meurtre du cardinal de Guise, le monitoire contre le roi très-chrétien, il n'avait pas d'abord demandé conseil à Votre Majesté, mais agi de son propre mouvement. Moi, qui portais l'épée au côté, je ne devais pas prétendre en savoir plus que lui, qui avait étudié la théologie, la médecine et d'autres sciences, ni plus que les cardinaux dont il suivait les conseils en cette affaire, — nous savons fort bien, comme nous l'avons déjà écrit à Votre Majesté que la congrégation s'est prononcée contre cette mission; — enfin, plus nous nous opposerions, plus il serait décidé à passer outre.

Il se plaignit aussi de nous voir ajouter foi à ce qui se disait dans les rues, et de ce que, sans attendre qu'il nous eût parlé, nous vinssions, sans plus de raisons, lui faire des bravades. Je le conjurai de ne pas donner ce nom à mes paroles qui, certes, ne le méritaient pas; d'être persuadé que mon intention n'était pas de faire des bravades, mais, ainsi que c'était mon devoir, de lui dire la vérité et non des flatteries. Il répondit que Dieu seul était juge des intentions; que j'étais venu l'importuner par ces négociations ennuyeuses au milieu des chaleurs caniculaires qui permettaient à peine de respirer, et qu'après avoir été annoncé pour le mois de décembre dernier, je tâchais maintenant de le serrer de près; que mieux aurait valu ne pas venir.

Enfin, il n'admet aucun argument, quelque concluant qu'il soit, s'il est dirigé contre ce qu'il veut. Il n'écoute personne, et je ne pense pas qu'avec de bonnes ou mauvaises raisons on puisse lui persuader de faire ce qui est contraire à ses inclinations. Il répond aussitôt qu'il sait plus que tous les autres, et que personne n'a le droit de donner des conseils à celui qui est assisté par le Saint-Esprit. C'est là son langage habituel qui, comme je l''ai écrit à Votre Majesté, paralyse et intimide tous les cardinaux. Et l'un des artifices qu'il emploie, si je ne me trompe, avec ceux qui traitent avec lui d'affaires désagréables, c'est de les impatienter et de les désorienter par un flux de paroles qui ne l'engagent à rien, mais qui font passer le temps, en sorte qu'à la fin on se sépare sans avoir pris aucune résolution.

Il m'a dit plusieurs fois que rien n'empêchait Votre Majesté d'agir, mais que pendant tout ce temps-ci Elle n'avait rien fait d'important en France. Nous lui demandâmes qui avait jusqu'ici soutenu la cause catholique, et quel autre prince étranger l'avait mieux défendue, la vérité étant qu'aucun ne s'est mis en mouvement, excepté Votre Majesté. Il parla ensuite du fait, qu'il appela un grand mystère, que dans les guerres des rois Charles IX et Henri III les catholiques étaient toujours victorieux, mais que du moment où les troupes de Votre Majesté s'étaient réunies avec celles du duc de Mayenne, c'étaient les catholiques qui avaient été toujours battus. Que Dieu, ajouta-t-il, garde l'Espagne d'un sort semblable à celui de la France! Pour sa part, il sera toujours l'allié de Votre Majesté, confor-

mément à ses offres, mais il veut que nous le laissions faire sans l'importuner, et, comme il nous l'a déjà dit, il nous avertira de ce qu'il fera.

C'est donc cette porte qu'il veut laisser ouverte, et nous avons lieu de penser qu'il ajournera l'envoi de Séraphin jusqu'à la réception de nouvelles de Paris, et qu'il agira ensuite selon les circonstances. Il y a, cependant, des personnes qui nous assurent que la mission de ce prélat est chose résolue...

Post-scriptum. Ce matin, Sa Sainteté a réuni la congrégation de France. Elle lui a fait part de l'opposition que nous faisions à la mission de Séraphin, et ce soir les cardinaux Santa Severina et Santi Quatro sont venus chez nous avec un message de Sa Sainteté. Ils nous ont dit que si nous ne laissions pas faire le pape à sa manière, il n'enverrait pas de troupes en France. Nous avons répondu que nous ne pouvions pas ne pas représenter à Sa Sainteté ainsi qu'à tous les cardinaux le scandale et les dangers de la mission de Séraphin ;... que notre opposition ne nous paraissait pas une raison suffisante pour que le pape n'exécutât pas ce qu'il avait résolu de faire, relativement au secours en hommes ; que c'était là notre réponse, et que nous ne pourrions pas en faire d'autre sans cacher la vérité à Sa Sainteté qui, après cela, agirait selon Ses inspirations.

A la fin, les cardinaux nous donnèrent clairement à entendre que cette invention du pape (la mission de Mgr Séraphin) avait pour seul but de lui fournir les moyens de soutenir que c'était par notre faute que les négociations sur les troupes auxiliaires auraient été

rompues. Ils nous dirent aussi qu'il serait ridicule d'espérer qu'il dépensât jamais un réal quand bien même il verrait le monde s'écrouler, mais que si on ne l'avait pas pressé sur ce point, il aurait peut-être accordé à la cause catholique l'autorité et le concours des armes spirituelles[1]...

[1] *De la main du roi, en marge :*

« Après tout ce qui s'est passé, je crois qu'on pourra obtenir ce dont il est ici question, et que cela sera le mieux. »

95. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 18 Août 1590.

... En parlant de nouveau de la conversion du margrave de Bade, Sa Sainteté m'a dit : « Si le roi de « Navarre se fait catholique, nous ne pourrons pas « accueillir sa conversion, parce que les Espagnols « ne le veulent pas. »

— « Comment, Saint-Père, dis-je, ne le veulent-« ils pas ? »

— « Non ils ne le veulent pas. Nous leur avons « dit que si Sa Majesté voulait traiter de semblables « matières, Elle aurait dû envoyer des théologiens et « non le duc de Sessa. A eux nous aurions pu faire « comprendre leur erreur, mais il est impossible d'en « convaincre le duc, qui n'entend rien à ces ques-« tions »... Sa Sainteté m'a aussi raconté qu'Elle leur a dit que s'ils continuaient à Lui parler sur ce

ton-là, Elle ne les recevrait plus. A ces mots, Elle a sonné et chacun s'est retiré de son côté.

En résumé, les ambassadeurs ne veulent pas que Mgr Séraphin soit envoyé en France, parce qu'il est trop ami de Navarre, et c'est précisément pour cette raison que le pontife veut l'y envoyer, et qu'il se promet de cette mission les meilleurs résultats. Je prévois donc de grandes difficultés. Mais en attendant le temps se passe, ce qui peut-être ne déplaît pas à Sa Sainteté, fort impatiente de connaître l'issue du siége de Paris...

96. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 22 août 1590.

Sire, Immédiatement après notre dernière audience, dont j'ai rendu compte à Votre Majesté, le pape, quoique indisposé, a réuni chez lui la congrégation de France, après avoir fait prier instamment le cardinal d'Aragon, qui est depuis plusieurs jours malade de la goutte, de faire un effort et d'assister à la séance. Votre Majesté verra, par la relation que ce cardinal nous a faite de cette congrégation, les contradictions du pape à cette occasion. S'il a tant insisté pour qu'Aragon s'y trouvât présent, c'est, sans aucun doute, parce qu'il avait envie d'ajourner la mission de Séraphin et qu'il savait que le cardinal s'énoncerait dans ce sens. Aussi n'a-t-il pas même attendu les votes des autres pour approuver celui d'Aragon.

Ce qu'il y a au fond de tout ceci, c'est qu'il veut voir à quoi aboutira le siége de Paris. Votre Majesté apprendra aussi par une autre relation, que l'agent du duc d'Urbin nous a communiquée sous le sceau du secret, ce qui s'est passé entre le pape et cet agent. Et ce n'est pas seulement vis-à-vis de ce dernier, mais aussi envers d'autres personnes, que Sa Sainteté a tenu les propos les plus injurieux. Un de Ses camériers secrets a confié à un ami que le pape avait raconté à table, ce dont il avait traité avec nous, le même jour dans la matinée. Ensuite après s'être tu pendant quelque temps, et comme s'il se réveillait soudainement, il a dit : « On comprend qu'il ne convient pas à Navarre de se faire catholique avant d'être roi de France, car (s'il le faisait) la reine d'Angleterre et les protestants d'Allemagne l'abandonneraient, et le roi d'Espagne le humerait comme un œuf. » D'après ceci et d'autres propos par moi rapportés, Votre Majesté pourra se faire une idée du peu de tenue dont Sa Sainteté fait preuve en parlant de matières aussi importantes. On dirait qu'Elle aime à afficher Son mauvais vouloir à l'endroit de Votre Majesté; et, si je ne me trompe, Elle tâche, avec cette extravagance et intempérance de langage qui Lui sont propres, mais aussi avec astuce et préméditation, d'attribuer, dans l'opinion publique, à Votre Majesté, les fautes que le monde met à Sa charge. Sans doute, les hommes impartiaux savent à quoi s'en tenir et jugent, comme elle le mérite, la mauvaise conduite de Sa Sainteté, sachant fort bien que tout ce qu'Elle dit n'est qu'extravagance et impertinence. Toutefois, si le pape continue de cette façon,

nous dirons notre opinion aux cardinaux, et au pape lui-même dans notre prochaine audience. Que Dieu garde, etc.

97. CONGRÉGATION DE FRANCE DU MARDI 21 AOUT 1590, RELATÉE PAR LE CARDINAL D'ARAGON

(Annexe au rapport précédent du duc de Sessa.)

Rome, 22 août 1590.

(Voy. le texte original.)

98. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 25 août 1590.

Prince sérénissime, Dans la courte audience que les ambassadeurs d'Espagne ont eue dimanche matin (19 août), ils demandèrent à Sa Sainteté de renoncer à l'envoi en France des deux prélats et de remplir Ses promesses. Le pape, fort irrité de ce qu'ils voulussent, disait-il, lui prescrire ce qu'il avait à faire, les blâma en se servant de paroles si dures qu'ils déclarèrent ne plus vouloir venir à l'audience si Sa Sainteté continuait de les traiter de cette manière. Le pape répondit qu'ils pouvaient se retirer sur-le-champ, ce qu'ils firent après avoir pris congé. Il y a de part et d'autre une grande irritation.

Dans la congrégation de France, Sa Sainteté, après S'être longuement plainte de la conduite de ces ambassadeurs, demanda l'avis des cardinaux sur la mis-

sion des deux prélats en France. On résolut de l'ajourner, pour ne pas avoir l'air d'agir par dépit contre Sa Majesté Catholique. Cette résolution prise, Sa Sainteté Se calma, peut-être parce que rien n'est plus conforme à Ses intentions que les délais.

On a reçu des lettres du légat jusqu'au dernier du mois passé. Il mande qu'à Paris on manquait de tout, mais que le peuple, avec une rare constance, attendait toujours, quoique vainement, les secours depuis si longtemps promis...

99. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 25 août 1590.

Prince sérénissime, Pendant toute cette semaine, la santé de Sa Sainteté nous a donné les plus vives inquiétudes. J'écris à Votre Sérénité, dans un autre rapport de ce jour, que, dimanche, le pape s'est fort altéré dans l'audience qu'il a donnée aux ambassadeurs d'Espagne. Il a passé une mauvaise nuit et a eu la fièvre, lundi. Néanmoins il réunit, mardi, la congrégation de France, se montrant encore fort irrité contre les Espagnols. Ce jour-là, vers les dix-huit heures, au moment où la fièvre le prit, son état empira soudainement. On appela en toute hâte les médecins et le seigneur cardinal Montalto. Des frissons qui durèrent pendant quatre heures s'ensuivirent. Puis vinrent les chaleurs et, à deux heures de la nuit, une semblable recrudescence. Le cardinal dataire (Aldobrandini), qui

est le plus voisin [1], fut appelé et resta jusqu'à quatre heures (onze heures). Tout le monde tremblait pour la vie du pape. Mais il se remit et prit un peu de sommeil. Le reste de la nuit, il fut fort agité.

Malgré cela, et contrairement aux conseils des médecins, qui avaient passé la nuit dans sa chambre et lui disaient qu'il n'était pas complétement libre de fièvre, le pape voulut se lever et dîner à table. Il mangea du melon, prit du vin et s'entretint ensuite longuement, selon son habitude, avec le cardinal dataire. Après avoir contre-signé plusieurs suppliques, il se déshabilla, se mit au lit et reposa tranquillement pendant deux heures. Il se leva ensuite de nouveau, reçut le gouverneur et le cardinal de Camerino, qu'il retint longtemps, et se trouva, vers le soir, au grand étonnement de tous, presque libre de fièvre.

Il dormit jusqu'à quatre heures. Le reste de la nuit, il eut le sommeil interrompu et fut fort agité. Au point du jour il s'endormit et reposa sans interruption pendant deux heures. A son réveil, il dit être bien portant, se leva, entendit la messe, présida la congrégation de l'Inquisition et donna audience aux cardinaux qui la composent. Cela prit quatre heures, mais il supporta ces fatigues parfaitement. A dîner, il mangea peu et sans appétit, se sentit faible et, ayant très soif, but froid selon son habitude. Immédiatement après dîner, il travailla et causa pendant une heure avec le dataire. Enfin, avouant qu'il se sentait fatigué, il se mit sur son lit, mais se

[1] La Daterie se trouve près du palais du Quirinal, où Sixte-Quint mourut.

leva bientôt après. A dix-sept heures, une heure plus tôt que ne lui était venu l'accès de l'avant-veille, il eut des nausées, ainsi que cela lui arrive toujours au commencement de la fièvre, ensuite des frissons qui ne durèrent qu'une heure, et à la fin les chaleurs, qui augmentèrent jusqu'à deux heures de la nuit.

A trois heures, il fut pris de sommeil et dormit, sans se réveiller jusqu'à six heures (une heure). Il reposa aussi de temps en temps pendant le reste de la nuit, en sorte que, ce matin, la fièvre avait presque, mais pas entièrement, disparu. Quoiqu'il eût fait contremander les audiences des ambassadeurs, il se leva néanmoins, dîna à table et se coucha ensuite, ayant eu la fièvre pendant toute la journée.

La nuit dernière a été mauvaise. Cependant, quoiqu'il eût la fièvre, il se leva, mangea hors du lit et commit, selon sa coutume, toute sorte de fautes de diète. Aujourd'hui, nouvel accès accompagné de grandes souffrances. Son entourage est dans la consternation. Au dire des médecins, il souffre d'une fièvre continue, compliquée d'une fièvre tierce, et quoiqu'il n'y ait pas eu jusqu'ici d'accidents dangereux, néanmoins on craint fort pour Sa Sainteté, Son mauvais régime inquiétant les médecins plus que la nature de Sa maladie.

Plaise à Dieu, dans ces temps calamiteux, de conserver la vie du bon et sage pontife, si plein de sollicitude, comme on voit, pour la tranquillité et le bien-être du pauvre royaume de France!...

100. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 27 août 1590.

Sire, L'accident qui est survenu a été si violent qu'il a emporté Sa Sainteté sans confession, et pis, pis, pis que cela ! Que Dieu Lui soit miséricordieux ! Nous pourvoirons à ce qu'il y aura à faire avec toute la sollicitude requise. Dieu garde, etc.

101. LE DUC DE SESSA A DON FRANCISCO YDIAQUEZ

Rome, 27 août 1590.

Quoique les médecins eussent pensé ce matin que Sa Sainteté pourrait être sauvée ou du moins que Son existence pourrait se prolonger encore pendant quelques jours, le comte (Olivarès) crut bien faire d'ajourner l'expédition de son courrier, pour attendre l'issue d'un accès très violent qui a assailli Sa Sainteté dans la journée, et qui L'a enlevée ce soir à 7 heures.

Le pape est mort sans confession et il y a un cardinal qui dit que depuis des années il ne s'est pas confessé[1]. Que Dieu l'accueille dans sa gloire! Il n'aurait pu mourir à un moment plus désavantageux pour sa réputation, car il laissera plus mauvais renom qu'aucun autre pape, depuis bien des années. Qu'il plaise à notre Seigneur de lui donner un successeur digne de sa charge!

[1] Souligné dans le déchiffrement.



102. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 27 août 1590.

Prince sérénissime, Aujourd'hui, à vingt-trois heures, le pape a passé à une meilleure vie. Hier, on lui a donné une médecine qui, quoique rendue peu après, opéra cinq fois, et il parut un peu soulagé. Il soupa avec une panade et un becfigue, et prit trois fois du vin. La nuit fut très-agitée. A l'aube, se trouvant extrêmement faible, il prit deux œufs frais. Aujourd'hui, à seize heures, au commencement de l'accès de fièvre, il perdit connaissance, et, pendant une heure, on le crut mort. Il revint cependant et on lui donna un peu de vin, mais ses forces déclinèrent, et, comme je viens de le dire, il expira à vingt-trois heures, laissant les siens dans la plus grande désolation, et tous les bons en proie au plus vives inquiétudes.

Cette mort arrive à un moment bien inopportun ! Pour ma part, elle me fait éprouver un vif chagrin, à cause du service de Votre Sérénité ; car, malgré la sévérité naturelle de Sa Sainteté, grâce à Ses dispositions si favorables à la sérénissime République, nous pouvions néanmoins, dans toutes nos négociations, avec de la patience et de l'habileté, compter sur de bons résultats.

103. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 22 septembre 1590.

Plus on réfléchit ici sur la mort du pontife, plus on s'en réjouit. Chacun en parle avec une grande liberté et peu de respect. On pense, et quelques-uns disent tout haut que, quel que soit son successeur, il est impossible qu'il soit plus contraire à la politique de cette couronne et plus ennemi de la Ligue de France...

FIN DE LA TRADUCTION DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

TEXTES ORIGINAUX

PIÈCES JUSTIFICATIVES

TEXTES ORIGINAUX

1. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

San Lorenzo, 29 juin 1584.

...Y si por aqui se pudiese prendar á Su Santidad (Gregoire XIII) para privar de la sucesion de Francia al Principe de Bearne, seria bien, no lo publicando hasta que pareciese coyuntura, pues esto es tan justo y debido al oficio de Su Santidad...

Y cuanto á lo que decis del Cardenal de Borbon y del Duque de Monpensier que hallais peligro en el primero y conveniencia en el segundo, aunque está bien considerado, no hay por agora para que prendarnos en Monpensier tan temprano, pues basta agora divertir lo que puede ser dañoso al servicio de Dios y bien publico, quedando nos con libertad para, conforme á la justicia de cada uno de los pretensores y sus fuerzas para alcanzarla y el estado en que se pusieren las cosas de Francia, hacer lo que mas convenga segun que el tiempo mostrare. Vos estareis muy advertido en todas estas materias. Tratandolas con la menos demonstracion que se cupiere, junto con no

perder punto de lo que conviniere hacer, y de todo me id avisando.

Archivo gen. de Simancas, Secretaria de Estado, Roma. Legajo 945.

2. LE COMTE D'OLIVARÈS AU DUC DE NEVERS

Rome, 30 mai 1585.

Suplico á V. Ex. que lo que en este papel dijere sea solo para si, que nadie de los que vienen en su compañia ni de los que acá están entiendan que es motivo mio.

Quanto á la bula que V. Ex. me escrive que pretende, remitiendome en todo á su prudencia, yo seria de parecer que esta demanda entrase con suplicar á Su Santidad mande al cardenal Sanz que declare lo que en nombre del Papa Gregorio y por su mandato escrivió á V. Ex. y á los demas Principes Catolicos para que tomasen las armas.

Y demas desto que Su Santidad por via de confirmacion haga la misma declaracion, porqué si la hace como es de esperar, se ha conseguido lo que pretende; y cuando no, constando de lo dicho y que precedió al tomar las armas, será siempre manifiesto el buen principio que se dió à esta empresa y la justa causa con que se movieron los Principes Catolicos, que es bastante en todo tiempo para continuar con buen título, pues no podrian dejar las armas sin gran detrimento de la Religion Catolica y de sus personas, sin mucha seguridad de lo uno y de lo otro.

Demas de esto presuponga V. Ex. que el Papa se muestra ardentisimo en favorecer las cosas de la Religion Catolica en Francia y en pribar de la sucesion de aquella corona los hereges; y algunos Cardenales de la Congregacion de la Inquisicion donde esto se trata, en que hay personas de gran celo y valor, son de parecer que tambien se debe de privar de la sucesion los que han sido hereges o son hijos de los que lo han sido; otros en esta segunda parte van mas tibios y asi este punto camina bien por lo menos quanto á la primera parte y aun quizá quanto á la segunda, animando V. Ex. lo uno y lo otro.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 946.

5. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 4 juin 1585.

Ya he escrito á V.M. el humor que tiene Su Santidad de alguna empresa famosa[1], y dos veces me ha nombrado Argel, diciendo lo que importa, pues mientras no se hiciere no se pueden asegurar estos mares; la ultima me dijo que de mio, sin decir que su Santidad me habia dicho nada, tocase à V. M. en esto; yo le dije que lo haria asi, representándole tambien el riesgo á que quedaria de no reponderme V. M. nada, no hablan-

[1] *En marge, de la main du roi :*

« No les debe parecer famosa la de Flandes, ni deben pensar lo que se gasta en ella; poco fundamento tienen de Inglaterra y de livianas cosas se ceban. »

dole con mas fundamento que de mio, porqué con esto estava abierta la puerta para que V. M. lo pueda hacer asi, si fuere servido o ver á lo que convendrá endecezarle.

Dijome en esta platica suelta, que esperaba que la Reyna de Inglaterra habia de hacer alguna cosa buena; apretéle con preguntas para entender si tenia alguna platica o intelligencia con ella. Dijome que no, pero que era tanto lo que tenia à los Catolicos y lo poco que se confiaba de los hereges que le hacia esperar esto.

Despues supe del Cardenal de Como como el nuncio de Francia escrivia que habia sabido de una persona á quien el Embajador de Inglaterra habia dicho que cuando corriese turbio, tenia su ama el remedio en la mano con solo oyr una misa de los de la Inquisicion. Tengo algunos indicios que tragan alguno platica con ella, y diciendo yo á uno quanto convenia que S. M. tuviese entendido lo que hubiese en esto, me dijo que cuando hubiese cosa de fundamento no dejaría de participarlo á V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 946.

4. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 20 juin 1585.

De las cosas de Francia lo que puedo decir á V. M. despues que á los 12 deste escriví es : que el Duque de Nevers partió á los 16 y Su Santidad le dió un brebe dirigido al Cardenal de Borbon y sus

compañeros, cuya copia va con este, que si bien le parece mas tibio y menos declarado de lo que ellos le quisieran, todavia es suficiente para su intento, y el Duque va contento dél. He entendido que detuvo al Papa en no dar al Duque la bula de declaracion publica que pedia el haberle mostrado el Embajador de Francia y el Cardenal d'Este los capitulos cuya copia será con esta, para persuadirle que el Cardenal de Borbon y estos Principes coligados tenian diferente fin que el que publicavan de Religion.

Al Rey de Francia escrivió el Papa una carta de su mano, exortandole á seguir el mismo intento de hechar los hereges, y que como él lleve este fin el Papa asistirá para que los Principes se junten con él, de manera que no haya division en Francia sino toda union para el servicio de Dios y extirpacion de los hereges. El Papa, segun él me ha dicho, tiene gran confianza de que la una y otra parte tienen de poner el negocio en sus manos, de manera que lo pueda acomodar, aunque no ignora la dificultad que tiene despues de puesto en ellas el asegurarse los unos de los otros. A este proposito le dije la obligacion que tenia Su Santidad de reprender al Rey el llevar Suizos hereges y haber embiado por Ingleses, y aun, segun dicen, por Turcos; dijome que lo negava el Embajador y que le afirmava que eran Catolicos todos estos Suizos que yvan; yo le dije no creyese al Embajador de Francia ni á mi, sino que se informase por otra via de lo cierto. En esta misma audiencia me dijo el Papa que el Embajador de Francia y el Cardenal de Este le habian dicho que V. M. ayudava con dineros á estos Principes

contra el Rey, y aunque él se le habia negado sabia que era cierto y no lo reprobaba; yo le afirmé como no habia entendido tal de V. M., aunque yo lo habia oydo aqui al vulgo; dijome que lo tuviese por cierto, y no tengo por fuera proposito que lo sepa, ni lo será el decirselo para la prorogacion de las gracias, pero no lo haré sin orden de V. M.

Para la privacion del Principe de Bearne y él de Condé entiendo (aunque como es materia de Inquisicion va muy secreta) que se va haciendo el proceso y se acavará presto, pero todavia no se resolverán á publicallo hasta que Nazaret escriba despues de llegado; ni tampoco tienen resuelto si la harán secreta y la embierán para que la publique allá, o si la publicarán con solemnidad en consistorio; pero el hacerse tengolo por cosa cierta. El dia que partió el Duque de Nevers se fué con botas y espuelas á despedir del Cardenal Madrucho, y trató con él de que todavia le quedava algun escrupulo en conciencia desta su empresa por razon del juramento que tenian prestado al Rey, del cual dice Madrucho que le dejó muy libre y satisfecho con dos horas de tiempo que estuvieron dando y tomando, y la sustancia de los fundamentos que usó Madrucho verá V. M. por la relacion que será con esta que él me ha dado. Gue. N. S. etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 946.

5. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 13 juillet 1585.

Haviendo tenido aviso de que el Cardenal de Este habia hecho decir al Papa seria bueno tratase de que estas armas que hay en Francia se juntasen para hacer la empresa de Inglaterra y poner en aquella Corona al Rey de Escocia, y despues que el papa habia hablado en esto al Cardenal Sanz y á Vademont para entender su parecer, me pareció necesario hablar al Papa y decirle, cuan fuera de tiempo era esta platica mientras no se habian hechado los hereges de Francia, y que no habia otro fin en proponerselo sino advertir las cosas de Francia, y que el Cardenal de Este no tenia otro en haberle hecho esta propuesta que entibiarle de la buena voluntad con que favorecia estos Principes, no pudiendo ellos acudir á este deseo de Su Santidad sin volver las espaldas para siempre no solo á la empresa de hechar los hereges de Francia pero al proprio del Reyno, apoderandose como los hereges se apoderarian durante la ausencia, con el favor del Rey, de la Corona de Francia y favorecerian despues á la Reyna de Inglaterra.

Tambien le dije que acabadas las cosas de Francia y entretanto las de Flandes seria buena ocasion de pensar en lo de Inglaterra. Tampoco no era buen camino el del Cardenal de Este ni el del Rey de Francia pues se favorece agora de la Reyna de Inglaterra sino el medio del Duque de Guisa que es el primo hermano

de la Reyna de Escocia. Tambien le toqué en la poca seguridad que se puede tener en materia de Religion de la del Rey de Escocia, y cuanto mas seguro era poner en la posesion de la corona á la Reyna su madre. Y que cuanta mas deligencia Su Santidad pusiese en favorecer y dar color y ayuda á los Principes Catolicos de Francia se daria mas presto fin á lo de Francia y podria atender á lo de Inglaterra. Conosció todas estas razones y pareceme que le corrió de que hubiese llegado á mi noticia el haberse movido en esta platica tan ligeramente, y asi no se allargó en ella.

El Cardenal de Vademont ha apretado mucho al Papa para que publique la sentencia de declaracion que está hecha en la privacion de Bearne; el Papa le ha respondido muy asperamente y no queridole tomar un memorial de razones que llevaba para esto, y teniendo yo por otra parte aviso de que está bien animado en el negocio, entiendo que debe haber usado este termino con él para que se vaya, y no aguarde la declaracion como pretendia, porqué no parezca que ha sido hecha á su instancia sino de propio motu del Papa, y asi tengo por cierto como hé escrito á V. M. que á lo mas largo se publicará luego que haya cartas del Arzobispo de Nazaret.

Habiendo dicho Claudio Matey Lorenes de la Compañia de Jesus que está aqui, que el Rey de Francia enviava á Constantinopla á Lamoine Comendador de San Juan, me pareció hablar á Su Santidad y representarle lo mal que pareceria que un Religioso y persona eclesiastica fuese á los negocios que el Rey de Francia tenia en Constantinopla, pues siempre era solicitar

que la armada del Turco venga á hacer daño en la Cristiandad, y le pedí mandase escrivir al Nuncio de Francia que estuviese atento, y en caso que fuese cierta esta nueva como á mi me la daban, lo impediese con toda demonstracion. No solo me concedió aquesto, pero me ofreció que privaria de cualesquier bienes Eclesiasticos al que fuese, y que la primera vez que le hablase el Embajador de Francia, le diria que escribiese al Rey que si en cualquier manera supiese que pedia socorro al Turco, le descomulgava y privava del Reyno, y armava contra él y invocava todos los Principes Cristianos para que le ocupen el Reyno y absolveva á sus subditos del juramento y fedelidad que le deben, y les mandava por precepto que vayan contra él y que de cualquier manera y en cualquier cantidad que venga armada presuponia que procede de negociacion suya ; que me parece que no dejará de hacer provecho esta diligencia haciendola con tanto fervor como ha representado que la hará. Gue. N. S. etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 946.

6. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

Monzon, 2 août 1585.

(Copiée sur la minute de l'original.)

Por vuestras cartas sobre el Duque de Nevers, he entendido quanto pasó en las platicas de Francia hasta que él salió de Roma, y el Brebe que llevaba de Su Santidad, y habrá hecho poca falta el no haber sido tan caliente como se le habia pedido, pues aun eso no

aguardaron los de la Liga para apaciguarse; y asi, aunque el oficio que hizo el Cardenal Madrucho, para quitar al de Nevers el escrupulo que le comunicó, parece que fué muy conviniente y á el y todos los demas que estan avenidos, como habreis visto por los avisos de Francia, de donde os habrán enunciado los articulos de la pacificacion, la cual, pues no se sabe si es con fin de desarmar los de la Liga y yrlos desuniendo poco á poco, entretanto que se pasa el termino que se da para reduccion de los Huguenotes, tocará á Su Santidad tener muy de veras la mano en que tan importante efecto, como es extirpar de aquel Reyno todas las heregias conforme á lo tratado en esta paz, no se desvanezca por falta de calor en seguirlo el rey, o porque guste de hacer tiro á los que le han enojado, que podrán recibirlo facilmente siempre que las cabezas de la Liga no lo fueren de lo que hubiera de ejecutarse con las armas contra los Huguenotes obstinados; en que es de creer que porna Su Santidad mucho cuidado, y vos le tened de acordarselo.

Holgado he de saber que Su Santidad no repruebe el asistir yo á los Catolicos de Francia sino que antes le parezca bien como os lo dió a entender cuando trató de esta platica á la cual si el mismo no volviere no habrá para que moversela, pero si os la tomase á apuntar tampoco habrà para que negarselo ni venir á particularidades, sino decille solamente que importando aquello tanto al bien de la causa Catolica bien se vee si yo podia dejar de acudir á ella; y por aqui procurareis sustentarle en la misma que él de su parte no deje de hacer lo mismo si tornase á ser menester.

Bien muestra Su Santidad su gran celo y pecho cristiano en la privacion que decis que estaba ya hecha del Principe de Bearne aunque al principio se habia puesto en duda si convenia salir con publicarla luego o guardar esto para cuando faltase el Rey de Francia. Estando agora las cosas de aquel Reyno en el ser que están, parece que lo mejor es publicarla desde luego asi porque él lo merece de atras y agora de nuevo por lo que de si confiesa en la declaracion que ultimamente ha hecho imprimir para justificarse que es lo que mas le condena (la cual habreis visto por allá), que por lo que animará los Catolicos y acobardará los hereges ver que ni los unos persiguen ni los otros defienden á hombre que pueda venir á ser su Rey, dejado aparte que tambien lo será que ahi se empeñen en tener la declaracion hecha para no poder volver atras si él despues quisiese monstrar alguna conversion fingida, aunque esto ultimo se ha de callar pero procurar el efecto de la dicha publicacion[1].

[1] *De la main du roi, en marge :*

Quizá seria bueno enviarle copia por que la pueda monstrar allá si no la tienen.

Arch. Simancas, S. de. E. Roma. Leg. 946.

7. VINCENZO GRADENIGO AU DOGE

Barbastro, 23 août 1585.

...Il quale rigore che ha usato il Papa con l'Ambasciatore di Franza qui non è stato ben inteso, desiderando questi che á Roma si tenga conto delli prin-

cipi piu di quello che in questi principj dimostra il Papa di fare, risentendosi ancora del rigoroso modo con il quale procede Sua Santità con Olivares...

Archivio Veneziano, filza n° 18. Dispacci, Spagna.

8. VINCENZO GRADENIGO AU DOGE

Madrid, 23 avril 1586.

..... L'illustrissimo Cardinal Granvella sta molto fiacco, et sono molti giorni che si ritrova in questi termini. Io visitai ultimamente Sua Signoria Illustrissima per nome della Serenità Vostra; et veramente è molto caduto et nella ciera et nelle parole che appena può formarle; attribuiscono tutti la causa della infirmità alli travagli che ha gravissimi in maniera che gli hanno levato il sonno affatto; questi travagli nascono, per chè hormai pare che nelli negotij importanti Sua Signoria Illustrissima non sia adoperata in conto alcuno; anzi si sa che Sua Signoria Illustrissima mai ha havuto parte delle cose di Draco, il che è con maraviglia di tutta la corte. Questi pensieri importantissimi, oltre l'età di sessanta anni, dubita ognuno che possano tanto in questo Signore che habbiano d'esser causa presto della sua morte; con tutto ciò per riffarsi alquanto è andato á star fuori di Madrid in una villa dove starà quindici giorni...

Arch. Ven. Disp. Spagna. fil. 19.



9. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

San Lorenzo, 15 septembre 1586.

Por mas instancia que se haga de parte de Franceses para ello y aunque haya algunos que piensen que ha de blandear Su Santidad en revocar la bula que promulgó contra el Principe de Bearne y admitirle á fingida conversion (pues de él no se puede esperar otra) no puedo acabar de creer que tal haya de hacer Su Santidad ; mas por ser la cosa tan grave me he tenido por obligado á acordarle lo que va en ello. Para esto vos le dareis esa mi carta que es del tenor que vereis por la copia, y le direis de mi parte cuan persuadido estoy de que Su Santidad mas que nadie (como quien mas á cargo lo tiene), atenderá á conservar lo poco que queda en pié de la Cristiandad. Porneisle delante cuan grande y principal miembro della ha sido y es el Reyno de Francia, y como mientras no entran las heregias en las Cabezas y dueños de los Estados hay esperanza de remedio, pero que en tocando el daño en él que manda cae de golpe todo lo de su govierno, de que hay por nuestros pecados tantos ejemplos y tan presentes que no es menester alejarlos. Que de Francia se me avisa la instancia que le hacen y han de hacer para que admita al de Bearne, y que siendo él tan herege y no pretentiendose esto sino para que suceda en el Reyno, no puedo dejar de acordar que seria ponerle fuego. Dareisle á entender como yo no me muevo á hacer este oficio por recelo particular

que tenga dél de Bearne, pues me ha convidado y convida á que si le quiero ayudar y favorecer su intento, me dará cuantas seguridades y prendas quisiera pedirle, sino que me obliga el puro servicio de Nuestro Señor. Que Su Santidad se desengañe de pensar que ha de hacer ahora conversion verdadera quien es relapso segunda o tercera vez, y que aun si él de Bearne pudiera ser admitido para meterse tras eso en un rincon, dejadas otras pretensiones, á solo hacer penitencia, se pudiera imaginar que lo hacia de corazon, mas que tomandolo por medio para suceder en tal Reyno y desdiciendo tanto todas las obras á estas palabras, ya se vé cuan fingido va, y que pues con tanto rigor se castigan por la Iglesia y la Inquisicion las recaidas en este pecado que no se conceda la vida á los relapsos, menos se le ha de dar un Reyno y tal como es el de Francia que con esto henchiria de heregias. Prevenirle eis tambien que antes que consentir tal cosa y que de la contagion de allá se pegase parte en mis Reynos, yo no podria en tal caso dejar de favorecer y amparar á los Catolicos de Francia para que no fuesen oprimidos, con que habria disensiones y guerras y podrian quizá dividirle las fuerzas y poder de aquel Reyno que, asi como unido y Catolico son muy utiles á Cristiandad, asi perbertido y dañado serian tan temerosos á toda ella que en tal caso seria fuerza procurar que quedasen menores, y porqué mal intencionados deben quizá con el lenguage de esa tierra poner sombras á Su Beatitud de que en esto de escluir á Bearne y aconsejar que se prosiga la guerra de Catolicos contra hereges (aunque no le podrán decir que

quiero en la casa agena lo que no hago en la mia) es mi intencion aniquilar las fuerzas de los unos y los otros, y que si aquellas faltan y no contrapesan á las mias habrá que pensar en Italia ; procurad sacarle de este engaño, no respondiendo por mi ni dando desculpa de estas imaginaciones vanas sino mostrando al proposito de la sucesion de Francia, que si veo que se da lugar á que entre en ella herege, he de ayudar á los Catolicos, y que este es el camino de dividirse aquel Reyno, y los que son algo en él saccar cada uno su pedazo, y que la via de conservarle es hacernos, Su Santidad y el Rey Cristianisimo (si quiere) o los Catolicos franceses todos á una, excluir cualquier sucesor herege o sospechoso por venirle de padres o por otras causas, y concertarnos en quien sea seguramente Catolico, para que por su mano se remedie lo que alli tanto lo ha menester, si el Rey presente no lo dejase en su vida remediado, que pueda Su Santidad juzgar por lo que vee si será asi. Demas de esto traereis á Su Santidad á la memoria lo que ha de mirar por su constancia, lo que el proceder contra Bearne acreditó su hervor y zelo y lo que daria que hablar el mudarse, valiendoos de las demas razones que vos sabreis y de la autoridad de personas que la tengan con Su Santidad y descubriendole los fines y intentos que pueden tener los que le dicen lo contrario ; y en esto tened siempre la mano y en que vayan al Arzobispo de Nazaret las ordines necesarias para el fin que se lleva, y de todo yreis avisando.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 947.

10. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 20 décembre 1586.

Serenissimo Principe : Nell'audientia di hieri disse Sua Santità...

« Venetiano non n'habbiamo fatto alcuno (Cardinale) ma ne faremo nella prima promotione, laquale sarà presto. perciocchè non vogliamo indugiare á farne come faceva Gregorio, che tardò, tardò, et dopo molti anni venne in consistorio, et quando i Cardinali credevano di levarsi in fin del consistorio si trasse di saccoccia una polizza di diecianove Cardinali et comminciò á dire : *ad sedandas murmurationes creamus Cardinales, primum ad instantiam Cæsaris creamus talem*, etc. A fatica et per gran diligentia che si usi, si trovano alcuni pochi atti á questo carico et degni di questo grado, non che pigliandone diecinove in una volta : ma Papa Gregorio faceva i Cardinali per proveder alla sua casa et ai suoi, et noi faciamo quelli che riputiamo degni ; ne maggiore errore si può fare che per interessi privati haver pensiero di farsi il sucesore. Papa Paolo Caraffa fece gran numero di Cardinali per farsi dopo se Carpi Papa, et essortò i Cardinali avanti la sua morte á far Carpi Pontefice et riusci Medichino (Pio IV) che fece strangolar gli suoi nipoti. Pio IV voleva far il Cardinal di Pisa che non vi fù mai. Pio V volse far Morone, et fù fatto Gregorio (XIII) del qual niun era che più gli dispiacesse.



Gregorio volse fare uno che vive, et non lo vogliamo

nominare, et per farlo fece diecinove Cardinali in una volta et riuscissimo noi nel primo scrutinio, che sa ognuno quanto esso ci era contrario ; ma che andiamo raccontando di questo! San Pietro volse fare dopo se Papa Clemente, et gli successe Lino, et pure era San Pietro che non potea far peccato se non veniale, perchè visibilmente havea ricevuto il Spirito Santo, et dal Spirito Santo era stato confirmato in gratia. Siamo Vicarj qui di Cristo, et Cristo è il Vescovo, et siccome saria grande sciocchezza d'un Vicario morendo volersi fare il Vicario successore, et non ne lasciare il pensiero al Vescovo, cosi è pazzia di papa pensar di far loro un Vicario di Cristo ; bisogna lasciare il carico al Vescovo che è Cristo, *qui est episcopus animæ nostræ*, per chè lo sa ben lui far et lo vual far lui, et non vuole che altri lo faccia...

Arch. Ven. Disp. Roma.

11. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 3 février 1587.

Señor : Despues que escribi á V. Magd. á los 27 del pasado ha llegado un correo extraordinario de Francia y ha traido nueva qne el Rey habia vuelto el rostro á las platicas de paz y tratava de hacer guerra á los hereges y tomar para ella sus haciendas. El Cardenal Sanz añadió á lo que el Embajador habia dicho al Papa que esto procedia de haber visto el Rey resolutos á los Señores de la Casa de Guisa de no acudir á ella (la paix), y que el Pueblo de Paris y los demas coligados

no estavan bien en ella, y que todos estaban resueltos y en orden con el Rey o sin él hacer de veras la guerra y que le pedian su bendicion que dice que les dió ; y el Cardenal de Sanz me ha dicho que no quiso meterse en pedirle dineros ni aun consejo. Lo poco que el Papa entiende en cosas de Estado y el quererlas guiar por su cabeza es causa de la variedad tan extraordinaria con que procede en ellas, que solo se puede tener seguridad de que estará de parte del mas poderoso siempre aunque sea variando. Toquéle al Papa en esta platica como nueva que corria, y con esta ocasion le torné á refrescar lo que à 23 escrivi á V. M., que lo habia dicho de los consejos que tomaba para su conversion el Principe de Bearne y quedó muy confirmado en que no se podia fiar nada dél de aqui adelante. Rosticuchi me dice siempre á este proposito cuan lejos estuviera el Papa de hacer agora la privacion y la buena sazon en que yo acerté á hablarle en el no admitirle, que fué antes que me llegase el correo con la carta de V. M. Dijome en este proposito Su Beatitud, que quanto á prudencia humana mejor se habia governado Vandoma (Henri de Navarre) en tomar tiempo para comunicar á sus aliados que no el Duque de Guisa en hacer la paz sin participarlo á Su Santidad, y tambien dijo la primera vez á V. M. : pero yo no monstré entender esto y la respuesta que le di escusando lo que habian hecho los de Guisa fué enderezada solo del no haberle dado cuenta á él con decirle que como habian alcanzado en el articulo de la Religion todo cuanto podian desear les pareció que aquella era la verdadera consulta de Su Santidad.

Tambien refresqué y le hice enteramente capaz de la otra propuesta de que si la Reina de Escocia moria era con beneplacito del Rey de Francia y en estas cosas no se me ofrece que añadir á lo que tengo escrito á V. Magd. N. S. etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 948.

12. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 21 avril 1587.

Serenissimo Principe, È stato dubbioso alcuni giorni questo serenissimo Re se doveva far fare l'essequie alla Regina di Scotia, stimando che non fosse necessario, poichè teneva che fosse morta martire, et havendo voluto il parere dal suo confessore et d'altri teologhi, tutti si sono confirmati che non essendo essa ancora stata dechiarata dalla Chiesa per tale, non solo si potesse, ma si dovesse compire á questa ceremonia, et far quest'honore á quella benedetta anima. Così Sua Maestà vestita da duolo ha honorato con la Sua Persona il funerale et ha mostrato in vero molto dolore di quella povera Principessa.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 20.

13. L'ÉVÊQUE DE CORTONE, AMBASSADEUR DE TOSCANE AU GRAND-DUC FRANÇOIS

Rome, 18 juillet 1587.

Serenissimo Signore, Le dimostrazioni che ha fatto il Re di Spagna di essere mal soddisfatto de' preti della

compagnia di Gesù, le havrà intese V. A. de' Ministri suoi que La servono in quella corte; e mi viene detto che hanno principio dal non haver il Re o l'inquisizione, quel dominio e sopraintendenziá in essi ché vorrebbero, e che hanno sopra le altre religioni di Spagna; nè l'hanno potuto acquistare con l'arte che hanno tentato più volte facendo ufficio, che poi che il generale della religione stà in Roma, che si faccia in Spagna un provinciale; sperando di maneggiarlo á loro modo, e deviar anco che non si habbia á ricorrere quà. E non havendo possuto ottenere questo, parendo all' Inquisizione che i privilegii di questa compagnia obstino alla maggioranza sua, e che questi Padri habbino havuto troppo ardire, negando di pigliare la Bolla della crocciata : nella qual cosa si governorno in modo che oltre al liberarsi da quello aggravio ne acquistorno riputazione; perchè dicendo di non volere licenzia di non digiunare, nè delle altre abilità che concede quella Bolla, offersero á quelli che si opponevano per l'interesse del Rè i danari che montavano le bolle di tutti i loro preti in questa provincia. Ricorsero gli Spagnoli á Roma, e non parendo al Papa di poter costringere la compagnia á tal cosa, rimasero esenti; perchè cessando la cagione della bolla restava il cavare dai preti quei danari avania troppo scoperta. Et dubitando l'Inquisizione che questo esempio non desse animo agli altri di scaricarsi di quel peso, et essendo il Re mal soddisfatto di questi Padri per l'autorità che haveano hauto in Portugallo nel tempo de' due Re suoi antecessori, ha cominciato l'Inquisizione á perseguitare con processi quei Padri che davano loro più noja, et il

Re á accarezzare e favorire alcuni che la sono iti secondando e obbediendo. Et perchè questi non sieno rimossi dal Generale et corretti, dicono che habbia fatto quella proibizione generale, che nissuno de' preti della compagnia esca di Spagna senza sua licenzia. Et quà è fomentato un frate conventuale di S. Francesco, che già fù privò della lettura che haveva in Padova á istanzia di questi Preti, perchè si opponeva agli ordini loro, e riprovava la faccoltà che hanno d'assolvere i loro preti dalla professione che dicono positiva, e dicono che provochi adesso il Papa contro la compagnia. Onde essendo questo motivo del Re di considerazione, secondo che è tenuto quà, et che sia contro alla libertà ecclesiastica; e essendo questi Padri hoggi in vero il nervo della nostra religione, mi è parso darne questo poco di conto á V. A...

Arch. Mediceo, Firenza, fil. 3296.

14. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 5 août 1587.

Serenissimo Principe, Il signor Gio. d'Herrera, generale di tutte le fabriche del Re, che già ebbe la carica di far stampar in carte di rame il dissegno dell'Escuriale con diverse perspettive in 12 fogli separati molto belli, mi ha detto che tien ordine dalla Maestà Sua di darmene una mano, subito finiti che siano, come spera fra pochi giorni; perchè la mandi á Vostra Serenità per parte di questo Serenissimo Re; il qual, dice egli, che tien memoria dell' honorato Privilegio,

che gli diedero per quest' opera, che sarà cosa molto bella et curiosa da vedere; poi che questa è, la maggior fabrica in suo genere, che sia nel mondo; et principiata et finita da un solo principe, nella quale ha speso sicuramente più di dieci millioni d'oro, in 24 anni, che vi fa lavorare con tanti adornamenti, che è cosa mirabile veramente. Gli ho detto, che l'Eccellenze Vostre haveranno grandissimo gusto, et per vederla, et per il particolar favore ancora della Maestà Sua.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 20.

15. SIXTE-QUINT A PHILIPPE II

Rome, 7 août 1587.

(Lettre autographe.)

Sixtus P. P. V. etc., Questa mattina ho tenuto consistorio e si è fatto l'Alano Cardinale per dar soddisfazione á V. M. e ancor che io nel proposto l'abbia tenuto pretesto molto lontano da ogni sospetto, non di meno mi si dice che per Roma subito fu comminciato á dire : ora mettonsi in ordine per la guerra d'Inghilterra, e questa supposizione correva per tutto. Però V. M. non metta tempo acciò non facciá maggior danno á quei poveri cristiani, perchè tardandosi quello che lei ha giudicato bene tornarebbe in male. Intorno all'ajuto per l'impresa, io ho fatto essequire subito tutto quello che il Cte. Olivares ha dimandato, e credo che ne mandi il tutto á V. M. La M. V. dovendo far questa impresa pruovi prima bene riconciliarsi con

Dio N. S., perchè il peccato dei Principi distrugge i popoli e disfà i regni, e di nissun peccato più si sdegna Dio che della usurpata giurisdizione sacra, come consta per istorie sacre e profane. La M. V. è stata consigliata d'abbracciare nella sua pragmatica vescovi, arcivescovi e Cardinali. Questo è stato un gravissimo peccato; però deve levar questi ministri di Dio da detta pragmatica e farne penitenzia; altrimenti le potrebbe venir sopra qualche gran flagello. Non creda á chi li consiglia il contrario, perché é forza sia adulatore o atteista, e creda á me che le son Padre datoli da Dio. Creda á questa santa chiesa che li è madre e alla quale è obbligata ubbedire *de necessitate salutis*. Se li vostri consiglieri hanno lettere di umanità leggano Eutropio, se di canoni, leggano la X e 36 dist.; se di leggi, leggano *de sanctissimis episcopis;* se di teologia leggano il 1° ed il 20 opusc. di S. Tom. e così non daranno alla V. M. li mali consigli. Cesare Ottaviano ed altri Imperatori pagani ebbero tanto rispetto alla sacra giurisdizione che per far qualche legge toccante le persone sacre se facevano eleggere Pontefici. Io ho gettato per questo gran peccato di lei molte lagrime: e confido che Lei si emenderà e che Dio Le perdonerà. Al Vicario di Dio si deve nelle cose della salute ubbedire senza replica, e così spero che Lei essequirà, e le prego ogni bene.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 950.



16. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 14 décembre 1587.

Señor, En la audiencia que antyer tuve de Su Santidad me mostró el descifrado de lo que Su Nuncio le escrive de Paris á 22 Noviembre refiriendo que habiendo el Rey Cristianisimo con acuerdo de Su Consejo en ausencia del Duque Depernon mandado al Duque de Lorena que viniese con su gente á juntarse con él, vino Pernon y le mudó de esta opinion y le hizo tornar á escrivir de su mano que en ninguna manera viniesen, replicando el Duque que ya que se habia movido por orden de S. M. y tenia hecho el gasto con mucha incomodidad suya querian venir á servirle y habiendo andado en demandas y respuestas sobre esto, el Rey finalmente le habia embiado á decir que no entrase en Francia, porqué si lo hacia, con todas aquellas fuerzas incluyendo las de los hereges se volveria contra él, y que con todo esto el Duque de Lorena estava en yr juntandose para ello con el Duque de Guisa, y habiendo embiado á llamar á los Duques de Umena y Humala con su gente y que esto era con participacion del pueblo de Paris y que la Reyna Madre se hallaba muy afligida y habia embiado, aunque con poca esperanza á Mr. de Veliebre que tratase de componer las cosas, de manera que no se viniese en rotura; pero que dudaba mucho que la cosa viniese resoluta y todos con animo de tratar de juntar los tres estados de Francia en Paris y declarar al Rey por inhabil para el Go-

bierno; dijome de leer al fin del papel, como la otra vez, un pedazo que debia de ser el parecer del Nuncio.

Usé de la ocasion, como siempre para hacerle conocer lo mal que anda el Rey; que aunque de algunos dias acá que vee van bien las cosas de los coligados acude bien á esto como lo hará mientra fueren asi, esta vez lo hizo mucho mejor y empezó á decir que ojalá apretasen y hiciesen de veras los coligados y se acabase la cosa de una vez que seria lo mejor, que cuando la casa se yva á caer lo mejor era derribarla porque no se cayese acuestas, y que si el Rey hacia lo que decia que seria bien que estos Principes apretasen el negocio y que V. M. las fuerzas que tenia aparejadas las bolviese para Francia, que no era menos importante que lo de Inglaterra, y aunque mostré conocer la importancia no me parece engolfarme mas en ella sin tener orden de V. M.

Ayer me embió á aplazar Rosticuche que nos juntasemos que tenia alguna cosa que decirme, y me mostró otro aviso de esta sustancia que el Cardenal de Sanz habia enviado al Papa, el cual me dijo de su parte lo contenido en el papel que será con esta, que por todo buen respecto se le ha hecho ver primero de enviarle á V. M. El Cardenal de Sanz me envió luego á participar con su secretario lo que habia pasado con el Rosticuche y á entender de mi el fundamento que yo juzgava se podria hacer de este recaudo del Papa, y como nos governariamos. Dijele que respecto de V. M. era poco necesario amonestarle la proteccion de estos Principes, porqué diversas veces que habia visto á Su Santidad.

vacilar le habia dicho de parte de V. M. que V. M. no los desampararia jamas, que el hacer de buena voluntad aquesto el Papa que yo lo creia, y que duraria mientras viese con mayor potencia á estos Sres. que al Rey, y que todavia era bien abrazar esta orden para animarlos y darles materia que se puedan autorizar con ella y para dejarle yr empeñando y que procurase si fuese posible que se escriviese un brebe o carta al Duque de Lorena en esta conformidad o por lo menos al Nuncio, dandole cuenta de lo que se le habia mandado decir y que tambien se podria yr por este camino á terminos que el Papa no se pudiera escusar de dar algun dinero y no embargante que Su Santidad ha mostrado inclinacion para que yo despache correo y le doy intencion de que lo hago, me ha parecido diferirlo para con el que llevará la promocion de D. Juan de Mendoza pues no hay aqui cosa que importe á V. M. entenderlo tres dias antes, pues no ha de mudar V. M. por esto ninguna cosa ni puede servir para mas que añadir esta justificacion á tantas, como tiene lo que V. M. ha hecho. V. M. me mandará lo que tengo de responder á Su Santidad y hasta que punto entendiere yo templaré este humor, y al Duque de Parma me ha parecido enviar copia de lo que me ha dicho el Cardenal Rosticuche y avisarlo un poco mas sumariamente á don Bernardino de Mendoza. — Dios gde. la Catolica persona de V. M.

Despues de escrito esto he sabido que esta mañana han estado con el Papa llamados el Cardenal de Joyosa y el Embajador de Francia, y les dijo que misterio tenia haber hecho el Rey aquesta mudanza de revocar el

llamamiento del Duque de Lorena ; que si era con animo de hacer la paz con los Huguenotes le escriviesen que no la toleraria, y asi como las veces que el Embajador le habia hablado con sombra de las armas que V. M. tiene movidas en todas partes le habia asegurado que jamas serian contra su Reyno, porqué era verdad que con tal intencion nunca se habian juntado sino para las propias necesidades de V. M. ; juró que agora retiraba esta seguridad, porqué seria posible que si el Rey Cristianisimo no mudaba de camino, las cosas se podian rodear de manera que Su Santidad misma fuese, instruida de lo contrario, persuadiendo á V. M. que las volviese al remedio de las cosas de Francia.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 951.

17. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 22 avril 1588.

Despues que escribi á V. M. á los 18 de Marzo, lo que se ofrece que decir en las cosas de Francia es que el Embajador (de France) ha procurado y alcançado de Su Santidad que escribiese un brebe al Duque de Guisa persuadiendole á juntarse con el Rey y ir unido con él en la persecucion de los hereges, y por otra parte dió (le Pape) cuenta de esto al Cardenal de Sanz para que avisase al Duque de Guisa que, no embargante, estubiese sobre si, y se guardase no le hiciese alguna burla el Rey, lenguaje que corre ahora.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 951.

18. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 30 avril 1588.

...Dopo il desinare, levate le tavole, fece la Santità Sua segno che ci avvicinassimo colle nostre alla sua sedia, et ci commandò di nuovo che ci coprissimo, et poi disse che entrava il quarto anno delle sue fatiche, alle quali per solo voler di Dio era stato chiamato, non si conoscendo lui atto a sostener tanto peso; commemorò l' hora et il modo con il quale fù fatto Papa; ci narrò come li Cardinali Este et Medici primi si risolsero nella sua persona, senza che egli parlasse; che questi fecero ufficio; che il Cardinale Altemps, il quale era risoluto in Sirletto, mutò et s'indusse á dar á lui il favor suo et insieme quello de' Cardinali di Pio IV; che Alessandrino medesimamente gli diede (essendo lui creatura di Pio V) i suoi; che li Cardinali di Gregorio erano divisi fra se medesimi, perchè alcuni di essi, ai quali Papa Gregorio, sebben gli avesse fatti Cardinali, non però gli haveva dato da vivere, dicevano non haver alcun obligo alla memoria di Gregorio ne ai suoi Nipoti, et che erano astretti provedere al loro bisogno, et farsi un Papa che li ajutasse, onde prima l'un di essi et poi tutti gli altri concorsero alla sua persona, si chè Este, Medici, Altemps, San-Sisto et Alessandrino con tutti i loro aderenti andorno ad adorarlo prima che Farnese, Savelli et San-Giorgio sapessero pur parola di questa risolutione. Così, disse il Pontefice ha piaciuto á Dio che sia, perchè non sono

gli huomini quelli che fanno il Papa, ma è Dio benedetto che lo fà.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 22.

19. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 30 mai 1588.

Señor, Olvidóseme de decir á V. M. en lo que á 25 deste le escribí que refiriendome Su Santidad lo que habia dicho el Embajador de Francia en favor y escusa de los de Guisa con gran ternura se le escapó que le habia dicho que como era posible que si el Rey tenia diffidencia del Duque de Guisa le faltaban veynte hombres confidentes con que encerrarle en un aposento y hacer dél lo que quisiese porqué despues finalmente se quitarian los de Paris con lo que hubiera hecho; y otras veces me ha referido haber dicho al Embajador y Cardenales confidentes de Francia que hacia mal el Rey en estar en un mismo tiempo con diffidencia de los de la Casa de Guisa y con Memoranci que se habia de juntar con los unos para contra los otros, y despues de haber dado en cabeza á aquellos podria hacer lo que le pareciese con los otros, y que asi inmediatamente me ha dicho infinitas veces lo mal que habia hecho el Duque de Guisa, agora tres años, en no yrse derecho á Paris y señorearse de todo y lo mismo ha dicho al Cardenal de Sanz segun él me ha dicho, y que vaya adelante el Duque con su intencion, y que no se fie del Rey, no le haya alguna burla que le cueste la vida. De aqui podrá V. M., cuando

no lo hubiera hecho tanto antes, hacer juicio del animo de Su Santidad y de los fundamentos que se pueden hacer de lo que dice, y como siempre terná mas en el mas poderoso.

Y para que V. M. haga tambien juicio de cuan bien informado está de las cosas de guerra y mar, me dijo en la misma audiencia de 25 á proposito del progreso que yban haciendo cerca de la Rochela que seria bien escrivir á V. M. que al pasar de la armada ayudase á aquella de manera que se tomase la Rochela...

Dios guarde la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Leg. 951.

20. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 4 juin 1588.

... Dopo questi ufici andai hieri al Pontefice et finiti li ragionamenti del viaggio fatto da Sua Santità, io gli dissi : « Il Senato, Beatissimo Padre, et tutta la Republica hanno con incredibile dispiacere inteso gli travagli della Francia, perchè essendo la Francia l'ornamento et l'occhio destro della Cristianità, et essendo stato sempre il bilanzo del mondo, non si possono udire le afflitioni di quel nobilissimo regno senza sommo dolore...

... Il Pontefice sospirando disse : « Hanno quei Signori grandissima ragione di dolersi, perchè sono verissime tutte le considerationi che ci havete fatte, et a noi duole tutto quello che passa, ma ci piace che

quei Signori si dogliano, per chè quando il dente è quasto et non duole l'huomo non cura, ma quando duole vi rimedia. Il regno di Francia è regno nobilissimo, da lui la Chiesa ha sempre hauto molti benefici; noi l'amiamo et l'habiamo sopramodo caro, et ci consola udire che la Signoria gli habbia la medesina affetione » et qui fermato di nuovo comminciò : « In questo proposito vi diremo quando il nontio nostro andò in Francia, havendo noi da alcuni Gesuiti con fondamento inteso che la Regina d'Inghilterra non si mostrava aliena di ritornare alla religione catolica, sapendo noi che fra il Rè et lei vi era pure alcuna intelligentia, commettessimo al Noncio di dover far ufficio con il Rè di Francia che commettesse alli suoi ministri, per mezzo di quali era solito di trattare con la Regina, che invitassero essa Regina a ritornare all' obbedientia di Santa Chiesa, per chè noi le promettevamo non ostante la privatione del regno fatta contra di lei da Pio V, di rimetterla nel regno, darle tutte le satisfationi che ci havesse dimandate, publicare per Rè successore chi fusse piaciuto a lei, diffenderla et contra i suoi sudditi et contra il Rè di Danimarca, del quale diceva temere, et in somma che non le haveressimo negata alcuna cosa. Il Nontio fece l'ufficio con il Rè di Francia et a lui non parve far altro. Dapoi fussimo ricercati dal Rè di ajuti, et noi gli offerissimo venti cinque milla fanti pagati da noi et otto milla cavalli, gente tutta sopra la quale non saria caduto alcun sospetto, et della quale si haveria potuto molto ben fidare, con quali haveriamo castigato et gli heretici et li rebelli, et si saria ridotto in stato di esser pa-

trone assoluto del suo regno, et gli facessimo questa offerta, per chè consideravamo che il dargli ajuto di tre in quatro mille fanti era un dargli occasione di fare una pace con gli heretici et mettersi in obligo da li a poco tempo di tornare a far una guerra, si come era seguito per l'addietro sotto gli altri Pontefici, dalli quali havendo il Rè hauto ajuti tenui, si fece lecito di accommodare le cose sue et di far quello che ha voluto, et noi non vogliamo cosi ; ma se lo dovemo ajutare, volemo ajutarlo ad estirpare gli heretici et non ajutarlo a far pace con loro, et queste sono le cose passate. Hora è successo questo fatto di Paris (la journée des Barricades). Il Duca di Guisa è andato in Paris con otto soli cavalli e smontato alla casa della Regina madre. La Regina vedendolo gli domandó come era venuto senza far sapere alcuna cosa ; egli gli rispose che havendo inteso che il Rè voleva far un macello di tutti i catolici che sono in Paris, egli essendo catolico era venuto a morir con gli altri tutti, et fece male il Duca a rispondere in quel modo, ne l'escusamo ; hora, la Regina gli disse che questo non era, et l'assicurò et l'invitò ad andare al Rè ; il Duca se ne contentò ; fù mandato dal Rè par dargli conto dell'arrivo di Guisa ; il Rè sapeva, rispose, molto prima che egli doveva venire in Paris, et che se era venuto per far protesto alcuno ad Epernon, non gli voleva parlare ; cosi portate la risposta a Guisa, esso disse che le sue differentie con Epernon non havevano bisogno di protesti, che erano questioni da partire fra canonici e canonici con spada et pugnale, et che era venuto in Paris, et voleva andar al Rè per servirlo ; il Rè se contentò che andasse,

et la Regina pigliò il Duca in cocchio et lo condusse alla regina Regnante, dove due ore dapoi venne il Rè; ragionorno insieme et si passò con termini d'amorevolezza; stato il Duca longamente con il Rè et dipoi si licenzió, et se ne andò alla sua casa; al Rè venne volontá di introdurre i Svizzeri in Paris et di commandare un huomo per casa per la sua guardia; d'huomini commandati un solo fù che obbedisse; introdotti i Svizzeri in Paris, i Parigini che pretendono che in Paris non si possono introdurre soldati forestieri, anzi che se il Rè vuol soldati per li suoi (loro) privilegi è obligato domandarli alla città et la città gli da i soldati che gli bisognano, si sollevorno et nel tumulto furono ammazzati molti svizzeri; in questo tumulto si manda a chiamare il Nostro Nontio, il quale è pregato ad interporsi per acquietare il strepito; in conclusione, il nontio che si è portato eccellentissimamente conduce il Duca di Guisa un altra volta al Rè, et il Rè, et il Duca di Guisa vanno insieme per la città, et il Duca sempre accompagna il Rè colla beretta in mano et lo serve, et le cose passano quiete; torna il Rè a casa, il Duca va alla sua habitatione; quando è la sera il Rè si parte et va à Chartres senza dir parola. Noi consideramo se il Duca si ha messo nelle mani del Ré, se é andato solo a lui, di che cosa poteva temere il Ré, che causa haveva di chiamar Svizzeri? O haveva sospetto del Duca o nò; se haveva sospetto, per qual causa non lo ritener, et se havesse veduto moto per chè non gli tagliar la testa et buttarla sulla strada? Che tutto si seria acquietato; se non havesse sospetto, che accadeva chiamare i Svizzeri, et se non ha voluto far questo

la prima volta, per qual causa non l'ha fatto la seconda volta? Dicono questi, morto il Duca, restava Amala et Lorena che havriano eccitati strepiti et voluto vendicarsi ; non seria stato niente, che questi non si seriano manco mossi. Hora passamo all'altra : Il Rè si partì di Paris; di che teme, et se teme come si assicura per fuggire? Se i vostri padri nei tumulti della vostra città fussero fuggiti di Venetia, haveriano essi lasciato a voi la libertà che havete? Fuggire di Paris! Per qual causa? Per paura di esser ammazzato? Se fusse stato ammazzato, saria morto Rè. In questo termine sono le cose ; ci domandano ora che gli mandiamo un Legato; questo non lo vogliamo fare, non volendo noi mettere la nostra riputatione in compromesso, per ché il Cardinal Orsino andó Legato in Francia et non lo volsero accettare dicendo: che ha da fare qui il Papa? Medesimamente il Cardinal Riario fù mandato in Spagna et non fù admesso; non vogliamo che c'incontrimo simili casi, che mai li sopportaressimo; prima che ci siamo risoluti di mandare in Polonia Cardinal Legato ci ha dimandato il Rè di Spagna, l'Imperatore et il Rè di Polonia, et habbiamo voluto vedere l'instrutione data dal Polono al Resca, et quando habbiamo veduto che il Polono dice che desidera il Cardinal Legato et che pigliando noi questo negotio nelle mani mostrerà la stima che fa di noi, l'habiamo mandato. Manderemo un cavalier, manderemo un vescovo, un arcivescovo a trattar con Franza, mandaremo un Cardinale che essi dimanderanno, lasceremo che esse se l'eleggano, ma Cardinal Legato non lo vogliamo mandare ; ci siamo offerti al Rè che lasci fare a noi,

che gli daremo il regno libero da ogni travaglio fra poco tempo se vuol lasciare che facciamo noi, ovvero se vuol fare esso che faccia; ci ricercano anco che commandiamo a Guisa che parta di Paris; noi non habbiamo a commandare in Paris, se non in caso di heresia, di qualche peccato o di cosa che aspetta alla giurisditione ecclesiastica; in questo fatto non habbiamo che fare, che non è materia ecclesiastica » aggionse anche Sua Santità : « Il Rè dice che si accosterà ai Ugonotti; se egli farà questo, protremo noi ancora fare alcuna altra cosa; queste cose non ostante habbiamo scritto nostre lettere al Rè confortandolo et consolandolo, et anderemo pensando quello che si possa fare, et non mancheremo, per chè, oltre il rispetto di religione, anche il rispetto di stato vuole che si attenda alla conservatione di quel regno che troppo importeria se si perdesse... »

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 22.

21. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 17 juin 1588.

... L'accidente di Francia contra quel povero Re[1], seben miserabile veramente qui non dispiace del tutto, anzì non è dubbio che le attioni del Duca di Ghisa siano di concerto, et ajutate da Ministri di questo Serenissimo Re com' ho scritto, ancora per quei rispetti di stato che sono benissimo note all' Eccell. Vostre, et che novamente non gli siano stati rimessi altri da-

[1] La journée des Barricades.

nari, il che havendo saputo certamente il Re christianissimo sono avisati di qua, che ne ha dato conto, et fatto querele co'l Póntefice, che il procedere di questi lo necessitarà un giorno a qualche strana rissolutione, et a quello che non haverebbe mai pensato et perocchè si suplica Sua Beatitudine a trovar colla somma sua prudenza et auttorità qualche rimedio a tanto disordine; ma quì si iscuseranno con dire cho lo facevano per gelosia, che li Ugonotti non prevalessero alli Cattholici, tenendo massime di certo, che questi aiuti si convertissero in servitio et augumento della religione et in particolar di Sua Maestà Christianissima tanto congionta inanzi con li Ghisi. Il tutto sarà bene di tener sotto silentio. Gratie, etc.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 21 [1].

22. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 26 août 1588.

Señor, El Cardenal Alejandrino me ha dicho hoy que es avisado que temiendo los Venecianos la potencia de V. M. mueben liga con el Rey de Francia por medio deste nuebo Legado (Morosini), y que tambien procuren traer á ella en el mismo instrumento á Su Santidad de cuya buena voluntad hace el Cardenal el juicio comun, por lo que dice que entendió de su animo el tiempo que estaba en los negocios. Yo de su virtud espero tan poco como él que menos, pero no creo sino viese una ocasion muy segura ternia animo abrasar cosa que le

pudiese poner en cuidado y gastar su dinero, tanto mas habiendo satisfecho con esto de Inglaterra á un apetito comun en los Papas, de que en su tiempo se haga alguna cosa señalada en que intervenga á trueque de lo cual algunas veces no reparan tanto como debrian en que no sea buena. Avisase á D. Bernardino de Mendoza para que abra los ojos; que á Venecia no se puede hacer por no ser él que está alli apto para esto; si como aqui se ha dicho no viniese proveido en aquel cargo D. Luis de Velasco; que cierto conviene al servicio de V. M. no tener á tan mal recaudo aquello tanto tiempo, de mas que ellos lo atribuyen á desestimacion.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 950.

23. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

San Lorenzo, 23 septembre 1588.

La mudanza del traje y color que ha mandado hacer S.S. en los obispos podrá quizà tener mas causas y consideraciones en otras tierras que por acá, donde como sabeis el habito antiguo de los Prelados en el ser negro y en la hechura es tan grave y decente y religioso que ninguna mudanza se puede hacer en él que mas lo sea; antés el hacerle mas corto y trocarle en morado para acá, donde se usa tan poco de colores, les quitará autoridad, y podria juntamente abrir puerta á otras ocasiones asi que de quererse algunos de ellos pulir como de tenerlos en menos la gente de lo que agora

son venerados y estimados, á que, aunque no es la sustancia, no deja de ayudar su parte la decencia del traje de agora. Todo esto me hace desear mucho que no haya mudanza en ello, por tenerlo por cosa de sustancia y que no para en la ropa sino que entra á dentro y que importa á las costumbres y buena edificacion de subditos y prelados. Será bien que en recibiendo esta lo representareis de mi parte á S.S. acordandole que por la diversa cualidad de las provincias y usos y costumbres dellas no todas las cosas arman generalmente á todas partes, sino que se deben aplicar unas y otras á otras y excusar mucho el alterar las formas y usos antiguos de que no se vee inconveniente, y mucho mas cuando no solo se vee que no producen males sino que son causa de bienes... Lo cual todo y lo que mas se puede decir (que es mucho y se os remite) si S.S. lo considera y lo pesa como lo hará con su prudencia y santo celo, no solo espero que mandará remediarlo sino que agradecerá mucho el haberle informado de la necesidad que hay de que asi lo mande luego, ordenando que en estos Reinos de España de la Corona de Castilla y Aragon y Portugal no se haga mudanza ninguna en el traje ordinario que los dichos obispos traen fuera de sus propias Iglesias catedrales; que dentro dellas en sus coros y altar y actos Pontificales muy bien será que se conformen con el uso y estilo Romano, en cuanto S.S. tuviere por bien de ordenar y le pareciere mas apropósito del culto divino, pero fuera suplicalde de mi parte que me crea que conviene lo que digo pues lo veo de mas cerca... El negocio es de mucho peso aun mas que lo parece. Vos

lo tomad como tal y usad de todos los medios y oficios, etc.[1].

[1] *A la fin de la main du roi :*

De esto todo vos direis o dejareis de decir lo que os pareciera mas convenir como quien conoce mejor el humor que corre y lo que será mejor, para que se consiga lo que se pretende con que hareis de salir en todo caso, que es cosa de mucho mas importancia que parece, y se me puede creer en lo que toca acá que es asi esto como digo.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 951.

24. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 6 septembre 1588.

Serenissimo Principe, Ha dato tanto maggior alteratione a questo Serenissimo Re, et alla corte tutta li avisi, seben sono tenuti secretissimi, che con lettere di dieci del passato si sono ricevute dal Duca di Parma, con li mali successi, che fino alli otto erano seguiti all' armata Catholica et del esser scorsa verso Scotia et Novegia, como Vostra Serenità haverà prima et più particolarmente inteso, quanto che sono riusciti contra l'aspettatione in particolare di questa Maestà et contra quello che avisava Don Bernardino di Mendozza Ambr. Catholico in Franza, che con triplicati corrieri confirmava il Duca di Medina Sidonia haver gettato al fondo diversi naviglij Inglesi et doversi ogni giorno congionger con le forze del detto Sigr. Duca di Parma;

ma sopra tutto prima, che essa armata catholica sia seguita da Draco, che la va infestando continuamente con quei diversi modi, che haverà saputo l'Eccell. Vostra et prendendo li Vascelli, che si disuniscono da essi con haver egli accresciuta la sua armata, dopo che la catholica entrò nel canale, di molte navi, et prendendo le sue genti dalla bravura del capitano et dai felici successi maggior animo et ordine. In oltre si dubita qui, che essendo scorsa detta armata catholica verso Scotia possa per fortuna esser anco gettata in qualche parte d' altri nemici, et massime nei medesimi porti di Scotia, il qual Re è si alieno da questi dopo le tante offese fatte, si come io scrissi particolarmente per il poco conto che mostrorno di tenere di lui; facendolo necessariamente rissolver di gettarsi, si può dire nelle braccia della Regina d'Inghilterra, tutto che fosse stato cosi gravemente offeso da lei per la morte data alla madre, onde habbia essa armata, trovandosi anco afflitti et abattuti li soldati dal Mare, alla faccia li nemici scocesi, et alle spalle il Draco. In somma qui si fa un mal augurio et pronostico da ogn' uno, considerandosi per il manco male, che quando all' armata catholica non incontrasse peggio di quanto era sequito fino alli 8 del detto mese, sia molto difficile et forse impossibile tentar questo anno più altra impresa, se non vogliano, essendo il tempo inanti, rovinar sicuramente l'armata et metter a manifesto pericolo l'essercito di Fiandra; poichè dall'effetto si vede, che non hanno porto o sito, dove si possano far forti con li genti, et salvare l'armata dalle insidie del inimico et quadagnarlo hora a viva forza, poiché le se-

crete intelligentie sono riuscite vane, viene stimato cosa per ogni verso pericolosissima, come anco il ritardar, o diferir l'impresa, si tira dietro diverse male consequenze che mettono il Re in travaglio et necessità di grandissimo momento et consideratione, mancando sopra tutto il nervo principale, ch'è il denaro, del quale si trova tanto esausto, che non si sa vedere, come si possa per lungo tempo sostentare esso essercito, et una tanta armata, che fin hora, et di gente et di altro, ha rovinato la Spagna : Ma il peggio di tutto è, che in queste male nove, et in questi pensieri non si sa ne anco che partito prender, ne che farsi, perchè se si mandano soccorsi con le navi, che sono alla Corugna, si dubita, che possano facilmente pericolare, se non si mandano et che parte dell' armata si sia preservata dalla fortuna, et dalli nemici, è conosciuto che la farà molto male, sapendosi, che ha consumato in gran parte li viveri, et in particolare le munitioni; tanto è, che accrescendosi in questi timori più tosto dubbi che rissolutione, non si vede altro, che un secreto pentimento di haver confidato troppo nella bona fortuna et di haver creduto insieme il nemico molto debile; et tutti li rimedij, che si fanno hora, et li ordini che si danno, consistono in due cose particolarmente : in proveder, come ho detto di sopra, di tener secreto questi mali avisi et publicarli diversamente, trattenendosi anco per questa medisima causa, molte lettere de' particolari, et in far continuar tuttavia con molte sollecitudini le orationi et processioni; onde questi Principi et Signori Spagnoli, mal contenti, et anco per altre cause cridano al cielo, che Sua Maestà habbia voluto

da lei sola senza il parer d'altri, che di Don Giovanni d'Idiaquez et Don Christoforo di Mora, omettendo tutte le altre opinioni et consiglio de capitanij inveterati et di esperientia, risolvere et intraprendere una cosi difficil impresa, che potreble causare qualche danno, et rovina di molta importantia a tutti questi Regni, non lasciando anco di accusare il Duca di Parma, come che sia causa di gran parte di questi travagli, si per non essersi congionto subitamente co'l Duca di Medina Sidonia, poichè haveva havuto tanto tempo di star provisto, come per haver conteso et impedito sempre che in Lisbona non si fosse fatta la massa di tanta armata et essercito, che havesse bastato senza altro congiongimento pigliar terra. Ma sia la colpa di chi si voglia, hora che non basta per aventura a rimediarvi si conoscono molti errori, et quanto più in altro tempo era biasimato il Marchese di Santa Croce, tanto più vien laudato nei presenti travagli di prudente, di savio et di valoroso. In fine non lascia ogn' uno di dire la sua et di fare quelle considerationi, che io tralascio, si per non attediar l'Eccell. Vostre come perchè con li avisi più freschi che haveranno di Francia et da altre parti, potriano esser più certi et fondati giudicij et più proprij della somma prudentia loro; che io poi secondo gli accidenti non mancherò di representar di che maniera saranno sentite le cose, et le provisioni et risolutioni che si anderanno di quà agiongendo; che è stata gran ventura che queste male nove non siano capitate in tempo che sua Maestà si trovava con la febbre, poichè se ben ha fatto professione sempre di non comoversi o alterarsi come ho scritto ancora per alcun caso

o tristo, o buono, chegli succedesse, tutte le cose di questa armata le sente di maniera, che da pur troppo chiaramente a conoscere che in altro tempo dissimulasse con gran prudentia a suoi effeti, il che non può far hora forse per haver presa questa guerra per suo solo parere, che non riuscendo secondo il suo desiderio, fa tanto più scoprire le passioni del suo animo, le quali lo fanno star anco cosi retirato, senza voler dar audientia ad alcuno, havendo insieme in questo ultimo male accomodato da novo il suo testamento, et trovandosi a star ben spesso le hore intiere co'l suo confessore...

Arch. Ven. fil. 21. Disp. Spagna.

25. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 26 septembre 1588.

Señor, el aviso que tuve de la armada de V. M. por carta del Duque de Parma de 12 de Agosto, junto con el no quererse mover su S. S. á dar dinero por ninguna via, como he ydo avisando á Don Juan de Ydiaquez, me ha tenido con la afliccion que V. M. podrá juzgar y suspenso en escribir á V. M. hasta tener aviso cierto del paradero de la armada para poderlo hacer mas aproposito.

Luego que recibí la carta que accuso del Duque de Parma hize mi oficio el que agora V. M. me manda por la suya de los 5 de este como lo escrivi á Don Juan. He le repetido agora, en nombre de V. M., reforzando los fundamentos que hay, para que sea me-

recido este millon y la esperanza con que V. M. me escribe estava de que Su Santidad lo habia entendido y platicado así, y entendida la necesidad de dineros que habia en Flandes, no solo habia mandado proveer los 500,000 escudos pero anticipado el resto del millon, y que en caso que esto postrero no se hubiese hecho, V. M. me mandava se lo suplicase de su parte y que asi se lo suplicaria todo.

Respondióme conforme á su lenguage, mostrando no entender que como viniese el caso de la capitulacion; que daria lo prometido y mas. Yo le repliqué que no era aquello lo que V. M. me mandaba le dixese y suplicase, repetiendole que no se fundaba V. M. en la letra de la capitulacion sino en el alma della, estendiendo á este proposito todo lo que V. M. me mandó escribir y lo que mas la occasion mostró, y rematando con que lo debia hacer aun cuando no hubiera prometido ninguna cosa, viendo lo que V. M. ha hecho y gastado por la causa de Dios para premio de V. M. y exemplo de otros. Oyóme sin interrumpir aunque torciendose muchas veces y con impaciencia interior, al cabo saltó la colera y respondió que ya me havia dicho agora y antes de agora que cumpliria lo que habia prometido y mas, mas que no le apretase que no haria otra cosa á lo menos mientras no se sabia cosa cierta de la armada. Dixéle que escribiria á V. M. lo que me mandava responder y que aun que no lo decia, vista su resolucion, para insister mas, estaba cierto que V. M. sentiria ver que Su Santidad le faltase. Respondió con que sin todo el Colegio no podia disponer del dinero de la Sede Apostolica, y otras cosas flaqui-

simas á que le dije se le acordase de lo que á todo aquello le tenia otras veces respondido, y sin decir mas me mandó pasar á otra cosa.

El ultimo remedio es una carta de mano de V. M. mostrandole como él persuadió á V. M. á esta empresa y á no aceptar los buenos partidos y satisfacciones que se le ofrecian con recuperacion del suyo, lo mal que de parte de S. S. se ha correspondido de todas maneras, y en lo del dinero lo mal que le ha hecho, las razones que hay para ser debido este millon y para darle aunque no se le hubiera ofrecido, por lo que V. M. ha hecho en esta y en tantas otras ocasiones, y pidiendosele que no lo desampare, ni deje de ayudar como han hecho sus antecesores segun sus posibilidades; que no puede creer V. M. que él, como tanto mayor sin comparacion, no lo haya en tal necessidad, significandole la ocasion que daria á V. M. á tomar de otra manera estas cosas y á doler y tener perpetuo sentimiento de Su Santidad.

No se ha podido juzgar, de las muestras que Su Santidad ha dado estos dias, aquel ferviente zelo de la extirpacion de las heregias y salvacion de las almas que su lugar le obligaba, porqué con las buenas nuevas no se le conocia alegria pero se le notava melancolia, y con las no tales mas conformidad de lo que convenia, y esta ha sido la comun opinion; contrapesando á tanto bien, como de la una parte habia el dolor del dinero y la embidia y temor de la grandeza de V. M., como Venecianos y Florentines, confesando con algunos cumplidisimamente con la boca aun (segun parece por los efectos) negando con el corazon los bienes que della

se veen y pueden esperar; y cada dia crecen los indicios de que quando ofreció el millon fué con pensar (com me acuerdo escrivi á V. M.) que nunca se haria la empresa, y para color de lo que athesorára y para hacello en pena y desordenes que hace por dataria, particularmente en los subditos de V. M.[1]

Aunque en el no dar del dinero nunca varió, en lo demas lo hizo mucho, porqué á las buenas nuevas se moderó mucho en el hablar y en lo demas que se tractava con él, estubo muy blando y facil y en el mismo punto que vino nueva contraria se le metió una sobervia y arrogancia en el cuerpo, como si saliera de captiverio y entrara en Imperio y en unas cosillas de confines que traia con el Conde de Miranda (de que el habrá avisado á V. M.) salió y se mudó de lo que habia dicho y pues con él y conmigo, como si nos tuviera la soga á la garganta y el daño no viniera por él y por la causa de Dios, pero habemos le tenido el brazo mas fuerte aunque antes, con que conocido que se engañava y mostrado su mal natural.

En la parte del colegio que profesa neutralidad, no se conociò tampoco con la buenas nuevas en lo interior el alegria que les obligaba su estado y interes, participando en eso tanto el postrer respecto dél en el Papa, que el temor de ser desestimados por esto; pero al tiempo que las nuevas se torcieron se descubieron

[1] En marge de la main du roi :

« No sé si seria lo mejor apretarle en esto y no tanto por conseguir el millon como por que se excusase cosas tan mal hechas. »

mas conocidamente los malos animos, y que le pareceria á muchos que habian aquerido la libertad, que tal es la fuerza de la embidia, que en este caso se puede llamar heresical.

El comun de la tierra por la mayor parte se puede decir que holgava del bien y le ha pesado de que haya parado. El pueblo forastero y que dependen de Cardenales y de Corte anduvieron á su paso con la menor prudencia y termino que cave con su talento. Dios guarde la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 950.

26. LE COMTE D'OLIVARÈS AU ROI

Rome, 30 septembre 1588.

Señor, un Cardenal el servidor de V. M. me ha contado un largo coloquio que tubo con S. S. y una parte del va en la carta de Inglaterra, fundada la platica de todo en que V. M. no le estima ni hace caso dél, ni á cosa que le manda decir se le vuelve respuesta de ninguna manera, representando gran sentimiento de aquesto.

Esplicó en particular el haber embiado á decir á V. M. dos vezes por mi medio, y otras tantas, que D. Antonio por el suyo habia querido recobrar la gracia de V. M.

La otra, el tratado de buena inteligencia que proponia el Rey de Francia y de dar puerto para la impresa de Inglaterra siendo cosa de tanto momento, no se le habia respondido palabra.

Que tampoco venian los Obispos de España habiendole V. M. hecho decir que embiaria algunos, y agora le escribia V. M. que no viniesen...

Lo otro lo de los 20,000 ducados del Avensado...

En las demas cosas de que el Papa se queja y en las semjantes que se fueren ofreciendo seria por mas servicio de V. M. que no se le diese ocasion de queja, en lo que tambien se puede escusar, y tan sin perjuicio de V. M. se le puede dar sustancia y son buenas palabras, respuesta sin salir de la sustancia que la calidad del negocio y el servicio de V. M. diere lugar, y siempre mostrando hacer de la persona que representa el caso que V. M. en efecto hace, y hinchille de buenas palabras y acrescentar el comercio y platica y las muestras de estimacion, y en las cosas que importan y son perjudiciales para V. M. o para sus subditos tenerle el brazo firme. Suplico á V. M. que me perdone la libertad en que digo esto, pues V. M. sabe que el zelo de su servidor es el que me mueve á pasar de mes limites, y cierto que si se acierta á encuadernar mejor esto que no tengo por imposible que se tome el camino bueno, salvo siempre lo de dinero de su bolsa y no revocando lo que tengo dicho de su mal natural y poca fé donde se pone en la otra valanza mayor utilidad y convenencia suya...

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 950.

27. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 12 décembre 1588.

Señor: Dos dias hay que recivi una carta de Dn. Bernardino de Mendoza de 5 del pasado en que me da parte de la propuesta que, por su medio y el de la persona que hace las cosas del Rey Cristianisimo en esta corte, se habia hecho á V. M., de estrechar mas la amistad entre ambas coronas, y la respuesta que V. M. habia dado, y que continuaban aquel Rey y su Madre y aun crecian en las muestras de desearlo y le habian comunicado si con Geronimo Gondi que viene aqui darian parte á Su Santidad y él habia respondido que si, advirtiendome que con Gondi y con el Papa yo mostre no saber nada, como de todo habrá dado cuenta á V. M.[1].

No me escrive nada cuanto el modo ni fines de la otra parte. Cierto si van de veras en esta platica que o es haberles Dios milagrosamente abierto los ojos o haberles llevado á este pensamiento para consolar á V. M. del trabajo pasado con facilitar agora por este medio aquella empresa y la recuperacion de Cambray y que, dice D. Bernardino, le ofrecen antes todas cosas; mas se puede esperar que este deseo sea cierto y que les llegue al cabo con su ardor en todo lo que tratan, que la perseverancia en él.

[1] En marge de la main du roi :

« No creo que ha escrito acá tal cosa don Bernardino. »

Dice D. Bernardino que desean aquellos Reyes y tienen por mucha importancia el secreto; y V. M. vée cuanto ha que yo le he escripto que anda derramado en Francia y aqui, y Gondi lo ha dicho en Turin y á buen seguro que no lo haya callado en Florencia, sino es porqué hechará muy presto de ver que no lo oyen de buena gana, porqué será para el gran Duque una lanzada que le atraviese el corazon.

El Papa tiene la queja que he escrito á V. M. de que no se le haya respondido á lo que tanto me ha mandado escrivir á V. M. sobre esta propuesta y sentiria que V. M. concluyese nada sin él, y no ha de dejar de pesarle de que V. M. haya respondido por otra via, y asi yo no entraré en la platica, y si lo hiciere mostraréme nuevo de todas partes, y que atribuyo el no hahaberme mandado decir V. M. nada á Su Santidad á que no debe de creer que esta propuesta venga de animo.

El legado que parece principal movedor de esta platica aunque podria con él la ambicion y el parecer que él mostrase neutral y confidente á ambas coronas le ayude á ser Papa, no me acabo de asegurar que, si no hay algun artificio de por medio, siendo Veneciano, vaya de buen animo en cosa que siempre será tan odiosa á su Republica y lo mismo á los mas Principes de Italia o vee tan extraordinaria gana en aquellos Reyes que se metese en aquel negocio para tener mano en desbaratallo como lo procurarán los demas que estan escocidos de lo de Saluzo y procurarán meter el Papa en su opinion, aunque por otra parte se ensanchará infinito de ser instrumento de esta obra, de

manera que es posible que pese mas esto con él que á todos entreterná la esperanza que da la dificil conclusion y mas dificil conservacion ; y el hacer V. M. caso del Papa en lo que se hubiere de hacer antes que la otra parte le obligue, hará provecho á todas cosas y mucho daño lo que le ofenderia lo contrario, porqué el secreto no hay que hacer fundamento del en platicas con Franceses, como V. M. mejor conoce.

El Principe de Conti ha enviado á pedir el mismo perdon que el Conde de Suasons y el Papa lo ha cometido al legado en la misma forma. Dios gue. la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 950.

28. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 7 janvier 1588 (1589).

Serenissimo Principe, Gionse mó terzo giorno nell Ambasciatore di Savoya et heri poi nell'Ambasciatore di Franza l'avviso che il Rè alli 23 del passato haveva fatto morir il Duca di Guisa, et alli 24 poi haveva fatto il medesimo il Cardinale suo fratello, et che insieme haveva fatto ritenere il Principe di Guisa, Mons. di Nemours, Anvilla, Brisach et molti altri, et messe le guardia al Cardinal di Borbon ; che haveva mandato il capitan Alfonso Corso a Mons. d'Umena, con ordine che dovesse farsi consegnare il governo delle genti che erano in Delfinato, et che facesse intendere a ditto Mons. d'Umena che andasse al suo governo in Borgogna, del quale Umena Sua Maestà mostrava res-

tar satisfatta, per chè da lui era stato avvertito del trattato machinato contra la persona sua; et insieme s'hebbero gl'altri particolari, dei quali non scrivo perché del chiarissimo Suo Ambasciatore Vostra Serenità ne sarà stata avvisata.

L'Ambasciator di Franza fù heri sera al Papa; li portò lettere di mano del Rè, et li diede conto di questo fatto, et dopo lui immediata entrai io, secondo l'ordinario, all' Audientia. Il Papa mi disse: — « Che vi pare Signor Ambasciatore di queste nove? » et poi soggionse — « Noi non potemo laudare, anzi siamo astretti biasimare il Duca di Guisa di quel primo atto che fece di armarsi et unirsi con altri Principi contra il suo Rè, per chè à lui non s'apparteneva in alcun modo prender l'armi contra il suo Principe, et ben chè le prendesse sotto pretesto di religione, però non se li conveniva, essendo suddito, armarsi contra il suo Rè, nè volerli dar legge, et questo fù eccesso et peccato, per chè il vassallo non ha da commandare nè sforzare il Principe; può ben avvertirlo, essortarlo, persuaderlo, ma armarsi et far sollevationi contra il Rè suo è operatione che non si può escusare, è peccato. Et se il Rè perciò fosse proceduto, et l'havesse punito, non se gli poteva dir altro per chè era suo suddito, nè alcun poteva se non laudare questo atto. »

« Il secondo atto che fece il Duca fù di andar in Paris questi mesi passati, chi andò con sette huomini soli in Paris, et andò alla Regina madre et poi al Rè; se allora il Rè voleva procedere contra il Duca lo poteva fare, per chè poteva farlo ritenere et castigarlo, et se l'havesse morto et fattolo gittare fuori d'una finestra

niuno haveria detto alcuna cosa et tutto era finito. Se anco dubitava di sollevatione del popolo con ritenerlo poteva far prova come si fosse mossa la città et in tutti i modi morto il Duca et buttato sulla strada l'era finita et ognuno havería tacciuto; però fece male il Rè non facendo questo allora, che ognuno l'havería laudato; ma fuggì fuori di Paris et abbandonó la sua città regia, et se n'andò come sapete in Orliens. »

« Hora è successo questo terzo atto, ch'essendo il Duca suddito et il Rè patrone, può il Rè far quello che li par contra i suoi suddito, ch'a niuno ha da render conto, ma dopo riconciliato il Ré col Duca, admetterlo nel sus consiglio, affidatolo communicando con lui tutto quello che passava, il mandarlo chiamare nella sua camera et esso andarvi confidentemente, farlo ammazzare dinanzi agli occhi suoi, poi non lo potemo laudare, per chè questo non è atto di giustizia ma è homicidio; doveva ritenerlo, far processo et poi far quello che li fosse piaciuto perchè è Rè et con l'autorità delle leggi, con li modi ordinarj della giustizia tutto era ben fatto. Se s'havesse veduto alcuna sollevatione, si poteva all'hora farlo morire tumultuariamente, ma farlo morir come ha fatto è stato peccato et è stato homicidio, et non giustitia, et a noi duole che il Rè habbia fatto questo peccato. »

« Del Cardinale poi ch'a fatto morire, se il Rè haveva alcuna minima querela contra di lui, per chè non ce lo far intendere? che noi l'haveriamo chiamato qui in Roma, et non l'haveressimo lasciato partire, et cosi si haveria rimediato ad ogni cosa, et se il Cardinale non fosse venuto a Roma, noi come inob-

bediente l'haveressimo privato del cardinalato et il Rè poteva far cio che li piaceva. Sa pure il Rè che ad instanza sua Papa Gregorio lo fece Cardinale, et ch'esso ne lo diede. Noi habbiamo detto all'Ambasciatore chi è stato innanzi di voi, che dica qual è stato ch'abbia ammazzato un Cardinale, et gli habbiamo dimandato, se ha letto in alcun luoco atto simile; egli ci ha risposto di Fra Giorgi, et noi gli habbiamo detto che Fra Giorgi non era ancora Cardinale, per chè non haveva ancora hauto il capello, ma di più che Fra Giorgi non fù fatto morire dinanzi l'Imperatore, come è stato fatto morire questi dinanzi al Rè, anzi l'Imperatore era lontano, et l'homicidio fù fatto dal Gastaldo napolitano et da Sforza Pallavicini, si che l'Imperatore si poteva escusare di non lo sapere. Il Re ha anco fatto mettere le guardie al Cardinal di Borbon, vecchio di settanta anni, che lo fará morire. In somma ha fatto mal il Rè dopo riconciliatosi, et admessi nelli suoi consigli tratarli in questo modo» — et quì si fermò et io gli dissi — « pare, Beatissimo Padre, che si dica di certa nova congiura di questi contra il Rè, et di certo trattato fatto » — « così dicono, soggionse il Papa, ma non è vero niente. Dicono che Mons. d'Umena col mezzo d'Alfonso Corso habbia fatto intendere il Rè di certo trattato, ma non c'è niente. »

Et questo è quanto Sua Santità mi disse in questo proposito, parlandomi sempre di questa cosa sedatamente et quietamente, se bene della morte del Cardinale da molti in corte si fanno molti strepiti. E vero che nel progresso del razionamento, con quella benignità, che suol sempre, dolendosi della fatiche e fastidio

del suo gravissimo carico, havendomi detto che S. Agostino diceva che se si mettessero tutti gli travaglj di tutti gli huomini in una camera, et ch'ognuno andasse là et ognuno fosse in libertà sua di ripigliar li travaglj suoi o quei del compagno, ognuno vorria più tosto li suoi che queli del compagno, Sua Santità mi soggionse : « Siamo Papa, siamo stato Cardinale ; quando eravamo Cardinale vivevamo in maggior quiete ; hora se fossimo Cardinale non haveressimo a pensare se dovemo escomunicare il Rè, se dovemo citarlo, o far altro di lui ; » et questo finito, con la singolar humanità sua mi soggionse : « Ch'avete da Venetia ? come stà il vostro serenissimo Principe ? » — Io li dissi : « Stà bene, Beatissimo Padre, et nella nostra città un vivo esempio di religione, di prudentia, di guistitia et d'ogni virtù, ma di più esso, per mostrar la riverenza che porta alla Vostra Santità et per consolarsi nella vista di Lei, ho questi giorni inteso, che tiene de continuo nella sua camera il ritratto di Vostra Beatitudine » — « Così habbiamo inteso ? » disse il Papa et mostrò haverlo carissimo. « O quanti buoni et savij huomini habbiamo conosciuti in Venetia : Andrea Barbarigo, Bernardo Giorgi, Dominico Morosini, quello che stava à S. Moisé. » — « Dandolo, diss'io. » — « Si, disse il Papa, Mattia Dandolo ; oh che savio huomo, il Sanudo, et tanti altri... »

Arch. Ven. fil. 22. Disp. Roma.

29. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 11 janvier 1589.

Su Santitad declaró ayer y mandó juntar en su presencia lą congregacion que ha deputado para estos casos de Francia que son los Cardenales Sancta Severina, Santi-quatro, Lanzelote, Pineli y Matey, todos hombres acostumbrados á juzgar y buenos subjectos, porqué si bien el postrero por ser deudo del Cardenal de Santa-Cruz ha contraido grande inteligencia con Francia, la cualidad del caso es de manera que aun este no puede andar mal. El Embajador de Francia y Geronimo Gondi fueron á audiencia antes de la congregacion, continuando en insistir por la absolucion.

Ayer me embió á decir el Cardenal Colona el viejo que el dia antes habia estado en audiencia con el Papa. Que Su Santidad le habia dicho encareciendo los males que concurrian en el Legado. « Que quereys que tiene atrevimiento de embiarme originalmente una poliza que en lo cifra dice se la embió aquel Rey despues de hecha la execucion que es del tenor siguiente : »

« Monseñor, yo he hecho lo que ayer razonamos y el Santo Padre nuestro verá que le he obedecido ; venidme á ver mañana que os veré de muy buena gana y razonaremos largamente de lo demas » y que pasó adelante S. Santidad con decir que lo debia de haber hecho traycion el legado, diciendo algo en su nombre al Rey, amenazando que se la pagaria bien, y habiendo recibido cartas de D. Bernardino me parece, como V. M.

por las mismas habrá entendido, que allá corria esta misma voz, y lo peor es que hay indicios para temer que no haya hablado á caso el legado, como V. M. podrá mandar ver por lo que á este proposito le escrivi á 30 de mayo y 22 de agosto pasado, y en el mismo lenguaje habló Su Santidad al Cardenal de Gondi, y porqué V. M. se acabe de escandalizar bien de veras me ha dicho hoy el Cardenal de Sanz que llevando, el 12 o 15 dias ha, un Abad de Orbès frances que habia servido aqui de Agente al Duque de Guisa y sus hermanos y se volvia para que se despidiese del Papa, le dijo Su Santidad en presencia del Cardenal estas palabras formales : « Deci á la Magestad de Duque de Guisa que se confirme y esté ferme y que quando pareciere que es tiempo de romper con el Rey que aquí estamos, que no le faltaremos, que para eso tenemos estos millones.

Esta mañana ha dado el Embajador del Señor Duque de Saboya aviso á Su Santidad que dice haber tenido correo expreso del levantamiento y desordenes que en Paris se habian hecho en la casa del Rey y de los Italianos, y como otras ciudades se ivan moviendo, y me ha dicho el Embajador que mostró holgar de ello, y que tomó grande aliento.

Con esta ocasion me ha parecido reescribir al Duque de Terranova por la necessidad que hay de no dejar resfriar la furia á Franceses con el tiempo que se perderia en pedir orden á V. M., de acabarse de levantar lo que queda y hacer caer la balanza de este juego en que el Duque de Humena se halle gallardo á estos principios que se esfuerce para que no le falten

Esguyçaros promptos y algun dinero á buena cuenta si le hubiese menester.

Pareciendo á algunos que no se pueden acomodar las cosas de Francia con este Rey van discurriendo sobre privacion y hacer o no Rey. Tengo por cierto que el Papa no se apartaria en este caso del que V. M. quisiese, porqué de otra manera pensaria no salir con él. Si á V. M. no le parece temprano me mandará avisar de su voluntad, sin cuya orden yo no mostraré ninguna inclinacion sino compasion de todo lo de una y otra parte y á V. M. (como lo entiendo) sin otra pretension que lo que fuere mayor servicio de nuestro señor y estando todos tan cebados en la division, difficil ha de ser de impedir con ningun subjecto y esto seria lo mejor para el servicio de V. M. y aun el de nuestro señor. Dios gue. la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 952

30. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 15 janvier 1589.

Señor, lo que se offrece que avisase á V. M. de lo que sobre las cosas de Francia ha habido despues de mi precedente, es lo primero que en la audiencia de ayer me enteró Su Santidad luego en la platica y preguntandole yo si tenia por cierto el movimiento de Paris y de las otras ciudades, me dijo que no tenia duda porque el Secretario del Rey de Francia se lo escribia (que de esta manera llama agora al legado) el qual me re-

firió se lo pintaba bien encendido[1], y que le podia creer que lo estaria mucho mas por el cuydado con que el legado desharia todo lo que estaba mal al Rey y á este proposito le acusó de no sé quantas contradicciones, que havia despachado al pasado.

Dijo que siempre continuaba el legado en escrivirle maravillas del Rey, del buen animo con que estava y la facilidad con que quitaria todos estos tumultos.

Dice con grande alteracion el Papa que le escrive muy llanamente el Legado que el Rey de Francia no se tiene por excomulgado y aqui ice el Cardenal de Joyosa que el Rey les manda que si el Papa hiciera dificultad en dar la absolucion que no le hagan instancias por ella.

Dijo que el legado escribió que entre las otras provisiones que Paris habia hecho en su defensa era embiar á pedir al Duque de Parma que llegase con el Exercito á la frontera, apercibiendole que si no hacia tomarian otro remedio y quizá se arrimarian á quien les pesase.

Yo le pregunté que le parecia á Su Santidad que seria bien que hiciese el Duque. Dijo que aprobaba el hacerlo, porqué pueblos, sino tienen quien les haga espaldas, suelen, pasado el primer impetu, afloxar.

En la primera audiencia le diré que le escrivi á V. M. y al Duque para que en caso que se haya participado en ello por todo buen respecto.

Dice le escribió el legado que los de Paris habian embiado por el hijo mayor de Duque de Lorena.

[1] De la main du roi en marge :

« Si dice esto no sè porque no se le reboca. »

Dice tambien el Legado que Pernon se le habia offrecido con golpe de gente y que estaba perplexo en acceptarle o no.

Tambien dijo entre dientes que el Principe de Bearne tambien se le habia enviado á ofrecer, que debia de ser esto amenaza que le debe hacer el legado que si el Papa hace alguna demonstracion se juntara con él.

Ponderó mucho Su Santidad á proposito de lo pocoque se puede fiar nadie de la palabra del Rey, que el siempre que tenia armada esta emboscada al Duque de Guisa, apretaba mucho á Su Santidad que tratase de union con V. M. y tambien de la reconciliacion de Momoranci, el qual tenia convencido ya que se pusiesse en las manos del Rey, lo que no haria agora de su parecer.

A este proposito me encareciò mucho la religion y frecuencia de sacramentos en que aquellos obispos circunvecinos de Monmoransi le escribian que vivian él y su muger y toda su casa : dixome que ahora le enviaba un botiller con una barca con muestra de vinos y que los franceses lo ternian muy por mal porque les desplacia en gran manera que tuviera platica con él, la qual toda va fundada en el miedo de Aviñon por poder excusar parte de la costa de alli.

La Congregacion se juntó ayer tarde con el Papa otra vez, demas de otras dos que se han juntado entre si. Van con gran flema para caso tan atroz y notorio, y con saber todo lo que digo ; va el Papa aguardando á mi parecer á como se ponen las cosas de Francia ; y tambien creo aguardan á ver que motivo hace V. M. y el Duque de Parma pareciendoles que de esto depen-

derá el poder de sustentar esta llamarada de Francia ó nó...

Dixome Su Santidad hablando en la maldad deste caso su proposito; á mi parecer verá que responde Memoransi. Hame hecho pensar que sea alguna platica del Sr. Duque de Saboya que me esconde y debe ser y Humena.

El Papa ha contado al Embajador del Sor. Duque de Saboya que Farnès le habló en el consistorio pasado amonestandole mucho á ir con destreza en este negocio, no se pierda el reyno de Francia como de Inglaterra y una magnifica repuesta que Su Santidad dize le dió. Al tiempo del obrar no me aseguro mucho de la valentia del Papa, demas que generalmente es la maxima de toda esta Corte conservar al Rey de Francia aunque le hallen sospechoso pareciendoles que al tiempo que se acaba aquello quedan esclavos de V. M.

En confirmacion de esto me dijo el Cardenal de Aragon que es recien venido que le recibió el Papa con que todos estos inconvenientes eran frutos de las necedades de Papa Gregorio y lo mismo lo de Polonia; pues no se hiciera segunda eleccion si Wilna no fuera Cardenal que desta manera se da á entender Su Santidad las cosas y parece que de la misma quiere que las entienda todo el mundo y por otra parte se dice que no quisiera por ninguna cosa dejar de haber hecho Cardenal á Morosino y legado por que de todos estos inconvinientes de Bles dixeran tenia toda la culpa Su Santidad en no haberle querido hacer Cardenal y legado que le tuvieran respeto. Desta manera sabe S. S. violentar las razones para alabar sus yerros y vituperar el

zelo y acertamiento de sus antecesores particularmente de Papa Gregorio.

Va S. S. monstrando á muchos el billete que el Rey de Francia escribió al legado de que avisé á V. M. en mi precedente, y dando salida al lenguage que ha usado en esta parte, y al Embajador de Francia devió de decir en aquella sazon tanto desto que le debe decir mano á mano que no tiene que culpar al Rey pues ha hecho lo que le dixo; y el Cardenal Santa Cruz ha dicho á un confidente suyo que el Papa habia escusado con el Embajador de Francia de la habla que habia hecho en Consistorio diciendo que no lo habia podido escusar, por cumplir con la aparencia y esto debe de ayudar su parte á la tibieza con que va tras todo esto. Si las cosas del Rey van de caida se tornará un leon y dirá que nunca tal dijo al Embajador y que el legado miente y procederá contra él. Dios gue. la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, . de E. Roma. Leg. 952.

31. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 18 janvier 1588 (1589).

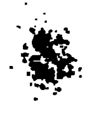
Serenissimo Principe, Stando io in grandissimo sospetto, che qui si trattasse qualche risolutione molto secreta et importante, così per gli andamenti di questi Signori, come per sapere che ogni notte si riduce consiglio di stato estraordinario in casa di Don Cristoforo di Mora, et che coll'ultimo corriero di 15 erano andate lettere di questo Serenissimo Re per tutti le Suoi Mi-

nistri et Corti, ho tenuto di quei mezzi, che sono ordinarij hora per tutte le parti et infine sotto grandissimo secreto ho saputo, che si come questa Maestà, vivendo li Ghisi per le trattationi che teneva con loro, si rendeva certo che il christianissimo non haverebbe potuto ricuperare il Marchesato di Saluzzo poichè non solo stava sicura, che essi Ghisa haveriano impedita questa risolutione ma sturbata Sua Maestà Christianissima dalla Guerra et ajutate le cose di qua et del Genero per ogni maniera et strada, ma sperava ancora, che il Papa per liberar l'Italia da questo pericolo, massime per gli ufficij fatti con Sua Beatitudine dovesse proponer conditioni tali, che finalmente quel Re fosse restato persuaso et contento di lasciar esso Marchesato con levarli di questo modo a Francesi senza alcun strepito di guerra, come qui si desiderava grandemente, quel piede et quella porta che tenevano in Italia, così essendo per la morte dei Ghisi variati et alterati tutti li dissegni, anzi dando questa morte occasione all'una et all'altra di queste Maestà di maggior disgusti, et difidenze per le cose che Vostra Serenità haverà inteso particolarmente di Francia, le quali si teme che quanto più haveranno sdegnato quel Re, et datogli largo campo di giustificarsi co'l mondo, tanto meno sia per dissimularlo, havendo anco giustissimo pretesto di ricuperare il suo; onde vedendo questa Maestà di non poter più coprire le trattationi secrete tenute con essi Ghisi nel negotio particolarmente di Saluzzo, sta risoluta quando il Re di Francia tenti di ricuperar con le armi, o di far altro moto contra il Duca di Savvia di diffender quello et questo con tutte le sue forze, seben anco

bisognasse far la guerra aperta con quella corona, facendo publicare quando le parerà tempo et che si venga alle armi esser astretta a ciò non meno per difesa del Genero, che per servitio di Dio, della religione, et per maggior pace dell'Italia, così per tener gli Heretici lontani da quella provintia et non lasciarla infestare da cosi perversa contagione, come per assicurarla, che ogni giorno le arme di Franzia non perturbino la sua et l'universal quiete, con laqual rissolutione fù scrito al Genero, che se si contentarà di lasciar poi che il Duca di Terranova metta in Carmagnuola persona confidente di qua, che sarà alcuno del stato di Milano, promette questa Maestà di difenderlo a tutto suo potere a conservare se stesso, et il resto, che tiene di Francesi et di ajustarlo ancora all'impresa di Ginevra, et in altri suoi pensieri, commandando al medesimo Governator di Milano, che ad ogni instantia, che gli verra fatta da quel Sigr. Duca gli mandi tutta la gente che sarà di bisogno, et gli somministri ogni somma di danaro, et che faccia ogni cosa, perchè questo ordine sia tenuto secreto per hora, ma insieme, che ogni ajuto, che darà non pari che sia di espresso ordine di quà fin tanto, che le cose vengano poi à scoprirsi del tutto. Al Duca di Parma similmente ha Sua Maestà commesso, che faccia ogn'opera col Duca d'Humena che s'intende esser passato in Borgogna, per fargli conoscer la poca sicurezza, che può haver in Sua Maestà Christianissima et indurlo se è possibile a vindicar la morte de' fratelli, et tener in tavaglio le cose di quel Regno, nel qual caso scrive, che gli offeriva tutto il poter di questa corona, et che quando fosse rotta

et aperta la guerra, tenti esso Duca di Parma con buena occasione d'impatronirsi in particolare di Cambrai. A Don Bernardino di Mendozza è stato ordinato, che continui a fare tutte quelle prattiche et ufficij, che egli potrà credere che siano per sturbare, che il Christianissimo non prenda maggior piede et sia necessitato più a pensare ad amorzare il foco del suo Regno che a ricuperar Saluzzo o ad inquietar la Savojia et che insieme procuri di guadagnar alcuni che favoriscano le cose di questa Corona, et che frattanto veda di stringere si può col Duca di Mercurio, come per altra parte si fa ufficio di confirmar et stabilir in ogni maniera l'amicitia con il Marescial d'Avilla, sperando, che possa giovar molto in tutti i casi, et al Conte di Olivares Ambasciator Cattolico in Roma è stato commandato anchora, che agravi la morte dei Ghisi, et particolarmente quella del Cardinale, et accenda con ogni opportuna occasione l'animo di Sua Santità contra Francesi, iscusando li trattati di quà con Ghisi, perchè il tutto era indricciato al servitio di Dio, poichè non acquietandosi quel Re, non si può risolvere alcuna cosa contra Turchi, che crescono ogni giorno maggiormente con diservitio della Christianità per haver dalla Sua un Principe de Christiani di tanta forza, et autorità et facendo tutti quegli altri ufficij che gl'accidenti porteranno, et che gli detterà la Sua molta esperienza et insieme anchora si è tornato a scrivere al Duca di Terranova, che espedisca quanto prima il Ferrari et gli commetta ad usare ogni diligentia per passar secretamente a Ragusi et a Constantinopoli et ogni studio poi in concluder le tregue per assicurarsi con esse, che Francesi non chia-

massero il Turco in suo agiuto, come tengono, che fariano se non si concludessero. Et al Marchese di Corte destinato ultimamente vicerè in Navarra si daranno ordini perchè vada a quel governo con le genti che scrissi farsi per quelle parti, stando egli avertito, et in avviar le cose di quei confini, et in essequir prontamente le commissioni che gli venissero date, come al Principe Doria con le lettere, che andarono, che dovesse unire tutte le galee insieme per dubbio dell'armata Turchessa, fu agiunto, che movendosi Francesi per venir in Italia, egli faccia anchora ogni danno nella costa di Provensa, et inparticolare a Marsiglia per travagliar da più parte il Christianissimo, in caso che si mova et si unisca, come si dubita, con Navarra et altri Principi Heretici ; in fine sono disposti questi di far ogni cosa, et non haver in consideratione qual si voglia più importante contrario per non lasciar restituir Saluzzo, stimando, che questo aquisto di scacciar Francesi d'Italia si uguagli di avantaggio alla perdita che hauno fatto dell'armata, et che la necessità di guardarlo et di assicurar le cose sue et del Genero copra quella vergogna che ricevono dal non moversi da novo contra Inghilterra ; conoscendo quella impresa tanto difficile et pericolosa, et si come per questa estate attenderanno in questo altro negotio, da quella Regina non pensariano cosi facilmente a travagliarla, ma non par credibile, che ella in alcun modo resti di farsi sentire, et di poner ogni maggior travaglio da più parte alle cose di questo Serenissimo Re, et tanto più facile et sicuramente se questi due gran Re venissero ad aperta rottura ; che le altre molte considerationi di quello all'in-



contro che possa far Francesi, debbo rimetter alla prudenza dell'Eccellente Vostre, si perchè più novi et freschi le capiteranno gli avisi di quel Regno, et più noti ancora le seranno li pensieri e disegni di quella Maestà, come perchè questa parte è propria del sapientissimo giuditio della Serenità Vostra, alla quale non lasciarò di aggiungere che dalli negotij et ordini sudetti dati da questo Serenissimo Re chiaramente conoscerá ciò che volessero inferire gli ufficij che la Maestà Sua fece far meco dalli Sigri. Idiaquez, et che avisai con due mani mie lettere, et che però non havendo il Re per trovarsi tuttavia in letto con la gotta nell'uno et nell'altro piede potuto assignarmi l'audientia, come per questa medesima causa l'ha differita al Nuntio et ad altri Ambasciatori, che la ricercano, mi risolvo nel ragionamento che terrò seco di proceder della istessa maniera che ha tenuto Sua Maestà et dissimulando di non saper quanto passa, presupponerò quello, che più volte ella mi ha detto et fatto dire, di voler la pace in Italia, et mostrerò che quella Serenissima Signoria tenga per certo, che della gran autorità et singolar prudenza della Maestà Sua, sarà amorciata questa fiamma et liberata la Italia da eminente pericolo in che si trova dell'armi Francesi, affirmando insieme, che io come conscio della intentione, et volontà dell'Eccellenze Vostre mi movevo ad assicurarla che esse non havevano altro fine che della medesima quiete della Cristianità et pace della provincia d'Italia, per il desiderio della quale fia anco da Sua Maestà Cattolica commendato per giusto et prudente, quanto io parlai per ordine loro, si era mossa quella Republica come

era stato sempre solito a farne in ogni parte li debiti ufficij, il che come spero non possa di qua a non giovare, et a Vostra Serenità resterà maggiormente aperta la strada di far quel di più che per tutti i accidenti le tornerà commodo. Osservando io particolarmente la risposta del Re, et avisandola subito, fin tanto che dalle Signorie Vostre Eccellentissime paresse di comandare altra cosa di loro servitio, o a me, o al clarissimo mio successore, che con ogni ragione debbo credere che all'arrivo di queste si troverà in camino per Genova, per godere del primo passaggio ; colla qual opportuna occasione senza moto et strepito, potrebbero li novi, et destri ufficij della Serenità Vostra far secondo la natura assai sensitiva di questo Serenissimo Re miglior effetto et nissun danno alle cose della Christianità, et in particolare dell'Eccellenze. Vostre quando siano praticati quietamente et nella maniera detta di sopra...

Arch. Ven. Disp. Spagna. fil. 21.

32. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 21 janvier 1589.

Señor... Preguntéle que scrivia el legado de Pernon. Dijo que la otra vez habia escrito que el Rey estaba dudoso de si le aceptaria y que agora decia que estaba mas inclinando y casi resuelto de hacer le venir luego.

Dijele que Pernon seria el precursor del Principe de Bearn ; que si escrivia algo el legado dél. Dijo que

tambien decia que se habia ofrecido al Rey y que decia que se pornia en sus manos de la manera que quisiese y que si se juntavan que el Navarro (que asi le llaman) haria la venganza de la muerte del Duque de Guisa, y mataria sin duda al Rey por no aguardar; y aunque hizo una salva de que esto se entendia que ellos se juntasen sin su medio, lo dixo con un semblante que no me ha contentado nada y asi he buelto á casa picado y luego lo he querido hacer saber á V. M. con el correo de Genova que se ha detenido hoy; estaré con cuidado; si viere ocasion de temer, saldré de la limitacion que escrivi á V. M. pensaba usar no sobreviniendo nueva necesidad, y habiendola, procederé lo mas conforme al sentido de lo que V. M. me manda en carta de 15 de Set. de 86 que es la postrera que sobre todas estas materias tengo de V. M., en quanto no la altera mundanza de los tiempos por no aventurar algun inconveniente.

Dijome Su Santidad que el legado le escribió como el Rey se habia confesado y comulgado haciendose absolver en virtud de un breve general que le habia concedido el año de 86, para que le pudiesen absolver de qualesquier casos, el qual él entendia que no se podrá entender, y mas si hubiese sido pedido con esta intencion; que lo habia dado á los Cardenales de la Congregacion para que lo estudiasen.

Envio aqui á V. M. copia de lo que escribi al Duque de Parma al proposito que digo. Nuestro Señor, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 952.

33. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 23 janvier 1589.

. Señor, á 21 escribi á V. M. la sombra que me habia puesto hablarme el Papa en la venida del Principe de Bearne al Rey de Francia, con la cual ocasion he hecho diligencia y descubierto que es platica que se pone en consideracion al Papa por unico medio de componer las cosas de Francia, y pacificar el Reyno, diciendole cuanto conviene atender aquesto por las razones de Italianos y viniendose á despedir de mi ayer Luis Dóvara me dijo (al parecer con descuido de que fuese malo) que el habia dicho al Papa que esto convenia mucho, y hacer un Concilio Nacional para que el Principe de Bearne se hiciese capaz de la Religion, y me dijo que habia hablado al Papa muy bien en ello y dispuesto de darle la absolucion, juntandose en esto el haber venido ayer un correo del Embajador del Señor Duque de Saboya con aviso de que el Rey de Francia habia embiado á Rambolетta al Principe de Bearne para reducirle, y este mismo correo trujo aviso de cuan gallardas iban las solevaciones y lo que los pueblos se empeñavan con desacatos hechos á los retratos del Rey, y la disposicion con que estava el Duque de Humena de abrazar la venganza y el socorro que habia pedido al señor Duque de Saboya y al de Terranova para impedir la pasada de las levas que en Alemania y Suizos avisan se hacian á favor del Rey; viendo todo

esto y el Papa flaco y todo en peligro, me pareció que no convenia perder tiempo, y así pedi audiencia para hoy, y despues de haber hecho la entrada que adelante diré para descubrir el temple del Papa, le dije que con ocasion de haberme dicho Su Santidad en la audiencia antès que aguardaba para resolverse en lo que convenia hacer en las cosas de Francia á ver como V. M. las tomava, habia leido todas las cartas que tengo de V. M. en esta materia y el juicio que de ellas podia hacer, respecto del caso del Duque de Guisa, era confirmar lo que le habia dicho entonces de que V. M. no faltaria á los que quedavan de los que eran el sustento de la religion de Francia por lo que esta declinaria si los que la tractan no fuesen ayudados de Su Santidad y V. M.

Que aunque yo no tenia duda de esto, conociendo el animo de V. M. me la acababa de quitar haber tenido aviso quel el Rey de Francia habia enviado á Rambolleta al Principe de Bearne para traerle secretamente y hacerle que la parte de la asamblea que ha quedado le acepte por succesor con alguna fingida conversion para que ya tiene licencia de la Reyna de Inglaterra y de los ministros hereges, y que ver que aquel Rey habia querido desviar á don Bernardino, habia sido con este fin; que de cuando tuvo aquel Rey otras veces esta pretension tuve orden de V. M. de representar de su parte á Su Santidad tres cosas. La primera, la duda que se podia tener de tal conversion o certeza de ser fingida, el peligro de ponerle en las manos tan gran cosa por lo que era mayor el peligro cuando el mal está en la cabeza; la segunda que en tal caso o tratandose de es-

tablecer en la sucesion otro que fuese sospechoso ninguna cosa detendria á V. M. de ayudar á los Catolicos de Francia á impedirlo; la tercera que porqué se podria seguir de aqui la division de Francia siendo totalmente contraria á aquesto la intencion de V. M., que se pusiesen los ojos en algun sucesor, para despues del Cardenal de Borbon, que fuese sin sospecha en materia de Religion y que á este se ayudase con voluntad del Rey o, sino quiciese, contra ella, con comunicacion de la parte catolica; que yo decia esto á Su Santidad de parte de V. M. por ser llegada la ocasion pues la novedad presente antes hacia mayor la necesidad que alteraba nada el intento y fin de V. M. mas de en no deber ser inconveniente tractar de nada desto con el Rey, pues habia hecho lo que viamos entendiendo, lo todo lo mejor que supe. Con algunas digresiones (que de las dignas de consideracion haré mencion adelante) vino à concluir la respuesta : cuanto á lo primero, que V. M. decia muy piadosamente y como convenia asi respecto de la salvacion como de los intereses de estado. Que en lo segundo él tenia gran miedo que el Rey de Francia tuviese tal pensamiento como yo presuponia, pero que no le habia dicho nada, ni de parte de Su Std. se correria en esto, ni se haria nada que lo no supiese V. M. (lenguage de que puntualmente ha usado otras veces conmigo). Yo le dije que no se contentava V. M. con esto, porqué de ninguna manera ni con ningunas muestras de conversion que hiciese, V. M. dejaria de ayudar á su oposicion teniendolo todo por ficion como conocia. Tornó á repetir : basta que se hará nada sin que lo sepa S. M. muy con tiempo, y

yo á él cuando queria que se tractase algo y se le participase que V. M. se estaria en lo que yo le decia. A lo ultimo ponderó quanto fuera razon la piedad y zelo de V. M. en desear la conservacion de aquel Reyno unido, y salió muy flojamente con que no conocia á nadie sin decir bien ni mal dello. Que V. M. le avisase lo que le parecia y quien, sin prendarse á conformarse con lo que V. M. escribiese. Cuando le dije que, por ser negocio de qualidad, pensaba despachar correo á dar cuenta á V. M. de lo que habia dicho y respuesto S. S., pero que si mandaba me entretuviese algun dia en hacerlo me entreternia, respondió que no era bien perder tiempo en semejantes cosas, que despachase. De solo esto pude hacer buen juicio.

Tomó él la mano despues á decirme de una carta que escribia el Duque de Humena mostrando buen animo y diciendo que embiaria aqui persona que veria de buena gana, que eran muchas las ciudades que se levantavan y lo que harian.

Que el Embajador de Francia y Gondi habian estado con él el dia antes, y lamentandose de que se habia mandado al Embajador que no fuese á capilla, y que le habia braveado mucho el Papa y amenazado de hacer mas, y tengo por otra parte cierta nueva que es verdad y que tampoco no le queria dexar venir à audencia en su dia ordinario de Embajadores sino en otra extraordinaria, como habia sido ayer; que le habian hecho instancia por la absolucion del Rey, y que él no habia querido, antes reprehendidole mucho el comulgar, y quedado ultimamente en que el Rey enviaria persona á dar sus disculpas. Dijome que le habia dicho haber

tenido un correo de su Rey (aunque segun mis espias no hay tal) que les mandaba dijesen á S. S. como habia enviado á levantar 20,000 Esquyçaros y 10,000 Infantes 12,000 herreruelos, y que se queria con estas fuerzas coligar con S. S. y enderezarlas á donde ella fuese servido, y les habia respondido que la propuesta no le parecia mala, pero que no podia él coligar con un Rey descomulgado, y aun conmigo mostró conocer que eran todas estas palabras de franceses. No sé si á ellos les dió mas fe de lo que me dió á entender, que deben de andar con estos anagoges por vestirse de nombre de coligado con el Papa.

Al principio y al fin de decirme todas estas cosas (á que yo respondi lo que convino) hizo grandes ademanes de que me daba parte de todo, y que me la daria continuamente porque no era bien que se pasase cosa que yo no la supiese, de que le di las devidas gracias, aunque no todas veces es señal de bien.

El Embajador del Sor. Duque de Saboya me habia dicho como dando cuenta á S. S. de las levas que hacia el Rey de Francia fuera, y de la necesidad que habia de no dejarlas pasar, que le habia dicho (bien dispuesta a dicha oposicion entre otras cosas) que yo hiciese oficio con el Duque de Terranova para que asistiese á aquesto, y asi por prendalle y descubrir tierra entré preguntandole que si me mandaba S. S. hiciese aquel oficio, dijo que si, que seria bien, pues no habia tiempo para escribir á V. M. pero con mas tibieza de lo que el Embajador me habia dicho que habia estado con él ayer.

Todavia acepté el escribirle porqué tengo por muy

conveniente al servicio de V. M. no dejar resfriar esta gente...

Por sacar mas luz de lo que habia en el Principe de Bearne, le pregunté que escribia ultimamente el legado quanto á esto; dijo mostrava temer que no la habia de poder escusar el Rey, y que en caso que sucediese pedia al Cardenal Montalto entendiese de S. S. y le escribiese lo que debia hacer, y que le habia mandado responder que decia S. S. que solo aquello faltaba para que fuese vituperosa del todo su legacia, y que le mandó escriviese que no le habia respondido mas; y tornando con esto á apretar al Papa que no habia que pensar en dar orejas á nada que trujesse, me dijo (aunque entre dientes) que basta oylle, de manera que esta diligencia se ha hecho á muy buen tiempo, y yo creo que el Papa me calla muy buen pedazo del tracto que anda en esto[1].

Pienso que el estar sobre si el Papa de la manera que digo, y el dar dilacion á este negocio, demas de la causa que tengo de dudar de su intencion, mucho sea tambien por lo que gusta de que acudan aqui todos, cada uno por su parte, por lo que estima el humo y tener pendientes á los unos y á los otros y á V. M.; y tampoco le pesa de garbullo porqué no miren en él, y aunque yo le hablé tan claro y resoluto en que V. M. no dejaria de oponerse contra este negocio que no se puede decir mas y lo repetiré, tengo por necesario meter mas hierro, y que V. M. me mande embiar *luego*

[1] *De la main du roi :*

« Creo que ni el uno ni el otro dicen lo cierto. »

con diligencia una carta de su mano compendiosa y en creencia mia[1], y que yo no podré decir tanto quanto V. M. halla de inconveniente y tiene de hacer en oposicion de tal pretension.

Y no olvide V. M. de responder á otra que está allá de mano de S S.[2] sobre la union con el Rey de Francia pues hay tan buena ocasion para agradeciendo á S S. su buena voluntad decirle que de aqui podrá cónocer el animo de los Franceses.

Quanto á lo de succesor considerará V. M. lo que será bien mandarme que diga á S. S., presupuesta su tibieza y segundo que tiene entendido del estado de las cosas de Francia y prendas con ellos. El Papa parece que hablando en esto nombró al Duque de Lorena y al de Humena y pongo á V. M. en consideracion si será bueno, por mostrarse libre de afecto en esto, remitirlo al Papa que se concierte con los Coligados o proponiendole, para que escoja en los caminos y personas, escoger entre los que hay sin sospecha de la casa de Borbon o entre los que hay de la Guisa o dejar la eleccion á los Estados que se junten para esto en Paris, y aunque V. M. diese esta cuerda al Papa, se podria despues, á lo que creo, enderezar al que V. M. tuviese por mejor pues para hacerlo bastarian las razones que moverian á V. M. para ello.

Escribo á Don Josepe esta noche, y el Cardenal de Sanz al Duque de Humena que se publique por toda la Francia lo que el Papa ha hecho con el Embajador, y la platica que hizo en Consistorio, para animar la gente con lo que se puede sacar del Papa.

[1] et [2] Souligné de la main du roi.

Tambien le aviso que procure mucho que el Sor. Duque de Saboya haga todo esfuerzo con Memoransi para unirle con los de la liga y desviarle del Principe de Bearne o á no poder mas que este sobre se; que estos del Rey hacen professíon que le tienen ya gañado.

Por no hacer digression, no he apuntado las condiciones y maneras de proceder que V. M. puede echar de ver en S. S. en esto, ni de que mano proceda el hacer tal officio Luis Dovara ni lo que le respondi para hacerle capaz de su engaño. Hame parecido, por la importancia del negocio y por el inconveniente de la dilacion, despachar en diligencia y dupplicado, porqué con una carta como digo de V. M. y con remontralle los dientes con ella fresca con correo, espero amainará de qualquier pensamiento.

Dios gue. la catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 952.

34. GIOVANNI GRITTI AU DOGE

Rome, 28 janvier 1588 (1589).

..... Et a me Sua Santità disse hieri in questo proposito, che il Rè (Henri III) chiama Sua Santità esempio di giustizia et che ha espurgato lo stato suo d'huomini scelerati, et mi soggionse : « Se siamo esempio di giustizia non deve il Re dubitare che non la facciamo et perciò a noi a chi si spetta castigar le persone ecclesiastiche doveria dar li grigioni, et non li giudicar lui; et se vol imparar da noi, come dice, vederà che noi havemo fatto giustizia con le vie ordinarie et con

la formatione di processi, et non habbiamo si come non si conviene, a sangue freddo premeditatamente fatto morire alcuno, perchè questo è far vendetta et non far giustizia. Il Rè ha fatto quello che ha fatto, o per far vendetta o per far giustizia. Se l'ha fatto per vendetta ha fatto male et deve temere Iddio, che sebene non castiga così presto, castiga però al suo tempo i peccati degl' huomini. L'ha fatto per giustizia? Dove sono li processi? dove sono le diffese dei rei? ma di più, s' ha fatto per far giustizia, adunque vuol esso esser giudice delle persone ecclesiastiche? Dunque si usurpa se stesso l'autorità del Papa, et vuol essere et Rè et Papa? Questo seria heresia, ma intendiamo anco che s' è communicato dopo questo fatto. Noi verso il Rè habbiamo usato tutti quei termini d'affetioni che si possa maggiori. Quando fossimo fatto Pontefice, venne a noi Monsignor di Nivers, et ci diede conto della lega fatta da catolici contra il Rè, che Dio perdoni a chi ne fù causa, perchè fù Papa Gregorio, il Cardinale di Sans et il Cardinale di Como, et fossimo invitati ad entrare in questa lega; sa il Rè che non solo ricusassimo di farlo ma che di più dicessimo a chi ci parlava ch'a sudditi non si conviene insorger contra il Rè loro; che se il Rè è negligente in reprimer gli heretici, non è officio de' sudditi il volergli dar legge, perchè 'l Rè è principe et non li sudditi, et questo officio d'avertire il Rè toccava a noi et non a vassalli del Rè, et in questo proposito li dicessimo tanto quanto sanno essi, nè mai li volessimo dar d' orecchio. Il Rè dimandò poi licenza di vendere beni del Clero, per un millione d'oro, et lo compiacessimo tanto, se bene li dicessimo ch' esso

faceva peggio al Clero di quello che faceva il Rè di Navarra et la Regina d'Inghilterra, perchè Inghilterra et Navarra alle chiese non levavano altro che l'intrade, ma'l Rè con la gratia che dimandava gli levava i beni, et sempre che venga una rivolutione com'è venuta tante volte che l'Inghilterra ritorni alla fede, la Chiesa anderà ritrovar li suoi beni et se li piglierà, et il medesimo sarà delle cose occupate di Navarra, ma li beni che saran stati venduti dal Clero, et dati li danari al Rè di Francia, ritorni pure quanta religione catolica si vole, non torneranno mai più alla Chiesa, perchè noi in gratificatione sua ci siamo contentati che s'alienino. Ci ha domandato il Rè un Cardinale, gli l'abbiamo dato. Ci n'ha dimandato un altro, gli l'abbiamo dato. Ci ha dimandato un Nontio, gli l'abbiamo dato; ci ha dimandato un Legato, un cardinale contra le nostre leggi, contra il nostro giuramento, tutto gli abbiamo dato. Ha voluto una dispensa di far nozze per il fratello del Cardinal di Gioiosa ch'era cavalier di Malta, cosa che non v'è memoria che sia stata concessa, l'ha havuta. Ha voluto che contra li ordini di cavaliero, facciamo un bastardo, figlio che fù del Rè Carlo, Gran Priore di Franza, l'ha havuto. Habbiamo per satisfar a lui dato al Cardinale di Gioiosa la commenda di Tolosa. In tutto è stato sempre compiaciuto. Ci contentamo d'haver fatte tutte queste cose, et di non haver mancato di dargli satisfatione in alcuna cosa, et in replica dicono gli Ambasciatori che il Rè manderà quì uno per suo nome; stiamo aspettando et se venirà pensaremo poi quello che si doverà fare. » — Io gli dissi : — « Beatissimo Padre, non è da dubitare

che il Rè non sia per procurare di dar ogni satisfatione alla Santa Sede, et darà certo segno d'essere obbediente figlio di questa Santa Sede. » — « Voi sapete, disse il Papa, l'historia di Faraone dopo la patientia ch' hebbe Iddio, quando Faraone nel mar rosso vide il popol d'Israel caminare sopra le onde, et si vide sommerger se et il popolo dell' Egitto, all' hora disse: *Digitus Dei est hic*, et disse bene, perchè con un solo dito d'Iddio basta a distruggere tutti li regni del mondo. Vedete come vanno le cose sue! » — et quì finì questo ragionamento.....

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 22.

35. HIERONIMO LIPPOMANO AU DOGE

Madrid, 27 février 1588 (1589).

Il Principe questi giorni passati ha dato gran pensiero a tutta la corte, perchè da poi essere stato travagliato da continui vomiti, mal di stomaco et gran dolori per tutto il corpo, gli sopragiunse anco la febre molto gagliarda; in modo che si stava in gran pensiero della sua vita. Ma si come impetuosamente venne il male, così è stato miraculosamente aiutato da Dio benedetto; al quale si sono fatte continue orazioni per tutte le chiese et monasterj di questa città. Di maniera che hora stà libero, et in assai buon stato. Per ultimo rimedio gli diedero la pietra Bel Tuar che gli fece grandissimo servizio; perchè havendo il giorno innanzi, che fù a 24, vomitato quatordici volte il cibo,

da poi quella polvere lo ritenne, et si liberò anco il giorno dietro della febre.

Il Rè ha sentito molto quest' accidente con ogni ragione; et secondo che mi fu rifferito da chi entra nella medesima sua stanza, non poteva proferire parola, levando spesso gli occhi al cielo, et mostrando intrinsecamente grandissimo dolore; se ben dall' altra parte faceva ogni cosa per dissimular questo suo grande affanno, non restando di segnar et espedir molte cose al solito suo; nè è stato mai a vedere il figliuolo, mentre che si è trovato in questo mal termine, et hoggi solamente, come io intendo, lo ha veduto.....

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 21.

36. LE DOGE A ALBERTO BADOER

Venise, 13 mai 1589.

Per l'aviso prima della unione delle forze del Re di Francia con quelle di Navarra, e poi per quest'ultimo del monitorio, che si dice apparecchiarsi il Pontefice di fare intimar alla Maestà Christianissima, di che habbiamo anco avuto notitia d'altra parte, si presentano ad ogni savia consideratione così evidenti et palpabili i gravissimi pericoli che instano a maleficio universale, che vi commettemo col Senato, che dimandata subito audientia et andato a Sua Beatitudine debbiate dirle che la preghiamo con ogni riverente affetto a degnarsi di mettersi innanzi alli occhi et ben considerare li moti di Francia, et quel male estremo, che si evidentemente et si da vicino hormai, quando non vi si acceleri la pro-

visione, convien da quelli risultare, imperocchè per la occasione della urgente necessità, in che havevano ridotto quel Re li accidenti passati essendosi aggiunte alle sue forze quelle di Navarra et aggiongendosi ogni giorno di maggiori, è da temere con gran fondamento, che dove poco innanzi esse forze del Re erano nella opinione di altri debolissime et di lieve stima possano in poco spatio di tempo farsi molto potenti et formidabili per ogni rispetto et partorir anco fuor della intentione di Sua Maestà una pericolosissima inondatione a danni della Italia, di quella Santa Sede et di tutta la Christianità, rinnovando li esempj di altre simili calamità patite nei tempi passati et molto ben note alla Santità Sua, con tanto maggior ruina delle cose communi quanto che non potrebbe il Sor. Turco haver più commoda occasione di queste discordie acerbe fra Principi Christiani di render compita la miseria di cosi fatti successi... Che pero crederessimo convenirsi a Sua Santità et come padre comune et come intento sempre ad imitare la ineffabile charità di colui, ch'ella rappresenta in terra, di non procedere per avventura ad ation tale contra quel Re che accrescendo la disperatione et la sua necessità si ecciti maggiormente il pericolo et la ruina di questo incendio universale et sebben ancor noi conoscemo dall'un canto la riverenza che si deve portare a quella Santa Sede nondimeno dall'altro ci ricordiamo esser termine di ragione, che nei casi estraordinarj et quando massime si tratta la somma del tutto si debba stimar ordine il non servar ordini et prudenza l'accomodarsi per il manco male al tempo et alla legge della necessità. Non essendo oltre ciò lontano

dall'honesto che dalla Santa Chiesa si habbia anco alle volte qualche benigno riguardo agli interessi et passioni de' Principi Christiani, poichè questi istessi sono soliti difender et conservar con le forze et con la vita propria l'honore et le cose di Santa Chiesa medesima, siccome tante volte ha fatto la Corona di Francia. Concludendo voi infine che questi pensieri del nostro animo molto per cio travagliato haveressimo mandato a comunicarle con persona espressa, se non che la grandezza del pericolo iminente che non patisce indugio di sorte alcuna, poichè ogni momento porta seco morte inevitabile a corpo tanto infermo, ci ha astretti a dovergliene subito dar parte con vostro mezzo...

Registro Deliberazioni, Roma, 1587-89. Carte 126 tergo.

37. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 26 mai 1589.

Señor : A los 25 de este me envió Su Santidad la copia que será con esto del monitorio del Rey de Francia que es en la sustancia que en la mia de 13 avisé á V. M. y por eso no despaché correo con el ; diose el mismo dia antes que á mi al Embajador de Francia y despues á los de Venecia y Saboya y el dia siguiente á Toscana. Mandóme Su Beatidud por el Obispo Vertinoro que me le trujo una larga relacion de las gracias y favores que habia hecho al Rey de Francia en Su Pontificado para mostrar el amor que le tenia ; que él se habia sabido aprovechar mal de todo, hasta venir á

parar en el caso de Bles, la benignidad y templanza con que se habia habido en esto, la disposicion que ha tenido si el Rey hubiera reconocido su culpa de advertirle, perdonarle y ayudarle, como nunca se habia querido humillar ni reconocer su culpa, antes yendo de mal en peor se habia juntado con el Principe de Bearne, y asi habia sido necesitado á usar de tales terminos, todo con mucha particularidad en conformidad de lo que tengo escrito de mano en mano á V. M., concluyendo con que yo le embiese á V. M. y le hiciese saber todo esto. Yo respondi dandole gracias del cumplimiento que hacia de mandar enviar esto á V. M. y aceptando de escrivir á V. M. como me mandaba y que tenia Su Santidad poca necesidad de tomar trabajo en persuadir á las gentes particularmente á los que nos hallavamos aqui á aquellas dos cosas, pues aunque yo las alababa ambas de suma prudencia como S. S. la usava en todas las cosas, creia que con el mundo que no via las grandes causas que debian de haber movido á S. S. á detenerse, mas tenia necesidad de escus r la flema pasada que el efecto de la presente.

El Embajador de Francia por diversas vias hizo oficios para que el Papa difiriese el publicar aqui el monitorio, asegurando á S. S. que devia de venir ya camino la orden del Rey para hacer todo cuanto S. S. mandare y la certificacion de estar sueltos los presos, y aunque él y el Cardenal de Joyosa enviaron á hacer instancia dos veces por audiencia no se le habia querido dar el Papa. Y asi en el consistorio de los 20 S. S. dió licencia á los Cardenales de poder decir lo que habia pasado en el consistorio del 5 del presente,

donde se leyo este monitorio, y dió al consistorio las gracias del secreto y las razones que nos habia embiado á decir de las gracias hechas al Rey de Francia y causas de no haber podido escusar de hacer lo que hacia y cumulando los beneficios que habia hecho al Rey de Francia por el flaco estado de sus cosas y de las del Reyno, el haber dispensado con el bastardo del Rey Carlos que pudiese tener un Priorato de San Juan no habiendo querido dispensar con el Obispo de Jaca para que se pasase á Orihuela siendo tambien de la sangre Real de Aragon, y haciendole V. M. mucha instancia; y que no habia sido necesidad que le habia hecho juntar con Bearne, pues con 20,000 infantes y 1,000 caballos pagados que él le ofrecia fuera superior á todos, mostrando todavia en la platica que siempre que el Rey se reconociese, esta Sede Apostolica como madre no cerrava las puertas á nadie.

El Obispo de Mans, fué ayer á pedir audiencia al Papa y se la dió, habiendose detenido poco rato, el Cardenal de Joyosa se la ha pedido hoy y habidola para yrse á Padua á entretener alli hasta ver el paradero de estas cosas, y hay indicios que va con animo de no volver. Al Embajador cuando se le mostró el monitorio dió muestras de yrse y despues envió á decir á Vertinoro que queria aguardar al ordinario y despues de llegado tengo aviso que está en yrse. La misma mañana se fijó el monitorio con gran concurso de gente en los lugares ordinarios, de lo que mañana resultare de mi audiencia avisaré á V. M. con el ordinario de Leon.

Ha estado conmigo el Embajador de Venecia; que el dia de palacio dice le quitó la calentura, aunque

está harto flaco y trabajoso. Al principio yo quise mostrar con el que creia que su yda hubiese sido á dar las nuevas de Constantinople, reprehendiendole el haber con tan escusable causa aventurado su salud. El mismo me entró á decir el oficio que habia ydo á hacer en lo de Francia pareciendole á la Señoria que en semejantes ocasiones no podia faltar y que no podia hacer cosa que no fuese grata á V. M. y que no le habian prestado ni prestarian nada; yo le dije la forma de oficios que habia hecho de parte de V. M. que no deferian en todo de los suyos, teniendo V. M. todavia la principal mira á lo de la Religion y á la satisfacion del Rey, en cuanto sin faltar á esto se pudiese; que despues que yo habia visto junto al Rey con el Principe de Bearne, mientras no tenia nueva orden de V. M., de mi oficio habia representado á S. S. lo que esto mudaba las cosas y la necesidad que tenia de acudir al remedio sin proponerle nada en cuanto al modo. Que del oficio que ellos hacian se sacavan dos cosas, la una que el Rey les era en grandisima obligacion de las veras y afecto con que abrazavan su causa que era extraordinaria y muy diferente de lo que solian hacer en otras ocasiones; la segunda que hacian menos caso de lo que tocaba á la fée y religion de lo que convenia, mostrandoles que todo lo que hiciese al presente en favor del Reý, era hacerlo por el Principe de Bearne, pues en efecto el Rey era su prisionero, y que el dinero yo no creia que se lo diesen aunque comunmente afirmava tanto, y se tenia por tan cierto; pero que estas cosas no se podian hacer tan secretas que en poco tiempo se sabia la verdad sin remedio, tornandole á repetir el

grande afecto con que se hacian estos oficios lo que no se habia visto en necesidades des otros principes á quien no tenian menos obligaciones, procurandolo él deshacer y hacer cosa ordinaria y a decir á vueltas de estas grandes cosas de lo que querian y debian á V. M. Tambien hijo gran fuerza el Embajador en la mala introducion que el Papa se mostrase á descomulgar asi, y no tener respecto á un Rey; y no advierte la gran causa y lo que de su parte ha hecho y lo que con gran perjuicio de la Religion y de su misma reputacion se disponia á hacer por no venir á tal, que esto postrero no me pareció convenia decirselo al Embajador y asi lo omiti. Dios gue. la Catolica persona de V. M.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 952.

38. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 3 juin 1589.

Ho trovato nell'audientia mia di hieri alla vigna Sua Santità con buona ciera et in allegra dispositione, il che mi consolò grandemente. Entrò da principio la Santità Sua a dirmi, che essendo stata ordinata la riformatione della Bibia dal Concilio di Trento, mai sino al presente s'havea atteso a questo negotio, e perciò commise ad alcuni Cardinali, che vi attendessero loro, ma non essendo stata satisfatta delle sue (loro) fatiche fù astretto porvi la mano da se stessa, et si trovava vicina al fine, perchè già era gionta all'apocalipsi, et che alla stampa hora s'imprimeva la sapientia, sichè presto sperava vederla in luce; che quando li fù detto

di me stava in quest' opera, facendo la fatica con gran gusto, et teneva quest' ordine : dopo fatto un foglio di farlo rivedere al Padre Toledo et alcuni Padri di Sant' Agostino, grandissimi valent' huomini, li quali, dapoi revistolo con diligentia, lo mandavano alla stampa, allargandosi in questo ragionamento per buon pezzo con molta dolcezza...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 23.

TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 3 septembre 1589.

Serenissimo Principe, qui dopo varii avisi incerti della ferita et della morte del Re christianissimo, finalmente si è publicata nella corte per lettere scritte da Don Bernardin di Mendoza, che è in Pariggi, a questo serenissimo Re questo miserabile caso, il quale si come ha risvegliato gli animi a novi disegni et a consigli di gagliarde provisioni, così per la acerbità sua et per il pericoloso esempio, che si vede introdotto ha causato dolore et timore in quelli medesimi, che sperano di profitarne. Intesa questa morte, subito si è dato ordine di qui, che le lantie, che io scrissi alla Serenità Vostra, che si erano fermate, debbano prepararsi, et moversi per i confini di Navarra, essendo anco stato commandato a tutti li Governatori delle frontiere, che stiano pronte con l'arme, et che la militia, accrescendo il numero de soldati et pigli anco delle persone medesime del paese per augmentare le forze, quanto il bi-

sogno ricerca. In Fiandra sono stati ispediti ordini al Duca di Parma, che tenga le sue genti unite.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 21.

40. INSTRUTTIONE PER L'ILL O ET RMO SIG. CARDINAL GAETANO, LEGATO IN FRANCIA, MANDATA A NRO SIG. CON QUELLA DEL SIG. CARDINAL DI SS. QUATRO SABBATO

XXX di Settembre, a hore XVI, M.D.LXXXIX.

Nel nome del Signore Amen.

Se bene a V. S. Monsig. Ilmo. et Rmo. Sig. Cardinal Gaietano Legato de latere della Santità di N. Src. et della S. Sede Apostolica al Regno di Francia non bisogna altra instruttione, per la molta prudentia sua, essendo certo quel proverbio : *Mitte sapientem et nihil dicas;* non dimeno per osservare il solito, et anco per memoria sua, et per ogni buon fine, si danno a V. S. Illma. gl'infrascritti ricordi.

Primieramente V. S. Illma. si ricordarà sempre del fine e scopo di questa legatione, ch'è la conservatione della S. Fede Cattolica in tutto quel Regno, l'estirpatione dell'heresie ed degli heretici, e la unione et concordia di tutti i Principi, et nobili e popoli Cattolici al servitio di Dio, et al ben publico, et alla conservatione di quella Corona et di quel Regno, acciòche uniti insieme sotto un Rè buono e Cattolico possano vivere in tranquillità et pace, nella S. Cattolica Religione, et sopra di ciò pensarà e meditarà continuamente

tutti li modi e mezzi, che possano aiutarla ad arrivare a questo fine.

Secondariamente riterrà a memoria gli ordini et avvertimenti particolari, et tutto quello che la Santità Sua le ha imposto di dover fare così nel viaggio, come dopo arrivata in Francia, per poterlo esseguire prontamente e con diligentia a suo luogo e tempo, secondo l'occasione e l'opportunità che se le porge.

Partita di Roma, si metta in viaggio a buone giornate quantoprima, et vadi alla buon'hora con la benedittione di Dio, et della Santità di N. Sre. con felice et prospero ritorno, senza trattenersi, o perder tempo, pigliando il camino verso Toscana, facendo prima intendere a quel Gran Duca l'andata sua a quella volta da S. Altza. acciò che lo sappia avanti, per poterla ricevere a tempo, et arrivata in Fiorenza, o altrove da S. Altza. con le solite ceremonie la salutarà e benedirà da parte di N. Sre., et le presentarà il Breve credentiale della Santità Sua, esponendole quel che l'è stato imposto da Sua Santità che le debba dire, et dando conto di questa sua legatione, nella quale è mandata da Sua Santità, secondo il cui ordine riceverà anco quei ricordi, che in servitio di Sua Santità et di questa legatione a quell'Altza. piacesse darle, et se le offerirà et farà li compimenti debiti.

Et cosi anco visitarà la Gran Duchessa sua consorte, con presentarle l'altro Breve a lei diretto, et facendo similmente seco tutti i compimenti debiti.

Dopo V. S. Illma. licentiata dalle Altze. Loro si inviarà per la volta di Bologna a Modena, et se il Duca di Ferrara vi si trovasse, o vi si vorrà far trovare, avvi

sato prima da lei dell'andata sua in quella Città, all'hora farà come di sopra, visitando S. Altza. et dandole la paterna benedittione di Sua Beatitudine, et presentandole il Breve credentiale, et esponendole tutto quello che da Sua Santità le sarà stato commesso ; e così anco visitando la Duchessa, se vi si trovasse anco lei presente, et benedicendola in nome di Sua Santità, et facendo altri complimenti soliti. Ma quando il Duca et Duchessa si trovassero altrove, o in villa, ella per strada potrà mandarli a visitare da un Prelato o Gentilhuomo con sue lettere e con il Breve di credenza, et altre ambasciate da farsi all'Altze. Loro, secondo Sua Santità harrà ordinato.

Et così anco harrà da fare con altri Principi d'Italia, se Sua Santità commanda ch'ella vada da quel di Parma, et ad altri, con le debiti ceremonie, et servando il grado e la dignità che tiene, come si conviene, et è solito suo così in questo come nel rimanente di questa legatione.

Et parimenti nell'andare a Torino significarà la sua andata alla Serma. Infante Duchessa, dove V. S. Illma. arrivata visitarà la detta Infante, et le annuntiarà la paterna et apostolica benedittione, che Sua Beatne. le manda, et le consegnarà il Breve credentiale a lei diretto, esponendole la causa del suo viaggio et quel che dalla Santità Sua le sarà stato imposto.

Et licentiandosi quanto prima da quell'Altza. si metterà in viaggio alla volta di Savoia et di Ciamberì, avvisando sempre innanzi la sua andata, et trovando ivi il Duca di Savoia, servate le ceremonie solite, farà nel medesimo modo, con salutare e benedire S. Altza. da

parte di N. Sre. presentarle il Breve credentiale o disteso a quella diretto, et esporle la causa della sua legatione, et poi opportunamente essortarla a dare ogni aiuto e favore a questa Santa impresa, invocando le forze sue a questo effetto, et a togliere ogni occasione di sospetto ai Principi Cattolici, et dica tutto quel di più che da N. Sre. l'è stato imposto.

Ma se il Duca si trovasse nel campo, o altrove lontano dalla strada, ella potrà mandare a visitarlo per un Prelato, et per lui fare i detti officij con S. Altza. come si è detto di sopra.

Licentiata poi V. S. Illma. da S. Altza. se si abboccarà seco, si metta in viaggio per Lione, con ogni cautela et sicurezza; et se pure intenderà, che la strada non fusse molto sicura, vederà di impetrare alcuna buona compagnia o scorta di soldati a cavallo, et a piedi dal detto Sig. Duca sino dove sarà bisogno, et tratanto spedisca et avvisi a Lione, per dare nuova del suo arrivo, et acciò che se le mandino incontro alcune truppe di soldati a cavallo et a piedi, per assicurarla dalle genti heretiche del Delfinato, e farle compagnia sino alla Città.

Arrivata V. S. Illma. a Lione, dove sarà ricevuta con molto honore et divotione, ella nella Chiesa Metropolitana darà la publica solenne et paterna beneditione di Sua Santità a quella Città e popolo; et dopo quando sarà ritirata, e con l'occasione di visita, ella presentarà il Breve di credenza diretto al Marchese di Sansorlino fratello et luogotenente del Duca di Nemours, con darli la particolare beneditione di S. Stà. et da sua parte esporli quel che le harrà da dire, et essortarlo al

studio et favore della Santa Sede, et all'unione Catca. conforme alla pietà paterna et di suoi maggiori et di suoi fratelli istessi, commendando il suo zelo et valore, et facendo quell'officio seco che conoscerà essere a proposito.

Et appresso quando saranno convocati avanti V. S. Illma. li Consoli et Scabini, overo anche il Consiglio della Città, o da sè stessi, o perche da lei li sarà stato fatto intendere prima, ella li esporrà la causa della sua legatione in quel Regno, et con ogni efficacia li mostrarà il paterno affetto e carità, che N. Sre. tiene verso di loro, havendoli visti et esperimentati tanto pii et divoti et zelanti della Santa Sede Cattolica, et la consolatione che Sua Santità ne ha sentita e ricevuta, e tuttavia ne sente e riceve, essortandoli a continuare nella defensione e conservatione della Santa Sede Cattolica, et a perseverare in questa santa unione de' Catholici per salute e beneficio di essa Città, suo paese, et di tutto quel Regno etc. et dirli tutto quel che le parerà necessario et espediente conforme alla causa et al fine della sua legatione, e quel di più che da Sua Santità le sarà stato commandato.

Come V. S. Illma. sarà gionta a salvamento con la grazia del Signore a Lione, si informarà della sicurezza e suspitione delle strade, et se ha da fare quella del Borbonese, o quella della Borbogna, eleggendo quella che sarà manco pericolosa e sospetta, ma se ambedue sono pericolose o sospette, vederà di eleggere la meno pericolosa, e di procurare del detto Marchese et Città sicura scorta, sino dove potrà trovare l'altra, et se da quella Città non si mandasse avviso al Consiglio della

Lega in Parigi, et al Duca di Maene dove si trova, ella procurarà che siano avvisati, o ella stessa glielo signi cará per quelle vie più sicure che si possono, massime perche bisognando possano mandare innanzi scorte di cavalli per accompagnarla sino a Parigi.

Di più mentre è a Lione deliberando di fare la strada del Borbonese, e da Lione andare a Molins, a Niversa, alla Charité, Montargis, Orleans, Estampes, e condursi a Parigi, overo quando nel viaggio sarà giudicato bene, pare che V. S. Illma. dia avviso al Duca di Nivers del suo arrivo colà, et di haversi ad abboccare con S. Eccza. se sarà possibile, et se non, havervi da mandare un Prelato, per trattare seco da parte di N. Sre. et darli un suo Breve, ma che le assicuri la strada per il Borbonese et suo paese, et per la detta Terra della Charité, o altri luoghi, d'onde ella haverà da passare, et che avvisi del luogo del passo et del tempo c'hanno a convenire insieme. Ma risolvendosi a fare l'altra per la Borgogna, da Lione a Macone, Ciallone, Bona, Digione, Troas sino a Parigi, vederà se almeno vi potrà mandare alcun Prelato o Gentil'huomo a fare il medesimo officio, quando non si volesse far trovare in qualche luogo di mezzo.

Di più nel passaggio per Lione, o mentre starà ivi (se si potrà sicuramenti farsi) vederà d'informarsi dello stato della Città di Granoble, e della Corte del Parlamento, et trovando che stianò bene con la Lega e con i Catholici, e che vi si possa mandare, V. S. Illma. se ne potrebbe consigliare, et trovando che sia bene inviarvi un Prelatto della sua compagnia, che le paresse più a proposito, con lettere sue per presentare alli Pre-

sidenti et Corti di quel Parlamento il Breve credentiale di N. Sre., e così anco l'altro alla Città, o loro Maggiore et Scabini, et per esporre a loro quel che conviene per il negotio della legatione et servitio di Dio et beneficio di quella Provincie e di quel Regno, etc.

A questo oficio potrà molto giovare Monsig. Arcivescovo d'Ambruno, Prelato tenuto molto pio et zelante, il quale è ivi vicino, et suole anco spesso pratticare in Lione, et potrà essere, che da se stesso venga ad incontrare V. S. Illma., et se non, è bene farlo avvisare ch'ella gli ha da parlare in nome di Sua Santità, et incontrandola o venendo da lei, li darà il Breve a lui diretto, Archiepiscopo Embredanensi, e farà seco l'officio che conviene, et si potrà servire di lui se le parerà in questo o altro negotio simile per servitio della legatione in quella Provincia del Delfinato, et essortarlo a fare tutti gli officii che potrà con gli altri Vescovi suoi suffraganei, et con i popoli della sua Provincia del Delfinato, per conservatione et aiuto della Santa Sede Cattolica.

Se nel medisimo tempo, che si ferma a Lione, con maturo parere giudicarà bene di mandare in Provenza da Monsig. della Valletta con suo Breve, et alle Città Cattoliche Marseglia, Aix et Arles, et al Sig. di Vins et al Conte di Carces loro defensori, con gli altri Brevi diretti a essi et loro Magistrati, Consoli et Scabini, per fare diversi officii in nome di Sua Santità alcun Prelato della sua compagnia, come sarebbe Monsig. Arcivescovo d'Avignone prattico in quel paese, e forsi anco confidente loro, overo se questa missione si harrà da fare, dopo ch'ella sarà arrivata in Parigi, e che si sia trat-

tato col Consiglio generale e Principi della Lega, si rimette alla prudente e consulta risolutione, ch'ella pigliarà sopra di ciò.

Et la medesima consideratione si ha da havere del mandare il medesimo Monsig. Arcivescovo d'Avignone, o altro Prelato, all'hora ch'ella si trovarà in Lione, o dopo che sarà in Parigi, in Linguadoca al Marescial Danvilla Duca di Mommoransi, del quale il detto Arcivescovo è amico e confidente, alla Città di Tolosa, al Marescial di Gioiosa, et allà Città di Narbona, et alla Città et al Parlamento di Bordeos, et al Sig. Marescial Matignon Governatore di quella (se é vero che si sia dichiarata contra il privato Rè di Navarra), ai quali simillmente havesse a presentare li Brevi di S. Stà. scritti a loro, con fare i medisimi buoni officij, diversamente però secondo la diversità delle fattioni loro, in nome della Santità Sua, oltra quelli che si haveramo anco da fare di quà per altra via con essi loro.

Et tutti questi officij hanno da essere conformi al sopradetto fine della legatione, et a gloria di Dio, et a quanto Sua Santità ha imposto a bocca sopra ciascuno de' detti Signori.

Partita da Lione usando la sua auttorità dovunque potrà, non mancarà di confermare i Catholici e consolidare i deboli e vaccillanti nella Santa Sede et nella Santa unione etc.

Se dunque V. S. Illma. farà la strada del Borbònese, arrivando a Molins, se potrà sicuramente esservi, darà il Breve di S. Stà. diretto a loro Magistrato, maggiore e Scabini di quella Terra, e farà con essi quel l'officio che si conviene per il fine della sua legatione.

Et abboccandosi con il Duca di Nivers, potrà dirli la causa della sua legatione secondo la sua Bolla, e darli la paterna et apostolica benedittione di S. Stà. et il suo Breve, et certificare S. Eccza. della santa et ottima volontà di N. Sre. verso quel Regno et tutti li Catholici di Francia, et che non è stato mai immemore della salute loro, nè dell'officio di Padre et Pastore universale in tutto quello che ha potuto, et essortarlo et ammonirlo da parte di S. Stà. dell'obligo di S. Eccza, come Christiano, come Signore, come Principe, che fa tanto aperta professione di essere Catholico a stare con i Catholici, et di schivare a fatto gli heretici, come ha fatto in altri tempi, et di abbandonargli, et di unirsi congli altri Principi e Signori Catholici di Francia, alla conservatione e defensione della Religione Catholica, all'estirpatione dell'heresie, et alla conservatione di quel Regno, et di havere un Rè che sia Catholico e zelante della Santa Sede, et quel di più che le sovvenirà, et ella intenderà quel che dice, et mostrarà anco di pigliare da lui alcuni buoni avvisi o ricordi, et massime se parlasse del modo di colligarsi con gli altri Catholici, o d'altra buona risolutione, et si offerirà di trattarne con loro, et essere buon mediatore, et che S. Eccza. facci anco lei la sua parte con altri Signori Catholici Suoi amici e parenti, e particolarmente col Duca di Longavilla suo genero, per ritirarlo dal servitio et adherentia del pretenso Rè di Navarra.

Se quei della Città di Lione, o anco il Duca di Nivers, o altra Città Cattolica facesse instanza di vedere la Bolla della sua legatione, e per buon fine, se le potrà far vedere.

Et passando per Niversa, o là vicino, potrà forsi anco parlare a quel Vescovo, che s'intende essere persona molto pia e zelante, e consegnarli il Breve a lui diretto, essortandolo ad aiutare questa opera non solo con li suoi popoli et clero, ma anco con ogni altro, con chi potrà. Al Magistrato della Città di Niversa non è parso dar Breve, scrivendosi al Duca loro Signore, et per non dare qualche sospetto all'Eccza. Sua.

Passando poi per la Città d'Orleans farà il medesimo officio come si è detto in Lione, benedicendola solennemente, e dandole il Breve che S. Stà. scrive al suo Maggiore et Scabini, et commendando la pietà loro, et la perseveranza nella Santa Sede Cattolica, et il valore et fortezza d'animo in resistere tanto alla impietà heretica, con lodarli e ringratiarli da parte di N. Sre., et efficacemente essortarli tuttavia a perseverare. Et essendovi il Vescovo, farà l'istesso officio seco, dandoli il suo Breve.

Ma se V. S. Illma. farà da Lione la via di Borgogna passando per Macone, darà il Breve diretto alli loro Maggiori et Scabini, e gli essortarà e farà l'officio come di sopra; e così anco farà con la Città di Ciallone, con dare il suo Breve diretto Maiori et Scabinis Civitatis Cabillonensis, e con la Terra di Bona, facendo consegnare il Breve Maiori et Scabinis Terra Belnensis. E cosi anco alla Città di Digion passando per essa, se potrà senza pericolo, con presentare i Brevi di N. Sre. diretti a quella Città, o loro Maggiore et Scabini credentiale, et al Parlamento di quella Città, ch'è disteso, con confermarli nel buon proposito loro, di perseverare nella unione di Catholici et nella buona risolutione fatta da

esso Parlamento, di volere un Rè veramente Christianissimo et Catholico, et non voler adherire a Rè o Principe alcuno heretico, et lodarli et ringratiarli della buona volontà, constantia e zelo, che hanno mostrato e mostrano verso la Santa Sede Cattolica. Ma se ella non passasse per la Città, ma di fuori, o da lungi, ella potrebbe spedire un gentilhuomo con sua lettera e Breve, non vi essendo impedimento; se non, dopo scrivere et mandarvi.

Passando oltra per Troas in Ciampagna, farà il medesimo officio con la Città e col Vescovo, se vi si trovasse, in nome di Sua Santità, consignando il Breve diretto al Magistrato della Città, Maiori et Scabinis Civitatis Trecensis. Ma s'ella passasse di fuorà, potrà mandarvi un gentilhuomo a fare questo officio con sua lettera, se si potrà fare poi con lettera sua, et mandarle il Breve con altra commodità.

Facendo la strada di Borgogna e di Digion, potrebbe informarsi della Città di Langres, se è vero che sia dichiarata per il q. Rè de Navarra, et non potendosi passare sicuro di là, nè trattare con essi, almeno V. S. Illma. vegga s'è possibile di parlare col Vescovo, che è Carlo Descars, et egli come Vescovo Lingonense è Duca et Pare di Francia, et dargli il Breve a lui diretto, et far seco l'officio necessario secondo il fine della legatione, e che facesse opera di ritenere et conservare quella Citta nellà Sede Cattolica senza ammettere predica di heretici, nè essercitio della falsa religione, anzi di ridurre quella Città et popolo suo alla Santa unione Cattolica, etc.

Potrà anco per la medesima strada praticare con

l'Abbate di Cistertio generale di tutto l'Ordine Cistertiense, e con l'Abbate di Chiaravalle, con farli avvisati prima che si facessero trovare nel passaggio in qualche luogo, per havere ella da abboccarsi con loro per servitio di Dio e di Sua Santità, e venendo da lei dare all'uno et all'altro i Brevi credenziali di Sua Santità et in nome suo benedirli e fare con loro il sopradetto officio, e che essi lo debbiano fare con gli altri loro Abbati, Prelati e Conventi, et con altri loro suddetti et vassalli in servitio del Signore et beneficio di quel Regno et ordinarli che faccino, et faccino fare oratione per quell'effetto, come anco sarà bene ordinare per via di essortatione et preghiera a tutti altri Prelati et Superiori secolari et regolari, per quali si possa, che debbiano fare continuamente, et massime in questo tempo.

Essendo dunque V. S. Illma. o per la via del Borbonese a Estampes, o per la via di Borgogna et Ciampagna a Troas, se inviarà la volta di Parigi, dove o vi si trovi il Rè liberato, overo non vi si trovi, farà l'entrata publica e solenne, entrando honorificamente con suoi Prelati, Gentilhuomini e famiglia, dove semo sicuri che sarà incontrata et ricevuta con grand honore, allegrezza et applauso, con dare poi la solenne beneditione nella Chiesa cattedrale, e fare le altre ationi et ceremonie secondo il solito et l'ordine del Pontificale.

Ma se 'l Rè Christianissimo fusse già liberato, e non fusse arrivato a Parigi, si mette alla risolutione ch'ella farà consultatamente, se debbia aspettare che 'l Rè arrivi prima, o ch'ella facci l'entrata, et aspetti Rè a Parigi.

Ella poi nella sua prima audienza che harrà dal detto Rè Christianissimo, se vi si trovarà, si harrà da condolere con Sua Maestà in nome di Sua Santità della sua detentione, et insieme rallegrarsi della sua liberatione et successione, et che a S. Stà. non è potuto venire nuova più felice, che intendere che la Maestà Sua sia libera e Rè, con altre simili parole, et presentarle il Breve ch'è disteso in questo senso : e così comminciarà a trattar seco, et dopo col Duca di Maienne, e col Consiglio generale, e con altri Principi e Signori, etc. Ma se non vi si trovasse S. Mtà o non fusse liberata, ella trattarà col detto Duca di Maienne e con Consiglio generale de' Catholici della Lega, e con i Principi che vi si trovaranno, et altri, come sono il Preposito et Scabini della Città, et i soliti intervenirvi ad arbitrio del detto Consiglio, et se 'l detto Duca fusse di lungi con l'esercito in campagna, trattarà con il detto Consiglio generale e Principi presenti, et altri come di sopra, esponendo la causa della sua legatione, la paterna carità e santa mente di N. Sre., il fervente zelo e la prontezza et intenso desiderio suo di aiutarli e favorirli, e di satisfarli con ogni mezzo possibile, etc., come ha fatto in questo mandarli il Legato come hanno chiesto, ch'è la persona sua, etc., con presentare i Brevi, che sono in credenza di V. S. Illma. al detto Duca di Mena, et al Consiglio generale, secondo si trovaranno presenti, come si è detto, e con esplicare il fine e scopo della sua legatione, come di sopra, et nella Bolla della sua deputatione si contiene, et dire tutto quello di più che N. Sre. le ha imposto, et che a lei parerà necessario et espediente.

Dopo a parte nelle visite che riceverà dal Magistrato della Città, dall'Università, dalla Sorbona, et dai Vescovi et Prelati, Principi et altri signori che si trovaranno, o verranno a Parigi, darà i Brevi apostolici di credenza, o distesi, e trattarà et negotiarà con loro, secondo parerà bene et espediente alla molta prudentia sua, et conforme alla pia mente di S. Bne.

Et quando il Duca di Mena si trovasse absente con l'esercito, et c' havesse mandato da lei a fare compimento, V. S. all'incontro, se si potrà senza pericolo, potrebbe scrivere a S. Eccellenza con mandargli dei suoi Prelati a visitarla, e mandarli il suo Breve credentiale, et fargli esporre tutto quel che converrà significarli, etc., se bene si crede ch' ella arrivata verrà subito a trovarla.

Et quando alcuni Principi o altri signori, per i quali sono Brevi credentiali o distesi di N. Sre., si trovassero absenti, e non venissero, ma mandassero da lei per visitarla e negotiare seco, ella secondo il suo solito, non mancarà di intenderli et ascoltarli volontieri, et con ogni cortesia rispondendo o scrivendo a loro in conformità della causa della sua legatione, con inviarli i detti Brevi. Et tal hora secondo la qualità del personaggio, dove si potrà senza pericolo, nè potrà mandare alcuno de' suoi gentilhuomini con sue lettere et Brevi.

Et quando anco non mandassero da lei, et fussero absenti, V. S. Illma., potrà scrivere et mandare a loro i Brevi, et fare tutto quello che potrà, per haverli favorevoli, et potere aiutarsi et a valersi di loro nelle presenti occasioni.

Così parimente harrà diligente cura di scrivere e mandare per buona e sicura strada gli altri Brevi alle città, ai Vescovi e Prelati, et alle Corti de' Parlamenti di quel Regno, et è bisogno fare molta stima di loro, perchè l' autorità loro importa molto.

Et dove conoscerà essere necessario o bene mandare alcuni de' suoi Prelati o gentilhuomini con dette lettere Brevi, per negotiare e trattare con loro, per servitio della publica causa, ella non manchi di farlo, procurando però sempre che vadino con buona sicurezza dove è pericolo.

Il medesimo officio potrà anco fare da se stessa con altri Signori et personaggi, ai quali non nè fussero stati scritti Brevi, et ai quali fusse espediente scrivere o mandare. Se bene non mancaranno Brevi, perchè oltre gli spediti nominatamente, se le daranno degli altri, con la soprascritta lasciata in bianco.

V. S. Illma. sarà avvertita, che se bene si danno a lei questi ricordi di fare la tale, o la tal cosa particolare ; nondimeno non se le impone necessità di farli o esgguirli così a punto come si scrive in essi, quando non si può, ma si lasciano alla discretione et circonspetione sua, di fare quel che si può, et secondo comporteranno le qualità delli negotii et delle persone, et il tempo et il luogo, et le occasioni che saranno misurate dall' esperientia et prudentia sua, con ruminare et consultare bene prima le cose massime, gravi et difficili con i Prelati che vengono seco, et tal hora non confidando di tutti con alcuni di loro che conoscerà essere più idonei e sofficienti per qual che ha da trat-

tare, a darle consiglio, o che sono più informati o esperimentati delle cose.

Delli cento mila scudi che S. Bne. ha dati, et V. S. Illma. porta in poliza per aiuto et soccorso dei Catholici della Lega, et degli altri che havesse a mandare per questo effetto, ella et quanto al modo et quanto alla forma, et quanto al tempo che l' harrà da far pagare, eseguirà quel che particolarmente da S. Stà. l'è stato ordinato.

Ella poi o stando ferma a Parigi o altrove, o trovandosi in viaggio, non mancarà di scrivere et far scrivere continuamente, et in tutte le occasioni, et per tutte le strade che si potrà, e di tenere bene et fedelmente avvisata S. Stà. di tutte le cose giornalmente e minutamente con ogni diligentia e studio, per poter proveder e rispondere opportunamente alle occorrenze.

E particolarmente darà avviso di questo suo viaggio, et di tutto quello che harrà fatto et negotiato in esso, massime con Principi, Prelati, Signori, Communità e ville, et delle risposte date a V. S. Illma. et ai Brevi a loro consegnati.

Avvertirà che i Signori Prelati et altri gentilhuomini che mena seco, nel scrivere in queste parti di nuove di quelle parti, non scrivano diversamente dalla verità, nè indiscretamente senza delitto; nè per vanità, o fuora di proposito, per fare la menantaria; ma con ogni verità et modestia, senza toccare i segreti della legatione, eccetto se altrimenti da Sua Santità ad alcuno fusse stato imposto.

Beatissimo Padre.

Sin quà doveva arrivare la parte dell' Instruzione fatta da me. Poi doveva seguitare l' altra parte data alla Santità Vostra dal signor Cardinale di Santi-Quattro, un capitolo della quale ch' è dell' espressione dell' eletione de Cardinal Vandome, in caso di continuo carcere o di morte del Cardinale di Borbone presente Rè, non è piaciuto alla Congregatione, non parendo in modo alcuno espediente, che si pona nell' instrutione, nè per hora in scritto, essendovi tempo et da pensare et da trattarne appresso. Et perchè io mi trovo fatti questi altri pochi capitoli per compimento della mia instrutione, che sono nelli seguenti fogli senza venire ad altri particolari; ma del resto aspettare l'evento delle cose, mi è parso anco mandarli con la medesima scrittura alla Santità Vostra, per farle vedere se vi è cosa che le piaccia.

Ma se'l Cardinal di Borbone Rè si trova anco prigione, et in mano del Rè di Navarra, V. S. Illma. non manchi fare ogni officio, et di procurare con ogni instantia e col Duca di Mena, e con altri Principi e Signori Catholici della Lega, e col Consiglio generale di Parigi, che faccino opera di liberarlo anco per forza et con esercito e con genti, se pure non si trovasse ristretto alla Roccella, o mandato forsi oltra mare in Inghilterra, et in tal caso pare che si habbi da difendere et mantenere il Regno sotto il titolo et nome suo, per quanto sia possibile.

Ma quando pure tutti i Catholici della Lega e gli anco e tutti i Parlamenti giudicassero in questo caso

doversi tenere gli stati per eletione del nuovo Rè, overo che in caso di morte di esso Cardinal di Borbone fusse necessario tenere i detti stati per tal eletione, non mancarà V. S. Illma. darne subito avviso alla Santità di N. Sre. per potervisi pensare, et all' hora bisognarà fare ogni sforzo con tutti i Catholici che siano unanimi et uniti et congionti d'animo e di volontà, a fare eletione d'un Principe in Rè, che sia buono et veramente catholico et christianissimo, conforme alle leggi et ordinationi di quel Regno, et impedire che non sia eletto Principe heretico o sospetto d'heresia, per assicurare il vero culto e servitio di Dio, le Chiese e clero di quel Regno, la salute commune di tutti i Catholici di tutti gli ordini, e di tutto quel Regno. Ma del particolare che intorno a questo si havesse a fare, non mancarà tempo di pensarvi, et di scrivere più opportunamente.

Perchè nel giuramento fatto dal q. Rè di Navarra, e confirmato dai Principi et altri suoi seguaci, si promette tra certi mesi un Concilio Nationale libero, cioè schismatico et heretico, et senza l'autorità della Sede Apostolica quando mai si attentasse tal cosa, V. S. Illma. non mancarà di darne subito avviso, et di fare ogni opera di impedirlo et sgarrarlo con l'autorità sua, anco con censure e pene, et di fare officio non solo con gli Arcivescovi, Vescovi, Prelati, Abbati et Religiosi, et con la Sorbona, ma anco con i Principi e Signori Catholici et della Lega e Consiglio loro generale, che sia dissipato, anco per forza d'arme, et per tutti i mezzi e comodi.

Quanto all' Assamblea generale, che promette pur per certo tempo de' soli Principi e Signori già seguaci

et servitori del Rè morto, è similmente da impedirsi per ogni via da detti Principi, Prelati et Signori Catholici della Lega e dal Consilglio loro, et da tutte le ville catholiche et da tutti i Parlamenti, poi che ne escluderebbono a questo modo tutti essi Catholici della Lega, e tutti i tre Stati della fatione loro : al che è molto da mirare perchè se de facto i Stati si convocassero a modo et beneplacito del detto Navarra, si perverterebbe tutto l' ordine del Regno, et dei tre Stati, et per questa via si potrebbe aprire qualche porta alla total rovina et essitio di quel Regno. Et per questo non si dovendo fare sotto l' autorità di esso Navarra, è necessario impedire tal impresa quando si attentasse, eccetto quando occorresse far nuova eletione di Rè, e che tutti i Catholici del Regno unitamente convenissero in una che fusse legitima, sicura et approbata dai Parlamenti, et da tutti essi Catholici come si è detto di sopra ; se bene intorno a questo vi sarà da pensare.

Nel resto supplisca la diligentia et la prudentia sua.

Archivio Vaticano. Miscellania di Francia.

41. NOTE DU CARDINAL CORNARO, ANNEXÉE AU RAPPORT D'ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 24 octobre 1589.

(Paroles du pape.)

« Questi vostri Signori Venetiani ci hanno messo l' animo in gran travaglio; solevano haver nome di prudenti e di tardi nelle lor deliberationi, servendosi del beneficio del tempo nelle cose dubbie. Habbiamo veduto in certe pitture stampate certi vecchi Venetiani con due oc-

chialoni al naso, che stavano a mirar altri che trattavano insieme, et habbiamo udito dire : Venetiani stanno alla finestra col Papato, che dinotava la lor prudenza, hora non sappiamo che dire; si sono precipitosamente risoluti in un punto di ricever un Ambasciatore, residente in Venetia di un heretico scommunicato et dichiarato inhabile al Regno dal Vicario di Christo, quello, che non è stato fatto da niun' altro Principe Christiano maggior o minor di quella Republica, onde lor soli si sono vendicati questa autorità di approbar un Re, con dispiacer di tutti gli altri Principati. Che dirò più, che gli stessi Francesi catolici che aderiscono alla parte di Navarra lo ricevono per Re con questa conditione che fra sei mesi s'accomodi con la religion cattolica, et perciò i Principi del sangue mandano hora il Duca di Lucemburg, et essi l' hanno accettato assolutamente. Il Re di Navarra è stato nominato Re di Francia da un esercito tumultuoso, ma Parigi, Lione, Orliens et altre città infinite, con tanti Principi, per tale non lo conoscono nè lo vogliono.

« Che prudenza è adherire ad uno, che ha le armi in mano et combatte tuttavia dubbioso della vittoria et della fortuna? Manco male era, certo, aiutarlo di genti et di denari, che fare una simile publica dimostratione. Ne vagliono le ragioni, che la Regina d'Inghilterra et altri heretici escommunicati trattano con principi, senza incorrer in censure, perchè quella Regina fu coronata come cattolica, et se bene è dichiarata priva delle ragioni del Regno, non per questo ha mai perduto il suo possesso, et per negotii particolari non è escommunicato, chi tratta con principe escommuni-

cato ma è ben cosa nuova et non più udita, che sia ricevuto come Ambasciatore residente del Re di Francia uno mandato da persona che è dichiarato inhabile et incapace di esso Regno et relapso da questa Santa Sede, dopo anco le nostre ammonitioni; che mai non habbiamo pensato ad altro, che aiutare, favorire et honorare quella Republica, nella qual crediamo che ci siano degli huomini buoni et prudenti et timorosi di Dio, ma dubitiamo anco che ci siano de' mali huomini inqueti, li quali vorressimo che venissero a Roma, non per castigarli, ma sol per intender le lor ragioni in questo proposito. Dubitiamo anco, che quei vecchi per ambitione et timore di non conseguire i desiderati honori, tacino et non ardiscano con la gioventù, presso la quale non è tutta la prudenza come bisognerebbe. Gli scrittori chiamavano Venetiani potenti in mare et molto stimati in terra, perchè, per la lor prudenza, erano arbitri et compositori delle discordie degl' altri Principi. In questo nome doveano conservarsi. Aspettaremo, che il Donato venga, se ben quest' Ambasciatore ha molto ben diffeso la patria sua; ma dove non è ragione non si può persuader con eloquenza; non possiamo far di meno per honor di questa Santa Sede di non proceder innanzi, ognivolta che non si trovi rimedio a quel che è seguito, et Dio prospera sempre tutte le nostre azioni. Noi non vogliamo male al Re di Navarra, ne habbiamo a partir seco cosa alcuna, se non quanto aspetta alla Religione come Vicario di Christo, che ci obliga a spender la vita et quanto habbiamo; non volevamo scommunicarlo, si per non metter lui in disperatione, come anco per poter tener la via aperta di trat-

tar seco, et per via de' Prelati et religiosi ridurlo al bene, il che hora non possiamo più fare, se egli prima con le debite vie et modi non lo ricerca; ma il Cardinal Santa-Croce, Farnese et Este nel principio del Pontificato, con darci ad intendere che questa sarebbe stata la via di pacificar quel Regno separandolo dal Re morto, ci fecero risolvere, tanto più, che la Bolla della scommunica era già fatta da Gregorio nè altro si mutò, che il nome in Sisto-Quinto; poi ha levato questi Cardinali di vita per il lor peccato. In ogni cosa nostra noi conosciamo la protezione che Dio ha di noi. Onde se saremo necessitati di far qualche dimostrazione contra quei Signori, non temiamo, che Dio non aiuti la causa sua.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

42. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 15 décembre 1589.

Secondo l'ordine stabilito andai lunedì all' audienza di Sua Maestà, como scrissi alla Serenità vostra che dovevo fare, et havendola trovata in buona dispositione di salute, et non le havendo parlato dopo ritornato in Madrid, mi rallegrai del prospero stato nel quale la vedovo et poi le dissi, che si come io non haverei mai pretermesso alcuna occasione di far quello che potesse esser di commodo et di sodisfatione della Maestà Sua secondo gl'ordini che tenevo dalla Republica, così la Serenità Vostra haverebbe sempre dimostrato ogni segno di confidenza et d'osservanza verso la sua persona, come all'hora io per commissione espressa et particolar era

venuto a comunicarle quello che era passato tra la Serenità Vostra et il Rè di Navarra, et quello che era succeduto co'l Nontio di Sua Santità che reside in Venezia, insieme con la deliberatione, che sopra ciò era stata fatta da quell'Eccmo. Senato; soggiongendo che già conosceva la Maestà Sua per vera et chiara sperienza, che quella Republica desiderando la pace con tutti li Principi et la quiete con tutti i stati, secondo il suo inveterato et natural costume, haveva sempre procurato di conservare l'amicitia et buona intelligenza con ogni potentato, et si come con effetti cortesi et amorevoli haveva cercato di tratenersi con ognuno, così haveva schiffato di interessarsi nei negotii et nei affari che possono apportare travaglio et pericolo al suo stato et a quello d'altri Principi, li quali tutti erano amati et stimati da lei; et comminciai a raccontare gl'ufficj che fece seco per mezzo di lettere et per mezzo di Mons. di Messe il Re di Navarra, et quanto dalla Serenità Vostra gli fu risposto, et come fu deliberato di accettare il predetto Monsr. per Ambasciatore, essendo anco stato admesso et udito un Ambasciator del Duca d'Humena; narrando il motivo che fece il reverendissimo Nontio sopra questa deliberatione con tutti gli altri particolari, che la Serenità Vostra mi commandò che io dovessi esplicarle; et perchè, Serenissimo Principe, sapevo che havevo di rappresentare a Sua Maestà cosa che non era grata si per l'informatione che io già tenevo, si per chè ognuno vede gl'interessi che egli ha con la lega di Francia, et per chè anco vi concorrono altri rispetti importanti che debbono esser noti alla prudenza della Serenità Vostra, mi sforzai di spiegare quella ma-

teria con quella maggior destrezza che si potesse, temperando quello che le poteva essez molesto et ponderando quello che le poteva dar gusto. Dispiace a Sua Maestà che il Papa usi la sua autorità con tanto rigore, estendendola al governo temporale, et ha piacere che gli sia posto impedimento, et però considerai molto bene quello che haveva fatto il Nontio et quello che haveva fatto la Serenità Vostra. Non vuole sentire Sua Maestà che alcuno si chiami Rè di Navarra che ella stessa che possiede quel Regno, èt però procurai di nominar quel Rè senza offesa ne mala satisfatione sua ; onde mi pare comprendere per la maniera di trattare et per la forma della risposta havere lasciata impressa opinione nella mente di Sua Maestà che la deliberatione di quella Serena. Republica sia stata piena di prudenza et degna di commendatione, poichè la Maestà Sua parlando meco con humanità et dolcezza grande, et rispondendomi con molto honore verso quel Serenissimo Dominio, mi disse che conosceva quella Republica tanto prudente et tanto savia, che si assicurava che haverebbe maturamente considerato ogni cosa in questa materia et haverebbe deliberato quello che si conveniva ; soggionse però due cose che mi parvero degne di esser notate. L'una che in questi negotij della Francia si doveva haver riguardo principalmente al rispetto della religione, il quale affermò esser importante, et lo replicò più volte, quasi volesse dire, che per questa causa piu tosto si dovesse favorire la parte contraria ; et perciò io replicando dissi quello, che già havevo esposto, che la Serenità Vostra oltre l'officio di amicitia et di complimento non haveva trattato de interessarsi ne per

favori ne per consiglio ne per ajuto con alcuno, et che quanto alla religione io non sepevo altro se non che la Serenità Vostra era avisata dal suo Ambasciator residente in Francia che il Rè di Navarra haveva fatta professione publica della fede Cattolica, et promesso constantemente di diffenderla con la forza et col sangue, essendo per ciò sequitato et obedito da molti Principi cattolici di quel Regno e da diversi Cardinali francesi. L'altra cosa degna de notification fù che disse di credere che il Pontefice mediante l'Ambasciator destinato facilmente si sarebbe placato et acquetato, et lo disse in tal modo et con tali parole che mostrava di persuadersi che tra il Papa et quella Republica non potesse nascer differenza che agevolmente non si potesse accomodare; il che mi fa pensare che Sua Maestà habbia opinione, entro Sua Santità et la Serenità Vostra sia intelligenza più buona et più stretta di quello che palesemente apparisce, come di ciò ne havevo già sentito a ragionare da persone principali in questa corte, et di quelli ancora che possono esser consapevoli dei pensieri dei ministri più intimi di questa corona ; infine ringratiò la Serenità Vostra di questa confidente communicatione...

Arch. Ven. isp. Spagna, fil. 21.

43. LEONARDO DONATO ET ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 16 décembre 1589.

Sermo. Principe, Hieri, secondo l'uso ordinario, ci fu deputata l'audientia dalla Santità Sua, havendo gliela noi fatta ricercare prima per poter esequire gl'ordini

della Sertà. V., ricevuti la presente settimana, con la solita et debita nostra riverenza. In questa audientia dopo premesse dal Pontefice alcune poche parole della mala qualità della presente stagione travagliata da continue pioggie et venti, habbiamo communicato alla Santa. S. l'arrivo in Venetia del Sr. di Lucemburg, la sostanza della sua ambasciata, et della risposta datagli dall'Eccmo. Senato con quel di più, che si contiene nella sua commissione, et siamo proceduti in cio assai riservati, et con brevità più tosto, che altrimenti, parendone cosi convenire al publico servitio per troncar alla Bne. S., quanto più si potesse, l'occasione di nuovi pensieri et concetti, che dalli particolari del ragionamento gli potessero essere somministrati, habbiamo pero stimato a proposito il considerarle diligentimente che la Serta. V., ancorchè con molto affetto et instantissimamente ricercata da esso Sr. di Lucemburg di interporre gli ufficij suoi appresso S. Bne. per favorire li negocij ch'egli ha da trattar seco, habbia stimato ciò essere superfluo appresso la somma et singolar sapienza et charità della Beatitudine Sua, havendo anzi detto a quel Sr. ch'l Sermo. Dominio tanto maggiormente si rallegra delli prosperi successi del Re suo, quanto più lo conosce inclinato ad essere buon Cattholico et devoto di questa Sta. Sede; con che non solo havea dimostrato tutto questo negocio essere proprio et dipendente dalla Beatitudine Sua alla quale aspettava, ma anco haveva dato segno chiarissimo di portar ogni conveniente rispetto a questa Sta. Sede, et di non voler, oltre li ufficij debiti di creanza et complimento, interessarsi o ingerirsi in alcun altra cosa piu oltre.

Onde la pregavamo riverentemente, in nome delle Ecc. V. et di noi medesimi insieme, di voler anco lei consolar hormai la Republica per che ha fatto tutto quel più che ha saputo, et potuto per obedire alli suoi desiderij, et che come devota et obediente sua figliuola merita quanto cadaun altro Principe, e amor et buona gratia sua. Il Pontefice mostrandosi assai turbato et mutato grandemente daquello che ci parve di lasciarlo nell'audientia passata, non sapendo noi imaginarci di ciò la causa, entrò con grande alteratione a dire delli suoi soliti concetti : che dato un inconveniente ne seguono molti altri ; che la Serenità Vostra ha ricevuto il Sr. di Lucemburg, come Ambasciatore del Re di Franza, che sola lo favorisce, et che se in Italia interverrà alcun disordine, et la religione patirà detrimento, ciò procederà da lei, che favorisce heretici, quello che non fa alcun altro Principe del mondo ; che quel Snr. di Lucemburg è stato supremamente honorato con dargli la nobiltà et collane, che egli non haveva che far in Venetia, ma vi era andato, perchè la Republica haveva voluto riconoscere il Navaro per Re di Franza, che la Serenità Vostra havea interrotto alla Santità Sua ogni bene, et che lei havea detto tanto per il passato, che non voleva più dir altro, ma che fatte le feste della Natività, nelle quali voleva vivere quieta et riposatamente a se stessa, penseria poi a quello, che segli convenisse di fare, et che quanto a me Donato se volevo partire, che lo facessi anco in quella sera, perchè da lei non haverei havuto altra miglior parola, et che potevo far l'istesso anco io Badoaro, se cosi mi fosse piacciuto. Noi in questa occasione, non pretermettessimo di essequire la seconda

parte della commissione della Serenità Vostra con dirle, che le Eccellenze Vostre grandamente si dolevano di intender, che la Santità Sua ch'è amorevole padre della Republica havesse cosi sinistro concetto delle attioni et pensieri suoi, stimando ella cio essere grandemente alieno dal suo merito et da quella ottima opinione, che la qualità del suo governo gli ha acquistata nel mondo per gratia del Signor Dio, et per comprobata esperientia de 1200 anni, et essagerando questa parte, quanto ci parve a sufficientia, la pregassimo di allontanar da se simili credenze, et non prestar fede a genti appassionate, et a persone che le danno avisi falsi, o siano ministri o altri chi si voglia, ma attendere alle parole delli ministri di quella Serenissima Republica et alle attioni sue, che como dessinteressate et prive di passione si troveranno sempre essere candide, sincere, et drizzate alla pace, alla quiete, et al ben d'Italia, come sono stati anco tutti li ufficij precedenti fatti con lei et con altri Principi; essere una gran falsitá, che la Serenissima Signoria habbia data la nobiltà al Sr. di Lucemburg, perchè già molti anni la sua famiglia l'haveva, et che se ben di questo particolare noi non ne havessemo alcuna notitia, ci imaginiamo nondimeno ch'egli valendosi di questa occasione havesse voluto con la via delli magistrati ordinarij provar la sua sucessione, perchè sicuramente, alla Serenità Vostra non ne havea detto alcuna parola, et che havendo quel Serenissimo Dominio con la qualità della risposta data ad esso Sigr. di Lucemburg rimesso il tutto a lei, havea mostrato un gran rispetto verso questa Santa Sede, et stimava di haver fatto cosa degna di commendatione et

non di biasmo; ne potersi per alcuna maniera dire ella favorire gli heretici, poi che non li da ainti di danari, gente o consiglio, non s'interessa con essi, et vive con tali termini in tutto il suo stato, che se altrove si perdesse la religion vera, ardiriamo dire, che in niun luogo la si potesse trovare più perfetta, ne piu sincera che nello stato della Serenità Vostra. Ne restassimo di dirle, che'l Sgr. di Lucemburg era venuto a Venetia da se, non ricercato dalla Serenità Vostra, ma per commandamento del Re suo et della nobiltà et forse anco per sua commodità, havendo tenuto quella strada altre volte, quando nell'assuntione di lei al Pontificato venne a rendergli l'obedientia, al qual tempo gli furono fatti grandissimi honori, che hora sono stati ommessi per il solo rispetto, che si è voluto haver alla Beatitudine Sua. Ma il Pontefice accendendosi tuttavia più, continuò a dire di non voler entrare nelle contese prime, poi che già assai se ne era parlato; che vedeva perdersi in Venetia la religione, et rincrescer gliene sopra modo; non dire ella, che si favorisce un'heretico con aiuti et danari, ma che cio si fa con riceverlo, et riconoscerlo per Rè di Franza, che se gli havea scritto, et si erano ricevute le sue lettere, cosa che non hanno fatto altri, et che si vuole tener prattica con heretici et scommunicati. Replicassimo che la Serenità Vostra colla prohibitione posta al Sgr. di Mess di non intervenire alle publice ceremonie, et con la seconda dechiaratione di denegar il solito incontro al Sgr. di Lucemburg haveva pienamente sodisfatto all'intentione della Beatitudine Sua; poi che non li concedendo le prerogative ordinarie degli altri Ambasciatori di Franza veniva chiaramente a pale-

sar di non haverlo in quel grado, nel quale l'Ambasciatore pretende di essere; et che il ricercar più oltre saria un voler che si scacciasse l'Ambasciatore il che non era di mente della Santità Sua, essendosi ella non una, ma più volte contenta ch'egli stij in Venetia et si ascolti et che, se cio si deve fare è pur conveniente, che vi sia alcun luogo, dove si faccia, et che questo era l'Eccellentissimo Collegio, onde lei di tanto si poteva contentare; et che se si erano ricevute le sue lettere, cio era stato fatto per debito termine di creanza, non convenendo alla Serenità Vostra ricusar la cortesia di uno, che offeriva amicitia et buona voluntà, ne meno regular la lingua et li tittoli altrui, ma ben considerar quello, che appartenesse a se stessa, come ha fatto compitamente, articulando la Beatitudine Sua che la Republica come è vissuta sempre Cattholica et devotissima di questa Santa Sede, cosi persevererà constantissamente nel medesimo concetto per il tempo avvenire et havendo fatto quanto si vede reputava in ogni caso essere escusata appresso Dio et appresso il mondo. Ne potersi opporre alla Serenità Vostra che essendo da tutti le parti circondata da Turchi et heretici s'intertenga con semplici ufficij di creanza con un Principe potente, il quale ogni giorno va crescendo di forza et riputatione poi che tutti li Principe cristiani fanno per varie occasione et con varij Principi heretici il medisimo senza alcun biasmo, et molto più lo doveva fare la Serenità Vostra quanto maggiori et più importanti sono gl'interersi suoi di quell degl' altri; ne valer il dire que la Sua Signoria sola habbia passato co'l Navarro questi complimenti per che ella sola è stata ricercata, et

che li altri anco haveriano fatto il medesimo se fossero stati chiesti. Rispose il Pontefice esser vero ch'altri Principi cristiani compliscono con Principi heretici, ma che dimandano licentia, et che lo fanno con heretici stabiliti, fermi, senza contrasto nelli suoi stati, ma che la Serenità Vostra procede altrimenti, et che ha quasto ogni cosa, et che bisogna tener più conto di Dio, che delle forze humane, perchè quando haveremo Dio dalla nostra non ci mancherà alcuna cosa, et che non bisognava favorire li ministri di un'heretico ; et noi le considerassimo come altre volte habbiamo scritto, quello che fanno gl'altri, et quello, che si sia fatto hora da quel Serenissimo Dominio et con qual temperamento, et pregassimo la Santità Sua di non magnificar lei stessa tanto questo negocio ; che facesse conoscer il Sgr. di Mess per quello che non faceva la Republica et che la vera via di non favorirlo era il sopir questa controversia, poiche la Serenità Vostra non poteva, ne sapeva far alcuna cosa di più ; disse ella, si ben, mandar due Ambri. a rallegrarsi et se il Re ha bisogno di 300 o 400 m. scudi, prestar glieli, et noi dicessimo questo non si farà mai, ne la Republica s'interesserà in questi negocij, et in questi propositi passarono fra la Santità Sua et noi molte et diverse repliche per il spatio di quasi un' hora et mezza, proponendo ella quando gli sovveniva con molta commotione di animo, et rispondendole noi ciò ch'era conveniente, ma però fino a quel segno, che ricercava la riverenza, et modestia nostra ; et apportaressimo grandissimo tedio alla Serenità Vostra se volessimo particolarmente narrarle il tutto ; basterà a noi haver toccato li capi principali delle

cose, et dirgli di non haver mancato, per quanto è stato in noi, al bisogno et travaglioso negocio restando noi per la qualità delli ragionamenti et per l'alteratione, che mostrava il Pontefice dubiosi, et quasi certi di maggior rottura, entrassimo a parlar degl'altri negocij del Clero di Venetia et Vescovato di Rettimo, come scrivemo nell'altra nostra et vi dimorassimo quanto fu conveniente et finita la trattatione loro, parendoci, che Sua Santità si fosse alquanto raddolcita, per non lasciar cosa alcuna intentata da nuovo supplicassimo la Beatitudine Sua di consolarne colla sua beneditione nel principal nostro desiderio et obligare con questa paterna demostratione l'animo et il cuore di tutta la Republica et dar ancora a me Donato questa commodità della partita, la quale in oltre altri rispetti desideravo ancho per qualche mia particolar devotione havendo massime adempito all'obligo della mia commissione et a quel riverente obsequio che la Serenità Vostra con la missione mia ha voluto dimostrar al mondo esser portato da lei a questa Santa Sede et alla Sua Beatissima persona, et di cio ne la pregassimo con parole tali, che ben poteva ella comprendere l'intimo del nostro cuore et l'affetto con che ricercavamo questa gratia non meno per particolare rispetto della Serenità Vostra che per il publico et commune interesse; et la Santità Sua rispose di non poterlo fare, ma volere pensare sopraciò queste feste et che fra tanto giungeria il di Lucemburg, si ascolteria, et ne daria poi risolutione. Al che fu per noi replicato, che havendo la Serenità Vostra più volte fatto intendere alla Beatitudine Sua col mezzo nostro di non voler oltre gli ufficij di creanza ingerirsi nel negocio del Re di

Navarra, conforme all' intentione anco di lei, ella volendo aspettare la venuta del Sgr. di Lucemburg prima di espedire me Donato veniva con questa maniera a contrariare a se medesma, mostrando con tal via di unire il nostro negotio con quello di Navarra, dal quale è disgiuntissimo et nel quale la Serenità Vostra non s'interessa punto, rimettendole a lei, come a capo della religione. Il che dicessimo, non tanto per indurla maggiore a risolvere in bene il nostro negotio quanto per certificarla, che dagli ufficij di complimento in fuori, la Serenità Vostra non é, ne vuole essere interessata in questi affari, nel che havessimo anco consideratione alli ordini, che possa havere esso Sgr. di Lucemburg di parlar de Concilij che sono cose, le quali qui s'intendono molto acerbamente, et la Serenità Sua ritardò al quanto la risposta. Finalmente inspirata dal Sgr. Dio, et forse anco compunta dalla sodezza delle nostre vivissime ragioni, quando noi manco se lo aspettassimo, disse di contentarsene et di essersi lasciata vincere da noi, ma che chi ha compagnia, ha Signoria et che voleva parlarne con li Cardinali della Congregatione et dirgli, che si era corrucciata con noi, et poi stata vinta, contentandosi, che lo scrivessimo alla Serenità Vostra ma che le aggiungessimo che nelle cose della religione procedesse da qui imanzi con maggior circonspettione et prudentia et con quel riguardo, che si conviene a questa Santa Sede et non corresse a furia ne volesse esser la prima a deliberare in cose di religione, ch'appartengono a lei, et che ne facessimo buon ufficio con lettere et a bocca anco lo replicassi io Donato, la qual cosa promettessimo di fare, et la pregas-

simo di ultimare ella stessa il negocio, dando commodità a me Donato di partire imanzi le feste, che sono così vicine, et lei disse di non poter far altrimenti che communicar la cosa colli Cardinali et che lunedì chiameria la Congregatione perchè prima le ocupationi della Capella dell'Advento non gli permettevano di poterlo fare, et che quella sera mandassimo a dimandar l'audientia perchè ne la deputeria il giorno seguente, overo con prima commodità, et espediria il tutto. Di che noi le bacciassimo humilmente il piede et procureremo quel giorno di essere admessi a lei; et seguendone la conclusione, come confidiamo, che debba seguire fermamente non potendosi con ragione credere, che una parola dataci dal Pontefice con tanta fermezza habbia per qual si voglia sorte d'ufficij, o altri accidenti ad.essere retrattata, ne daremo subito aviso alla Serenità Vostra con corriero espresso : Rallegrandosi noi grandamente che con la gratia del Sgr. Dio, et con l'indrezzo delle prudentissime commissioni della Serenità Vostra habbiamo il presente negotio, come giudichiamo per le cose sopradette sortito il fine debito all'honestà sua, et al dovere, et che da noi è stato procurato con ogni maggior studio et pensiero. Et io Donato non havendo altro che trattare in virtù della mia commissione, anzi essendo il tutto terminato secondo l'intentione di lei, colla buona gratia della Serenità Vostra martedi prenderò buona licentia dalla Santità Sua, et non essendo decoro della Serenità Vostra che la Corte mi veda piu lungamente per questo negotio, immediate mi porrò in viaggio per venirmene a suoi piedi quanto prima comporterà la stagione, et

le feste di Natale, che farò in alcun luogo fuori di Roma.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

44. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 18 décembre 1589.

Sebbene le male satisfationi passate e gli accidenti che occorrono fanno nascer occasioni di nuovi disgusti e di nuovi travagli tra Sua Santità e que[illegible] non di meno quì conoscendosi la natura [illegible]ltiera, come dicono, et volendosi troncare ogni [illegible]a di scandalo et di romore, si va con gran destrezza sollevando i motivi che si fanno et temporeggiando i disordini che succedono; onde essendo scomunicati gli Alcaldi et poi per l'assolutione penitentiati, quando l'intese il Serenissimo Rè laudò quello che dal Nontio et dal Giudice et delegato si fece, et nell'atto degl'istessi Alcaldi desiderò che havessero usato maggior moderazione; a queste si aggiunge che essendo stati scoperti molti mori che esercitavano la religione maometana in una città del regno di Valenza, et volendo il Vescovo farli prendere et carcerare, dimandò l'aiuto secolare, il quale da quel governatore gli fu denegato; ma essendo pervenuta a notitia di Sua Maestà queste discordie fra l'ecclesiastica et laica giuriditione pare che siano alquanto mitigate, poichè in altre occasioni l'autorità della Chiesa è stata aiutata secondo il bisogno dal braccio civile, et si crede il tutto esser stato eseguito per ordine della Maestà Sua aliena da questi moti et da qualun-

que perturbatione, et tanto più si procura quì d'estinguere ogni cattivo seme che possa partorire maggior inconveniente, quanto più si dubita de' popoli mal contenti de' Stati d'Italia, come ho scritta alla Serenità Vostra, et massime di quelli del regno di Napoli, temendosi che il Papa liberandogli solamente dal giuramento della fedeltà et della ubidienza, et non usando altre armi, potesse eccitare gran commotioni in quelle parti; con tutto ciò che si dolgono assai del procedere di Sua Santità, et ne parlano molto liberamente; anzi alcuni che sono grandemente familiari dei principali Ministri me ne hanno ragionato senza dissimulatione; essagerano tanto queste cose del Papa, che pareva che lo facessero metterlo o in odio o in mal concetto di tutti. Io, veramente, si come non approbavo il male che dicevano, così gli lasciavo sfogare, parendomi che quanto più erano occupati in questi ragionamenti et impressi in questa opinione, tanto più erano deviati dai ragionamenti et dal pensare alle cose della Serenità Vostra, in proposito del Rè di Navarra, delle quali è stato parlato longamente in questa corte. Onde mi è stato detto da persona, che per lo carico che lo può sapere, che vedendo questo Serenissimo Rè et il suo consiglio l'animo di questo Pontefice inclinato a innovationi et ristretto in parentato con le case Colonna et Orsini, giudicando per questo che non voglia stare unito con questa corona, ma dipendere da se medesimo solamente, deliberò di mandare l'Ambasciatore appresso a quella serenissima Republica per tenerla in officio, stimando che questa corona congiunta con lei non habbia da temer alcun potentato, et che niun separato dalla Serenità

Vostra ardisca in Italia tentare moto veruno. Questi sono i particolari che io intendo in questa materia, li quali ho voluto avisare distintamente, parendomi che siano di molto momento per dare o per togliere vigore al Papa nella presente agitatione, et che alla Serenità Vostra non possano esser nè ingrati da udire, nè inutili per deliberare...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 21.

45. PREMIÈRE NOTE VERBALE CONTENANT LES PROPOSITIONS DE SIXTE-QUINT, REMISE AU COMTE D'OLIVARÈS PAR LE CARDINAL GESUALDO

Sans date (première moitié de décembre 1589).

Sua Santità, come zelantissima della fede catholica, mostra animo molto pronto et risoluto d'unirsi con Sua Maestà per aiuto delle cose di Francia et specialmente per rimediare che la religione in quel Regno non si perda come va a manifesto pericolo di fare, se non in tutto, nella maggior parte, quando pervenisse (che Dio non lo voglia) il dominio d'esso in mano de heretico, il che preme a la Santità Sua infinitamente la quale anco teme oltra la ruina di Francia il danno che ne risulterebbe alle provincie convicine.

Seguendo questa unione, Sua Santità, per voler lo stesso, che vorrà il Re et mancando Borbone, quello che Sua Maestà giudicarà a proposito per la corona a quello inclinarà la Santità Sua.

In questa unione però stima necessaria molta prestezza et fermezza, et dal canto suo già è pronta et ap-

parechiata et osservarà fermissimamente tutto quello che prometteva, contentandosi non solo di metterci tanta gente quanta il Re, ma più tosto da vantaggio, et mostra animo di non lasciarsi vincere nè di cortesia nè d'amore da Sua Maestà, anzi espressamente dice che in questo conviene che vinca la Santità Sua ch' è padre et il Re figliuolo, essendo proprio dell' amore discendere et non salire.

Desiderata havere intiera sodisfatione dalla Maestà Sua, tanto nella prestezza della risolutione quanto nella grandezza dell' esercito, et nella celerità di tutte le preparationi, acciochè alla primavera ogni cosa stia all'ordine come si conviene, et si prevenghino tutti li aiuti et soccorsi che potesse haver Vandoma, et che in somma il negotio s'abracci con quel fervor che ricerca una causa non più publica et tanto importante, ma di Dio et di tutta la christianità.

Essendo la causa tale et governata con li modi et mezzi humani, leciti, giusti et prudenti dati da Dio sua Bne., ha fermissima speranza che l'impresa riuscirà felicissimamente, che si como l'animo gli è stato presagio d' altre fationi successe et mali che sono avenuti, così pare che in questo gli prometta felicità certa, et che della comodità di danari che si trova gli sia stata mandata da Dio per questo così importante et santo negotio.

Cerca il modo poi di far la guerra, et d'entrare più per una che per altra banda, essendo cosa da governarsi col giuditio delli sperti, la Santità Sua se ne remetterà a Sua Maestà, perchè come savia et sperimentata nel governo et maneggio di tante guerre già da

tanti anni potrà et saprà elegere gli spedienti migliori.

Se bene s' era tocato dello invitare in questa unione gli altri Principi d'Italia, non di meno dipoi essendo stata Sua Santità suplicata di far guardare il segreto che è necessario nella negotiatione et considerate altre ragioni, particolarmente che tra Sua Santità et Sua Maestà si sarebbono messi insieme le forze bastanti all'impresa, per addesso le pare di non invitare alcuno; et discorrendo sopra tutti li Principi s'è detto che Savoya per l'interesse proprio non può far di meno di seguitar la volontà di sua Bne. et del Re, che il gran Duca se bene ha forze grandi non di meno conviene aspettare che lui preghi, Ferrara et Mantua tanto meno si pensa di ricercargli quanto che hanno minori forze, et nelli Venetiani non occorre pensare, li quali al sicuro che vorrano stare a veder, et non interessarsi con nissuno, ma fatta l'unione quando si volessero muovere, Sua Bne. procurava lei che stiano a segno.

In questa occasione ha detto Sua Santità molte volte del grand amore che porta al Re, quanto desidera la sua lunga vita per benefitio della Christianità, et che se bene è degno d'esser stimato assai come tanto gran Re, non di meno Sua Santità molto più lo stima per esser veramente catholico et fedele a Dio, per la qual causa confida nella Maestà Sua grandissimamente, et che haverebbe desiderato farlo Re di Hierusalem, et che alla Sede apostolica metterebbe conto che l'Imperio di Sua Maestà fusse molto maggiore perchè in tanti più Regni et paesi haverebbe potuto Sua Santità esercitare l'offitio di Vicario di Christo.

Anchor che Sua Santità habbia detto et dica di vo-

ler aiutare le cose di Francia come in effeto, ha animo di fare, non per questo scuopre il secreto della negotiatione col Re, ma mostra parlare di se sola; nel quale non può cadere sospetto alcuno tacendo del Re per governare il negotio con la prudencia che si conviene.

L'è parso per le copie lasciategli dal Conte d'Olivares ch' il detto Conte non habbia scritto a Sua Maestà con caldezza, et efficacia corrispondente alla qualità del negotio, il quale merita esser trattato con gran fervore, ardenza et prestezza, et però desidera si rescriva di nuovo tanto gagliarda et efficacemente che Sua Maestà venghi quanto prima alla risolutione et agli effetti cominciando subito dalle preparationi necessarie.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

46. DEUXIÈME NOTE VERBALE REMISE AU COMTE D'OLIVARÈS PAR LE CARDINAL GESUALDO

16 décembre 1589.

Havendo io detto a Nro. Sigre. che haveno obedito alla Stà. Sua in dar quel foglio all'Ambasciatore, assicurò ch'ogni giorno si sarebbe conosciuta maggiore et migliore la volontà sua et se stese alle cose seguenti.

Ch'importava infinitamente la prestezza della risolutione et delle preparationi, et il non perder tempo, poichè in cose così fatte per un punto si perdono grand'occasioni, dicendo che bisogna cominciar presto per far bene et non dar tempo agli altri che possono

disturbare, et che facendosi presto spera ch'al sicuro si farà bene, et che cominciandosi ad havere qualche buon successo se acquistarà reputatione con la quale si vincerà tutto il resto. Quì se stese a dir molto, et con molti essempi di quel che fa la riputatione particolarmente con quello di Cesare che diede nome a tutti l'altri Imperatori, et con quello di Carlo-Quinto nominandolo grandissimo Imperatore.

Ha tornato a dire che desiderarebbe ch'il Imperio del Re si stendesse per tutto; che se bene tal hora havuti alcuni disgusti in certe cosette, et nominò per una il non lasciar venir alcun vescovo di Spagna *ad visitandum limina Apostolorum* et altre più minute, non di meno ha considerato ch' essendo il Re vero Catholico et che fa vivere catholicamente in tutti gli suoi Regni, questo non solo non contrapesa ma supera presso la Stà. Sua ogni altra consideratione, che crede che non lasciaranno la Regina de Inghilterra et gli Principi Protestanti di dar qualche aiuto a Vandoma, però che tutte queste forze insieme le pare che non potranno mai arrivare a 15,000 huomini pagati, che mettendone insieme 40 o 50,000 Sua Stà., et Sua Mtà. spera che prestissimo cominceranno a fare tanti buoni effetti che la riputatione di questi primi successi farà guadagnare tutto il resto della guerra, ma che bisognarebbe che Sua Mtà. dal canto suo facesse presto, risolvendo et cominciando ad eseguire quel che conviene.

Ricordò non solo che si scrivesse di nuovo, ma che si scrivesse che il Re mandasse quà comissione et facultà sufficiente da poter concludere quel che s'apun-

tasse; che non c'era tempo da poter consultare ogni punto in Spagna ove dubitava che questo negotio non si trattarebbe con quella celerità che conviene et che la Stà. Sua desidera.

Che si doleva molto delli navigli presi d'Inglesi in una di quelle isole et che pregava Iddio che non s'incontrassero con le navi che venivano dall'Indie, che metteva in consideratione che Sua Mtà havesse potuto radunare un'armata contra Inghilterra questo anno; sperava che stante che la Francia non le potrebbe dar soccorso, ne meno li Principi protestanti, quali non si vorrebbano per tanti catholici et per tante bande sfornire de danari et di gente, si potessero fare più buoni effetti : uno, prohibendo che l'Inglesi non dessero fastidio alli suoi mari; l'altro che forse si saria potuto colpire qualche cosa di buono in Inghilterra, poichè le minori forze degl'altri in tanti luoghi, divise, non si potevano aguagliare a quelle della Stà. et Mtà. Sua oltre che loro soli sono quelli che hanno la causa giusta, anzi militano per la causa di Dio; principalmente il solicitare che si scrivesse che venisse presta risolutione con comissione et facultà bastante, fu detto et replicato molte volte.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

47. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 13 janvier 1589 (1590).

Serenissimo Principe, Gionse luni al tardo Monsgr. de Lucemburg, dopo esser stato a Pisa dal Gran Duca

molto accarezzato ; ma doi giorni prima, per ordine di Sua Altezza, l'Ambasciator Suo disse a Sua Santità, che mentre esso Sigre. diede lettere delli Principi del sangue, delli Pairi, oficiali et Nobiltà del Regno, le accettò il Gran Duca el trattò seco con quella suavità che si conveniva, ma volendone dar poi altre del Navarro, non le volse accettare, iscusandosi con dire, che essendo in disgratia della Sede Apostolica, prima trattasse le cose sue col Pontefice, perchè lei poi sarebbe prontissima di corrispondere ad ogni cortese officio, che havesse voluto usar seco, et di prestarli ogni servitio, di che il Papa mostrò molta satisfatione, et dopo partito l'Ambasciator con alcuni della sua Camera, raccontò questo successo, dicendo così si deve fare, et non come Venetiani, che li fecero si grande affronto. Il Sigr. Duca di Mantova ha fatto far l'istesso officio ; ma'l Sigr. Duca di Ferrara che accettò le lettere, intendendo le cose fatte dagl' altri, per essere Vassallo della Chiesa, ha mandato al Papa anch'egli le lettere stesse, faeendoli dire che furono poste sopra il suo tavolino senza avedersene et che hora le mandava alla Santità Sua. Subito gionto il Sigr. de Lucemburgh mandò a darme conto al Sigr. Cardinal Montalto, et dire che anderebbe alla Santità Sua, quando lei si degnasse commandare, ancor che havesse bisogno di un giorno almeno di riposo, et li fù riposto, che fosse il ben venuto, et che attendesse a riposarsi, perchè il Cardinale parlerebbe col Papa, et li farebbe intender poi la sua risolutione, la quale il giorno dietro li fù fatta sapere, che prendesse la sua commodità, ma che bastandoli un giorno di riposo potria andar l'altro, o quando li paresse me-

glio, et fu concertata l'hora per quel giorno, che fu appunto il mercordi alle 21, il che seben pare curioso ho voluto nondimeno avisare nelli presenti, acciochè questa tanta diligentia nell' udirlo, che riesce anch' essa molto considerabile nelli negotij che passano al presente, sia molto ben nota alla Serenità Vostra. Andò questo Signore a Palazzo, accompagnato da 22 cocchi con grande numero di Signori Francesi, fra quali vi è uno di casa Orsina chiamato Monsr. dell Ciapella, Signore di molta portata, et che dicendo di essere dell'istessa famiglia Orsina di Roma viene honorato dal Sigr. D. Virginio et da tutti questi altri Signori. Hora gionto al Palazzo, si ritrovorno con meraviglia di tutti le porte delle sale serrate, che forno poi aperte ma non si lasciorno entrar tutti. Le guardie de Suizzeri et de Cavalli leggieri, che sogliono essere distribuite per quelle stanze, tutte radoppiate, et quando fu per entrar nelle Camere più vicine a quella del Papa, alla Porta, che quì si chiama la Bussola, non si voleva lasciar entrar altri, che lui solo, ma poi diedero a tre altri l'ingresso, alli quali però fecero lasciar le spade, si che il Duca restò tutto meravigliato, et con l'animo sospeso et insospettito. Entrato a Sua Santità, prima d' esporse li suoi negotij, la Santità li dimandò come si ritrovava di salute dopo tanto viaggio, dove era allogiato et che se non haveva commodo allogiamento haveria voluto, che fosse andato in Palazzo, che haveva commandato a Suo nepote, che l' honorasse et che lo servisse, et che stesse allegramente, perchè voleva, che l'havesse in Rome l'istessa et maggior libertà et sicurtà, che nella sua propria casa, si chè il povero Sigre. si riconfortò tutto, come egli stesso ha

detto, et preso ardire principiò ad esporre le sue commissioni per parte delli Principi del sangue et poi delli Pari et Nobiltà di Francia che sono note alla Serenità Vostra, eccitando la Santità Sua ad haver compassione alle miserie del povero Regno di Francia tanto benemerito di questa Santa Sede, il quale hora resta da tutte le parti preda de Sicarij predoni et crudeli inimici dell'human riposo et con l'auttorità della Santità Sua guidata dalla Sua Singolar prudentia potria sperare di ritornar un giorno ancora nella sua primiera tranquillità. Al che Sua Santità havendo con difficoltà molta intesa la sopra detta sustantia, per haver il Duca parlato in lingua francese, rispose cortesemente, che niuna cosa desiderava più, che la quiete et il bene del Regno di Francia, et che conoscendo Sua Signoria di grande bontà et di ottima mente, udivá volentieri ciò che li ponesse inanzi, et farebbe ciò che volesse lui, sapendo, che non vorrà mai cosa che non sia di honor del Sigr. Dio et di beneficio di quel Regno et che però un altro giorno, venisse all'audientia conducendo seco un interprete per far meglio intendere li suoi concetti, che lo ascolteria volontieri, et farà quanto egli li ricercasse, dicendoli anco, che andasse a lei quando li paresse bene, senza dimandar audientia perche l'ascolteria tutte l'hore, et quando più spesso lo vedesse, tanto più si consoleria, si che quel Sigr. favorito anco in principio di esser fatto sedere, il che si concede alli soli Ambasciatori de Re, quando il Papa sede, si partì per questi trattamenti consolatissimo et s'ha lasciato intendere d'haver trovato nel Pontefice maggior benignità di quella che havesse saputo desiderare, et ritor-

nato a casa considerate le parole di Sua Santità d'haver commesso al nepote, che l'honorasse et che lo servisse, mandò a dire alla Sigra. Donna Camilla, che'l Re de Navarra desiderava farsi Cattolico, el che per farlo sicuramente et con sua reputatione, haverebbe potuto essere instruito da persona mandata da Sua Santità il che non si haveria dovuto negare al Re, che teneva buonissima mente, il quale anco non solamente contentava lasciare al Sigr. Cardinale Montalto un'Abbadia promessali dal Re morto de 24 mille franchi d'entrata, ma darne un altra appresso forse migliore, che era del Sigr. Cardinale de Guisa, et anco la protettione di Francia, il che protrebbe giovar sopramodo alle sue trattationi, quando egli stesso non l'andasse publicando, poscia che altri, che non vederiano l'accordo volontieri, et procureranno con ogni spirito disturbarlo referendolo a Nostro Segr. lo porranno in necessità d'andar inanzi nel negotio più consideratamente per sua propria riputatione, acciochè non si possa dire, che per proprio interesse della casa sua habbia fatto più una che un'altra deliberatione in cosa di tanto momento. Hieri poi alle 22 hore tornò dopo di me all'audientia, et nel radoppiar le guardie, et tener le porte serrate s'è usata l'istessa diligentia del primo giorno, et non volendosi lasciar entrar alcuni gentilhuomini Francesi, ritornò il Duca indietro et voleva partire, ma richiamato furno lasciato entrar cinque o sei solamente et fu osservato, che tutti li Francesi erano senza spada, cosi quelli, che entrorno, come gl'altri, che restorno di fuori, forse per haver l'ingresso più facile, et per non esser costretti a deponerla come l'altra volta : Quello

poi, che seguisse nell'audientia sua intenderà la Serenità Vostra nelle allegate. Gratie...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

48. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome. 13 janvier 1589 (1590).

...M'ascoltò il Pontefice con molta attentione, et poi disse, stringendosi nelle spalle : stiamo qui aspettando; molti Cardinali et altri ci hanno stimulato a licentiar il Lucemburg et mandarlo fuori di Roma; ma voressimo, che gl'huomeni non s'attribuissero d'insegnarci il nostro mestiero, che se vorrano nell'altre cose dirci quello che non sapiamo, l'haveremo caro; ci facessimo frate da nove anni; habbiamo sempre atteso alli studij, et siamo continuamente versati in legger Canoni, historie ecclesiastiche, Dottori, Theologhi, et le questioni disputate da tanti valent'huomeni et in particolare le decisioni de Pontefici et de Concilij, non vorressimo hora, che in questa professione tutti si facessero nostri Pedanti, et per ciò li habbiamo risposto, che ci perdonino, che intendiamo queste materie meglio di loro, et che haveressimo caro, che anco la Regina d'Inghilterra venisse a nostri piedi, il Duca di Sassonia et tutti gl'altri con buona dispositione, che i despiace, che vadino a Ferrara, a Mantoa et ad altri Principi, per haver communicatione con loro, ma che venendo al Sommo Pontefice confessando et pentendosi de suoi errori, tutti dovvebbono consolarsi. Che questo di Lucemburg non li haveva detto ancora alcuna cosa

del Navarro, ma che all' hora forse, che stava aspettando l'audientia, li potrebbe parlare, et che ascolterià ciò che li volesse dire, ma che il negotio era difficile, et pregava il Sigr. Dio, che non l'abbandonasse della sua gratia...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

49. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 20 janvier 1589 (1590).

Serenissimo Principe, dopo la venuta del Duca di Lucemburg si giunsero ogni giorno insieme col Sigr. Ambasciatore di Spagna, li Signori Cardinali Dezza, Mendoza et Madrutio, il quale quando non vi può essere per le sue indispositioni, manda il suo Segretario Carlo Grota, et alcune volte sono stati anco con li Signori Cardinali Rusticuccio et Como per contraporsi alli disegni et alle trattationi di questo Signor di Lucemburg; ma dopo l' haver tentato invano che Sua Santità lo licentiasse et dubitando, che per le carezze, et buon trattamento che li sono fatti continuamente, potesse la Santità Sua venir in alcuna compositione et riconciliarsi col Navarra, forse anco per liberar se stessa dalle continue richieste, che li erano fatte de danari, et aiuti per quei della Lega, hanno spinto il Cavaliere de Diu, Ambasciatore di essa, a dire a Sua Santità, che hora havendo mandato il Serenissimo Re Catholico 300 mila scudi al Sigr. Duca d'Humena, li quali basteranno da vantaggio per l' intrattenimento delle sue genti, non haverà più da molestar la Santità

Sua per danari et tanto meno, quanto che Sua Maestà Cattolica ha promesso di farli haver sicuro assegnamento per l'avenire de cento mille scudi al mese per le spese della guerra, et hanno fatto dappoi sparger fama (come si crede, non havendosi sicuro fondamento dell'aviso) che in Parigi sia stata publicata Sua Maestà Cattolica prottettore della Lega et fauttore della Cattolica Romana Religione in quel Regno con obligo di mandarli sei mille fanti et due mille cavalli fino a guerra finita et pagarli cento mille scudi al mese, et di più il Signor Ambasciatore di Spagna ha detto a Sua Santità, per nome del Re che la Maestà Sua dichiara di non pretender altro nel Regno di Francia se non che vi sia un Re Cattolico, et che offerisce tutti li aiuti che Sua Santità giudicherà necessarii, li Stati et la vita stessa a questo fine, poichè mai si deve credere nè confidare nel Navarra, per promessa ch'egli facesse, et tutto ciò si tiene esser fatto per raffredare il Papa nel pensiero che temono havere d'ascoltar le trattationi del Navarra et abbracciarlo forse quando volesse ritornare Cattolico, ma la Santità Sua, mostra continuare nel suo buon proponimento, et nella mia audientia mi disse tutto il ragionamento passato con esso Lucemburg, del quale scrissi riverentemente la settimana passata, et che molti vorriano pure, che lei licentiasse questo Signore, ma che anzi se non fosse quì, bisogneria procurar ch'egli venisse, quale per ostaggio delle promesse che fossero fatte, non già perchè dica volerlo tener per ostaggio ; ma perchè giova alla sua riputatione haverlo quì per ogni evento, et principalmente per assicurarsi di non essere burlata ; che voleva accarez-

zarlo ogni giorno più, et se volesse Dio per questa strada introdur il bene nel Regno di Francia, non voleva lei precluderla, ma stava intenta d'abbracciar l'occasione et renderne divote gratie a Sua Divina Maestà che glie l'havesse mandata, la quale continuamente pregava a non abbandonar la causa sua, et che quel giorno, dopo pranzo, aspettava esso Lucemburg et haverebbe ascoltato volontieri ciò che li havesse voluto dire. Quanto io dicessi in laudar questo proposito della Santità Sua per confirmarla in esso maggiormente, se volessi particolarmente esplicare, empirei molti fogli, ma in fine si condusse Sua Santità a tale, che lagrimò molto teneramente, et mi disse con grande benignità che se essilarava assai nel ragionar meco, soggiongendo dappoi che si dice che'l Re Cattolico sia stato dichiarato in Parigi protettor della Lega, il che havendo dimandato al Cavalier de Diu quella mattina, li haveva detto non haver lettere di ciò dal Signor Duca d'Humena, ma che se sarà vero sarà una buonissima nuova, et ridendo a questo passo grandemente, disse, che buona nuova sarebbe al sicuro, ma in diverso senso di quello che intendeva lui, perchè tutti li Francesi s'unirebbero contro alli Spagnoli et forse che *inter duos litigantes tertius hæres gauderet;* dal qual ragionamento, mi parve comprendere che la Santità Sua non havesse alcun pensiero di voler dipendere dalla volontà de Spagnoli, et che fosse per abbracciar qualche honesta occasione che li fosse posta inanzi d'accommodamento col Navarra, quando però lo potesse fare con riputatione sua, anzi che li spiacesse sopra modo, se la publicatione di questa protettione fosse vera, che'l Re fosse

divenuto a quest' atto da se, senza sua participatione, perchè dicendoli io non credere la nuova, perchè n' havrebbe il Re fatto dar parte alla Santità Sua, lei mi rispose, li Spagnoli non vogliono compagni, ma vorriano se lo potessero havere, che tutti dipendessero da loro. Hieri poi Monsignor di Lucemburg disse al Pontefice nella sua audientia, che parlando al Re di Navarra di questa sua venuta a Roma, li dimandò ciò che voleva che dicesse a Sua Santità per parte sua, et che il Re li rispose che per sua parte li baciasse li santissimi piedi et li dicesse che lui non era heretico, perchè sempre era stato dell' istessa opinone et quando li era detto che viveva in errore, sapeva di haver sempre fatto rispondere che quando li sarà fatto conoscere, sarà pronto di lasciarlo, et che la Santità Sua stessa sapeva, che già qualche tempo li haveva fatto dire, che se lei lo volesse fare instruire della verità l' haverebbe havuto caro et l' haverebbe abbracciata, ma che fin all' hora non credeva errare; al che si fermò il Papa un poco, et poi disse l' è vero, l' è vero, il Marescial de Memoransì ce lo scrisse et ce lo fece dire et seguitò poi Lucemburg, che parlando il Re seco amorevolmente, come suole per esser suo parente, li haveva detto che credevano tutti una cosa medesima, credendo il simbolo delli Apostoli, ma che esso Lucemburg li disse : Vostra Maestà crede il simbolo, ma non tutto, perchè se lo crede in Dio Padre, là non crede che 'l sia omnipotente; come non? disse il Re, et che lui soggionse : non Sire, perchè non lo crede che 'l possa essere attualmente nell' ostie consecrate, et nel sacramento dell' altare, et che il Re rispose, in questo abbiamo torto, et

per me lo credo, et tengo per fermo, et se non vi sarà altra difficoltà saremo presto d'accordo; il che piacque al Pontefice sopra modo, et disse lodato Dio, questa è buona nuova, ma come possiamo assicurarci di ciò che ci dite? S' assicuri Vostra Santità, disse lui, perchè lo dico io, et è così, che altrimenti non lo direi, et all' hora il Pontefice disse vegga Vostra Signoria ciò che la vol che facciamo, che lo faremo volontieri, et lui, che Vostra Santità permetta che noi, che abbiamo seguito la parte del Re, possiamo continuare senza incorrer in censure, et che per guadagnare non solamente l'anima del Re, ma gran parte del Regno di Francia, lei si contenti mandar persone che instruiscano Sua Maestà et il Pontefice li rispose, che 'l negotio era importante, et che bisognava trattar spesso et ristrettamente sopra di esso, et che perciò se lui havesse prelato, o altra persona confidente in Roma glie la nominasse, perchè la manderebbe a trattar seco per riferirli poi, acciochè si potesse trovar qualche assettamento, havendo lei ottima dispositione di far quanto potrà con riputatione della Sede Apostolica, et dicendo il Duca, che non haveva alcuno se non comandasse la Santità Sua, lei li propose Monsignor Serafino, francese, auditor di Rota, et Signore per dottrina et per bontà veramente singolare, et Monsignor di Lucemburg se ne contentò, perchè anco lo tiene per confidente, et heri da sera principiò a ragionar con lui, et per quanto ho potuto fin' hora sapere il disegno suo sarebbe che Sua Santità mandasse non legato, nè Nontio, perchè il Re non saprebbe ancora come trattarlo; ma l' istesso Monsignor Serafino, o Monsignor

Bondino, il presente Governator di Macerata con due Teologhi appresso per instruire il Re, dando intentione che in questo modo con poca fatica, Sua Maestà sia per ridursi al voler della Santità Sua, et della Chiesa Santa, Cattolica Romana : starò avertito d'intendere particolarmente ciò che succederà per giornata et di tutto ne darò alla Serenità Vostra riverente conto...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

50. PHILIPPE II AU COMTE D'OLIVARÈS

Madrid, 14 janvier 1590.

Hase recebido la carta que me escriviste de 6 del pasado con que venia la estampa del Jubileo que S. S. ha concedido para las cosas de Francia, y (como vos lo decis) no solo es poco grata á la Inquisicion la facuIdad de absolver hereges y cismaticos, mas muy perjudicial y peligrosa á la conservacion de la religion, y así fué bien que tratasedes de restringir aquella clausula, como escribis que lo quedabades procurando, de que se espera aviso, y para entretanto que este llega, está ya prevenido el Nuncio conforme á vuestro parecer, para que no haya novedad ni publique lo que le viniere sin comunicarme lo primero. Deseo mucho que hayais sido parte para remediar esto con los oficios que pensavades hacer, sin aguardar orden mia, pero sino lo estubiere quando esto llega, hareis instancia con S. S. para en lo que toca á estos Reinos se quite en todo caso la clausula de la abrobacion de los hereges y fautores dellos, pues realmente es de grande inconveniente para

agora por lo que la facilidad del perdon suele dar atrevimiento á los males, que en caso y delicto tan grave es mucho de evitar, y para lo de adelante esto ejemplo y sus consequencias serian para destruir la autoridad de la Inquisicion, que es en estos Reinos, como sabeis, el apoyo y sustento de la fé catolica que tan viva y entera está en ellos por la misericordia divina; añadiendo á esto, si conviniere, como cuando el santo Concilio de Trento dió alguna facultad para estas absoluciones á otros que á la Inquisicion, fué á solos los Obispos en persona, y que aun esta se les quitó despues en tiempo de sus predecesores, dejandola absolutamente en sola la Inquisicion, cuyo nombre y autoridad tiene por acá las cosas tan á raya y en buen termino, que teniendo presente la esperiencia del fruto que hace, no seria seguro ni conveniente tratar de abrir otra puerta, especialmente en tierra donde tantos moriscos hay, como sabeis, y así con resolucion pedireis el remedio desto y alcazandolo (como es de creer en cosa tan justa) la embiareis en diligencia.

Tambien para lo de Francia me ha parecido que podria ser muy perjudicial aquella clausula, por la puerta que abre esta facilidad de la absolucion á dos muy grandes males : el uno á que si quisieren engañar á S. S. y á los Catolicos lo pueden hacer muy á su salvo todos los hereges de aquel Reino y sus fautores, para hacer despues mayor daño; y el otro lo que convidará el tener la absolucion tan á la mano á los que fueren mas amigos de sus propios intereses que celosos de la religion que no deve ser allí pocos, de manera que en lugar de atajar la heregia, esto la esten-

dería mas por aquel Reino, demas del peligro que es dejar la absolucion de caso tan grave en mano de gente tan idiota o estragada como, por la mayor parte, serán los confesores que por allí hubiere, con otra multitud de inconvenientes que esto tiene. Los males vos sabreis ponderar por reducir por esta via á S. S. al remedio, cargando sobre todo la mano en asegurar la esclusion de Bearne como tantas veces se ha dicho, y es la mira á que se han de enderezar todos los oficios que en esto se hicieren, como cosa tan importante y de cuyo bueno o mal suceso depende el bien o mal de aquel Reino y de tanta parte de la cristinadad, como vos lo podeis muy bien considerar. Y si por algun medio acepto y confidente al Papa pudieredes hecharle en los oidos la ocasion, que con esto da, á que muchos jusguen que lo hace para que Bearne y sus secuaces la tengan para alguna mascara de fingida conversion y sobresanar como quiera el negocio, á trueque de escusar gasto y librarse de cuidado y que es cosa en que (á juicio de algunos) padece su reputacion, no lo dejareis de procurar y del fructo que lo uno y lo otro hiciese me ireis avisando.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

51. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 24 février 1589 (1590).

Serenissimo Principe... Il Pontefice nella Congregatione di Francia si è doluto grandemente del Legato, perchè favorisca troppo il Duca d'Humena poichè in

questo modo gl'altri haveranno giusta ragione di haverlo per diffidente, et che volendo lei essere neutrale, ne favorire per hora questo o quello, doverebbe far anch'egli l'istesso, non dando danari ad una parte, per dar occasione all'altra di dolersi; concludendo che li voleva restringer l'auttorità, acciochè non la potesse far nell'avenire; et dapoi fece leggere le lettere dell'istesso Legato, nelle quali di più di quanto ho scritto per le precedenti mie si conteneva, che havendo egli detto al Sigr. Duca d'Humena, che Sua Santità haverebbe mandato in Francia 20 mille fanti et 2 mille cavalli sotto il Sigr. Duca d'Urbino, venne il Duca tutto rosso, et restò senzo parlare, et che il giorno dietro li disse che Sua Santità haveria fatto bene nel mandar quella gente, ma che non convenendosi che alcun altro Capitano le commandasse, et che tutti haveriano dovuto obeduir a lui; biasmando il Papa assai quest'alterezza, et dicendo che non lo faceva per altro che per haver danari et non gente, per convertirli in uso suo, come haveva fatto tant'altri, perchè si faceva conto che la Città di Pariggi ne haveva pagato un millione et centomille scudi et più d'un'altro millione haveva havuto dal Re Cattolico, oltre settecentomille in circa fatti contribuire da altri paesi, li quali non sapendosi dove siano spesi, bisognava concluder che fossero convertiti in commodo suo particolare, che hora vorrebbe cavar danari anco da lui per far l'istesso, ma che non li voleva dar alcuna cosa et que questo era la sua ferma risolutione, si chè li Cardinali preparati per risponderli, come quelli che tutti sentono per la Lega, restorno mutoli, senza dir alcun'altra parola a Sua Santità, la quale infine li sog-

gionse, che li piaceva haver inteso per le lettere del Card. de Vandomo la trattatione del Card. de Borbone di cedere al Navarro, perchè con questo si potrà sperare la sua liberatione et facilitar maggiormente la trattatione di esso Navaro, quando verrà conoscer il suo errore et humiliarsi, come deve al Sommo Pontefice, con che si partirno li Sigri. Cardinali impressi, che'l Papa voglia in ogni maniera accommodarsi con lui... et dicendo io a Sua Santità che'l Duca m'haveva affirmato sperar di certo, che'l Re scriveria sue lettere alla Santità Sua, et manderia bastante commissione di dimandarli perdono, rispose il Papa, Dio lo Voglia che presto terminaressimo ogni cosa. Voglia Dio anco, soggionse da se, che venga la Regina d'Inghilterra, la quale altre volte ricercata, non ricusò ma rise, senza risponder altro... Et ricercato da me, disse anco, il Duca di Sassonia mandar huomo al Gran Duca di Toscana, come scrivo nelle precedente, ma che non sapeva con che intentione, sebene era avisato ch'egli haveva permesso a molti ne suoi stati poter far dir la messa nelle proprie case a porte chiuse, il che era un buon principio, essendo questo Principe Calvinista et non Luterano, come era il Padre. Ma in fine soggionse, che faremo? Che questi Spagnoli minacciano di farci la guerra, et vogliono con timore farci far à suo modo? Ma, s'ingannano a proceder con noi di questa maniera, perchè ci faranno far peggio... non vogliamo dir di non haver paura de gl'huomini, ma temiamo più Dio, et se serviremo a Dio non stimeremo alcun altra cosa, bravino et minaccino quanto voglino, perchè ci faranno far peggio. Et forse che l'espedirsi più presto co'l Navarro,

li darà che pensare, et in occasione havendo quel cane all'orecchio, perderanno la voglia di travagliar altrui. Che non si poteva porsuadere, il Re haver questa opinione, havendo osservato in tempo di Paolo Quarto, con tutta la guerra, che quel Pontefice haveva fatto a esso Re, venir il Duca d'Alva a bacciarli i piedi et dimandarli perdono di commission della Maestà Sua, et in tempo di Pio Quarto, che diede la sentenza della precedenza in favore di Francia, sebene furono fatte tante proteste in voce et in scrittura, si vide nondimeno il Re portar al Pontefice molto rispetto, et non far alcun movimento contra di esso. Che teneva il giorno avanti lettere fresche di Sua Maestà, che li mostravano ogn'altra cosa più tosto, che volontà di rompersi seco, et poco prima ne haveva havuto altre due nella medesima sustantia, ma che con tutto ciò li suoi Ministri minacciavano molto alla libera, mostrando manco rispetto del dovere, ma che infine li Cani che abbagliano tanto non mordono... ma stiamo pure disse infine noi in Italia avvertiti, et pensiamo a casi nostri. Dopo li quali ragionamenti, che furno molto longhi per il spatio di due hore, volendo partirmi, et essendo inginocchiato per haver la sua beneditione, mi disse il Pontifice: Pensi un poco Vostra Signoria, perchè non dico hora che la scrivi, ma la pensi lei, replicandomi queste parole tre volte, se fosse a proposito, che facessimo noi con la Signoria et qualche altro Principe d'Italia una lega diffensiva per maggior sicurtà di tutti. Dissi che pensarei, come la m'imponeva et vedendola intimorita per le minaccie Spagnole, soggionsi che fra tanto le restasse sicura, che ricercando l'occasione verrano sempre dalla

Serenità Vostra tutti quei buoni ufficij che potranno essere desiderati da divoto et ossequiente figliulo, il che lei disse di confidare...

Al Sigr. de Lucemburg nella sua audientia disse Sua Santità, che li Spagnoli facevano gran bravate, ma che lei restava fermo nel suo proposito di aspettar il vero riconoscimento del Navarro, et la Sua humiliatione, con animo di consolarlo... et a Monsr. Serafino ha detto anco il Pontefice questa mattina l'istesso di voler aspettar la rissolution del Navaro, col fermo proposito di prima di consolarlo, se humile manderà a dimandar il perdono; ma a me nell'audientia mia, se bene per un pezzo discorse nell'istesso proposito, disse in fine, che li Spagnoli erano terribili, ma che in effetto si faceva le genti da guerra, che dicevano, perchè di più delli Thodeschi, che li fanno dal Conte di Lodron s'intende, che doi mille Spagnoli vecchi sono levati di Sicilia et 2 mille del Regno di Napoli, rimandando in loco loro altretanti bisogni, che doveranno venir con la Galee, et che da Napoli li scriveva il suo nuntio, che nel Regno si facevano otto mille fanti, il che da niun'altra parte ho saputo fin' hora, ma che lei teneva per fermo tutte queste genti esser fatte per le cose di Provenza, dove già il Duca di Savoia haveva posto il piede, essendo stato accettato il suo presidio in Aix, nella qual Città era stato declarato anco il suo secondo genito Conte di Provenza, et al Re importava estremamente l'acquisto di Marsiglia, la quale procurava trovar dove appoggiarsi, perchè anco a lei era stata offerta, ma che non l'haveva voluta accettare, considerando, che overo la Francia sarà dominata da un solo,

nel qual caso bisogneria custodirla et diffenderla con eccessiva spesa, ma che Spagnoli non faranno cosi, se la potranno havere, et infine havendomi dimandato se havevo pensata delle cose della Lega, et rispostole io che vi aveva pensato in obedentia del commandamento della Santità Sua, et che come da me li direi ciò che mi passava per mente et ricercata da Sua Santità continuai in dire, che si come il mantener gl'animi de Principi ben disposti era apunto cosa conveniente alla singolar prudentia della Santità Sua, così il divenir a quest'atto di Collegatione, dubitavo che potesse partorir di quei incommodi, che ha causato in tutti li tempi... disse all'hora Sua Santità, pensi meglio Vostra Signoria sopra di questo, perchè le cose di quei Sigri. sono più minacciate dell'altre, et per ciò ne hanno loro non minor interesse di noi et un'altra volta ne parleremo, perche non voressimo, che venisse un'innondatione di Germania, che restasse al danno delli stati della Republica, et si voltasse a queste nostri parti, senza che havessimo pronte le forze da diffenderci : Haveressimo (risposi), Beatissimo Padre, l'istesse, et tutti l'istessi Principi fariano la parte loro, et non s'arrischiaressimo noi d'accellerar li mali, che cercamo di fugire. Mi replicò il Papa, che vi pensassi meglio, perchè non voleva moversi a far alcuna cosa, senza saper prima bene il mio pareva, et con ciò fu terminato il ragionamento, per il quale restai in gran dubbio delli pensieri, et della volontà della Santità Sua, nel proposito delle cose del Re di Navara...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

52. NOTE VERBALE ESPAGNOLE

Réponse de Philippe II aux deux notes du cardinal Gesualdo, en date de Madrid 28 janvier 1590, remise au cardinal Gesualdo par le comte d'Olivarès, le 22 février 1590.

Que bien muestra nuestro Señor que no tiene olvidada su yglesia en medio de tantos trabajos como agora la rodean; pues con particular providencia parece que reservó para estos peligrosos tiempos la persona de Su Santidad y Su Santo pecho y zelo y le dió medios y caudal con que poderle mostrar.

Que Su Santidad en la dicha propuesta responde á esta eleccion que Dios hizo dél, tan como se deve á ella, y al lugar en que le puso, y aparejos que le da, que no puede Su Magestad dejar de dar lo primero infinitas gracias á Dios de quien todo bien se deriva, por esta inspiracion suya, pues por tal se ha de tomar, y despues á su Vicario en la tierra por lo bien que la recibe, y se dispone á executarla, como Su Magestad se las da en su nombre, y de todos los Católicos por lo que profesa tener su proteccion en todas partes, y ser toda la yglesia de Dios tan interesada en estos succesos de lo de Francia que viene á ser causa comun del cuerpo de toda ella, y particular de cada miembro.

Que Su Magestad accepta lo que Su Santidad le offrece de concurrir en la persona que Su Magestad tuviere por mejor para Rey de Francia, y que como su fin no es otro que ver aquel Reino Católico, y con Rey que lo sea de verdad, por lo qual avia gustado de lo del Cardenal de Borbon si cesara su ympedimento y puede

Su Santidad creer que no terna en esto otra mira que la del mayor acertamiento para el servicio de Dios y bien de la causa pública, en que se encarga de yr mirando para dezirle lo que entendiere que mas conviene para en caso que no se pueda poner en libertad al Cardenal de Borbon como se ha de procurar, o aunque se libertase para despues de sus dias, y espera que será de manera que sean siempre conformes y a una, pues es una la intencion de los dos, y para que mejor se acierte, le suplica haga encomendar mucho á nuestro Señor esta intencion.

Que aprueva la resolucion que Su Santidad ha tomado de embiar socorro de gente á Francia y exército formado en favor de los Católicos; pues se vee que sin esto estan flacos, y huelga de juntarse y unirse con Su Santidad para ello y acudirle con sus fuerças, y accepta tambien lo que offrece Su Santidad de querer tomar como padre y cabeça de la Iglesia á su cargo la mayor parte de las fuerças y peso desta Santa expedicion.

Que los 40 o 50 mil hombres que dize Su Santidad parece número bastante entre infantería y cavallería, mayormente aviendo de tener de su parte á los Católicos de la union; pero que por asegurar lo que tanto importa á todos, es bien que no baxe de aquí entre las fuerças de Su Santidad y Su Magestad.

Que, dando por presupuesto conforme á lo que tiene declarado y offrecido Su Santidad que deste número le ha de tocar y caber la mayor parte, será bien que Su Santidad, pues el tiempo está tan adelante, y conoce lo que importa prevenir con celeridad á los socorros que

pudiesen yr entrando de fuera al de Bearne, mande apercebir y levantar desde luego las fuerças y exército que hubiere de embiar creciéndole quanto se pueda.

Que tambien Su Magestad hará sus diligencias desde luego asi en Flandes como en Italia, de las quales dos partes piensa entresacar y componer la masa que ha de juntar, porque haya mas soldados viejos, para procurar recojer con la mas brebedad que se pueda la parte que le tocare, á la qual no pone agora nombre, porque huelga de hablar claro, y cierto, y de manera que en punto de lo que se dixiere no pueda haber despues ninguna falta. Pero offrece que sera todo el golpe de gente que pudiere sacar, dexando proveidos sus estados y con la defensa que el tiempo y los vecinos que tienen, y el estado de las cosas del mundo obliga que queden los de Flandes, y piensa con brevedad avisar á Su Santidad el número cierto que dará, demas de la armada y fuerças que procurará tener á punto en España para lo que el tiempo mostrare que convendrá hazer con ellas.

Y por lo que en estas cosas va á dezir de emplear las fuerzas de una manera ó de otra, y lo que importa hacerlo de forma que con brevedad se deshaga ó debilite el enemigo, y en esto terna el mejor voto quien mas plática tuviere de todo lo de Francia, tiene Su Magestad por necessario que se sepa de los de la union que entienden que será mas á propósito quanto á la parte por donde se avrá de entrar en aquel Reyno y si será bien que vaya en un solo cuerpo y exército lo que embiaren Su Santidad y Su Magestad ó si serán dos exér-

citos y entrarán por diversas partes, y en qualquiera destos casos, de que puestos convendrá hechar luego al enemigo, y los que se avrán de occupar para cortar las entradas y pasos á sus soccorros y abrirlos para los nuestros, y asegurar las victuallas, y hazer de manera que quede la comunicacion libre con los Católicos unidos para poderles dar fuerças y tambien recebirlas ellos, segun el tiempo y la ocasion. De todo lo qual es claro que los Católicos unidos estarán mas informados que nadie, y asi mientras se haze la masa, se puede tomar su parecer.

Quanto al Capitan general que dize Su Santidad que le piensa elegir y nombrar muy confidente á Su Magestad dize que asi lo espera, y que entre las otras muchas partes que es necessario que tenga, cree que no le dañará nada esta.

El suspender por agora para guardar mas secreto, la ayuda que se pensaba pedir á los demás príncipes y potentados de Italia es cosa muy acertada, como Su Santidad lo apunta.

Aunque adelante quando esté excluido el peligro del secreto, y manifiesto lo que harán Su Santidad y Su Magestad no será malo combidarlos, porque no digan que se dexa por no hazer caso dellos, y para descubrir voluntades y sobretodo convendrá que Su Santidad como lo offrece, haga estar á raya á qualquiera Príncipe ó potentado que se quisiese mover directa ó indirectamente contra tan sanctos intentos, procediendo contra él con las armas espirituales, si asi fuese menester.

Que esto es lo que Su Magestad por agora puede de-

zir, remittiendo lo demás para yrlo advirtiendo, conforme á lo que entendiere de Francia y offrece en todo la buena correspondencia y assistencia que demás del respecto y amor que como tan obediente hijo tuvo siempre á Su Santidad le parece que agora le obliga á doblarle á Su Santa persona el verle tan puesto en bolver por la honra y causa de Dios, y reparo de su Iglesia, que mediante el favor divino se espera ver presto por su mano.

Arch. Simancas. R. de E. Roma. Leg. 955.

53. NOTE VERBALE PONTIFICALE

Réponse de Sixte-Quint à la note verbale espagnole du 28 janvier 1590, remise au comte d'Olivarès, le 28 février 1590.

Havendo il Sigor. Conte de Olivares Ambasciator di Sua Mtà. Catholica questa mattina delli 22 di febraro 1590, dato al Carl. Gesualdo il foglio sotto scritto di man sua con la risposta che d'ordine della medessima Mta. si faceva alli fogli per prima dati da esso Cardinal Gesualdo in nome di sua Stà. sopra il negotio della unione loro per ainto delle cose di Francia, detto Cardinal hoggi medesimo ha fatto relatione in voce a sua Bne. di questa prudentissima et piissima risposta degna veramente della gran religione et zelo d'un tanto gran Re, et dipoi anco gli ha letto il suddetto foglio tradotto però di parola in parola fedelmente per maggior intelligenza di Sua Stà. di lingua spagnola in italiana replicandole et rileggendole molte cose, et la Stà. Sua havendo inteso benissimo tanto quello che si l'e detto in voce quanto

quello che si è letto in scritto ha risposto che restava molto sodisfatta di tal risposta soggiongendo che stava con la medessima intentione che haveva molto tempo fa d'esser unita con Sua Mtà. Cattca. per dar agiuto et rimedio alle cose di Francia, et che sino da Gennaro dell'anno passato quando venne la nuova di quel ch'era successo in persona del Cardl. de Ghisa cominciò ad aprire questa sua intentione al detto Sigor. Conte d'Olivares, et cosi era andata continuando quando si trattò di spedire il monitorio contra il Re Enrico, dapoi anco quando si risolse di mandarlo, et che tanto piu si dechiarò quando venne la certezza della morte del Re Enrico.

Il Cardinale ha detto a Sua Stà. che se comandava che lasciasse il foglio in lingua spagnola sotto scritto di mano del Conte le haveva li prompto per lasciarlo all'hora, se voleva quello tradotto in lingua italiana le haverebbe fatto mettere in miglior forma emendatolo accio le havesse potuto maturamente considerare, et Sua Sta. ha risposto che haveva inteso molto bene quel che si li era detto et letto, ma che quando se gli fusse mandatto l'italiano lo haverebbe fatto vedere alli Cardinali della congregatione sopra le cose di Franza.

Se ha detto ancora ch'il Re desiderava esser avisato con prestezza della risolutione de Sua Stà. maggiormente havendo complita dal canto suo non solo con questa honoratisima et ottima risposta ma anche con gl'effetti poi che haveva mandati in potere del Sigor. Conte li dispacci per gli ministri alli quali Sua Mtà dava ordine di adempire con ogni celerità quel che si

haveva da fare per la parte sua che pero fusse servita di dire cosi quello che si haveva di respondere a Sua Mtà. come quello che si haveva da fare de' detti dispacci al che ha risposto che quanto alli dispacci era bene mandarli accio che li ministri fussero prevenuti, et si potessero preparare per esseguire al primo aviso quel che si cometteva loro, che quanto al Re la Sua Stà. restava della sua risposta pienamente sodisfatta, con la quale occasione laudò assai Sua Mtà., et che stava come era stata sempre con la volontà pronta ad essere unita seco per dar remedio alle cose sopradette, et facendole tuttavia il Carl. instanza per intendere quel che si haveva da scrivere a Sua Mtà. circa l'essecutione dal canto di Sua Bne., ha giudicato spediente prima di scoprir altro aspettare un corriere da Franza per haver piu certa risolutione dal legato di due cose ch'esso haveva avisate, la una era che havendo il detto legato scoperto al Duca di Umena il disegno della Stà. Sua di mandar in Franza un essercito di gente forestiera pareva che il detto Duca piu tosto[1]... si fusse andato storcendo che mostratone sodisfattione, l'altra che si trattava tanto strettamente di pace che quasi dubitava che con le prime lettere venisse aviso di qualche conclusione alla quale pace Sua Bne. haveva rescritto ch'il legato facesse ogni sforzo d'opporsi accio che non seguisse con Vandoma et ch'attesa la poca inclinatione del Duca di Umena al socorro di gente forestiera pareva bene non dar occassione con questo motivo a far concluder la pace tanto piu presto che intanto la Sua Stà. non haverebbe dormito et che gia si trovava haver

[1] Il y a ici un mot illisible.

fatto nell'animo suo molti preparamenti et disegni circa li carichi, le persone per essi, le genti et il modo d'impegnare li danari.

Di più il Cardinal ha detto a Sua Beatitudine che Sua Maestà, oltre di haver accettato tutto quello che l'era stato proposto, ricordava ch'era bene non differir più a far offitii per staccare dal Vandoma li catholici che lo seguivano, et che in particolare era necessario adoperare per questo effetto l'autorità et l'arme della Santa Chiesa, sopra di che Sua Santità ha risposto, che non solo li haveva già assai prima pensato, ma anco fin qua datone due volte comissione al suo Legato, la prima quando partì et ultimamente dopo il suo arrivo in Parigi, qual ordine dice essersi dato in questo modo che faccia prima offitio con tutti quei Signori, tanto ecclesiastici quanto seculari, che pare che hoggi adheriscono al Vandoma acciò se ne apartino et si separino affatto da lui, cercando con destrezza et prudenza di guadagnarli, et quanto per questa via non si voglino separare, proceda con monitorii et scomuniche quali farà anco la Santità Sua quando veda, che con li offitii o monitorii del Legato non si siano staccati, et replicandole il Cardinal che questo conveniva farsi gagliardamente et presto, perchè la dilatione era di grande agiuto alla parte contraria, ha detto che non poteva far questo se non conforme alli sacri canoni, cioè che precedessero li monitorii, et poi seguissero le censure dicendo che in queste ultime lettere scritte al Legato, gliene haveva fatto dare ordine efficace.

L'è stato ancora ricordato a Sua Santità che la stanza del Lucemburg in questa corte, et le cose delle quali

egli se ne andava vantando dicendo, in particolare, che non solo negotiava con la Santità Sua, ma anco ne riceveva molti favori erano assai perniciose, perchè li catholici che seguono il Vandoma intendendo le cose che sparge il detto Lucemburg, pigliano speranza che possa haver effetto l' intento loro, il che accresce credito et forza a quella parte, et coloro che non lo seguono restano perplessi, onde questa altra parte se indebolisce, si che per levare questi inconvenienti et pericoli tanto manifesti, era giudicato necessario licentiarlo da quà, et con la partenza troncare li discorsi et le speranze, che Sua Santità fosse mai per far altro di quel ch' apertamente haveva detto in consistorio esser l'animo suo, al che Sua Beatitudine ha replicato, che quanto a lei non credeva di dargli occasione di formar speranze di cose che non fussero ragionevoli, anzi che gli haveva risposto facendoli difficoltà grandi, una delle quali era che mentre il detto Lucemburg parlava del Vandoma essendo scomunicato heretico relasso, et gravato di più sorti di peccati, et particolarmente di quelli che consistono in fatto permanente come era per uno il tener tuttavia prigione il Cardinal de Borbon, non solo non era capace di assolutione, ma nè anco doveva esser inteso, et perchè questo Lucemburg non mostrava che il detto Vandoma havesse intentione di rilasciare il Cardinale nè risolutione di staccarsi dalli heretici, ne domandava perdono, ma solamente faceva instanza d'esser istrutto, pare a Sua Santità che queste speranze che si presuppongono siano molto lontane dagli effetti, che con tutto ciò se Sua Santità se fusse trovata forte, et la parte catholica più gagliarda di quel che è stata

fin qua, havrebbe usati con lui altri termini di quelli che ha usati, che nello stato presente delle cose non ha voluto che si dica, che per non ascoltarlo costui non si sia convertito, essendo offitio delli Pontefici desiderare la salute delle anime di tutti et non dare occasione ad alcuno di mettersi in disperatione della salute eterna, et in tempo che non conveniva irritarlo più contra la fede catholica, et tornando il Cardinal a certificar Sua Santità del gran pregiudicio et danno che faceva il trattenerlo più, et che però pigliasse risolutione di farlo partire, ha detto che non conveniva all' officio suo mandarlo via così rottamente, ma che l' haverebbe governato il negotio con prudenza, et in modo che non si possa dire che dia occasione di maggior male.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

54. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 28 février 1590.

Señor, de las personas que digo en la que será con esta que havian de hacer oficio con Su Santidad, advertiendole el peligro á que está me han vuelto con que le hallan mejor dispuesto y que tiene mucho sobre el estómago el decirle yo que tenia mas que decirle y á pedirme con grandisima constancia que yo prosiguiese en modo que no le cerrase la puerta á la retirada con su honra ni le necesitase á precipitarse, dandome grandes esperanzas, y aun si hablaramos de otro sugeto, prendas de que poderme prometer mejoria y buelta quanto á lo espiritual que de lo temporal; aunque yo no muestro

creerlo asi es una desafuciada materia. Yo le dije que el daño crecia y que yo no podia dejar de hacer instancia á Su Santidad. Pero que la primera parte de mi audiencia seria de manera que Su Santidad ternia por donde salvarse. Pero que sino lo hiciese yo no podia mas ni dejar de pedir audiencia para oy.

En la audiencia sin dexarme empezar á hablar, entró en un largo razonamiento que contubò mostrar el interese que le iba y la perdida que le seria la Corona de Francia y que por no venir á esto tenia obligacion de hacer grandes cosas, que tampoco le faltaba animo para hacerlas de suyo, sin ser persuadido ni aconsejado de nadie, trayendo para todo cosas bien torcidas y pasó á repetir las cosas, que en la otra digo, de entretenerse hasta tener carta del Legado en lo de las armas y á justificar que no habia quedado por él lo de procurar quitar á los catholicos que seguian al de Bearne, sino porque ellos no habian llegado presto al Legado, y escusando el haber oydo á Lucemburg con el no poder dejar de oyr, pero que él iba conociendo algunas cosas, que brevemente se desharia dél y proveria á lo de los Caholicos que siguen á Bearne. Pero que era menester hacerlo con su reputacion que no podian tardar cartas del Legado o respuesta de lo que habia escrito Lucemburg, que si esta era que soltaban al Cardenal de Borbon, expresando con tanta libertad que pudiese yr á Paris, estaba declarado por Rey se habria gañado mucho y que todavia aunque lo soltasen tomaria otra ocasion para hechar de aqui á Lucemburg, y que si entretanto viniesen cartas del Legado que dijesen que allá hacia daño la estada aquí de Lucemburg

que tambien le hecharia al punto, y que en estas mismas cartas se entenderia lo que habia hecho en retirar los Catholicos y le mandaria continuar o el lo haria. Pero que sino era con alguna color que viniese de ministro suyo yo via que él no podia hacer novedad, cumpliendo con su reputacion; todo esto dicho ansí de ylo sin pausa que diese lugar de responder y tan estendido que duró una larga hora. Acabado respondi lo primero haciendole un gran juramento que estaba allí con igual deseo de su servicio que del de Vuestra Magestad y en el artículo de la reputacion mucho mas de su parte porque tal seria la mente de Vuestra Magestad; que tambien presupusiese que ni Vuestra Magestad queria aconsejarle ni governarle ni que al mundo le pareciese, y que para prueba desto como lo que tocaba al bien de la causa que era tan necesaria como Su Santidad conocia se remediase que Su Santidad viese en la manera que yo queria que se lo suplicase de parte de Vuestra Magestad que yo lo haria; y que despues para que no pareciese que habia sido á instancia de Vuestra Magestad que no solo le faltarian á Su Santitad pretextos para con esta gente, pero causas grandes como las habia en los engaños y trampas que le trataban, y quanto á lo de las armas que yo tenia escrito á Vuestra Magestad lo que me habia dicho en la audiencia pasada y que Su Santidad no se habia satisfecho de lo que yo habia replicado y que queria aguardar todavía otras cartas del Legado que entonces como me mandase prevendria á los ministros de Vuestra Magestad dejando este artículo pendiente por apretarle en el otro en que le dije en la soltura de Borbon era claro que le que-

rian engañar; y que considerase Su Santidad que le era de mas substancia al de Bearne que la ayuda de los protestantes y reyna de Inglaterra el entretenerse los Catholicos mediante la flegma con que Su Santidad caminaba y la detenida deste hombre aqui y todo lo demas que á este proposito está dicho otras vezes, y todo su negocio era hacer instancia en lo poco que importaba este poco de tiempo, que yo lo escriviese ansi á Vuestra Magestad; yo le discurri por todos los Estados que podia tener el negocio y que en todos era de grande inconveniente la dilacion y la necesidad que habia de brevedad y de efectos y cargando él la mano en que era dilacion de muy pocos dias y que no podia escusarla le dije que yo me entretendria en despachar el correo hasta el sábado porque yo no podia escrivir á Vuestra Magestad sino efectos y que entonces le suplicaba tubiese hecha alguna cosa y que viese Su Santidad entretanto que queria que yo hiciese para que todo fuese con su reputacion y entera satisfaccion, y aunque temo mucho que todo lo que Su Santidad ofrece sean palabras (como tambien entiendo que las da á la otra parte) y que hará segun los succesos de las cosas por dos dias ó tres mas, y usando el termino que ha usado me pareció no cerrarle la puesta á la retirada si la quisiere tomar, tanto mas que no llega Marthos hasta de aqui á dos dias ni la protesta está en perfeccion ni puede haber consistorio hasta los 12 del mes que viene y ay dias que no le ay; si de aquí alla viniese algun aviso á favor de los Catholicos o el mal del Principe de Bearne que el Papa dice le avisan de Venecia pasase adelante pienso que le harian resolver á bien, que de otra ma-

nera la cosa está dudosa si parece bien dificil creer en otro hombre tan gran disparate como quererse dejar llegar á tales terminos y desasirse de Vuestra Magestad por asirse al de Bearne y si en lo espiritual metiese prendas despues se podria resolver mejor sobre lo temporal pero siempre como materia desesperada para con la quexa ver si se puede hazer algo y aunque he dicho al Papa que diferiré el despachar hasta el sabado me ha parecido con mucho secreto hacerlo para que Vuestra Magestad entienda toda la respuesta deste despachò sin mas dilacion y para escrivir á los de Paris entreteniendolos en buena fee en quanto se puede. Dios lo guie todo, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

55. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 3 mars 1590.

Serenissimo Principe: Essendomi assicurato, che sabato (24 février) dell'altra settimana il Sigr. Ambasciator di Spagna havendo letta al Pontefice una lettera, che diceva tener dal suo Re, passò con Sua Santità travagliosissima giornata, et che da poi il Sgr. Cardinal Gesualdo era stato diverse volte con la Santità Sua per trattar la riconciliatione et che Mercodi (28 février) mattina esso Sigr. Ambasciatore dopo fatta dir la Messa del Spirito Santo, confessato et communicato, andò estraordinariamente all'audientia, et vi stette per il spatio di sei quarti d'hora... ho procurato d'intender li particolari seguiti in queste attioni, per darme conto

alla Serenità Vostra... Il Pontefice diverse volte interrompendolo rispose con grandissima concitatione, dicendoli in fine ch' il Re non haveva da raccordarli quello che si convenisse al suo carico, il quale lei intendeva meglio della Maestà Sua, ma che li voleva dir il vero, che non teneva quelle per lettere del Re essendo diverse da altre che pochi giorni prima haveva Sua Maestà scritto a lei stessa, et essendo del Re, che'l li rispondesse in suo nome, che Sua Maestà haveva fatto le tregue con Turchi, senza communicarle seco, nonchè prenderne licentia, come doveva, et haveva fatto lega col Re di Danimarca heretico notorio, senza dargliene parte et che Sua Santità non gli haveva detto alcuna cosa, se ben con scandalo universale un'Ambasciator del detto Re di Danimarca alla Corte dell'Imperatore, non visitato da alcun altro Ambasciatore di Principe Cattolico, fu da quello del Re solamente visitato, banchettato, et honorato in grande maniera, et che hora voglia mò Sua Maestà Cattolica dar legge al Papa di quello, che tocca alla Religione, et insegnarli se deve, o non deve trattar con gl' heretici, et in che modo, ciò eccede ogni termine di ragione ne sarà mai da lei comportato; anzi che li voleva raccordare, che si guardasse di veder un Pontefice giustamente irritato contra di lei, perchè invece di tante minaccie, se alla Santità Sua tocherà d'esser tale, lo scommunicherà, li solleverà tuttj li populi di Spagna, et anco de gl'altri suoi stati, li leverà le gratie et li farà render conto di tanti millioni d'oro havuti di beni di Chiesa, con che tutto colerico levatosi da sedere, et voltato al Sigr. Ambasciator le spalle, s'incaminò in un altra stantia, lasciandolo solo,

et tutto confuso, il che la Santità Sua stessa nella mia audientia mi confirmò di propria bocca...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

56. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 3 mars 1590.

Señor : En la audiencia ordinaria que he tenido hoy de Su Santidad tomó la mano como lo acostumbra las mas vezes á decirme le continuaban los avisos de la desunion del de Bearne con el Cardenal de Bandoma y á hechar la culpa al legado de no aver sabido proceder con él para procurar retirarle conforme al órden que él le havia dado y bolviéndose al mismo lenguaje tantas vezes repetido á Vuestra Magestad de contemplar y neutralizar y retirándose implícitamente de lo que en la audiencia antes me havia dicho de proveer con presteza en estos inconvenientes que como escriví á Vuestra Magestad, vide siempre que eran palavras y querer estar á viva quien vence y que no le sacará deste paso sino tiene miedo de veras.

Quando ubo acabado le dije haver hablado con todos generalmente en el lenguaje que me havia mandado de manera que Su Santidad podia hazer lo que en la audiencia antes me avia offrecido sin que pareciese sino que era movimiento suyo y no á instancia de nadie y que asi le suplicava de parte de Vuestra Magestad que lo hiziesse sin dilacion por el daño que se seguiria dello, empezome á entrar por retruécanos repitiendo lo que arriba digo y me ha dicho cien mil veces y es-

capándose, que si Bearne prevalecia no le queria tener mas irritado y aunque le dije quan gran engaño era prometerse nada dél aunque no le irritase, y que no fuese perdido para esta Sede Apostólica todo quanto él dominase era un grandísimo engaño y lo mesmo pensar que ubiesse de dar libertad al Cardenal de Borbon, todavia se estuvo en sus trece.

Yo confirmado mas con esto de que todo eran palabras le dije que con el duplicado de los despachos del otro dia havia tenido una carta de Vuestra Magestad aviendo sabido la venida de Mons. de Lucemburg en que me decia aver estrañado mucho cosas tan contrarias como ofrecerle por una parte union de fuerças y aliança con el zelo de la fee Cathólica y por otra dar armas y sustentar en fuerzas y reputacion al enemigo comun de ambos y de la yglesia; mientras yo yba diciendo esto yba cabeceando y diciendo que no era sino al reves y que aquello era lo mas acertado apuntando las razones que suele á su modo.

Yo pasé sin responderle á ellas que Vuestra Magestad me mandava que si las cosas estubiesen en el mismo estado que yo no difiriese mas el executar sus órdenes y que el primer paso era hazerle una protesta pública, y que asi le suplicava me diese lugar para hazerla con asistencia de un presidente de Nápoles que Vuestra Magestad avia mandado venir para este efecto; en entendiendo que empecé á decir esto empezó á chirriar y á decir que no queria ni queria consentir tal y que yo escriviese á Vuestra Magestad los inconvenientes que esto tenia con gran coraje, yo le dejé dezir y desfogar y le dije que yo no tenia auctoridad de replicar á Vuestra

Magestad cosa que me tenia mandada viendo crecer las causas que avian movido á Vuestra Magestad y que yo esperaba que Su Santidad me quitaria la necesidad con poner con tanta presteza remedio á este daño, o consideraria que no era esta cosa que se podia negar ni lo havian hecho otros Papas y que quando lo hiziese, Vuestra Magestad tenia prevenido lo que se avia de hazer, empezó á gritar que si tal hiciese me descomulgaria y á Marthos y que me hecharia de aquí haciendo de la guerra bravisimamente; yo le di cuerda y cuando se ubo cansado le dije que Su Santidad consideraria bien aquello y la libertad de los embaxadores. Pero que quando no lo hiciesse y mucho mas que aquello conocia bien no era en mi mano dejar de executar lo que Vuestra Magestad me ubiese mandado que Su Santidad se desengañasse, que este negocio no tenia sino uno de los términos que le avia dicho y á pedirle lugar para el primer consistorio; empezó á gritar con que se queria hazer Papa Vuestra Magestad, que él le haria Cardenal y que se hiciese Papa, yo le dixe que no tratava Vuestra Magestad de salir de su officio sino de continuar sus acciones en conformidad de lo que un buen Rey y zelante de la fee Cathólica y pio devia hazer, sin exceder ni faltar un pelo dello, y suplicandole de nuevo me diesse licencia para el primer consistorio porque se haria con menos ruydo; díjome que no me la daria jamás que mas queria que se publicase en qualquier otra manera que consentir que se hiciesse; yo le dije que todavia se lo tornaria á suplicar otra vez en otra audiencia que le pediria antes del consistorio y que esperava que él lo consideraria mejor y así dejaré pasar

solo mañana y se la embiaré á pedir para esotro dia y de mano en mano le yré apretando por horas sin aceptar ni quietarme en palabras y de dia yré escriviendo á Vuestra Magestad; que esta va con uno que se ofrece para Genova.

Mucho importa que Vuestra Magestad se sirva mandar que las diligencias que ubieren de seguir á esta protesta se vayan continuando sin dilacion ninguna por lo que se perderia si la ubiese y por lo que se ganaria en esto, y en todo con que el Papa halle el brazo muy firme y que en lo que se ha de hazer no aya mas tiempo entre una diligencia y otra de lo que pide el derecho y que el Duque de Sesa venga prevenido de la pieza que abrá de jugar hallándose á esta protesta, o en qualquier otro caso y tambien para si á mi me hallase fuera de aqui, lo qual no será sino me hecha por fuerza.

Voy siempre continuando conforme al órden de Vuestra Magestad el hazer officio con los Cardenales de las congregaciones, de la inquisicion y Francia y con los demas por no perder tiempo.

Quanto á las fuerzas temporales le dije que estava aguardando los despachos que avia de embiar á los ministros de Vuestra Magestad para que con la venida de las primeras cartas de Francia Su Santidad diesse órden en lo que era de su parte sin darle mas priesa, asi porque no me estragase lo espiritual que tanto insta como por la gran desconfianza que se puede tener que me dicen que son cosas notables las que dize contra Gaetano por los 50 mil escudos que dió.

He sabido que la respuesta que se dió á Su Santidad

la tiene sobre la mesa donde la ven todos sus camareros y mozos de cámara sin averla remitido á nadie y que está desesperado de no hallar en ella de que asirse ni salida cargando la culpa á Vuestra Magestad.

Post dat.

Tengo por diversas vias aviso de que el Papa con los que van á negociar grita mucho y quando está á solas y en la mesa no habla palabra que son dos señales bonissimas.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

57. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 10 mars 1590.

Serenissimo Principe, Fu lungo il ragionamento del Pontefice meco nella mia audientia per più d'un'hora e mezza, ma io nel rifferirlo mi ristringerò quanto più mi sarà possibile, senza lasciar alcuna cosa essentiale, acciochè la Serenità Vostra, intendendo tutto ciò che passa, non riceva estraordinario tedio nella troppo lunga lettura delle mie lettere. Mi disse adunque Sua Santità, che'l Sigr. Ambasciator di Spagna nell'audienza di sabbato passato (3 mars) li ricercò la risposta sopra quelle tre cose dettele per avanti, di licentiar Lucenburg, d'iscommunicar li Cardinali et Prelati di Francia cheseguivano il Navarro, et di prommettere di non habilitar mai esso Navarro alla successione della Corona di Francia, altrimenti che era astretto rinovarli la protestatione in forma, in nome del Re, per il quale ef-

fetto veniva anco mandato dal Sigr. Vice-Re di Napoli il Dottor Martos Presidente della Summaria, dicendo però d'esser contento di far essa protestatione privatamente et senza strepito, et che non conterrebbe altro di più di quanto li haveva detto a bocca, ma che se ciò nonli fosse permesso, sarebbe astretto farla in publico, et anco nel Consistorio stesso. Al che disse Sua Santità haver con molta alteratione risposto, che la sua era grandissima temerità, degna di castigo, et che non li capitasse più innanzi in alcuna maniera, perchè era impossibile quest' ordine venire dal Suo Re, pio et prudente Principe, ma che veniva da lui, indiscretto et rivoltoso, et che se egli, o altri ordinaranno di tentar quanto li haveva detto, non solamente l'iscommunicherà, ma li castigherà nella vista, et che con ciò si partì, et entrato in un'altra stantia li serrò la porta in faccia. Che la Dominica poi andato a lei Monsigr. Serafino li disse, che'l Duca di Lucemburg desiderava andar a Loretto per sua divotione, quando lei restasse servita di concederla buona licentia, et che si contentò, ma con conditione, che ritornasse, come il Duca stesso martedi che fu a licentiarsi li promise di fare, il quale poi il mercori, primo giorno di quadragesima, si partì. Ma in questo proposito la verità è, che fu mandato a chiamar Monsr. Serafino, et li fù imposto di procurar come da se, con esso Signr. di Lucemburg, che per hora si partisse di Roma, per questi rumori che seguono, promettendoli, che in ogni modo il Papa stava costante nel suo buon proposito, et hora più di prima era risoluto di consolar il Re, se li desse occasione, con che il povero et dabene Sigre. persuaso s'è partito, con

nome d'andar a Loretto, ma molto crodeno che se ne vada in Francia da dove spera forse ritornare con qualche buona risolutione del Navarro, havendo lasciati qui diversi della sua famiglia, et altri anco vanno discorrendo, che dubitando egli della risolutione del Re, habbia prontamente accettata l'occasione di partire, per assicurar se stesso, et quando havesse pur da ritornare, voglia Dio, che sia in tempo, poichè (come mi continuò Sua Santità a dire) essendo andato ogni giorno il Cardinal Gesualdo a parlarli di questi rumori, s'è contentata, che l'Ambassator vada all'audientia, come faceva prima et di scrivere lei stessa al Re in questi propositi, senza far altra risposta all'Ambasciatore, con che si è concertato non far altra della protesta, sino alla risposta di Sua Maestà et heri mattina l'Ambasciatore, con le lettere del Papa, ispedi Corriero in Spagna, et scrisse anco in Francia per quella via, et hora pare alli Spagnoli, con la partita di Lucemburg, et con le lettere del Pontefice in risposta di quanto li è stato fatto sapere, d'haver consequito ciò che volevano et ne restano come trionfanti. Mi soggionse la Santità Sua d'haver scritto di sua mano al Re, che non poteva persuadersi il procedere de Suoi Ministri derivare da suoi commandamenti, havendo Sua Maestà dato sempre segni manifesti della sua prudentia et della sua pietà, et che lei era conscia in se stessa d'haverli portato sempre molto amore, et fatta la stima che conviene della Maestà Sua ; che se li viene minacciato di Concilij et de Scisma nella Chiesa di Christo, ciò non si poteva dubitar di lei che anzi sarà sempre diffensore dell'unione della Chiesa, come sono stati li suoi antepas-

sati, et in particolari il Re Don Ferdinando il Cattolico, il quale per haversi opposto al scisma suscitato in tempo di Giulio secondo potè con quella occasione acquistar il Regno di Navarra; che se ascoltava alcun heretico che venisse a lei, faceva la parte sua, ne alcun Principe temporale doveva in cio impedirsi, non essendo alcuno fra mortali giudice del Viccario de Christo, sottoposto solamente al giuditio di Dio, ma che lui haveva bene autorità d' insegnare a gl' altri le cose toccanti alla religione et che per ciò non si pretenda dirli, che faccia più ad uno, che ad un' altro modo, perchè lei farebbe peggio, essendo risoluto di morir martire più tosto, che di permettere l'esser commandato nelle cose di Religione, che toccano al carico suo; et che havendo scritto di propria mano, haveva fatto poi transcriver la lettera, ma di pugno suo haveva aggionto di sotto, che havendo lei stessa scritta tutta la lettera, l' haveva fatta copiar per miglior mano, per minor incommodo della Maestà Sua nel leggerla, ma che aggiongeva quelle due righe, perchè Sua Maestà più manifestamente conoscesse la risoluta intentione sua; Dicendomi in fine, che dessi conto di tutto alla Serenità Vostra, perchè essendosi divulgate le bravate de' Spagnoli, lei intenda tutto il negotio come è passato Et; io, che mai risposi altro sicome restai persuaso, che Sua Santità intimorita s' havesse accomodata al tempo, et per fario più a suo gusto, havesse desiderato farlo in absentia di Lucemburg, così infine laudai, con poche parole la prudentia della Santità Sua et dissi confidare, che con essa provederà sempre bastantemente ad ogni disordine. et Sua Santità mos-

trò restar satisfatta, ch'io non opponessi alla risolutione sua, il che per niun rispetto haverei dovuto fare, si per non offendere li Spagnoli, come anco per essere già effettuata...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

58. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 17 mars 1590.

... Domenica il Pontefice chiamò la Congregatione di Francia, et le diede conto di quanto era seguito in questi propositi, ma perchè mostrò la Santità Sua maggior timore di quello, che haverebbono creduto li Cardinali et giudicorno le lettere scritte al Re et gl'ordini dati al Legato più bassi di quello che se li convenisse, uno di Lor Signorie Illustrissime, ancor che dipendente da Spagna ligeramente lo disse al Papa, et si sforzò persuaderli, che più honorevole, et sicuro partito fosse lasciarli far che protesta volessero per risponderli con riputatione, che cascar subito in tanta deiettione, come fece Papa Clemente, che volendo Carlo Quinto farli protestare anche egli, dimandò ciò che conteneva la protesta et consultata bene una prudente et honorevole risposto, chiamò il Consistorio publico, et ivi admesso l'Ambasciator a far la protestatione, alla quale rispose si fattamente, che fu lodato da tutti, et l'imperator Carlo stesso procurò che non si desse fuora la proposta, ne la risposta. A questo il Pontefice, non rispose alcuna parola, ma da poi ha trattato tutta questa settimana con li Cardinali...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

59. ALBERTO BADÒER AU DOGE

Rome, 22 mars 1590.

Serenissimo Principe, grandissimo rumore seguì sabbato passato tra il Pontefice et l'Ambasciator di Spagna, perchè dopo l'haverli la Santità Sua dimandato nel comparir alla sua presentia, come stava di salute et trattenutolo per buon tratto con parole assai soavi, l'Ambasciator portossi in ginocchio, la supplicò a contentarsi ch'egli esseguisse li commandamenti del Re suo Signore, et la Santità Sua fattolo levar in piedi et procurò di persuaderlo a non far moto maggiore, poichè non si conveniva usar termini di protestatione col Sommo Pontefice, vero Vicario di Christo, et chi lo pretendeva cascava senz'altro in heresia manifesta; ma l'Ambasciatore, senza risponder altro, ritornò a gettarsi in ginocchio et pregarla con riverente instantia a non negarli la libertà, che tenevano gli Ambasciatori di tutti li Principi d'essequire le loro commissioni, dovendo far poi la Santità Sua quanto li paresse, dando esempii del tempo di Paolo terzo et di Clemente settimo, che tanto manca, che ponessero impedimento, che anzi fecero convocare il Consistorio publico, et ivi ebbero commodità gl'Ambasciatori di dire quanto volevano; ma il Pontefice lo fece alzar di nuovo, et li dimandò, che cosa pretendeva da lui, et egli lasciando di parlar più del Duca di Lucemburg, che era absente, disse che la Santità Sua dichiarasse iscommunicati tutti coloro che in Francia seguitavano il Navarra, et

tutti gli altri, che *quovis modo* li dessero aiuto et esso Re di Navarra incapace perpetuamente alla Corona di Francia, altrimente che 'l Re si leveria dall' obbedientia sua, et con ogni mezzo conveniente procureria, che non si facesse ingiuria alla causa di Christo, et che fosse conosciuta la pietà et religion della Maestà Sua, al che si alterò Nostro Signore grandemente, et li disse parole molto risentite, perchè conoscesse questa che non era parte sua, poter esser occasione di grandissimo scandalo al mondo; ma l'Ambasciator gittatosi la terza volta a terra con le ginocchia scongiurò la Santità Sua a contentarsi per il minor male ch'egli esseguisse, quanto li era da Sua Maestà Cattolica commandato, per il che lei sdegnatosi sommamente, et chiamato l'Ambasciatore pietra di scandalo et cagione di tutti li mali, voltateli le spalle si partì, et l'Ambasciator levata da se stesso l'antiporta se n'uscì di camera et andato immediatamente al Signor Cardinal Montalto, li rifferì quanto li era seguito, aggiongendogli di più che in ogni modo voleva far la protestatione, ancorchè il Pontefice li havesse fatto tagliar la testa, perchè in quel caso suoi figliuoli haveriano goduta la sua facultà, et guadagnato honor col Re che non lascieria la sua morte invendicata, che altrimenti il Re li haveria fatto tagliar la testa, lui et suoi figliuoli haveriano perso la roba et l'honore, senza che alcuno se ne risentisse. Poco doppoi l'istessa mattina andorno li Cardinali Gesualdo et Como et stettero longamente col Pontefice, et ritornati anco il dopo pranzo, concertorno di chiamar una congregatione di Cardinali per il Lunedì mattina, volendo Sua Santità che il Cardinal

di Como facesse la lista, et furno chiamati li descritti nell'inclusa polizza, per la maggior parte anzi tutti dappoi in poi o tre al più dipendentissimi da Spagna, per consigliare se si doveva admettere la protesta, che hora li Spagnoli chiamano più modestamente admonestatione, et se si deve condur il Papa alla scommunica di quelli che seguono il Navarra, con che si riparò, che Domenica non fosse fatto altro strepito nella chiesa di S. Paolo, dove andata Sua Santità alla Capella si dubitava di qualche moto. Si ridusse Lunedì mattina la Congregatione avanti il Pontefice, il quale largamente et con molta prudenza si estese in raccontar tutto ciò ch'era seguito, et le ragioni, perchè niun Principe temporale dovesse presumere d'insegnare, non che protestare al Sommo Pontefice nelle cose che toccano alla Religione, nelle quali egli era destinato et constituito da Dio maestro degli altri, et guidato dallo Spirito Santo, dicendo infine tutte le cose fatte a favor de' Spagnoli et in questo proposito d'haver detto allo Ambasciatore, ch'era contento darli anco in ciò satisfatione, ma che havendo dato commissione al Legato di trattar con quei Principi, et quando non volessero appartarsi dal favorir il Navarra d'iscommunicarli, s'aspettasse ancora quindici giorni, per intendere quanto fosse seguito, perchè dappoi li prometteva di satisfarlo; ma che mai nè per le parole sue, nè per li officii delli Cardinali Gesualdo et Como, esso Signor Ambasciatore s'haveva voluto aquietare, imponendoli quasi per severa Legge, che all'hora dichiarasse l'iscommunica, con estremo vilipendio dell' autorità della Sede Apostolica, essagerando assai sopra quella

all' hora, quasi che il Papa nelle cose di suo governo non possa essere più patron di respirare. Il Signor Cardinal San Giorgio, che come Decano fu primo a parlare, disse poco, et infine si rimesse alla prudentia di Sua Santità. Ma Gesualdo, che lo seguì, propose che non si poteva negare all' Ambasciatore il far che protesta li paresse, rispondendoli poi Sua Santità come havesse parso alla prudentia sua, et che la dimanda del Re li pareva anco per se honestissima, dimandando che fossero iscommunicati quelli che, favorendo il Navarra heretico, erano anco *iposo iure* iscommunicati senz' altro, il che disse assai confusamente et fù seguito solamente da Como, Madruzzo et Dezza. Aragona poi, che seguitò Gesualdo, dopo haver detto, che essendo egli obligato con giuramento di porre anco il sangue per l' autorità della Sede Apostolica, haverebbe hora tanto più volentieri satisfatto a quest' obligo suo, nel dir liberamente la sua opinione, quanto che credeva servir al Re di Spagna, veramente Cattolico et suo naturale Signore del quale essendo vassallo, et nella casa sua si grandemente favorito, crederebbe esserli traditore, se non parlasse con libertà nelle cose di suo servitio, et principiò a dire, che niuna cosa poteva porre tutti li Stati di Sua Maestà Cattolica in maggior confusione che l'appartarsi dall' obendientia di Sua Santità, et che 'l pretendere di protestarli nelle materie che si trattano, era, non solamente un causar nelli Stati del Re, ma nel mondo tutto scandali irreparabili, perchè venendosi derivar queste ationi spirituali, non dal Sommo Pontefice, ma da Principe temporale più potente, non sariano più stimate dal mondo, et in Francia

fariano effetto contrario da quello che si pretende nel servitio di Sua Maestà Cattolica, perchè tutta la Nobiltà et quasi tutto il Clero, che vuol dir quasi tutto il Regno, se si trovasse d'improviso iscommunicato per impulsione di Spagna, et non per proprio volere di Sua Santità, che con suoi officii et Brevi, li ha anzi lasciata speranza della beneditione, seguiria al sicuro, che overo disperati voltate le spalle alla Chiesa Romana condurriano in estrema ruina non solamente il Regno di Francia, che desidera il Re di Spagna, che si conservi sempre Cattolico, ma quasi il resto del mondo, overo professando di voler esser cattolici, ritrovandosi tutti uniti, sotto spetie et coperta di bene, con convocatione di Concilii potriano suscitar nella Chiesa di Christo troppo pericoloso scisma, il quale sapeva, che haveria condotto il Re Cattolico, per la sua pietà, a procurar con estremo travaglio di distruggere; oltre che l'offender tutta la Nobiltà, li Prelati et gran parte delli Populi di Francia, in una sol volta, era unirli tutti contra di loro et render il Navarra più potente, perchè di più, che se non volessero restar in pericolo della vita et della roba, bisogneria che non si partissero da esso, havendolo una volta, poi che non hanno sicuro accesso all' altra parte, fatta più debole per se stessa et inimicissima per li loro interessi; il voler con l'iscommunica render ad instantia altrui inhabile alla successione della Corona tutta la Casa di Borbone, che seguita Navarra, faria che non solamente loro, anco quei dell'altra parte si ridurriano a favor suo per la veneratione in che sono tenuti in Francia li Principi del sangue; si che non solamente per quello che tocca

alla Religione, ma anco per rispetto di stato non conduceva al servitio del Re Cattolico, che fosse comesso per hora quanto si ricercava, ma ben che si procedesse col suo Ambasciatore et con gli altri Ministri suoi con ogni termine di modestia, concludendo che non dovendosi permettere il farsi alcuna protestatione, si restasse anco per hora dal passare più avanti nella scommunica fino che s'intendesse se ammoniti dal Legato voranno desistere, ma quando poi stessero ostinati, sarebbe altra cosa et potrebbe la Santità Sua per propria autorità fare a parte aparte, et non tutto in una volta, quanto li paresse; ma perchè si tenga il conto, che si deve dell' Ambasciatore sicome approbava, ciò che haveva detto Sua Santità d'aspettar per quindici giorni la risposta del Legato, così li pareva molto a proposito, che di tutto si facesse dar conto all'Ambasciatore stesso, persuadendolo per servitio del suo Re ad aspettare questo poco tempo, senza passar più oltre; la qual opinione fù laudata da tutti gli altri Signori Cardinali, con maraviglia d'ognuno et del Pontefice stesso, il quale alla presentia di tutti commesse al Cardinal Colonna vecchio, et al Cardinal Sforza, che andassero al Signor Ambasciatore, non come mandati dal Pontefice, o dalla Congregatione, ma come da se stessi mostrarli di darli conto del seguito, et procurando di persuaderli, che desistesse da quell'attione, per quel tempo, ma l'Ambasciatore si mostrò tutto colerico, perchè non aspettava (per il parer mio) tale risolutione, dicendo che non poteva, ne voleva mancar d'obbedir al suo Re, et in fine prese tempo sino alla mattina seguente di dichiararsi, come fece, perchè an-

dato il Cardinal Colonna li disse di restar più fermo, che mai nel suo proposito di obbedire alla Maestà Sua, quando havesse anco da perder la vita, et il Cardinale lo andò subito a rifferirlo al Papa.

Questa deliberation della Congregatione viene tenuta per cosa miracolosa, non solamente per l'ordinario affetto delli Signori Cardinali, ma perchè anco il sabbato di notte andò il Cardinal Gesualdo per una parte, et per l'altra uno di questi Ministri di Spagna a casa di molti Cardinali praticandoli in questo proposito, et sebene si prende il tempo si breve di 15 giorni, non sarà stato però poco portar il tempo avanti, et inanimir il Pontefice, che si trovava in molte angustie, il quale spogliandosi disse con li suoi, Dio ha cura di noi, non si dirà già che habbiamo chiamati li Cardinali a nostro gusto, loro li hanno eletti, et li nominati da loro hanno approvato il nostro conseglio. Martedì mattina poi comparse di ritorno il Duca di Lucemburg, et nell'Ambasciatore di Spagna s'accrebbe grandemente l'alteratione, et il dopo pranso si ridussero in casa di esso Signor Ambasciatore li Cardinali Deza, Mendoza, il Secretario di Madruzzo, et il Dottor Martos, che si ritrova quì, et lessero, et acconciorno molte cose nella scrittura, dando voce di voler far la protesta Domenica alla Capella. Fra tanto Mercordì fu consistorio, nel quale Sua Santità diede conto di tutto alli Cardinali, et si trattò, intendendosi la fermezza dell'Ambasciatore di Spagna di prevenirlo, facendo prima a lui la protesta che scrissi colle precedenti, ma fu imposto silentio a tutti sotto pena d'iscommunica di non parlarne fino hoggi, et di non trattar con l'Am-

basciatore di Spagna nè in persona, nè per interposita persona, nè anco per polizza, et fu chiamata per questa mattina la Congregatione avanti il Pontefice di tutti li Cardinali...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

60. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 23 mars 1590.

Serenissimo Principe, nella congregatione de heri mattina nella quale, di tutto il numero, mancorno nove Cardinali soli, si dolse grandemente la Santità Sua dell' Ambasciatore di Spagna, chiamandolo scelerato, perchè fosse promotore et autore di si importanti novità, che da lei non potevano essere in alcuna maniera tolerate, dando conto particolare di quanto haveva passato col Re et con l' Ambasciatore in questi propositi, etc...

Propose se continuando l' Ambasciatore di Spagna nel suo proposito, si doveva farli la protesta già discorsa, et poi subito licentiarlo da Roma, et se intendendosi, che fra Gaeta et Terracina vi fossero 2,500 fanti spagnoli alli confini dello Stato Ecclesiastico, si doveva far gente? Tutti li Cardinali vecchi, con tre creature di questo Papa, non approborno il consiglio di licentiar l' Ambasciatore, ne di far le genti, et l' altre creature sue, sequendo in parte l' humor del Pontefice, laudorno il licentiar l' Ambasciatore, ma non il far le genti. Ma Sua Santità in fine disse, che voleva far et l' uno et l' altro, et pregato instantissimamente si

contentò che li Cardinali Deza et Mendoza andassero all' Ambasciatore per dirli che in tutto quel giorno si dichiarasse, se voleva desistere da farli protesta, perchè altrimenti la mattina seguente haveria Sua Santità fatto essequire la volontà sua, il che fatto dalli Cardinali, che stettero con l' Ambasciatore fino alle una di notte, dopo la cena di Sua Santità li riportorno, che l' Ambasciatore haveva promesso aspettar li 15 giorni, che haveva la Santità Sua prima deliberato, et che poi anco non faria cosa alcuna, se prima non la facesse intendere a Sua Santità ; per il che il Pontefice, che per questo retiramento ricevè maggior spirito, dopo haversi acramente doluto dell' Ambasciatore s' acquietò, et hoggi, anco pregato dal Cardinal Deza ha levato l'iscommunica fatta dalli Cardinali sicchè possono trattar liberamente con esso Signor Ambasciatore. Nell' audientia mia veramente la Santità Sua m' ha confirmato tutte le cose dette di sopra, et anco, con mia estrema meraviglia d' haver detto all' Ambasciatore di Spagna et scritto di proprio pugno al Re, che mai haveria permesso, che alcuno riuscisse Re in Francia, che non fosse di compita satisfattione della Maestà Sua, come predetto, quando anco le havesse bisognato valersi di tutte le sue forze spirituali et temporali, ma che non essendoli creduto si teneva disobligato, il che non so però se la Santità Sua, lo farà dire al Re, al quale confessa d' haver scritto di propio pugno.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

61. LE CARDINAL DE VENDOME AU DUC DE LUXEMBOURG

Tours, 6 avril 1590.

(Annexe d'un rapport d'Alberto Badoer, de Rome, 28 avril 1590.)

Io non haverei differito tanto tempo a rispondere alle lettere che mi havete scritte et al Breve del quale nostro Signore si è degnato honorarmi, se non fusse ch' io aspettavo il ritorno del Corriere per questa città, quale tuttavia per ordine di Sua Maestà se ne va per la strada de' Grisoni. Detto Corriere gionse all' essercito nel tempo della giornata et potrà dire nuove certissime della felice vittoria, della quale potrete giudicare secondo il discorso ch' io ne mando a Vostra Signoria. All' hora medesima, che si fece la battaglia noi facevamo preghiere, et processioni publiche, ove il populo ha mostrato tanta divotione che Iddio protettore delle giuste cause ha essaudito le nostre orationi. Monsignor Marescial di Biron vide dopo a Noisi Monsignor illustrissimo Legato, ma come mi è scritto, questo abboccamento è riuscito senza effetto. Detto Signor Legato si è fatto un grandissimo torto et ha ritardato affatto il frutto, che poteva porgere la sua Legatione, essendosi mostrato partiale nel retirarsi ad una città ribella, ove non se gli può dire il stato delli negotii, et dove non vede altro che gente appassionata, che copre la ribellione et i perniciosi dissegni colla bella veste di religione, quale sarebbe mal conservata se noi facessimo come loro, che altro non fanno che male ai cattolici, non havendo pigliato ancora una sola terra di quelle

che sono nelle mani degli Ugonotti, contra de' quali non si oppongono, ma solamente come la Vostra Signoria sollevano le città cattoliche contra i Magistrati con dispensare il Popolo a fare ogni sorte di latrocinii et indegnità : tuttavia la estrema necessità, nella quale adesso sono ridotte tutte le città col veder mancar le vane speranze sarà causa che si ridurranno ben presto, come già Parigi quale non può più sussistere, essendo occupati tutti i passagi della Riviera. Io spero approssimarmene ben tosto et non resterà, se vorrà il Legato, che non si facci qualche buon servitio alla Chiesa, et a questo Regno, come io ne prego Dio farmi la gratia et donar a Vostra Signoria perfetta sanità et lunghissima vita.

De la main du cardinal. Il Re mi scrive, ch' io vada a trovar Sua Maestà et menar il suo consiglio a Melun, quale si rende a Sua Maestà, come ha fatto Corbel. Parigi ricerca di haver sua gratia, ma Sua Maestà non vuol perdonar alli Capi. Fra tanto sono quasi arrabiati. In pocchi giorni saremo dentro. Monsignor Legato haverebbe fatto benissimo a credermi. Non può uscire adesso senza passaporto del Re. Voi havete un infinito honore alla vostra ambasciata. Sia lodato Iddio.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

62. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 14 avril 1590.

Señor, Communicando despues que escribi á Vuestra Magestade, á 25 y 26 de Marzo y á 9 de este con una

persona, que no quiere ser nombrada, de prudencia y letras y que sabe muy bien todo lo de aqui, y habiendole participado en los dares y tomares que se traen con Su Santidad sobre las cosas de Francia, lo que no he tenido inconveniente, y pedido lo que le parecia que podria Vuestra Magestad hacer para seguir el remedio de ellas, me ha dicho despues de haver tomado tiempo para pensarlo, que, no ofreciendose algun acidente que obligue á otra cosa, podria Vuestra Magestad, ya que Su Santidad no da licencia para la protesta, hacersela por una carta que contubiese lo mismo que Vuestra Magestad le ha querido protestar o la parte que de ello parecerá á Vuestra Magestad que convenga, segun el estado de las cosas y intencion de Vuestra Magestad, diciendole que, aunque pudiere Vuestra Magestad, respecto de no haber querido Su Santidad dar lugar que se le hiciese la protesta, usar en ello de otros remedios, ha querido tomar esto por mas suave, y que no queriendo Su Santidad acudir á lo que se le ha suplicado y de nuevo le suplica en remedio de la religion de Francia, y lo que de ella depende le pide que, sobre esto y otras cosas muy importantes al servicio de Dios y de su Iglesia, mande Su Santidad juntar un Concilio general en parte segura, y que se podrá escusar la protesta con esta carta, y ser medio menos odioso y tan eficaz, trayendo la carta algunos renglones de mano de Vuestra Magestad porqué no diga que es escripta acá.

Y que podria escribir Vuestra Magestad otra carta al Colegio de los Cardenales en la sustancia que la del Papa, mas o menos lo que parecerá á Vuestra Magestad,

y como él interese de la Sede Apostolica y Colegio muebe tambien á Vuestra Magestad, que con dar esta carta al decano es estilo embiarla á los demas de mano en mano.

Tambien he comunicado á esta persona lo que pasa y ella ve de cada dia aqui con grande escandalo de los buenos y perjuicio de los subditos de Vuestra Magestad en esta materia de provisiones, composiciones, y dispensaciones y otras de este genero que tengo escriptas á Don Juan de Ydiaguez en un despacho que le embié con Don Luis de Velasco y otros que le he ido escribiendo de mano en mano, para que dé parte á Vuestra Magestad de ellos, y cuanto á esto es de parecer que podria el Cardenal de Toledo como primado de España sin intervencion de Vuestra Magestad juntar un concilio nacional de todos los prelados que se pudieren juntar de estos Reinos, para tratar lo que se debiese de hacer en remedio de ello, como se han juntado otras veces cuando ha sido necesario, concilios nacionales toletanos que dice ha havido con mucho servicio de Dios y de su Iglesia, de que he querido luego dar aviso á Vuestra Magestad para que, entendido todo, mande proveer lo que mas convenga al servicio de Nuestro Señor y suyo; y aun esta persona me hacia instancia que embiase una propia que mas vivamente pudiese hacer relacion de todo á Vuestra Magestad, pareciendole que no bastan cartas, para dar á entender lo de aqui, y lo dejo hacer por agora, por estar tan mal segura la mar y porqué lo primero á lo menos no sufre tanta dilacion. Dios alumbre á Vuestra Magestad para eligir lo que mas convenga, y lo encamine,

y guarde la Catolica persona de Vuestra Magestad.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

63. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 28 avril 1590.

Serenissimo Principe, Il Duca di Sessa dimandò a Sua Maestà quatro galee di queste di Spagna, accio gionte con quelle di Genoa rendessero il passaggio più sicuro, ma da poi, essendossi inteso, che diverse galeotte Barbaresche ben armate vanno infestando questi mari et danneggiando queste riviere, ha fatto nuova richiesta, ricercando fin al numero di dodeci galee, le quali gli sono state concedute...

... Il conte di Olivares ha avisato da qui l'officio vehemente, che ha fatto con il Pontefice spiegandolo con molti particolari in proposito delle cose di Franza, il che non è stato che commandato ne approbato da Sua Maestà, come alcuni aspettavano, et certamente per quello che intendo, et per quello che io pratico mi pare se debbo dir il vero, che questo ambasciator et quello che è appresso la Serenità Vostra dicono molte cose, che non solo non hanno in commissione, ma sono contrarie alla mente della Maestà Sua...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

64. HENRI (ROI DE NAVARRE) A AMURAT III

Du camp devant Paris, 28 avril 1590.

Altmo., Eccmo., Potentmo. e magnanimo Principe, Grande Impe. dé Musulmani, Amurat mio carissimo e

perfetto amico in cui ogni onore e virtù abonda, salute. Noi non dubbitiamo que V. Altezza non habbia già intesa la mutazione avvenuta nello stato di questa Corona, per l'assassinamento e morte commesa nella persona del quondam Rè, mio onaratissimo Signore e fratello, per mezzo della rebellione suscitata contra lui di gran parte dei suoi sudditi, per alcuni principali d'essi che aspirarono all'usurpazione del Regno, come hanno ardito di tentare alla sua persona, e quantunque noi li siamo successi per diritto legitimo, come primo Principe del suo sangue e lignaggio, e riconosciuto tanto nell'Assemblee che sono state per avanti tenute de'stati generali di questo detto Regno, come per detto Signore e, dappoi sua morte, per li primi offiziali della Corona ed altri offiziali, signori e generalmente per tutto l'essercito nel quale era avanti sua città di Parigi ora che egli fosse cosi sgraziatamente ammazzato, tuttavia vanno li capi ed autori della detta ribellione continuando lor disegni e forza contra di noi, fomentati per li Spagnoli che hanno di lungo tempo aspirato alla ruina delle altre monarchie, massime dell'Imperio di V. A. Questo ne ha tenuti talmente e si continuamente occupati, che noi non habbiamo potuto attendere ad altri offizj che nella guerra nella quale habbiamo di continuo vaccato in persona con tal assistenza della grazia di Dio, che habbiamo già ridotte molte provincie e città nella nostra obbedienza ed ottenuto alli 14 di marzo ultimo passato la vittoria in una battaglia che habbiamo data contra li nostri nemici, dove le loro principale forze sono state disfatte, essendo scampati li principali capi che la prestezza de' lor cavalli ha salvati,

fra altri vontaggi che Dio ci ha dati contro essi sotto la condotta di nostri servitori, di sorte che habbiamo gran occasione di sperare per la medesima grazia ed assistenza una breve riduzione sotto nostra autorità di quello che resta ancor fuori della nostra obbedienza, massime della nostra città di Parigi che teniamo già chiusa, di sorte che non può lungamente sustentarsi, havendo nondimeno gran dispiacere di essere stati impediti per cagione di detti travagli per non poter più prestamente mandare verso V. A. per rinovazione della amicizia e buona intelligenza che è stata di lungo tempo fra li Impi. musulmani ed i Rè di Francia, nostri predecessori, e che il Rè mio Sre. e fratello sopradetto, ultimamente morto, ha continuato con V. A., nella quale noi desideriamo succederli come in cosa congiunta a questa nostra corona, ed apportarvi tutta la considerazione e buona corrispondenza che può da noi dipendere, e per rendere V. A. più sicura di questa nostra intenzione, e farli altri offici che convengano all' intratenimento di questa amicizia, habbiamo deliberato di spedir il più presto persona di qualità espresso verso lei, che havrà sopra ciò ogni cosa che si richiede da nostra parte. Quello che havressimo fatto subito dopo il nostro avenimento, senza detti impedimenti. Tuttavia non habbiamo voluto lasciar questo mezzo di dar sicurezza a V. A. della nostra intenzione per la presente, e pregarla come noi faciamo affezionatissimamente farci conoscere alle occasioni che si presenteranno, che Ella ha grata la continuazione di detta amicizia, come di nostra parte noi le daremo tutte la testimonianze che saranno in nostro potere, e perchè noi siamo stati aver-

titi che il Sr. de l'Ancosma (Jacques Savary de Lancosme) che era Ambre. presso V. A. da parte del Rè nostro detto Sr. e fratello, ha tanto scordato il suo debito che ha preso il partito de' nostri sudditi ribelli, volendo far servire il suo carico al vantaggio della loro cattiva causa e ribellione, habbiamo pensato di dover farlo intendere a V. A., e suplicarla che sia levato di quel carico d'Ambre., perchè Ella non sia circavenuta d'officij che potrebbe fare verso di lei; questi non si rende solamente indegno (del suo carico) ma parimente (degno) del castigo che meritano quelli che son ribelli a lor Rè come speriamo che non potrà evitarlo di nostra parte, pregando il simile di V. A. In tanto Altmo. Exco. Potentissimo e magnanimo Principe il Gde. Impe. de' musulmani Morat nro. carsmo. e perfetto amico nel quale tutto onore e virtù abonda.

Vostro fratello amico, Henri

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

65. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 27 avril 1590.

Señor: Despues que escribi á Vuestra Magestad á los 20, lo que tengo que decir es que á los 25 que fué el primero dia que no hubo capilla, juntó Su Santidad la Congregacion de Francia y hizo leer la carta del Duque de Umena, y por el discorso della fué discutendola y glosandola á su modo y cargando mucho al Duque de Umena y haciendo grande imputacion contra él, y cuando llegó á que se contenteria que diese gente ó

dineros y que embiese quien quisiese, salió con que agora venia con esto que no era tiempo, pintando las cosas de Francia por desesperadas de todo punto y gran acedia con el Duque de Umena; al fin dijo que se votase sobre si devia responder ó no, y empezando á votar los primeros con temor de que si respondia seria acedamente, fueron en que no; y él se empezó á lamentar del estilo de las congregaciones que siempre estaban todos como el primero; mostrando inclinacion de responder por mano de Montalto y con que dos que faltaban por votar se aplicavan á aquello, y asi aunque fueren nueve los que votaron que no se respondiese, se resolvió que sí, y que se pensase el modo.

Tambien dió parte á la Congregacion el Papa de lo que habia apuntado acerca del modo de despachar á fabor del hijo del Duque de Guisa las abadias que habian vacado por su tio, y el Arzobispado de Remps al Cardenal de Sanz. El Papa tomó tiempo para deliberar por mostrar el enojo de la carta y por ventura por aguardar á ver en lo que paran estas esperanzas que le han dado de la conversion de Bearne, de que se procurará desengañar lo mas tarde que pudiese, aunque tengo aviso que Mons. de Lucemburg está tambien mal satisfecho del modo en que procede con él, que así acontece á quien come á dos carrillos y tan mal corresponde á su obligacion.

Conócesele en Su Santidad, y aun por lo que me dicen algunos que le han oido que procura disimular, el tener gusto de los buenos sucesos de Bearne y malos de los católicos, mostrando creer conforme á esto y defiende al de Bearne con los que le dicen que hace cosas

de pertinacia y mas delecta de los que me lo han de decir á mí, en modo que parece que trae cuidado de poner celos sin reparar en el daño que con esto hace á su honra, siendo grande ocasion que se juzgue que antepone á esto qualquiera disgusto o otra cosa particular suya, aunque no sean dineros, que la comparacion de esto, á lo que claro muestra, no tiene duda ; por otra parte dice á personas que habla con confianza que no le pesaria que Vuestra Magestad tomase á Francia y cuando viese á Vuestra Magestad con fuerzas para prevalecer, aunque fuese para esto, se acomodaria y ayudaria á quien venciese y entretanto contrapesa con tan poco respeto á la religion como se ve. Yo no he tenido audiencia esta semana, como tampoco la han tenido los otros Embajadores, si bien á ellos y á mi han embiado á decir que el que tubiere cosa de prisa vaya, por habérsele renovado á Su Santidad un terribilíssimo catarro que en otra complexion se pudiera tener por sospechoso, pero en contrapeso de la buena que Su Santidad tiene hace grandes desórdenes y bebe mas cantidad de la que bebia cuando estaba sin él, y no quiere hacerse ningun remedio. Con todo esto no ha tenido hasta agora calentura que se sepa porque él no quiere dar el pulso á médico.

Y si bien hasta agora no hay por qué temer este mal por de peligro, por todo buen respeto para si se apretase estoy prevenido con dos súplicas de la prorogacion de las gracias, la una por el tiempo ordinario y la otra por doblado para no perder la ocasion si se me representa.

Está Su Santidad en estremo mal acondicionado,

aun mas de lo ordinario, demas que los mas acostumbrados á subirle no pueden sufrirle. El primer dia de Pascua por qué Diego Iñiguez cuando se asentava á comer no le puso tan presto como él se imaginaba el recaudo para escupir, aunque no era llegado el tiempo en que lo solia hacer, le dió de reves tres moquetes muy bien dados en presencia de todos los que asistian á su comida. Cuando llama algun de estos camereros suyos no solo si se detiene en hacer lo que le manda pero casi si no adivina lo que quiere mandar, los deshonra con grande descompostura y á este mismo respecto procede en su tanto con los demas oficiales, y si bien este ha sido lenguage muy ordinario suyo, es agora sin comparacion mayor el exceso.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

66. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 29 avril 1590.

Señor, Despues que escribí á Vuestra Magestad á los 27 del pasado estaba con Su Santidad llamado el Cardenal de Aragon que agora es cabeza de la Congregacion de Francia, y le dijo que hiciese que Pinelli y Mattei fuesen á él con la carta del Duque de Umena que les ordenaria lo que irian respondiendo á cada capítulo, concluyendo con que queria desengañar al Duque de Umena y estos de su liga, diciéndoles claro que no tenian que esperar ayuda suya, y en el discurso de la platica vino à decirle que con esto luego harian la paz, y que hiciesen paz ó guerra que él se queria salir de

este negocio; y replicándole Aragon, segun dice, que no era bien que Su Santidad diese ocasion á la paz, dice que se rió dél, diciendo que no era esta guerra de religion, ni se combatia por ella, sino que era negocio de Estado y ambicion del Duque de Umena de quererse hacer Rey, y para fundar esto trujo el no haber acudido Umena á librar á Borbon, ni haberse entitulado lugar-teniente suyo sino de la corona, y otras cosas semejantes, y que él se queria librar de estos fastidios, cosa á que siempre ha tenido su principal fin y mira, sino que ha procurado encubrirlo, y dar muestras de lo contrario en lo esterior, mas no pudiendo llevar adelante tanto tiempo esta encubierta, habla claro y ase de esta carta del Duque de Umena y de notarle estas faltas en que ha caido.

Ha tenido Su Santidad respuesta del breve que escribió al Cardenal de Vandoma cuya copia embié á Vuestra Magestad, llena de palabras de grande observancia y de esperanzas de la conversion de Bearne, pero llegado todo á pesar y apretar no hay cosa de sustancia ni en las que el mismo Cardenal escribe á algunos de los de aquí, á los cuales y al Papa va diciendo Mons. de Lucemburg contra lo que me escribe D. Bernardin de Mendoza. Se entiende por otras partes que el de Bearne quiere hacer cuanto Su Santidad manda, con que han hecho gran ruido y demonstracion de alegria los de Palacio.

Con esta ocasion he dicho á algunos que, como Vuestra Magestad posponia por el servicio de Dios su propio interes en querer ayudar uno que fuese Rey, entero Rey de Francia y Católico, en que yo creo por su gran

celo continuará las diligencias que ha empezado, sin tener cuenta con razon de Estado; pero acá, contra lo que Vuestra Magestad pretendia y contra lo que acá mostraban pretender, le hacian el juego con la division que se causaria en aquel Reyno mediante la de las religiones.

En la primera audiencia continuaré con Su Santidad la instancia de acudir con armas espirituales y temporales, con el temor de poco fruto que yo no quisiera. Todavia están con sombra de la gente que se ha alojado en los confines con ser bisoños, enfermos y desarmados, como he escrito á Vuestra Magestad y esto de armas escuece mas al Papa porque se acerca mas á ocasion de gastar, pareciéndole que en materia de concilio con embiar Legados que tubiesen la conciencia en el modo que él quisiere y con el temor que tienen los Obispos de la manera de proceder que usa con ellos, lo podria garbullar á su modo sin reparar, como no lo hace en nada, en el bien de la Iglesia por quien Dios mire por su misericordia. Dios guarde la catolica persona de Vuestra Magestad.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

67. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 1er mai 1590.

Señor, Por el incluso sumario que he sacado de dos cartas del Legado para Su Santidad verá Vuestra Magestad cuan libremente le desengaña de cualquier esperanza que por otra parte se le pudiese poner del de

representa los daños que de otras maneras de su modo de proceder; esto ni el ver que le hablan de parte del Bearne le van dando as (y últimamente me dicen que Lucemburg por término para la conversion cuando haya todo á Paris y otros lugares por alli), no acaba de astar para que se apartase desta esperanza; que haya de fingir (que dice le basta) o á lo menos no lo quiere confesar; todavia con mucha ocasion que tiene para dudar y lo que las presas de S. Maló y dícese la de Angiers y la rota y prision del corso han contrapesado el daño de la batalla, le han hecho parar en la respuesta del Umena, demas de que no deve de hallar el paño que ha menester para deshacer en los ojos del mundo verdades tan grandes y tambien dichas y aunque se quejaba en el consistorio de ayer desto de la carta que la hizo leer.

Estos dias con los Cardenales de la congregacion va diciendo mas mal del Bearne y que nunca ha creido su conversion, y que no tractara palabra della, sin que se examine muy bien en la Congregacion si concurresen, las cualidades necesarias y usando de otro lenguage, que demas que en parte puede proceder del desengaño interior que deve empezar á tener forzosamente porque no es nada necio parece que llevará tambien la mira á hacer la cama á cualquier cargo que se le pudiese hacer por la protesta o en otra cualquier manera deste trato; y el mas moderno de los dos Cardenales que escribí á Vuestra Magestad que me habian avisado que Su Santidad estava resuelto y habia apuntado con los valedores del de Bearne que como diese

una aparente libertad al Cardenal de Borbon y hiciese una abjuracion de sus errores, que fuera como él quisiera, le daria la absolucion, me ha dicho, aun antes que viniesen las susodichas buenas nuevas que, despues deste rumor de la protesta, Su Santidad se havia mudado en esto, y que cuando el de Bearne se humillase yria el Papa con mas consideracion en lo que hiciese, y cuando no guardase todo el rigor del decreto, perfectamente guardaria la parte del que bastase para no poder ser de acuerdo con el de Bearne; pero con todo eso no hay que fiar, sino que procederá conforme á los sucesos y cortará el hilo á esta plática lo mas tarde que pudiere, porque con ser en gran manera vanaglorioso, tiene serrados los ojos y perdido el empacho, por no verse en peligro de gastar, á todo lo que se le dice y le escriven que se dice y nota dél, y lo que he escripto á Vuestra Magestad que le he dicho; y no tiene compasion de que tome el de Bearne á Paris, ni del daño que hace á la religion ni escándalo de los fieles, y se augura que en sus arrojamientos y poco respecto que guarda á Vuestra Magestad que Vuestra Magestad tiene de tener la consideracion que á él le falta y hacer el oficio de padre.

En lo que digo á Vuestra Magestad que el Papa va agora diciendo males de Bearne, y del modo que se habria en caso que pidiese la absolucion y que lo dice á todos para su justificacion y de manera que lo podrá probar para enaguar la protesta, y que si bien en este mismo tiempo va diciendo á otros cosas en contrario en favor de Bearne y semejantes á las de antes que he escripto á Vuestra Magestad, no se podrán algunas pro-

bar de parte de Vuestra Magestad porque se saben de Cardenales y personas á quien es menester guardar el rostro, y que cuando no se le guardásemos negarian y no les hase de dar tormento. Vuestra Magestad mandará ver de la consideracion que es este artificio y lo que convendrá prevenir en él. Su Santidad ha mandado que solo se responda al Cardenal Gaetano acusándole la data de sus cartas sin otra cosa, todo de mal satisfecho que le escriva tan claro lo que vee, y no procure emplastar aquello como Su Santidad queria. A D. Bernardino (Mendoza) lo aviso.

Sumario de las cartas del legado (Cardinal Gaetani) de Francia (formant annèse à la depêche de Comte d'Olivares du 1-6 mai).

El abocamiento con el marechal de Viron y que en el y en algunos católicos que le acompañaron se conocia muy poca religion.

. . . .

Que de la conversion del de Bearne vió poca señal, y le dijeron se escusava con que la ocupacion de las armas no le habia dado lugar para ser enseñado, pero que es falso porque sabe que está tan informado de la religion católica que no lo están mas los muy de Francia.

. . . .

Dice de la inquietud y voluntad de la condicion del de Bearne y que con tener tanto que hacer para asegurarse en Francia va pensando y platicando ser electo Rey de Romanos.

Dice que un frayle domenico habia predicado en Turs que Su Santidad no solo no descomulgaria ni

procederia contra los católicos que siguen al de Bearne, pero antes loava su celo en procurar convertirle... y que Lucemburg era muy bien visto y acogido de Su Santidad...

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

68. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 5 mai 1590.

Serenissimo Principe, Lodato sia Dio, Nostro Signore il Papa sta bene, ma ancora con un poco di catarro; la Dominica passata havendo inteso, che s'era publicata per Roma la sua indispositione più grave del vero, convocò la Congregatione di Francia innanzi a se, et in essa fece leggere le lettere del Legato di Parigi, de 26 fino 29 del passato, et altre del Cardinal de Vandomo in risposta del Breve, che prima li haveva scritto Sua Santità, allargandosi poi in grandissime querele con esso Monsigr. Illustrissimo Legato, prendendo occasione dalle sue medesime lettere, le quali ponderò a passo a passo et particolarmente quelle dove da conto dell'abboccamento fatto a Noisi col Marescial de Biron; perchè di più di haver fatto officio seco molto fuori di tempo, acciocchè abbandonasse il Navarro dopo si signalata vittoria de suoi nemici et l'esserli approssimato sulle porte de Parigi, si sforzò di persuaderlo a questo con ragioni affatto contrarie alla sua intentione dicendo che lo doveva far all'hora, perchè il Navarro vittorioso potrebbe far ogni giorno maggior progressi, et ch'l Re di Spagna mai comporteria ch'esso Navarro

sse Re di Francia, il che riesce più odioso all'orrecchie delli Francesi d'ogni altra cosa, et il Legato medesimo diceva nella lettera de 26, che quando si publicò di dar la protettione al Re di Spagna si voltorno subito li Francesi alla trattatione della pace, la quale fu poi da esso impedita, accusandolo per ciò d'imprudentia, et di non buona volontà, si come celebrò con grandissime lodi la prudentia de Birone, il quale se bene rispose sentitamente alle proposte, si ridusse in fine a dire, ch'egli non seguiva il Re per favorir l'heresie, ma per servir al legitimo successor nella Corona di Francia con speranza di vederlo ben presto Cattolico, et a tutto il Regno stesso, acciochè per le passioni altrui non perdesse la sua grandezza dissipandosi, o cascando in mano de' Stranieri, il che sicome lui, et tutti li buoni Francesi procureranno sempre che non sequa, cosi aspetteranno che la sua intentione sia approbata dal Santissimo Padre... et infine dolendosi la Santità Sua che'l Legato con la Sua partialità li sturbasse tutti li suoi dissegni concluse di voler star a vedere come passeranno le cose, senza far alcuna risolutione... Sua Santità mi disse che hora si doveva piu tosto attender il corso delle cose, che far ciò, che ci possa condure in maggiori difficultà con diminution della dignità della Sede apostolica, perchè non era meraviglia se hora il Re non si dicchiarava veramente Cattolico, per chè era in stato di non si poter separare dalli aiuti delli Ugonoti per l'aquisto di tante Città, che non seguono il suo partito, che anzi si può credere che per prudentia humana dirà egli in Inghilterra, in Alemagna, in Suizzera et altrove, che se bene diceva di farsi Cattolico non l'haverebbe fatto mai, per

non perdere li aiuti et favori loro in tanto suo bisogno, ma che non era da disperarlo sichè per l'avenire non lo facesse havendone data tanta intentione et potendosi sperare per molte ragioni, che sia per farsi veramente cattolico : onde io consolato di veder si buona dispositione in Sua Santità m' allargai assai in essecution delli commandamenti della Serenità Vostra in laudare la prudentia sua nel voler stara vedere, senza maggiormente interessarsi nelle cose... et Sua Santità mostrò piacere, che fosse lodato il proceder suo et la sua risolutione...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

69. PHILIPPE II A JUAN-BAUTISTA DE TASSIS, A MOREO ET A DON BERNARDINO DE MENDOZA

Madrid, 3 mai 1590.

Sabed que anteponendo el servicio de nuestro Señor á cualquier dificultad y trabajo que se pueda ofrecer, entendido por vuestra relacion muy de raiz el peligroso estado en que se hallan los católicos en Francia, me he resuelto de acudirles lo mas de veras que se pueda; y aunque holgára de tener antés aviso de lo que han obrado la diligencias y oficios que se hacen de mi parte en Roma para mover á Su Santidad á que socorra este partido con fuerzas espirituales y temporales como cabeza de la Iglesia, habiendo sobrevenido la nueva del mal suceso que tuvieron los católicos junto á Ivry, no me ha parecido que se sufre perder tiempo sino gañar el que se pueda en socorrerlos.

Y como de ninguna parte se puede esto mejor ha-

cer, ni con mas brevedad que por la de mis estados bajos, he ordenando al Duque de Parma que poniendo lo que á ellos toca en segura *defensa* tome toda la demas gente que sobrare, y juntando con nuevas levas la que mas pareciere convenir, forme un buen ejército con todos sus requisitos y con él entre en Francia en persona, lo mas pronto que ser pueda; y que entretanto embie al Duque de Umena el socorro que le pareciere convenir para entretenerse con esto y lo que él tuviére, en el interim que lo demas llega.

El concertar con el de Umena que esta entrada sea bien rezebida, se os pensaba cometer á vosotros, para que lo llamásedes por los medios que allá conociésedes ser mas aproposito; pero por las ultimas cartas de Flandes se ha entendido que despues de la batalla de Ivry, el mismo de Umena y católicos piden que entren mis fuerzas y con ellas el Duque mi sobrino : y asi podrá ser que en esto os quede poco que hacer : mas si todavia faltare algo, lo habeis de procurar facilitar y allanar del todo, pues sobran las razones que veis para ello.

Y aunque no ha podido preceder á esta resolucion concierto assentado con el Papa, porque, como queda dicho no lo ha permetido la prisa de acudir al remedio de tan peligrosas necesidades, todavia segun la instancia con que se negocia en Roma se ha de esperar de razon que Su Santidad contribuirá una buena parte.

De alli se habrá de tomar lo que fuere menester para la gente que tubiése el Duque de Humena de suyo, y lo que con ella se hubiére de intentar separatamente del campo que ha de entrar de Flandes.

Mas para que el Papa no se entibie, será bien que el de Humena y católicos le soliciten para que acuda con el caudal que puede y se debe en tal causa, y por otra parte que por si esta ayuda no fuere tan gruesa como convendría, se den manera el de Humena y los suyos en valerse y sacar sustancia de sus contribuciones y finanzas, pues yo no lo puedo hacer todo, y veis si hago y he hecho con ellos mas de lo que nadie se adelantára á pedirme, y se lo sabreis bien decir.

Los efectos de la guerra tocará disponerlos bien á los cabezas del un ejército y del otro que son el Duque de Parma mi sobrino, y el de Humena; pero con todo será bien y aproposito para el mismo fin, que se acaba de decir, irlos enderezando y advertiendose cuan necesario es ir ocupando y reduciendo tierras de donde poder sacar sustancia y fructo de que poder ayudarse.

Con el dicho Duque de Parma converrá que tengais todos punctual y particular correspondencia, communicandole todo lo que él os avisáre ser menester para su campo y efectos que hubiese de hacer, á que habeis todos de acudir con estraordinario cuidado.

Pues Rosian vino en vuestra compañia ya sabeis lo que representó y como se le ha respondido á lo de los trabajos de los católicos con el sentimiento y condolencia que es razon, y á lo de la pretencion que ofreció se le ha dicho con agradecimiento lo que se hace y desea hacer por ellos, con que tienen el efecto de la misma proteccion; pero que lo del nombre y titulo se esté asi hasta ver en que para lo que se trata con el Papa. Hasele aconsejado que hagan la guerra cuerdamente sin abenturarse tanto como en la batalla

pasada (Ivry) : que corroboren su union y hagan bolsa comun de que poderse ayudar para la prosecucion de la guerra y poner órden y concierto en todo, pues tanto importa; y tampoco se le ha dejado de acordar lo de Cambray, y procurado quitar celos del Duque de Saboya mi hijo, y de los asistencias que da por su vecindad á los católicos de Francia, en todo lo cual ha ofrecido hacer buen oficio Rosian, y asi terneis la mano en que lo haga y lo dareis por vuestra parte á entender, como quien tal al cabo está, de lo que cada punto de estos importa.

En particular allanareis esto del Duque mi hijo con el de Humena, mostrandole como, atendiendo á un mismo fin por diversas manos, se viene á conseguir mas facilmente, y el peligro de los puertos de Provenza y de toda aquella provincia, si se dejasen anidar en ellos infieles, que es lo que se pretende por los que los tienen, y lo que se procura evitar por este medio del Duque, y que tome á su cargo el de Humena allanarle al Conde de Caro y concertarlos, *pues si algo el Duque hiciese ha de ser por beneficio de la liga y de la causa catolica, y sin dar celos á Marsella, sino guardando muy buena correspondencia en ella, que asi se lo tengo muy particularmente encargado* [1].

Considerando tambien cuan importante miembro es el Duque de Lorena de la Liga y partido católico, me he resuelto de acudirle con el ayuda de dinero que haveis entendido para que se pueda ir sustentando. Vos ter-

[1] *En marge de la main du roi :*

« Vease se será bien decir aqui algo de lo de Marsella que se le dijo de palabra. »

neis la mano en que los 50,000 ducados primeros se le den luego y los otros 50,000 al tiempo que le está señalado.

De creer es que las dificultades y trabajos que se han acrecentado havran cortado al hilo á la junta de Estados, mas si todavia pasáre adelante, parecereis alli los tres como ministros mios á decirles como estoy resuelto de ayudarles descubiertamente con mis fuerzas para la defensa de nuestra santa fé católica en aquel Reyno y para la libertad de su Rey.

Alli habeis juntamente de acordar y procurar que por edicto general y jurado se prohiba el tratar de paz y concierto con Bearne y hereges, escluyéndolos á él y á ellos de todas sus pretenciones, y insistiendo en la libertad del Cardenal de Borbon que tanto importaria para el sosiego y bien público, y para establecer por bien las cosas de Francia que pudiese salir á gobernar.

Mas si duráre la desgracia de manera que no pueda salir de prision el Cardenal y por esto o por otra causa pareciese nombrarle succesor que pueda con este título y con mas autoridad oponerse al de Bearne, procurareis entender con tiempo el que está mas cerca de poder salir con esto, y avisaréismelo volando[1], que con la misma diligencia os mandaré responder y entretanto rodeareis en cuanto fuese posible, que hasta saber mia voluntad, no se tome resolucion.

[1] *En marge de la main du roi :*

« Con todo lo que se offreciere y os pareciere en ellos. »

Si demas del amparo efectivo que tienen en mi los católicos, pareciese allá con fundamento que ofrecer en la junta de Estados el título de protectores á Su Santidad y á mí habia de ser parte para acabar de atraelle á que se resuelva bien, en tal caso se podria rodear que se nos propusiese inclinando á lo mismo al Legado y haciéndole escribir á Roma con gran hervor, juntamente con avisar vosotros al Conde de Olivares de todo.

En la misma junta será bien acordarles cuanto les importe aprovecharse de los consejos que les he embiado con Rosian tornándoselos á esperar si pareciese necesario y acordar lo de la satisfaccion de los gastos que tengo hechos y estar atentos para si conviniese deshacer suspechos del Duque de Saboya, aunque no dando ellos ocasion, será mejor omitir este punto postrero.

Para esto de la junta y para todo lo demas os haveis de valer del Legado de Su Santidad, previniéndole con tiempo y comunicándole confidentemente mi resolucion de asistir declaradamente á aquella causa, y lo mucho que se hace de mi parte para el remedio, inflamándole para escriba á Su Santidad con la eficacia que conviene, y tambien procurareis allanarle en lo del Duque de Saboya, para que lo entienda bien, y lo abone á su tiempo en Roma, y donde mas fuera menester.

Estando por pecados de todos, tan arraygado el de Bearne que sino se lo estorban medios poderosos y muy prestos, corre peligro hacerse de aqui á poco el mal irremediable, será tiempo que trateis allá con el Duque de Humena, si seria aproposito, lo que arriba queda

dicho, de nombrar luego sucesor al Rey Cardenal, y quien seria mas á su gusto y mejor para el bien del negocio, o si se daria al de Bearne; mas en que entender con picarle por diversas manos y llamarle por diversas partes, conservando Su Santidad el primero á tomar en su proteccion particular mi lado para limpiarle y sustentarle sin daño y asi tambien los demas, mostrando vosotros al Duque que el acordar diversas cosas lo hace el deseo de acertar y no fines interesales, y avisareis lo que os dirá.

La Infanta mayor mi hija se halla que tiene muy fundado derecho no solo á algunos estados de este Reyno que vinieron á juntarse á la corona por via de dote y por hembras, sino tambien á la herencia de todo el Reyno, y esto estriba sobre grandes fundamentos del derecho comun, no embargante lo que se podria oponer de la ley salica y de la costumbre en contrario, que ambas cosas se aberigua que no tienen la fuerza que piensan los mal informados: es bien que entendais esta verdad para que si acertasen las armas á dar lugar á la justicia y razon os podais ayudar de ella, y ir tentando un poco el vado con la destreza que sabreis y vieredes convenir á los humores de allá y autoridad de acá, y de lo que, communicado entre los tres este punto sintiéredes, me avisareis con el segreto necesario[1].

[1] *En marge de la main du roi :*

«Ver, se al fin de este capítulo seria bien tocar algo que asomase á casamiento para, si se ofreciese lo algo, avisen, o que Juan Bautista (Tassis) lo llevase entendido de palabra.»

Harto se pueden recelar dos cosas de gran peligro : la una que el Papa admita y habilite al de Bearne, aunque esto yo no lo creo ni espero de su santo celo, cuanto mas estando tan prendado comigo de no hacerlo. La otra que por cansarse las villas y el comun de la parte católica vengan en algun concierto, pero ambas serian tan dañosas que no quiero presuponer que haya de suceder ninguna de ellas ; y asi tampoco os quiero embiar órden para en estos casos, sino encargaros que hagais vivos y eficaces oficios para estorvarlos entrambos, lo uno aflandolo al Legado con lo cual y la fuerza que yo hago en Roma y lo que Dios inspirará á Su Santidad, como á su vicario en la tierra, no permitirá que suceda, y lo otro abriendo los ojos á todos estos católicos para que acaben de entender que no se les habia de guardar cosa que se les prometiese, sino que todo seria engaño para aprovecharse dellos mas á su salvo despues y pasarlos á cuchillo.

Y por ser todos vosotros tan platicos de lo de Francia y celosos de mi servicio espero que os desvelareis en él y conformareis de manera que se acierte enteramente y asi os lo encargo muy de veras, y el irme avisando de todo á menudo, que lo mismo se hará de acá.

Si al pasar vos, Juan Bautista (Taxis) por Piamonte ó Saboya viéredes el Duque mi hijo le traereis á la memoria los puntos que llevais entendido, que le he encomendado por Legni exhortandole de nuevo á tener gran cuenta con ellos.

Tambien al pasar por Lorena cumplireis de mi parte con el Duque y sus hijos y hijas, animando mucho al Duque á perseverar en la *union* certificándole de mi vo-

luntad, entendiendo dél si, demas del dinero que arriba queda dicho, holgára de recibir en su persona o la de su hijo el Toson *y una compania de hombres de armas de las de Flandes*[1], que lo uno y lo otro se ha

[1] *De la main du roi :*

« Dejando él la de Francia. »

entendido que le seria de gusto y teniendole se lo podrias asegurar de mi parte y avisarmelo luego y dar tambien cuenta de ello al Duque de Parma en llegando.

Vuestra asistencia ha de ser por todo este año en los mismos negocios de Francia á que os mandé ir últimamente á Paris, y entonces podreis salir de alli : *no estando las cosas en terminos que fuese de mucho inconveniente dejarlos sin asistir algo mas*[2]. »

[2] *De la main du roi :*

« Si se pudiese añadir, no estando las cosas en terminos que fuese de mucho inconveniente dejarlas entonces, ó cosa asi ; porque en efecto podria ser que fuese en conyunctura de mucho inconveniente, o si tomase mal ponerse aqui, podria D. Juan decirle otro tanto de palabra y hablarme en ello mañana. »

Arch. Simancas, S. de E. Flandes. Leg. 2220.

70. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 mai 1590.

...Dopo la rotta del Duca di Umena pare che qui si mostri mas ardore contra il Rè di Navarra, et essendosi inteso che il Papa aveva deputato una congrega-

tione di Cardinali sopra il protesto del Conte. Olivarès, et ragionandosi varie cose in questo proposito, si dubita di qualche precipitosa risolutione che il Papa fusse per fare; onde essendo state trattenute tutte le lettere del Nontio, di Don Pietro di Medici et del collettore, che non ne hanno havuto se non una cada uno, si va sospettando che siano state intercette non in Francia come si divulga, ma in Spagna come si vede, per intendere quello che da Roma particolarmente veniva avisato...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

71. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 26 mai 1590.

Serenissimo Principe, Dopo la vittoria ottenuta dal Rè di Navarra contra la lega di Francia, intendendosi, che quanto più egli andava acquistando maggior auttorità, maggior stato et maggior forze, tanto più si diminuiva la riputatione et la potenza della parte contraria, qui si è grandemente sospettato, che il Duca di Humena et il Duca di Lorena si accordino con il vincitore, et per ciò a quello è stato promesso, che si commanderà che d'Italia gli sia inviato più importante agiuto, dovendosi lasciare in quel paese li fanti che per la custodia delle piazze sono necessarij, et essendo il Duca di Parma, per quanto qui dicono, per transferirsi a quei confini, per porgere quel socorro che il bisogno et l'occasione ricerchasse; et il Duca di Lorena é stato riempito di speranze et confortato a difendere le sue

terre et a sostenere la lega, essendo anco stato detto al suo agente, che non si mancherà di somministrargli quella quantità de danari che alla giornata si anderanno provedendo et inviando in quel'e parti; ma quale debba esser l' effettuatione delle buone parole et delle gran promesse non si può saper se non da quel luoco, nel quale haveranno da essequire gli ordini, poi chè il parlare è cosi ambiguo che a qualcunque diversa risolutione si può accomodare, et l'operare è così tardo che da molti accidenti può essere impedito. Onde sentendosi per la Corte varij rumori delle cose di Roma per causa del Rè di Navarra, et intendendosi che il Papa sia per benedirlo, anzi essendo stato detto che già Sua Santità li haveva data la beneditione, qui si ha havuto quel dispiacere che non si è potuto del tutto dissimulare; cosi non si vede a far provisione, ne movimenti maggiori per questa causa: anzi essendo le parti del mondo cosi agitate da guerra, et da seditioni, come sa ogn'uno, quì si vive con quella quiete et si procede con quel lentore che da niuno stimulo può essere a maggior celerità incitato. Dalle cose predette nasce una malissima sodisfattione nell'animo non solo del Rè et de Ministri, ma di tutta la nation compiuta contra il Papa, dicendo si apertamente che si come restano sodisfatti delle operatione del Legato Gaetano, cosi di quello che tratta et che fa il Pontefice in questo proposito, non si possono contentare. Et quello, che ha più confermato l'opinione loro dell'animo del Pontefice poco ben disposto verso questa Corona, oltre il promover sempre nuove difficoltà della giuriditione et rinnovar li commandamenti alli Vescovi che vadano a

Roma, è stato, che l'abbreviatore che serve questo Reverendissimo Nontio et che ha servito alcuni de suoi precessori ancora, fù da Sua Maestà ascritto nel numero dei suoi capellani : il che essendo stato avisato da lui a Roma per mostrare di essere favorito in questa corte et credendo per ciò acquistarne maggior riputatione, Sua Santità ha ordinato al Nontio, che gli tolga il carico di Abbreviatore, benchè lo tenga già molti anni ; ma non si ritrovando qui persona atta a essercitarlo, ha risposto a Sua Santità che proveda di nuovo soggetto, che arrivato quello si rimoverà il presente. Sia certa la Serenità Vostra che queste prosperità del Rè di Navarra, le quali si intende, che continuamente si vanno aumentando, ancor che si procuri di occultare, et impedire tali avisi insieme con la approbatione che habbia fatto o che sià per fare il Papa della sua persona, hanno accresciuto riputatione a quella Serenissima Republica : si perchè si vede lei haver conosciuto et abbracciato poi da principio, quando tutti reclamavano, la parte migliore si perchè sapendosi hora la risolutione, o almeno la inclinatione del Papa, et stimandosi l'istesso animo essere del Gran Duca, viene giudicato, che la Serenità Vostra con la prudenza del suo consiglio et con l' auttorità della sua deliberatione senza alcun officio habbia girato gl' altri nella medesima sentenza...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

72. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 26 mai 1590.

. . . Luni (21 mai) alle 20 hore gionse poi di Francia un corriero al Duca de Lucemburg con diverse lettere del Rè fino di 30 del passato et della nobiltà fino di 2 del presente, il quale mandò subito a dimandar l'audientia et li fu concessa da Nostro Sigre. per il giorno seguente alle 19 hore, dove andato espose, dopo la narratione delli progressi di Sua Maestà... che la Maestà Sua haveva sentito con molto piacere il buon trattamento fattoli da Sua Santità, et la buona intentione datali della sua gratia, il che attribuiva tutto alla prudentia et bontà singolare della Santità Sua... Per mostrare maggiormente la partialità del Legato diede alla Santità Sua doi lettere, ch'erano state intercette et levate li zifra, l'una di Don Bernardino di Mendoza al Rè Cattolico, et l'altra dell'istesso Legato al Duca d'Humena; nella prima scriveva l'Ambasciatore al Rè che'l Legato si portava benissimo, ne li haverebbe potuto desiderar più da qual si voglia nato in Spagna et antiquo vassallo della Maestà Sua, perchè in tutte le cose attendeva tanto al servitio di Sua Maestà Cattolica quanto al proprio, ne circa ciò si ponesse alcun pensiero, perchè mentre egli starà ivi farà in tutto, et per tutto quanto Sua Maestà resterà servita di commandarli, havendo detto fra l'altre cose molto asseveraatamente, che se la Santità Sua li commandasse d'assentir a qualche compositione, o accordo col Rè de Navarra, non lo

farà mai, et si risolveria in quel caso non ritornar più a Roma sotto il pontificato di Sua Santità. Et nell'altra scriveva il Legato al Duca d'Humena, che continuasse a poner insieme le maggior forze che potesse, perchè presto li giongeriano di Fiandra grossi aiuti, ne il Rè de' Spagnoli mancherà mai con ogni suo potere... il che ha apportato a Sua Santità molto travaglio, et per la cosa in se, et per esser pervenuta a si certa notitia dell' altra parte. Et Lucemburg vedendo il dispiacer della Santità Sua li fece maggior instantia di levar di Francia esso Legato, affirmando, che per ciò fin' hora non si è risoluto apertamente il Rè della sua conversione, iscusandosi con queste hostil' attioni del Legato di Sua Santità... Et quanto al Sigr. Cardinal di Borbone, ch' egli non era prigione, ma honorato et servito, come si doveva a Zio et Padre suo; ch' era ben vero, che si custodiva, perchè non andasse in mano de suoi nemici, che si valessero poi di esso contra di lui, il che si come non era honesto, così sapeva, che non sarebbe riuscito grato alla Santità Sua, per la sua somma prudentia, che li faceva vedere li maggiori incommodi et travagli, che succederiano in quel povero Regno. Di che Sua Santità non mostrò restar ne satisfatta, ne discontenta, non havendo risposto ad alcun punto altro che parole generali, per il che il Duca li mandò poi per Monsigr. Seraffino tutte le lettere dell' istesso Rè, procurando pure la richiamata del Legato, et il Papa ha detto, che vedrà di satisfarlo, ma che s' habbia un poco di patientia, la quale difficilmente per dono haver questi Francesi, et ogni giorno Lucemburg va a casa delli Cardinali della Congrega-

tione per quest' effetto, sichè li Spagnoli havendolo presentito fanno anco loro li suoi officij et l' Ambasciatore Cattolico si trova molto spesso in consultatione con questi Sigri. Cardinali suoi confidenti : ma in effetto si tien per fermo, che'l Pontefice per hora non vorrà far altro, che star a vedere il progresso delle cose...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 22.

75. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 9 juin 1590.

Serenissimo Principe, Sabbato passato disse il Pontefice all' Ambasciatore di Spagna, che essendo vera la morte del Cardinal di Borbone si doveva pensare d' haver un altro Rè Cattolico in Franza, et che però la Maestà Sua Cattolica consideri, che a quei della casa di Ghisa li Francesi non assentiranno mai, si perchè invidiano la loro grandezza, come anco perchè professano seco mortale inimicitià, et si risolvi in altro suggetto, che possa non riuscire discaro, perchè lei concorrerà con le forze et auttorità sua senza riguardo alcuno, acció riesca et si fermi quella Corona in persona veramente Cattolica non potendosi fidar più del Navarro, ne prestar moltà fede al Cardinal di Vandomi troppo unito et interessato in esso; et il giorno dietro andato io a visita di esso Sigr. Ambasciatore. Sua Eccellentia mi disse in ragionamenti di questa natura, che'l Papa voleva con parole far passar il tempo, perchè vorrebbe che si scrivesse in Spagna, per aspettar di là risposta, la quale non potrebbe venir se non al Settembre et dir

all'hora, che fossimo fuori dell'està, et che le provisioni non potessero esser fatte se non per l'anno venturo, aspettando frattanto l'evento delle cose, il che conferito forse anco con altri è stato riportato alla Santità Sua, la quale s'è grandemente alterata...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 22.

74. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 juin 1590.

Vengono qui avisi ma rari di Parisi, et si bene si procura d'ocultarli, come si fa en questa corte di tutte le cose, non di meno mi sono state mostrate le lettere nelle quali manifestandosi la gran necessità che hanno quelli della città di danari et di gente, si sforzano di eccitare questo Serenmo. Rè a soccorrerli et sostentarli, fondandosi principalmente sopra una capitulatione deliberata et stabilita tra Sua Maestà catolica et la Lega di Franza, per laquale è obligata l'una et l'altra parte a concorrere nei comuni bisogni con quelle forze et in quei modi che dall'inclusa scrittura potrà intendere la Vostra Serenità. Ho udito diverse volte a razionare di questa conventione fatta per questa corona et quella fatione, ma non sapendo donde nascesse questo romore, non mi pareva cosa da scrivere con fondamento, et per diligenza che io qui habbia usata non ho potuto haverne certa cognitione; ma tenendo l'intelligenza ai confini della Franza verso Spagna, et particolarmente in Pamplona per esser avisato di quello che alla giornata succede et per penetrare più sicuramente i dissegni di questa Maestà, questi ultimi giorni da quella terra mi

è stata mandata la presente scritura in lingua francese che contiene li capitoli sopra nominati; per chè a far bene il servitio della Vostra Serenità apresso questa corona, adesso che le conditioni de' tempi sono cosi perturbate, non basta havere buone pratiche in questa corte, se anco dall'esterne intelligenze non si riceve qualche lume. Hor si come si vedono questi patti esser gia scritti e publicati almeno in Franza, così dalla parte di Spagna per quanto più si può sapere, non apparisce quella esecutione che la predetta obligatione ricerca; poi chè in questi regni la cavalleria già ordinata non camina, Fanti non si assoldano, et movimento alcuno non si sente, anchora che il tempo determinato del mese di Aprile sia già transcorso...

In quella corte si è intesa la morte del Cardinal di Borbon causata da mal di pietra, la quale ha dato materia quì a nuovi pensieri, per tenere più lungamente inviluppate le cose di quel regno, dicendosi che sia stato proposto a quelli della Lega che sia espediente adesso attendre più tosto a purgare il regno dall'heresie et assicurarlo dagli inimici, che a consultare sopra eletione di nuovo Rè, offerendosi quando procedano in questo modo d'ajutarli, come è stato promesso, ma quando piglino altra risolutione non potranno esser sovenuti.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

75. CAPITULATION ENTRE LE ROI D'ESPAGNE ET LA LIGUE

(Annexe au rapport précédent de Tomaso Contarini au doge, Madrid, 10 juin 1590.)

Sa Mate. Catholique envoyera pour tout le mois d'avril prochain en la Picardie cinq mille hommes de pied de ses vieilles bandes de Flandres, desquelz ny pourra avoir plus de deux mille hespaignolz et mil cinq cens chevaulx de sa gendarmerie et pays bas, bourguignos, albanois et italiens.

Il envoyera semblablement dans le dict mois d'avril en Lionnois cin mil hommes de pied bourguignons et mil chevaulx avec lesquelz Il envoyera pour le moins douse canons de batterie et vingt pieces de campaigne.

Il envoyera aussi dans le dict mois d'avril a Narbonne deux mille hommes de pied hespaignols et cinq cens chevaulx, et a Nantes dix grandes naves chargées de trois mil hommes de pied et cinq cens chevaulx.

Sa Mate. Catholique prestera a la Ligue Cath. cinq cens mil escus dans le mois d'avril et durant la guerre deuz cens mil escus le mois... Seront obligés les gouverneurs des habres et ports maritimes, qui sont en puissance de la Ligue et qui se recouvreront de recevoir les navires et armes qui seront envoyées d'Hespaigne ou autres lieux appartenants a la dicte Mate. Catholique et ne pourront recevoir en façon quelconque aulcungs navires anglois, olandois, nerlandois ou aultres qui seront ennemys de la couronne d'Hespaigne...

... Que si Sa Mate. Catholique vient à faire la guerre à ses despens sur le patrimoine de Henry de Bourbon, tout ce quil conquerra sera librement sien sans que la couronne de France y puisse pretendre aulcune chose.

Et finalment la Ligue de France, ne pourra traitter aulcune Ligue ni recevoir aucung secours soit de deniers ou de gens de guerre sans la participation et consentement de Sa Mate. Catholique avec quelque prince ou protestant estrangier que ce soit excepté le Sn. Pontife et le Serenissime de Savoye.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

76. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 10 juin 1590.

E stato portato in questa corte un aviso da Roma, il quale da molti è creduto che sia scritto da questi Ministri, li quali habbiano fatto pervenire alle mani di alcuni, et sia stato a diversi communicato ; dove si scrive del Papa, della republica di Venetia et del Gran Duca di Toscana, che unitamente favoriscono il Rè di Navarra come dall'acclusa copia che le mando potrà vedere la Serenità Vostra ; onde et da persone gravi et da ogni sorte di gente viene ragionato, ma con diversa forma et con varia intentione di questa materia ; ne cessano li predicatori di gridare sopra li pulpiti et esclamare nel medesimo proposito, essendo però dalli più savj biasimati quelli che così vanno esagerando ; et al Rè, al quale forse credono di farsi grati, apportano con questi

popolari vociferationi non picciolo dispiacere. Un predicatore dei Gesuiti in Madrid, forse trasportato dal corso delle parole et dal fervore del dire, trascorse tanto oltre, che et del Papa et della Signoria di Venetia si precipitò a dir cose che non convenivano al decoro et alla grandezza di quel Dominio, accompagnate anco di altre impertinenze che meritavano corretione, il che essendomi stato riferito et da varie parti confirmato, et vedendo come queste voci s' andavano dilatando, et con poca dignità di quella serenissima Republica se ne sarebbe ragionato s' io non havessi dimostrato qualche risentimento, mandai a chiamare a casa mia il Rettore del collegio de' Gesuiti, et gli feci una grave et efficace ammonitione, mostrandogli la grandezza di questa serenissima Republica, l' obligo della sua religione verso di lei, l' offitio di predicatore et il carico di quelli, come era il suo, che debbono dare avertimenti a coloro che espongono alli popoli il verbo divino, minacciandogli il danno et il dishonore che potrebbe succedere alla sua compagnia in Italia et particolarmente nello stato della Serenità Vostra, nel quale possiede tanti beni et gode tanti commodi, quando un tal disordine senza publica punitione si fusse pretermesso : Egli, tutto sbigottito, pose li ginocchi in terra et, con gli occhi pieni di lagrime, supplichevolmente in nome di tutti li suoi padri mi dimandò perdono, promettendomi di condurre alla mia presenza il predicatore et interdirgli la predicatione, come ha fatto poichè quello non esercita più l' offitio suo, et un altro è stato posto in quel luogo a predicare ; il giorno sequente poi il Rettore lo menò qui in casa a humiliarsi et mostrar sen-

timento di quanto con poca consideratione haveva pronunciato, lasciandomi in testimonio del suo animo emendato et castigato la presente scrittura che con queste mando alla Serenità Vostra...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

77. INSTRUCTIONS DE PHILIPPE II

Madrid, ... juin 1590.

(Copie de ce que Sa Majesté ordonne de faire et de tâcher d'obtenir en l'état actuel des affaires de France.)

La firmeza que siempre ha tenido Paris en nuestra santa fé católica merecia tambien la merced que Nuestro Señor le ha hecho en darle valor y constancia para sufrir por su nombre un cerco tan largo y trabajoso y endepararle al cabo un socorro que con tanta reputacion y autoridad de aquella ciudad la sacase de peligro, como la hora de agora se espera en Dios que se habrá hecho.

Mas porque no pasando á mas que á haberla descercada se sacaria poco fructo de una obra tan señalada, y de aquí á poco podria quedar en el mismo peligro Paris y la religion católica en aquel Reyno, conviene poner mucho calor y diligencia entre otras cosas en las que aquí se dirán.

Lo primero limpiar las riberas y pasos que el de Bearne habia tomado para quitarle las vituallas, y fortificar aquellos puestos y poner en ellos cabezas y personas enteramente confidentes á los de la liga católica para que otra vez no pueda suceder otro inconveniente como el pasado.

Al mismo tiempo se acuerde y exhorte á los de Paris y á todos los lugares y villas católicas de Francia que esten concordes y á una en escluir al de Bearne y estirpar las heregias atendiendo al bien de sola la causa católica sin tirar á sus particulares con que podrian luego dividir y destruir.

Es muy de considerar, para procurar el remedio, la desigualdad que ha habido en el partido católico en lo del nombre de Rey y lo que esto lleva tras si, pues el cardenal de Borbon que tuvo este nombre estaba preso, y muerto él, contrasta el cuerpo de católicos sin cabeza que tenga nombre de Rey contra el de los hereges que la tienen con nombre y pretensiones de Rey, que es lo que quizá ha ayudado por su parte á que los católicos y políticos que siguen al de Bearne no le acaben de desamparar no viendo de estotro lado Rey católico á quien arrimarse.

Punto es este tan en beneficio de todo el Reyno de Francia, que no puede dejar de ser recibido y admitido por tal, y en que todos los desapasionados echarán fácilmente de ver cuan lejos está de querer otra cosa que su bien quien esto les aconseja, y así con seguridad se les puede proponer.

Pero antes de echar esto en público, por justificado que es, conviene para quitar toda sombra y celo al de Umena conferirselo primero con las causas en que se funda, y decirle confidentemente de parte de Su Magestad que le han certificado que él desconfia del primer lugar y que pues asi es conviene tomar resolucion en esto, y en quien quiera que haya de ser Rey que al dicho de Umena le quede el segundo lugar y cargo de

Teniente General asentado y asegurado como quien tan merecido lo tiene, en que hará Su Magestad todo lo que bien le estuviere y el quisiere para asentarlo y tambien para que saliendo de prision el Duque de Guisa presente se tenga mucha cuenta con honrar y adelantar su persona de la forma que á el le pareciere como lo merece la memoria y muertes de su padre y abuelo padecidas por la causa católica.

En marge de la main du roi :

«No sé si es bien decirle esto, ni yo lo entiendo muy bien, y así se mire como se pondrá.»

De la main du secrétaire :

«Mudóse.»

Allanado este paso con el de Umena se podrá proceder de comun acuerdo á lo demas grangeando tambien al legado para que por todos se atienda á esto que tanto importa.

Tratar de hacer Junta de Estados Generales de todo el Reyno para la eleccion de Rey seria cosa larga y trabajosa por el peligro de los caminos, y de incierta y dudosa salida por la muchedumbre de votos, pretensiones, aficiones y pasiones.

Llevarlo por la via de Paris y que aquel parlamento y Consejo como metrópoli del Reyno eligiese á quien conviniese seria el mejor atajo para que despues las demas villas y parlamentos del Reyno siguiesen el mismo ejemplo como fué en la eleccion del Cardenal de Borbon, y aun por resplandecer tanto la fé católica allí se podria esperar que el elegido por este medio seria el mas seguro y verdadero católico, que es lo que se ha de pretender por todos los que lo son.

Con el reciente beneficio del socorro recibido y con la esperiencia clara confirmada por tantas pruebas de buenas obras estos años, no haria mucho Paris en querer llegando á este punto saber el voto y parecer de Su Magestad pues es muy puesto en razon que habiendo sido el solo amparo y defensa de lo sano y católico de Francia se ponga Rey que le sea grato en el Reyno conservado por su mano, y así sin ningun malsonido se les podrá echar en los oidos por los medios mas á propósito que allá se descubrieren.

Si metidos en esta plática mostrasen gana de saber quien desea Su Magestad que sea Rey se les podrá responder al principio con generalidad, diciendo que el que mejor fuese para establecer la religion católica, que como este es su fin principal ese le agradará mas que mas pudiese ayudar á ello.

A este título que es muy bueno se ha de escluir deste lugar al Cardenal de Vandoma, así por la sospechosa crianza de su niñez como por haber seguido agora con ser Cardenal la parte del primo y no del tio, y ser conocido fautor del partido de los hereges, con que por la misma razon han de quedar escluidos tambien todos sus hermanos y mucho mas el sobrino que dicen se cria en la Rochela, y en fin todos los de la casa de Borbon, pues todos ellos han tomado las armas por los hereges.

De aquí se podrá pasar á insinuarles diestramente los derechos de la Señora Infanta no solo á todos los estados que como bienes dotales se juntaron por matrimonio y por hembras á la casa de Francia que agora han de salir de justicia á su derecha linea, pero aun á

mucho mas, siendo como fué invencion todo lo de la ley Sálica, como lo saben muy bien los mas leidos y entendidos dellos; pero iráse en todo esto con el tiento que conviene para no enconar la materia, sino descubrir tierra y ánimos.

En marge de la main du roi :

« El que fuese será bien lleve copias de lo que ha escrito D. Rodrigo Zapata, y por ganar tiempo se podrán escribir desde luego, y aun podria ser menester imprimirse y quizá en latin. »

En bas de la main du secrétaire :

« Está encomendado que se saquen copias. »

Si el tiempo y progreso del negocio diese lugar á poderse consultar á Su Magestad la persona á quien allá mas se inclina, esto será lo mejor, y avisarle en diligencia como toman lo que toca á la Señora Infanta ó quien tiene mas apariencia de poder salir con ello y mas parte entre los católicos, y los fundamentos y fuerzas, valedores y amigos de cada uno de los que puedan concurrir[1].

En marge de la main du secrétaire :

« Tambien se mudó un poco lo de estos dos por lo que su Magestad mandó de palabra. »

Mas si no hubiese este espacio y las cosas obligaren á nombrar Rey con mas brevedad y quisiesen elegir al Marques de Ponts, bien podrá venirse en él de parte de Su Magestad y aun si acaso (lo que no se cree que terná tanto lugar) echasen mano para esto del Duque de Guisa, tambien se podrá admitir lo uno y lo otro entre otras razones porque por uno destos caminos quedará al Du-

que de Umena mas seguro el lugar que se le debe de segunda persona en Francia y la mayor autoridad y el manejo de las armas, en que se ha de hacer el esfuerzo posible por conservale.

A cualquiera que se haya de elegir, pues para alcanzar la corona y para conservarse en ella le importará tanto la ayuda y favor de Su Magestad con las dificultades que le quedan, se le ha de hacer ratificar la capitulacion de la liga que pasó entre Su Majestad el Cardenal de Borbon y los demas católicos para que á su tiempo haga cumplir las condiciones della y ponerlas en ejecucion en todos estos puntos y partes.

Que en particular se haga cumplir luego tras la eleccion á Su Magestad lo de Cambray como está capitulado.

Y pues tambien se asentó con el dicho Cardenal de Borbon que viniendo él á la corona hubiese de satisfacer á Su Magestad todos los gastos hechos en beneficio de la liga, se encargue el nuevo Rey de cumplir esta condicion, pues los gastos han sido tan grandes y tan en su beneficio que mediante ellos le alcanzará esta buena suerte.

No habiendo dinero pronto para poder luego pagar esta suma que es grande, antes siendó verisimil que adelante habrá menester el que así fuese elegido asistencia de otras ayudas, será justo que se den á Su Majestad algunas prendas y plazas entretanto y estas se habrá de procurar á su tiempo que sean vicinas á sus Estados Bajos y á proposito para contra Inglaterra lo mas que se pudiese.

No menos es justo que se prende el nuevo Rey en no casarse sino á gusto y voluntad de Su Majestad, pues

lo de la muger y parientes que tomase puede importar tanto para la religion y bien de Francia y para la seguridad de los Principes vecinos.

Tambien será bueno sacar para en caso de empresa de Inglaterra puertos seguros en Francia y otras asistencias de vituallas y marineros para la armada de Su Magestad. Todas estas son condiciones generales que se han de procurar sacar á cualquiera que haya de entrar en la corona, pero si acaso fuese su hijo del Duque de Lorrena se representa otra cosa particular que mirar, y es del inconveniente que seria andando el tiempo juntarse el Ducado de Lorrena con la corona de Francia, pues cuando, olvidadas con él las buenas obras que al presente recibe aquella casa de mano de Su Majestad quisiese atravesarse y embarazar aquel paso, podia hacer harto desabrimiento.

Ofrécense dos caminos para preservar este daño y no incurrer en él: el uno que á trueque de la ayuda y asistencia para alcanzar el Reyno que Su Magestad les ha de dar tanto de algunos derechos que se les podrian comunicar como de los demas medios quedase á Su Magestad el Estado de Lorrena para poderse con esto dar la mano el condado de Borgoña y Paises Bajos. El otro medio que cuando esto no se pueda encaminar sea á lo menos lo de Lorrena del hermano segundo y sus descendientes sin poderse juntar á Francia para que así se quiten celos tan justos á los vecinos, la cual se ha de procurar mucho en el caso referido por uno de estos caminos, insistiendo en ellos por sus grados.

El juzgar cuando se ha de tratar con las partes de las condiciones referidas, tanto de las generales como

de las particurales respectivamente si será antes de la eleccion que estará la codicia mas viva de comprarla á cualquier precio, ó si despues de la eleccion que estará la necesidad mas presente para desear no decaer de aquel grado y tener fuerzas con que defenderse del opósito y enemigos que de fuera le han de quedar, eso es cosa que podrán resolver mejor los presentes, pero el verdadero tiempo parece el mismo en que se andubiese en la negociacion, haciendo por un cabo oficios que la misma parte conosca que lo son para su grandeza y por otro recogiendo las prendas á que aquel beneficio obliga.

Si en alguna ocasion de estas hablasen allá en ca samiento de la Señora Infanta no conviene así luego escluirle ni admitirle por ser por muchos respectos de tanta consideracion, sino responder diestramente diciendo que de aquella materia no se tiene luz ninguna, ni se sabe cual seria la voluntad de Su Magestad, especialmente queriendo á su hija tan tiernamente como la quiere, y estando Francia tan revuelta y tan poco llana y segura para el dueño que se le diese, y por otra parte se podrá dar lugar á que las partes interesadas de suyo ó guiadas por medios disimulados y confidentes entiendan que su bien consistiria en caberles esta suerte, y mediante ella adquirir los derechos de la Señora Infanta que son tantos y tales por el mismo caso el amparo y fuerzas de Su Magestad del todo en su favor como en cosa que le seria propia, y haciendo los de allá instancia en que se les sepa la voluntad de Su Magestad poniéndoselo todo en las manos, se podrá ofrecer de preguntarla, y acusar se ha á Su Magestad muy

particularmente de todo lo que al propósito se ofrezca para ver lo que convendrá.

El Legado Gaetaneo ha mostrado tanto celo al acertamiento de las cosas que agora que se les ha de acabar de dar asiento y remedio, es de creer que acudirá á ello muy bien especialmente si de Roma le acuden como se espera, diferentemente que hasta aquí, y así convendrá usar de su medio y tratar confidentemente con él en lo que no tuviese inconveniente.

Los demas instrumentos y medios por donde y con quien se ha de tratar y negociar para encaminar los intentos, Don Bernardino de Mendoza y Juan Baptista de Tasiz los conocen y saben los humores y designios de cada uno y como se podrán mejor llevar, y están informados del tenor de las capitulaciones de la liga.

Mas lo que se ha de dar fuerza y vida á la negociacion es el calor de las armas y egército de Su Magestad y la reputacion del socorro y efectos que habrá hecho y la autoridad y presencia del Duque (le duc de Parme) en aquel Reyno y el valor y prudencia y destreza con que él lo sabrá apoyar sin salir de Francia hasta haberse dado el asiento y remedio referido, ocupándose entretanto en efectos que se vea ser en beneficio de Paris y su mayor seguridad y daño del enemigo, para que por esta via no solo se quiten celos del tiempo que se detuviese, sino que les vayan cresciendo los cargos y obligaciones con evidente provecho del partido y causa católica, para que demas del servicio de nuestro Señor, que es como se sabe la mira principal de Su Magestad, esto mismo ayude y esfuerce por su parte la negociacion como el medio mas eficaz.

De lo que se fuese tratando y llevase mas camino de poder suceder, y las ventajas mas ó menos que se esperasen sacar, convendrá ir avisando á Su Magestad con la diligencia necesaria para que con la misma pueda advertir de su voluntad, aunque aquí va dicha bien clara como era justo á quien se envia.

Arch. Simancas, S. de E. Flandes. Leg. 2220.

78. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 4 juillet 1590.

... Non si manca già da questa parte con li danari che si raviano, et con li consigli che si danno, di usare ogni opera, acciò l'autorità della lega sia sostenuta et la potenza del Rè di Navarra dissipata ; perciò chè vedendosi che egli è seguitato da tutta la nobiltà di quel reame, et giudicandosi difficile et pericoloso impedir li suoi progressi con la forza, è stato scritto di ordine di questo Serenissimo Rè al Legato (Gaetano) et a Don Bernardino (de Mendoza), che procurino di smembrare et disunire li Baroni che sono accostati a quel Rè, cercando con promesse et con donativi di spicarne alcuni da quella parte et guadagnarli a quest'altra ; affermando che non mancheranno danari, ne commodi da offrirli, et da dar loro, ma quanto questo partito si stima utile, se si potesse esseguire, tanto viene giudicato difficile per la constanza et per l'ostinatione degli animi con i quali si ha de tratare.

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.



79. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 15 septembre 1590.

...Ha deputato Sua Maestà una buona somma d'oro da essere impiegato da donare alla nobiltà di Franza, con promesse a cadauno di honori et utili importanti per rendersela obligata et separarla dalla devotione di quella corona, et particolarmente al Legato, il quale insieme con Don Bernardino di Mendoza conduce tutta questa pratica...

Arch. Ven. Disp. Spagna, fil. 22.

80. PHILIPPE II AU DUC DE SESSA

San Lorenzo, 15 juillet 1590.

Su Santidad me escrivió á 8 de Marzo una carta que pues la duplicó y está allá la una, se podrá ver juntamente con lo que agora le respondo que entendereis por *la copia que aqui va*, y porque alli no me estiendo á todos los puntos de la suya sino á los principales mostrándole la sinrazon que tuvo en escribirme tal carta, me ha parecido para mayor satisfaccion apuntar aqui algunas cosas aproposito de otras que Su Santidad asoma en su carta para su descargo y he querido cometeros á vos el darle la mia despues de haverlo communicado todo con el Conde de Olivares ; creyendo que será lo mejor, pero si allá os pareciese darla y hablarle juntos o hacer vos lo uno y lo otro, pero en presencia del Conde, os remito la forma dello y tambien el decir

todo o parte del que aqui yrá puesto, conforme á lo que ambos juzgaredes y al tiempo y estado de las cosas con que esto se ha de regular.

Qué jase Su Santidad de que no se le ha respondido á una carta que me escribió ni declarádole mi voluntad en las cosas de Francia; y cuanto á decirle mi intencion, el Conde es buen testigo por cuantos oficios suyos y muchas cartas de mi mano se le ha declarado y pedídole que hiciese de su parte lo que le tocára, y en lo de la dicha carta bien se sabe que aquella se perdió en Francia y no se recibió el duplicado hasta de alli á muchos meses, que estaba todo mudado y yo haciendo continua instancia con las cartas y oficios referidos, á que no es malo hacerse sordo y querer agora tomar por achaque el de una carta perdida.

Excusa el tardio paso que ha llevado en lo del socorro de Francia con decir que ordenó se me escriviese que con dinero y con armas ayudaría y seguiría lo que me pareciese convenir; y en esto se le puede referir lo que ha pasado, acordándole las muchas veces que de mi parte se le instó antes deste tiempo que dice Su Santidad y despues, para que sin dar lugar á que se apretasen mas las cosas de Francia y viniesen al estado que tienen, ayudase á los católicos como era su obligacion, pues cumplia yo con la mia no solo en ofrecerme á hacer lo mismo sino poniéndolo por obra, y á tener Su Santidad la voluntad que da á entender de hacer tanto por su parte; con menor aliento que esto le pudiera dar muy grande á los católicos.

Lo que encarece el haver ofrecido por medio del Cardenal Gesualdo que formaría un ejército en la forma

que se me avisó, eso hace mas contra él, pues no sé como se puede defender que hubiéndole yo salido á su propuesta con tantas veras, parase tan presto Su Santidad en negocio que tanto importa á toda la cristiandad, teniendo tanto caudal para ello; quizá por permision de Dios para que remediase con el los trabajos deste tiempo, y no para dejarlo de hacer sobrándole medios para ello; porque no se puede decir que se le dió tarde esta respuesta, pues habiendo llegado su despacho á 17 de Enero á Madrid, tubo Su Santidad la respuesta á 22 de Febrero á Roma, y siendo asi que causa ni justificacion habrá para que Su Santidad no lo pusiese luego en ejecucion, despues que llegaron mis cartas, y nos conformamos en la ayuda lo que tanto importaba que corriese á mucha priesa, como socorrer á los católicos para freno del enemigo y esfuerzo de los fieles en Francia.

Tras esto es bueno decir que se ha entretenido, dudando de hacer cosa que no fuese conforme á mi juicio, á que se le puede decir, que no podia dudar en esto, sabiendo muy bien cuan diferente es mi parecer y juicio en estas cosas del de otros; que él y todos saben muy bien el que es y ha sido siempre; sino, diganlo las sumas de dinero que he proveido en favor desta causa, la gente que ha ydo y va de Flandes, la forma en que han procedido mis ministros en todas partes, de que Su Santidad y el mundo todo puede ser testigo. Siendo esto asi, como se sufre querer dejar pasar el tiempo con lo que dice de tornarme á embiar mi propia respuesta para que vea si es mia, habiéndosele dado el Conde de Olivares mi Embajador á quien, como á tal,

por la creencia primera que llevó mia y por sola su persona de que yo tanto caso hago, se debe tan entero credito sin poder dudar en nada; lo cual se le podrá tambien decir, aunque esto en mi carta se toca. Toda esta dilacion se le puede agravar con lo mismo que Su Santidad dice que le avisaba su Legado de que la paz con el de Bearne estaba casi concluida, y decirle que no lo devia estar tanto, pues agora, que es tanto tiempo despues, no se sabe que lo sea; y que tanto mas era menester engrosar y apresurar el socorro, cuanto mayor era el aprieto y necesidad, sin perder tiempo en demandas y respuestas. Siquiera que se entendiese que esperaba en Dios que por su misericordia no permitiria tal paz, y que Su Santidad estaba tambien lejos de permitirla.

Al cargo que hace al de Umena de que no queria aceptar la cabeza que Su Santidad embiase, se le puede decir que antes se entendia acá que él ofrecia de aceptarla y que estaba llano en ello, como tambien creo lo aseguraba él que estaba de su parte en Roma.

Dice que el monitorio que agora le pido contra los católicos que siguen al de Bearne y las demas cosas que hacen á propósito para la conservacion de la religion catolica las mandó llevar en comision al Legado antes que nadie se lo acordase; pero no ha conformado con esto tener tanto tiempo á Luxemburg en Roma jactándose el de Bearne y los demas héreges de la acogida que hallaban en Su Santidad, y viendo de cuan gran daño era esto á la causa católica; y asi se le podrá apuntar tambien, que demas de la voz que ha corrido de que no eran las órdenes secretas

que llevó el Legado tan en favor de los católicos como las publicas (aunque esto no lo he querido creer yo) podia haber algunas sombras dello, viendo que los terminos que se daban á los católicos que siguen á Bearne y los que se señalaban á las demas cosas eran tanto mas largos que el remedio del de allá pedia, importando mucho que fueran breves, y que se ejecutaran, y lo que acrecienta la lástima es que aun en el estado en que agora se está se va con el mismo paso lento. Refiere que con la ocasion de enviarle á protestar corre fama por Roma de lo que tan fuera de terminos allí dice, de que, aunque yo me resiento en la carta como conviene, será bien acordarle lo que hago en Flandes, tanto años ha, á costa de tantos tesoros y vidas por no consentir cosa en contrario de nuestra santa fé católica y obediencia desta santa sede, pudiendo por los demas tenerlo, gran tiempo ha, llano; y tambien que si al Rey católico (Ferdinand V) cuyo ejemplo me alega le valió Navarra aquel hecho, habia Su Santidad de favorecer lo que hizo su predecesor Julio II y no desfavorecerlo y favorecer á Bearne, llamandole el Navarro y consintiendo que otros se lo llamen; cuanto mas haciendo yo lo que hago por el bien de la cristiandad y servicio de Nuestro Señor; que sin duda luciria mucho si Su Santidad ayudase á ello con las fuerzas que él le ha dado, en que hay harto que le dar á considerar.

A lo que dice que los Príncipes seglares no tienen parte en las cosas eclesiásticas que alli refiere se le puede responder que es así que no la tienen; pero que siempre han tenido mucha en aconsejar y pedir

á los Papas lo que deben hacer para bien y conservacion de la cristiandad, y los Papas han tenido mucho respeto á sus consejos, y que no corren en este tiempo tan apretado de la Iglesia entre Su Santidad y mi menos causas y razones para poder ser yo creido y admitidos mis recuerdos y consejos de Su Santidad con la llaneza y accepcion que lo fueron los de mis predecesores de los suyos.

Pondera que la pérdida del Reyno de Francia á nadie es mas dañosa que á la sede Apostólica; podreis le decir que asi lo entiendo yo, y por eso me duele tanto; que sino fuera por esto y por lo celo de la religion, bien se entiende que su division no me estaba mal ni á mis sucesores, pero que yo no tengo de mirar como quizá hacen otros á fines particulares y del mundo, sino solo á lo que tanto importa al servicio de Dios y de su religion. Acaba con decir que yo vea que se llora este daño y no se duerme. A esto direis á Su Santidad de mi parte que los males, especialmente tan grandes, no se curan con sentirlos y llorarlos, sino en remediarlos cuanto mas que en quien puede nunca está por allá dentro el sentimiento ocioso sin brotar obras de fuera.

Esto es lo que se puede decir para responder á todos los puntos de la carta, demas de lo que va en la mia, de que allá usareis con las consideraciones que al primero se dijeron, aunque mucho deseo que á todo se le satisfaga en esta forma, pues es puramente lo que pasa, y del que se hiciese me avisad particularmente que lo esperaré con deseo.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

81. PHILIPPE II A SIXTE-QUINT

San Lorenzo, 12 juin 1590.

(Réponse à la lettre du pape, du 8 mars 1590.)

Muy Santo Padre, Si Vuestra Santidad torna á leer agora, que han pasado dias, la carta que me escribió á 8 de Marzo, verá con cuanto mas razon pudiera yo embiarle á preguntar si era possible que fuese aquella de Vuestra Santidad, que no Vuestra Santidad embiarme copia, como lo hizo, de la respuesta que dió mi Embajador en mi nombre sobre las cosas de Francia para que reconociese si es mia ; pues esta lo parece tanto y es tan conforme al camino que toda la vida he llevado en las cosas del bien público, demas de haberla dado quien la dió que es como se yo la diera, que no se podia dudar de ello ; y lo que Vuestra Santidad me ha escrito no tenia mejor disculpa que echarlo á que era sin su orden, pues no era de su mano. Tras ser todo aquello tan ageno de lo que podia esperar de Vuestrá Santidad el mas obediente hijo que tiene esta Santa Sede. Estiéndese Vuestra Santidad en decir lo que ha hecho en las cosas de aquel Reyno y lo que me ha ofrecido de hacer para su remedio con dinero y con armas. Todo eso Vuestra Santidad sabe como se ha cumplido, con haber yo salido á ello, y aceptádolo y hecho de mi parte y estar continuamente haciendo lo que todo el mundo vé ; que yo me contento que todos nos remitamos á las obras, á las cuales se debe creer, pues por ellas sea de juzgar en este mundo y en el otro ; lo mismo

que Vuestra Santidad refiere para justificarse haber hecho contra el Bearne á la entrada de su Pontificado, eso es lo que mas admiro, que tras una demonstracion tan prevenida y inspirada por Dios como aquella pareció, le haya Vuestra Santidad dejado, despues, echar tantas raizes sin querer ni aun mandar siquiera que los católicos que siguen su partido le dejasen. ¿Está para perder la Iglesia un miembro como el de Francia, y en víspera, si tal aconteciese, de abrasarse la cristiandad con las armas unidas de herejes y de sentirlo hasta Italia, y contémplase y contemporízase con los enemigos de Dios! ¿Y porque yo, como quien toma todas estas cosas por propias, acudo á Vuestra Santidad como á Padre que tanto he amado y respetado, y le advierto como buen hijo por cumplir con mi obligacion lo que cumple á esta Santa Sede y á Vuestra Santidad son para mi los agravios! ¿Dónde halló Vuestra Santidad en el discurso de mi vida, por la misericordia de Dios, ocasion para pensar de mi lo que dice que se decia, ni para escribírmelo? Dios sabe y el mundo vé en lo que yo he tenido siempre y tengo esa Santa Sede, de que no hay cosa en la vida que baste á hacerme torcer, ni aunque sea Vuestra Santidad misma con una tan gran sinrazon como me ha hecho en asomar tal cosa. Mas cuanto mas es esto, asi menos tengo de consentir que se falte á lo que tanto conviene á la Iglesia de Dios, que dejó remedios paro todo : sino ser importuno y pesado á Vuestra Santidad hasta que le ponga de su mano que es lo que mas deseo, y no tener, como no tengo, culpa ninguna en los daños que se pueden seguir de lo contrario ; que este es el fin de laprotesta y de lo que voy

diciendo, y volver por las cosas de la Iglesia, viendo cuanto lo han menester y que no se hace. Mas por acabar con esta platica, yo creeré que Vuestra Santidad me ama, como lo afirma, cuando viese por las obras que da credito á lo que le aconjeso y suplico, y que asi trata muy de veras con efectos eficaces del remedio de las cosas de Francia en que tan interesada está toda la cristiandad; que haciéndolo Vuestra Santidad como piden sus obligaciones y tantas veces ha ofrecido, ayudaré á la ejecucion de todos los intentos santos de Vuestra Santidad como su mas deboto hijo; pues lo que mas deseo es servirle; y no pongo el caso contrario, porque no quiero pensar que Dios tiene tan olvidada su Iglesia que ha de permitir que su vicario se olvide della en tal aprieto, aunque espero en su favor que en todos los casos y aprietos me alumbrará y guiará, y lo demas que se ofrece sobre algunos otros puntos de la carta de Vuestra Santidad, dirá el Duque de Sessa. Nuestro Señor guarde Vuestra Santidad como deseo.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

82. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 16 juin 1590.

...In questo proposito di Provenza ragionandosi dall' arrivo delle Galee di Spagna a Genova col Duca di Sessa et delle 13 che dovevano venir a Napoli, la Santità Sua mi disse con un poco di sospiro, che li Spagnoli erano come il cane dell' hortolano, che non mangiava li caoli, ne li lasciava mangiar ad altri, mos-

trando di credere, che le tante preparationi siano per restar infruttuose, et il danaro già consumato, volendo pagar le genti di Fiandra, che non possono più soppor-tar l'indugio, le quali mi disse avisarli il suo Nuntio in Colonia per lettere di 26 del passato essere quasi in tutte le parti ammutinate.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

83. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 19 juin 1590.

Señor, En la audiencia que tube con Su Santidad á los 17 de este, entró sin menearle yo la plática de Francia, á decir la confirmacion que tenia de la muerte del Cardenal de Borbon y que escribiale el Duque de Umena que el Legado empezaba en tractar con el Cardenal de Vandoma y Conde de Suason (Soissons) de retirarlos, y aqui entró á decir que desde el principio hubiera de hacer el Legado aquello y no agora, que no era tiempo, y de aqui entró á repetir y acumular culpas del Legado y se levantó á tomar de sobre una mesa el cuaderno de las instrucciones que habia llevado, para mostrarme como en un capítulo decia que Su Santidad nunca seria para tener por Rey al de Bearne; hízome gran fuerza en esto y en la impertinencia del Legado que le escribia con cada correo que el de Bearne no se queria convertir. Yo le dije que debia de ser por entender que habia muchos que daban á entender á Su Santidad lo contrario. Díjome que, una por una, fuese como fuese, que aquello estaba alli escripto como lo entendia, [illegible] continuó en las lamentaciones del Legado, y

aunque se detubo harto, no saqué de la plática cosa de consideracion, mas de continuar en el cuidado de prevenir material, para cuando se quisiese apretar, con la sospecha que ha dado su manera de proceder y miedo como por diversas vias tengo comprobacion que le tiene de la venida del Duque de Sesa, y á todos pregunta si saben lo que trae.

Díjome Su Santidad que dos dias antes habia dicho el Embajador de Venecia que tenian aviso de Constantinopla que el Turco se habia declarado á fabor del de Bearne, y que queria embiar armada á hacer maravillas, pero habiendo hablado despues con el Embajador de Venecia me dijo que no le habia dicho tal ni tomado en la boca á Bearne, sino que el Turco habia embiado un mandato á Marsella, diciéndole que habia entendido que se querian separar de la corona de Francia, que si tal hiciesen romperia la amistad que con ellos tenian sus estados y embiaria una armada que lo remediase.

El arzobispo de Aviñon ha venido con voz de que sea sobre estas materias pero hasta agora no le ha dicho nada el Papa, ni se vé con toda la diligencia que usa el gran Duque que entró en ellas.

Al Cardenal de Sanz por lo que dijo en defensa de la Sorbona, dijo en el consistorio de los 13 en materia de la Sorbona (en que no hay que añadir á lo que tengo escrito á V. M.) que prohibió Su Santidad el ir al consistorio de ayer ni á los demas, hasta que él mandase otra cosa, que ha escandalizado mucho á todos si bien en el habló libremente un poco para qui[illegible] mostrado á tantas lisonjas; procura irse por [illegible] á

que veramente está aqui y esperanza que tiene de ser útil allá, y no tener como vivir.

Los de la Inquisicion se van entreteniendo en la intimacion que Su Santidad mandó despachase para el superior de la Sorbona con esperanza de hacer capaz al Papa de los inconvenientes que dello se pueden seguir.

Pongo en consideracion á Vuestra Magestad si seria bueno hacer cualificar estas proposiciones á las universidades de Salamanca y Alcalá, para cuando no baste lo que hace la Inquisicion para detener á Su Santidad; y que sepa que no es sola la Sorbona la que ha de estar á la defensa, y por este respeto, aunque tengo por imposible que no los haya embiado D. Bernardino (Mendoza), embio *aqui á Vuestra Magestad la copia dellas.*

Habiendo un teatino y un capuchino dado cuenta en el púlpito de como se habian rebotado los herejes de Paris para mober el pueblo á devocion y que encomendase á Dios á los católicos, los ha hecho examinar Su Santidad y poner en las secretas de las de Roma, y al Patriarca Gaetano, hermano del Legado, porque encomendasen esta ocasion á instancia suya, le ha mandado examinar y detener en su casa, cosa que ha dado grande escándalo en esta corte; toma por pretexto con el poco fundamento que basta para las cosas que ha gana que sea delicto encomendar á los predicatores ocasion por semejantes cosas sin precepto del Papa ó de su vicario.

Con esta ocasion y por la libertad con que algunos han predicado en otras cosas suyas *ha hecho hacer el*

bando que será con esta (prohibiendo á los predicadores el hablar en el púlpito de avisos y noticias políticas y en particular de las cosas de Francia : dovendo solo sopra di cio persuaderé al populo che preghi sua Divina Maestà per la salute di quel Regno, *conservazione della fede catolica e elezione d'un Rè Catolico*, enmendado y acomodado de su mano ; y bien se vée el fin que tiene de tapar la boca á los predicadores ; y el capítulo segundo es tan malo que da igualdad entre los que faborecen á los católicos por lo que va rayado, que sin duda lo pone por adargarse, como hay otras cosas que embió en Francia y á Paris con las mismas palabras rayadas, que todavia pondrán de mejor ánimo los católicos ó á lo menos templará el daño que hacia saber á solas el proceder contra los predicadores.

En la mesa ha dicho estos dias que dicen que está unido con los herejes y los faborece y Sangaleto, que es él monacillo que le responde á la misa, le replicó que mas decian que en Genova le habian hecho una estatua por defensa de la patria, reconociendo que de no haber el ayudado al Duque, los habia dejado de tomar todo esto tan á sana paz como si habláran en una culpa agena y ligera. Ha de presuponer Vuestra Magestad como otras veces he escripto, que todo lo que el Papa habla á la mesa es con intencion que se publique.

Con todo esto la bateria de lo que se dice en todas partes y lo que aprietan estas cosas de la Sorbona y el temor de que el Duque de Sessa traiga algun otro psalmo y la sospecha de las armas de Vuestra Magestad y el hallarse en vano de la esperanza que se tenia ó se queria tomar de que se le habia de humillar el de Bearne y el

haberse puesto tan adelante con esta esperanza y la mala consciencia con que de todo se habla, le tiene perdido que no sabe si está en el cielo, ni si en la tierra, unas vezes furioso y precipitoso cuando vienen buenas nuevas de los católicos, manso y triste conocidamente, ni halla camino de remediar lo hecho porque cuando vuelve el rostro hácia la buena parte, le hace volver las espaldas á ella el temor de no meterse en ocasion por remota que sea de gastar, y quiere estar á que el suceso de las armas heche la suerte. Hasta el Embajador de Venecia me dijo ultimamente que le hallaba en estas cosas que no sabia de si ni que hacerse, y que como le asegurase mas el no gastar que seria de nuestra parte y haria cuanto quisieremos. Dios guarde, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

81. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 30 juin 1590.

Señor, Por no cansar á Vuestra Magestad con mis cartas he ido avisando á D. Juan de Ydiaguez del suceso de mi viaje, el cual ha sido mas largo de lo que pensé con los dias que aguardé las galeras en Cartagena y despues en Rosas un correo[1] que Vuestra Magestad mandó escribir á D. Pedro de Acuña esperase alli, llegué aqui á los 21 de Junio. Al 23 tuvimos el Conde de Olivares y yo la primera audiencia con Su Santidad y habiéndolo conferido antes ambos pareció que en ella

[1] *En marge de la main du roi :*
« Parece que aqui falta algo. »

solamente se le diese la carta de Vuestra Magestad y le dijese las palabras de cumplimiento que en mi instruccion Vuestra Magestad me ordena, reservando el tratarle de negocio por otra audiencia que fuese mas comoda á Su Santidad. Oyóme con muy alegre rostro y preguntó por la salud de Vuestra Magestad y de los buenos sucesos que le desea y que siempre ruega á Dios por Vuestra Magestad y que cuando nos pareciese pedirle audiencia para tratar de negocios nos oiria de muy buena gana y con gran voluntad de dar satisfacion á Vuestra Magestad.

Difirióse el pedirle otra audiencia dos ó tres dias, asi porque en este medio yo me hallé indispuesto como porque nos pareció que era de tener un poco de lugar para que el Conde pudiese enterarme del estado en que estaban las cosas y lo que habia pasado despues que yo salí de Madrid, afin de que visto esto y las cartas que él tiene de Vuestra Magestad y considerada la instruccion que yo he traido, se tomase mejor resolucion en lo que habia de proponer á Su Santidad; y asi fuimos á la audiencia á los 26, y habiendo considerado que al presente, aunque se halla aqui todavia Lucemburg, se entiende que está muy lejos el admitir Su Santidad al Príncipe de Bearne porque de ninguna manera él quiere ni aun fingirse católico cuanto mas serlo de veras, pareció que no era ocasion de remober agora esta materia con Su Santidad apretándole á que no le admitiese por mas sumisiones falsas que quisiere mostrar, pues este oficio se podria hacer al tiempo que sospecháscmos se ponia en plática el admitirle, y que primero era bien conforme lo que Vuestra Magestad me ordena en

mi instruccion probar con Su Santidad el camino de los medios suaves y apurar si corresponderian las obras con la buena voluntad que en sus palabras mostraba; y asi en sustancia acordé de parte de Vuestra Magestad á Su Santidad el estado de las cosas de Francia, el gran daño que no solo á aquel Reyno, pero á toda la cristiandad, y particularmente á Italia y á esta sede Apostólica resultaria de que los hereges y su cabeza, el Príncipe de Bearne, prevaleciesen en aquel Reyno, y la necesidad que habia de acudir al remedio de esto con calor y brevedad; cuanto tocaba el hacerlo á Su Santidad como vicario de Cristo y lo que con Dios y con el mundo gañaria en ello, y la gloria perpetua que dejaria de su nombre; cuan pronto estaba Vuestra Magestad para ayudar por su parte á esta empresa tan santa y tan necesaria para el bien comun de la cristiandad, y que asi viendo que se habia diferido tanto de ponerse en ejecucion lo que se habia apuntado entre el Cardenal Gesualdo y Conde de Olivares, y cuanta priesa pedian las cosas de Francia, me havia Vuestra Magestad embiado á darla á Su Santidad y á suplicarle que el santo celo que habia mostrado se pusiese luego por obra, asi en lo que tocaba á acudir con estas armas temporales, que estaba tratado, al socorro de los católicos de Francia como con las espirituales que era lo mas principal, porque los verdaderos católicos que seguian al Príncipe de Bearne se apartasen dél y los que le eran enemigos se tubiesen por faborecidos de Su Santidad; pues de lo contrario estaban claros el escándalo y grandes inconvenientes que podrian seguirse. No pareció pedirle socorro de dinero, aunque fuera el mas breve y mas

conveniente, porque me aseguró el Conde y tambien algunos de los Cardenales confidentes que era materia en que no habia de hacer nada, y estragariamos, con hacerle instancia en esto, la esperanza, si alguna se puede tener, de sacarle el socorro de gente que habia ofrecido á Vuestra Magestad y por este medio prendarle.

Refirir á Vuestra Magestad todo lo que Su Santidad respondió y nos dijo en esta audiencia seria cosa larga, porque habló mucho, pero en sustancia fueron estas cosas:

Que de su parte siempre ha estado y esta firme en cumplir lo que ofreció por medio del Cardenal Gesualdo; verdad es que dijo que eran solos 15,000 infantes y mil caballos, y replicandole el Conde que era mayor numero que los que habia de dar Vuestra Magestad conforme á los dichos papeles, afirmó que no, que se mirasen bien y que él no era tan poderoso como Vuestra Magestad; pero que haria cuanto pudiese y lo hubiera hecho sino se lo hubieran estorbado, y aqui se quejó de los protestos y de que Vuestra Magestad por su parte no habia tampoco acudido, queriendo significar no haber socorrido al Duque de Umena en el asedio de Diepa, y que los demas socorsos de gente que se le han embiado han sido en poco numero, y que nunca se habia acabado de capitular con Su Santidad; y representó los inconvenientes que habian resultado desta dilacion y las fuerzas y reputacion que los enemigos habian cobrado en este medio; pero que dejadas los cosas pasadas á parte si yo traia orden de Vuestra Magestad que se asentase luego este particular, que en 15 dias podria levantar su gente y que seria muy buena, pues el dinero que era lo principal estaba á punto.

Que socorrer con dineros el Duque de Umena, aunque en esto no lo hablámos palabra, dijo que se desengañase todo el mundo porqué antes los echaria en el Tiber; que él no queria con su dinero esguazarse el Duque de Umena, y que desde que embió el Legado fué con orden que le desengañase de esto y que lo hizo al reves, y está quejosísimo del Legado, diciendo que en todo ha procedido mal y contra sus instrucciones, y que por no haber sabido atraer á muchos de los catolicos que eran con el principe de Bearne desde el principio que Su Santidad le ordenó, no se han reducido.

A este proposito fué haciendo gran fundamento para escusa de haberse mostrado neutral en que la enemistad de la casa de Borbon y de la Guisa no es por causa de la religion sino por pasiones antiguas, y asi hay muchos caballeros y Principes en Francia catolicos que confiesan y comulgan, pero son enemigos del Duque de Umena, y que por esto solo siguen el Principe de Bearne, y que sabe que han deseado verse con el Legado si pudieran hacerlo en parte segura, y que espera que en viendo en Francia ejercito de Su Santidad y de Vuestra Magestad se vernan a él como tenga cabeza forestera y neutral, y que por esta causa está resuelto de no embiar la gente con nombre de faborecer la liga y al Duque de Umena, sino para efecto de que se haga un Rey catolico en Francia.

Quejóse grandemente del Duque de Umena de que le entretubo en Leon su Legado tanto tiempo, sin dejarle ir á Paris, y que le recibió mal y le embió indecente acompañimiento, y aqui embió primero un librero por Embajador, y despues un pobre caballero del habito de

S. Juan, y que en todo muestra disprecio de esta sede Apostolica, y que sus soldados son insolentes y no perdonan á las Iglesias ni á cosas sagradas, y que en todo tiene ruin manera de proceder sino solo en profesar la religion catolica; y volvió á decir que la poca satisfaccion que tenia del Legado y del Duque de Umena ni otra cosa alguna habian de ser parte para que dejase de acudir al socorso de Francia con muchas veras, si por la de Vuestra Magestad se hacia lo mismo, pero que, sin ver lo que Vuestra Magestad hace y que esto se asiente y capitule como conviene, él no quiere tener levantada su gente en el aire, porqué le han escrito de España que el intento de Vuestra Magestad no es otro que hacelle gastar su dinero, aunque no puede creerlo; y replicandole que ya Vuestra Magestad tiene su gente en órden con los que están en Saboya y los que se han embiado de Flandes al Duque de Umena y los que se le pagan á él y al Duque de Lorena, dijo Su Santidad, que asi se gastan los dineros inutilmente y sin provecho, repartidas las fuerzas en muchas partes sin hacer nada, y que á quien vienen tantos millones cada año de las Indias como á Vuestra Magestad ha podido sufrir esta desorden, pero que si el poco dinero que él tiene recojido se gasta infructuosamente, ha de ser despues trabajoso el juntar mas y imposible á otro tan limitado como el de la Iglesia, y que asi no quiere gastarlo inconsideradamente y sin fruto, mas que haciendose el esfuerzo de una vez por el camino que conviene, juntando Vuestra Magestad con las de Su Santidad que hasta la mitra venderá si fuere menester para ello.

En lo que toca á mandar con censuras no sigan los

católicos al Príncipe de Bearne y los incombenientes de haber disimulado y disimularles esto, dijo que seria mayor ponerlos en desesperacion, pues primero se desvergonzarian á esto que acudir al Duque de Umena, su émulo y enemigo, y que estas censuras se les han de poner cuando tengan ejército sin sospecha y donde poder acogerse seguramente y no quieren hacerlo; y replicando á Su Santidad con el escándalo que en este medio se causaba y diciéndole que cómo podian ser buenos católicos los que por sus pasiones y intereses propios siguen la parte de los herejes, dijo que para meterme en esto era menester haber estudiado mas teología, y que él sabia lo que habia de hacer y cuándo.

Y en suma que dejadas cosas pasadas á parte se tratase en las de porvenir, y que para esto nombraria dos Cardenales que, juntándose con nosotros, se viniese á los particulares de este negocio, pues lo que se habia escrito en el papel que dió Gesualdo eran solo generalidades, aunque confesó habérsele mostrado y dádose al Conde con órden de Su Santidad.

Propúsonos asimismo que en entrando el ejército en Francia, pues era muerto el Cardenal de Borbon, convendria declarar un Rey, y que en cuanto á esto Su Santidad no queria otro sino él que Vuestra Magestad quisiese, como siempre lo habia ofrecido á Vuestra Magestad, y lo volvia á ofrecer de nuevo; que entre los de la sangre él no hallara ninguno á propósito porque todos tenian notables defectos, conforme á una carta que le habia escrito el Legado cuyo sumario se embia á Vuestra Magestad y que Su Beatitud no veria de buena gana en ninguno de ellos, aunque el Conde (de Olivares) y

otros sospechan lo contrario, y que si Vuestra Magestad queria el Reyno para sí, Su Santidad concurreria de muy buena voluntad en ello, y lo ayudaria con sus fuerzas, pero que esto fuese muy secreto (y antes y despues lo ha dicho á mil gentes), y que si Vuestra Magestad queria al Señor Duque de Saboya o al de Lorena ó al mismo Duque de Umena, aunque no le agradaba, pero que bastaba ser católico y quererlo Vuestra Magestad, porque en cuanto á este particular Su Santidad dice que quiere remitirlo totalmente á Vuestra Magestad, y parécele que al Papa toca poner el Rey en Francia, como dice que se ha hecho otras dos veces, en tiempo de Pepino y de Hugo Capeto, y que no importa la eleccion del pueblo, sino solo la de Su Santidad y que con este ejército que ha de embiar ayudado de Vuestra Magestad y de los Católicos franceses que se le juntarán, viendo que no es ejército de la liga ni parcial, se podrán allanar las cosas de aquel Reyno y dar la corona y posesion dél á quien Vuestra Magestad quisiere, de que se muestra liberalismo con Vuestra Magestad como si solo dependiera esto de su mano.

Estos fueron los discursos que hizo que duraron tanto tiempo que no pareció le habia para darle mas pesadumbre en aquella audiencia con réplicas y dificuldades, y que seria mas apropósito conferirlas con los Cardenales que nombrase, pues de esta junta no nos pudimos escusar, aunque le dijimos que no habia que capitular ni asentar de nuevo, pues Vuestra Magestad habia aceptado puntualisimamente todo lo que Su Santidad le habia mandado proponer en los papeles del Cardenal Gesualdo.

Ayer vino á nuestra posada el Cardenal de Aragon, y nos dijo de parte de Su Santidad que le tubiésemos por escusado en haber diferido en nombrar los dos Cardenales porque habia estado ocupado en confesarse y en las capillas de S. Pedro; que otro dia tendria la congregacion de Francia y los nombraria y asi lo tubo esta mañana, y por la tarde nos dió audiencia y tornó á repetir las mismas escusas de la dilacion en el nombramiento de los dos Cardenales que dijo eran Aragon y Santa Severina, mostrando haber escogido de los mas confidentes y gratos á Vuestra Magestad y tornó á hacer una larga arenga en confirmacion de lo que habia dicho en la primera audiencia.

Y tocando en la persona del Duque de Urbino, significó que en caso que él no aceptase el cargo de general, embiaria al de Mantua que se le habia ofrecido, y diciéndosele que ya Vuestra Magestad tenia aceptado al de Urbino, respondió que él estaba á lo mismo, y mandó que luego fuesen á llamar al agente del Duque de Urbino para ordenarle le avisase se previniese, como lo hizo la misma tarde segun él nos vino á decir, y que le habia dado Su Santidad cuenta de todo lo que habia pasado con nosotros, y díchole que hallaba por su cuenta que Vuestra Magestad no tenia otro fin que á la division de Francia, y lo mismo el Duque de Umena.

Tambien al Embajador del Señor Duque de Saboya, que entró luego tras nosotros, dió la misma cuenta, callándole lo del Duque de Mantua y estendiéndose mucho en lo que deseaba que Vuestra Magestad viniese bien en que fuese Rey su amo, pues Su Santidad queria al que Vuestra Magestad quisiese y no otro, y asi

vino luego el Embajador de Saboya á darme cuenta de esto, muy embarcado ello, procurando persuadirnos la facilidad de recibille en Francia mas que á otro alguno, y las conveniencias para el servicio de Vuestra Magestad; á que le respondimos cuanto mas se podia prometer tambien del amor de Vuestra Magestad que del Papa, que él que le conocia creia muy bien, debia de haber hablado en el mismo lenguage al Embajador de Florencia para el Duque de Lorena, y le afirmamos que en este particular de la eleccion de Rey no teniamos comision de asentar nada con Su Santidad ni luz de la voluntad de Vuestra Magestad.

Para mañana temprano está concertado el juntarnos con los dos Cardenales en casa de Aragon ; procuraremos sacar el juego de maña y escusar la dilacion que sospechamos que Su Santitad pretende en este trato. Dios guarde, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

85. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 8 juillet 1590.

Señor, A postrero de Junio dí cuenta á Vuestra Magestad de las audiencias que el Conde de Olivares y yo habiamos tenido con Su Santidad y como de ellas habia resultado habernos de juntar con los Cardenales de Aragon y Santa Severina, con los cuales habemos tenido, despues acá, tres juntas, que la última fué esta tarde.

En las dos primeras les hicimos mucha instancia que

Su Santidad en cuanto al número de la gente de pié y de acaballo que ha de dar cumpliese lo que habia ofrecido, que era hacer mas que Vuestra Magestad ó á lo menos los veinte mil infantes y dos mil caballos, que últimamente habia dicho en Consistorio ; pero á esto dicen que responde Su Santidad que lo de hasta aqui han sido palabras generales, nacidas del buen ánimo que tiene, pero que sus fuerzas son muy desproporcionadas á las de Vuestra Magestad, y que no puede pasar de mil caballos y quince mil infantes, y que se vendrá á contentar en que los cinco mil sean alemanes ó suizos como le pareciere al Duque de Urbino.

Y viendo que pasar de aquí no habia medio, y que seria socorro de consideracion si llegase á efecto, y que sino lo aceptábamos, le quedaba á Su Santidad la puerta abierta para decir que habia quedado por Vuestra Magestad, nos resolvimos en no quebrar por este punto, con condicion que esta gente se hubiese de comenzar á levantar luego.

Procurámos que ya que Su Santidad disminuia su gente se contentase que al respecto bajase Vuestra Magestad de la oferta que tenia hecha ; no han querido ni oirlo solamente diciendo que si se significaba esto á Su Santidad no era menester otra cosa para salirse á fuera, especialmente que dicen que el Papa creerá que los veinte y cinco mil hombres entre caballería y infantería habian de ser sin los Franceses que se pagan agora en la liga con dinero de Vuestra Magestad, de que les habemos desengañado, porque estos se comprenden, conforme al ofrecimiento hecho en respuesta del papel del Cardenal Gesualdo, del cual no nos apartaremos,

y en esto parece que han quedado los Cardenales llanos.

Pidiéronnos que atento á que Su Santidad no tenia artillería, y aunque la tuviera fuera cosa larga y dificultosa conducirla desde aqui, que Vuestra Magestad ó el Señor Duque de Saboya prestasen de Milan ó Piemonte la que fuese menester para este ejército de Su Santidad y en este hicieron tanta instancia que nos pareció por quitar mas las ocasiones ofrecer que se daria lo que se concertase con el Duque de Urbino, pareciéndonos que él no querrá mas de lo que Vuestra Magestad quisiere.

Establecióse el haber de ser General el Duque de Urbino, el cual ha ya aceptado, y á su agente mostró Su Santidad haber gustado mucho de ello, aunque le dijo que fuese pensando todas la cosas necesarias, mas que no pusiese ninguna en ejecucion, porqué los españoles iban poniendo dificultades para desbaratar el negocio, que todo es querer dar á entender que queda de parte de Vuestra Magestad y no de la suya.

Y el dicho agente del Duque de Urbino nos ha venido á decir de parte de su amo que conociendo la instabilidad y otras dificultades de la condicion del Papa, de ninguna manera aceptará sino debajo de entender que Vuestra Magestad miraria por su autoridad, á que le respondimos con palabras generales, pero ha nos parecido advertir á Vuestra Magestad que, segun



este agente dice, el Duque presupone que el Duque de Umena y todos los demas le han de ceder.

En las juntas de los Cardenales tambien nos han propuesto que lo entiende asi Su Santidad y que el Du-

que de Urbino ha de ser General de toda la gente que Vuestra Magestad tiene en Francia, la cual habemos procurado limitar á aquella gente sola de Vuestra Magestad que anduviese en su ejercito, y los Cardenales han mostrado contentarse con las razones que les habemos dado.

Tambien se ha tratado que quede lugar á Su Santidad de poder convidar y admitir á los potentados de Italia que quisieren ayudar con gente o dinero á esta empresa en la cual habemos venido por ser esto de uno de los capitulos de la respuesta al papel del Cardenal del Gesualdo, á cuya sustancia nos vamos arrimando en todo lo que ofrece mas de parte de Vuestra Magestad, pues no tenemos hasta agora otra mas particular comision ni luz de Su real voluntad, que no es de pequeño inconveniente para asentar muchas cosas que se ofrecen que no estan prevenidas andando Su Santidad con tanto cuidado de hallar de donde asirse.

Y asi lo primero que los Cardenales, por orden de Su Santidad, quisieron averiguar fué si yo traia poder de Vuestra Magestad para asentar y capitular este negocio. Satisfizóseles con que tenia instruccion de Vuestra Magestad en que me daba orden para aceptar la oferta de Su Santidad y ofrecerle de parte de Vuestra Magestad las fuerzas de caballeria y infanteria que el Conde de Olivares hubiese dicho. Esto les ha parecido bastante recaudo con que prometimos traer ratificacion de Vuestra Magestad y que esta no se aguarde para comenzar á levantar la gente, por estar el tiempo tan adelante que á lo mas largo dentro de dos meses haya de comenzar á marchar, y en conformidad de lo dicho se anda orde-

nando una capitulacion que ha de ver despues Su Santidad. Estamos con mucho miedo que aunque venga á satisfaccion de los Cardenales no halle achaque para salirse á fuera y delatar que es lo peor; procuraremos cuanto fuere posible sacar el juego de maña.

En ninguna cosa muestra Su Santidad estar tan firme como en concurrir con Vuestra Magestad en el Rey que ha de ser, y esto ha parecido que será mejor se ponga á parte en capitulacion mas secreta, no embargante que está muy publica esta voluntad de Su Santidad, porque él la dice a chicos y grandes como lo tengo escrito.

Tambien les acordámos a los Cardenales en las juntas de cuanta importancia era, aunque se tratase de acudir con estas armas temporales al socorro de Francia, no diferir el acudir con las espirituales, favoreciendo á los catolicos y procurando apartar á los que siguen al Principe de Bearne con moniciones y censuras y lo demas que en semejantes casos acostumbra la Iglesia, y aunque confesaron á boca llena cuanta razon hay para esto, nos hicieron grandisima instancia que no tractasemos de ello por agora, hasta ver en que paraba esta platica; porque si Su Santidad efectuaba lo que se iba tractando, en declarandose iria lo uno tras lo otro, y que agora era desvaratarlo todo tocarle en este punto en que está tan resuelto no hacer nada, como he escrito á Vuestra Magestad y asi nos pareció diferirlo haciendole cargo que dejábamos de tractar de ello por su consejo.

Y es lástima grande que esté Su Santidad tan ciego en parecerle que no conviene desdeñar á los Católicos

que siguen al Príncipe de Bearne, y por otra parte tan ofendido del Duque de Humena y de la liga que cuantas demonstraciones puede hace en desfavorecer á los unos y sobrellevar á los otros.

Y asi permite que esté aqui Lucemburg, y aunque ha dias que no le ha dado audiencia, la ha dado algunas veces al Auditor Serafino que es el alma de esta negociacion.

Y habrá seis dias que Lucemburg despachó un correo iente y viniente, que por ser en ocasion que se tracta estotra plática con Vuestra Magestad muchos sospechan que sea con fin de avisarlo al Príncipe de Bearne y persuadirle que se finja Católico, pero la verdad de esto no se ha podido calar, ni hasta agora tenemos ninguna causa para creer que él lo haya, y Su Santidad continua de afirmar que no le habilitará y que en lo de absolverle en el fuero de la consciencia andará recatado.

Parece indicio de que Su Santidad supo de este correo porque llevó el breve para la Sorbona de que el Conde ha avisado á Vuestra Magestad cuya copia va con esta, y aunque por el secreto que conviene guardar á quien le ha dado no se ha enviado copia á D. Bernardino, pero el Conde le ha avisado de la sustancia del. Envió Su Santidad al Mariscal de Gondi que está en Florencia para que él le encamine al Cardenal su hermano que le hiciese presentar, que no se quiso fiar del Legado. Este breve entiende el Cardenal de Sanz que no servirá sino de dar ocasion á que le desvergüence aun mas contra Su Santidad.

Al Patriarca se le ha alzado la prision, y alargádose

al Capuchino y Teatino que el Conde escribió á Vuestra Magestad que estaban presos; á los superiores que les mandaron encomendar las cosas de Francia los han suspendido por tres meses de decir misa.

Continuando la comunicacion que se ha tenido con el Cardenal de Sanz y embajador de la Liga nos pareció, aunque sabiamos que el Papa no habia de venir en ello, decir al Embajador que queriamos tractar con el Papa y Cardenales, que concurriese en esta junta y participase de todo lo que se tractase; el cual habiéndolo comunicado al Cardenal de Sanz y Abad de Anjuz, volvió á hacer instancia en que no se tractase de ello y que les bastaba saber que Vuestra Magestad no los desampararia por ninguna cosa como se lo habiamos asegurado. De todo ha dado aviso el Conde á D. Bernardino de Mendoza para que no les pueda causar á los de la liga ninguna sombra este tracto.

Al Cardenal de Sanz restituió Su Santidad el ir á Consistorio y está despedido dél para hacer su viage á Francia.

Una de las mayores dificultades que se ofrecen cuando esta plática que se trae con Su Santidad hubiese de tener efecto, es no estar acá enterados con certidumbre si los de la liga han de holgar con este ejército, y el acogimiento que le han de hacer en Francia, y si el Duque de Humena se aterná bien con el de Urbino y la manera en que querrá ceder, porque como Su Santidad va con presupuesto que este ejército ha de dar leyes en las cosas de Francia y que ha de ser neutral á todos los Católicos sin parecer que va solamente á favorecer á todos los de la liga, parece á algunos que po-

dria causar confusion, y una tercera faccion en Francia. Vuestra Magestad lo tendrá considerado, pues nos tiene mandado que en caso que no se pueda sacar dinero se accepte gente, y por general al Duque de Urbino. Dios guarde, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

86. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 7 juillet 1590.

Serenissimo Principe: Ritornorno li Ambasciatore di Spagna, domenica all'audientia et la Santità Sua dopo buon tratto di ragionamento, li deputò doi Cardinali con chi havessero da negotiare, Santa Severina et Aragona… un gran Cardinale di Corte ha detto ch'l Papa si va ammollendo et se non giongeranno presto di Francia buone nuove delli progressi del Navarro, dubita ch'l si possa accommodare, per uscir dall'angustie in che si trova d'essere molestato continuamente più dall'accortezze, che dalla forza aperta de Spagnoli.

Dominica fece Sua Santità ridurre la Congregatione di Francia nella quale furono lette diverse lettere, et in particolare una del Cardinale Legato, nella quale discorre che dopo la morte del Cardinal di Borbone non vi sia alcun suggetto in Francia atto a riuscire Rè con satisfattione del Regno, essendo Navarra heretico relapso, com'egli dice; il Cardinal di Vandomi molto sospetto fauttore suo, et non guerriero ; il Principe de Conti impotente per esser sordo et quasi muto, Suisons suspetto della religione; il Principino di Condé bastardo

et heretico; il Duca di Monpensiero et il figliuolo di non molto ardire, et poco atti di poter col valor proprio aquietar et tranquilizzar li tumulti et travagli del Regno, con che esclude tutti quelli del sangue et poi seque degl' altri, che la casa de Ghisa, ne di Lorena mai sarà comportata, per essere tenuto forestiera, et per non poter la nobiltà del Regno accomodarsi di sentirle nominar per suoi superiori, come non possono ne anco patir d'udire il nome del Duca di Savogia, per l'ingiuria fatta alla Corona nel levarli il Marchesato di Saluzzo, di che universalmente tutta la Francia si chiama in grave maniera offesa, et principalmente per essere anch' esto forestiero, et finisce senza dir altro, se non che si ha de pregar Dio, che vi provegga. Dopo le quali fu discorso assai sopra l'instantie del Rè Catolico, et finalmente finì la Congregatione, senza far altro, et il Pontefice uscì molto stracco...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

87. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 14 juillet 1590.

Serenissimo Principe, Con tutta l'indispositione del Pontefice hanno sollicitato li Ambasciatori Cattolici con li Cardinali deputati, la conclusione, et sottoscrittione del capitulato, il quale in somma mi viene affirmato essere l'istesso, che si conteneva nella scrittura del Cardinal Giesualdo, di mandar il Signor Duca d'Urbino con 25 mille fanti, et doi mille cavalli, quando il Re voglia far da davero, ma fin hora non s'ha fatto al-

tro, ne si sente alcun moto, se non che nel Regno di Napoli si principia a far qualche numero di Cavalleria et molti credono, che non essendo possibile, che nel tempo statuito le provisioni spagnole possano esere all'ordine, pretenderià la Santità Sua d'essere disobligata et crederà haversi liberata con questo dalli travagli presenti, ma voglia Dio che non succedesse altrimenti, et che una volta dichiarata Sua Santità, non conoscesse poi non essere in sua mano il ritirarsi.

Nell'audientia mia mi disse la Santità Sua, che Spagnoli volevano far gran provisioni di fanteria et di Cavalleria, ma che lui staria a vedere, et dicendoli io che si ragionava, che erano già d'accordo con Sua Santità, et che lei si contentatava mandar il Signor Duca d'Urbino in Francia con molte forze per generale di quell'impressa, come Spagnoli anco vi mandavano, la Santità Sua torcendo il Capo mi disse, non sapemo tante cose, dicono assai, et osservano poco; fino a Decembre volevano far l'aquisto della Provenza per il Duca di Savogia, che dicevano essere chiamato, et fin hora non hanno fatto neppur tentato alcuna cosa; vogliono far al presente in un subito tante provisioni, staremo a vedere, et se faranno (mostrando de tenerlo per impossibile) all'hora si parlerà, ma non le facendo saranno queste delle sue, et si vederà a che tendono tante parole del Duca d'Urbino, di gente et di tant'altri miracoli; Noi staremo a vedere, et secondo li progressi si parlerà, ne crederemo alle loro parole più del dovere; non mi potei contener all'hora de non dire, che quanto deriverà dal maturo consiglio della Santità Sua doveva essere creduto buono, ma che però

era benissimo noto alla singolar sua prudentia, che mentre lei si conserverà nella sua solita neutralità, ben conveniente a Padre universale, sarà sempre in sua mano fare di se stessa et della benemerita auttorità sua ciò che giudicherà meglio, restando riverata et rispettata da tutti, ma una volta dechiarata, non potrà a posta sua ritrar il piede et si haverà alienata una parte de' contendenti; che nell'imprese gravi et difficili come questa, non basta veder il principio, ma considerar il progresso di esse, et il travaglio, gl'incommodi, et l'eccessive et insopportabil spese che si tirano dietro in consequenza quando non si voglia, con notabil perdita della riputatione, anzi estrema ruina delle cose, cascar sotto il peso, che s'havesse voluto una volta principiar a sostenere sopra le spalle; al che rispose il Pontefice, che tutto era verissimo et che però voleva star a vedere ciò che facessero essi di tante promesse, et poi si parleria, ne io passai più oltre vedendo non poter haver altro dalla bocca della Santità... Per le qual tutte cose crederei, che la Santità Sua non fosse per risolversi cosi facilmenti d'assentire alle conventioni scritte disopra, se da altre buone et sicure parti non mi fosse affirmato quanto ho detto nel principio della presente lettera, et l'istesso non mi fosse stato confirmato questa mattina da uno de più favoriti Cardinali dalla Santità Sua.

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

88. PROJET DE CAPITULATION ENTRE SIXTE-QUINT ET PHILIPPE II, SUR L'ARMÉE QU'ILS FORMERONT POUR INTERVENIR EN FRANCE

(Annexe au rapport du duc de Sessa, du 19 juillet 1590[1].)

In nomine Sanctæ et individuæ Trinitatis, Patris et Filii et Spiritus Sancti, amen.

Considerando la Sta. di N. Sgr. Papa Sisto V il presente turbulentissimo e miserabile stato dell'antiquissimo e nobilissimo e già florentissime Regno de Francia, e in quanto pericolo si ritrovi, massime con l'occasione della morte del Rè Carlo X, Cardinale di Borbone di buona memoria, d'esser occupato e invaso da heretici in pregiudizio e danno irreparabile de la Sta. fede Catholica e dei Principi e Popoli Catholici di quel Regno, e in evidente ruina della chiesa e del culto divino, e inestimabile perdita e dannazione dell'anime

[1] *Note marginale des ambassadeurs :*

« Su Santidad ha querido que en toda esta capitulacion se haya de no decir cosa que paresca que el intento es faborecer la Liga, sino generalmente á todos los Católicos de Francia, para que se haya Rey ; y las causas que da para esto son : que hay mucha parte de los católicos de Francia que son enemigos de la casa de Guisa, los cuales se obstinarian mas y no habria esperanza de reducirlos si este ejército de Su Santidad no entrase con esta neutralidad de abrazarlos á todos, y este es punto en que ha estado firmisimo y nos habemos contentado con que no se diga cosa que contradiga ni impida á las que Vuestra Magestad hubiese tratado còn la Liga. »

de' fideli di Cristo; e desiderando per quel che apartiene alla Sta. S. come padre e pastore universale e vicario di Cr. S. N. in terra, e per l'autorità e potestà che in tal caso gli è stata data da Dio, socorrere a quelle gravi miserie e necessità del detto Regno, non solo con l'aiuto spirituale et altri mezzi, favori e grazie, e con particular legatione, come ha fatto fin quà, ma ancora con aiuti, armi e forze temporali, moto dal zelo del servizio di Dio e della conservazione e aumento della Sta. fede Catholica e delle infrascritte altre cause razionabili, necessarie e urgenti : con maturo pensiero e consiglio ha deliberato di così fare ed esseguire al presente con ogni prontezza e celerità senza altra dimora, come anche avrebbe molto prima fatto, se non havesse havuto qualque impedimento che lo ha ritenuto sin ora, a porre in essecuzione questa sua buona voluntà, acciocchè i Principi e popoli catholici di quel Regno, con questi aiuti sollevati e liberati della violenza e potenzia degli Heretici e fautori loro che gli soprostanno, possano farsi e havere un Rè legittimo catholico e veramente cristianissimo, il quale stermini le heresie ed errori, ed ogni altra impietà secondo le leggi di Dio e del detto Regno, e lo habbia reggere e governare con giustizia e pace, conservandoli, lasciandoli e facendoli vivere cristianamente nella santa fede catholica e apostolica, e quella debita ubbidienza della Sta. Romana Chiesa, come sono stati soliti sempre di fare, e sono tenuti ed obbligati e conforme alla legge divina e a sacri canoni ed altre leggi e constituzioni ecclesiastiche, ed acciochè il detto Regno resti libero, chieto, pacifico e intiero sotto un tale legittimo Rè veramente cristianissimo e

catolico, a gloria del Sig. Dio, ed edificazione de' fideli e sicurezza della salute dell' anima loro, a benefizio e contento d' essi Principi e popoli catholici e a soddifizione universale di tutta la cristianità.

2. E a questo desiderio e paterna deliberazione di S. S. concorrendo la Maestà del Serenissimo D. Felipe de Austria Rè catholico di Spagna, per il medesimo zelo della conservazione della Sta. fede catholica, esterminazione delli heretici di quel Regno e per l' intera conservazione di quella corona, e per la publica ed universale quiete, tranquillità e pace non solo della Francia, ma di tutta la cristianità, e per altre cause e rispetti sopradette e per il medesimo buon fine, come più volte ha significato con sue lettere cosi dirette a S. S. come al S. Conte de Olivares, suo Ambasciadore in Roma ed a bocca per esso, ed ora ultimamente per il S. Duca di Sessa, mandato della M. S. a S. S., per questo ed altri negozi particulari offrendo prontamente a questo effetto le forze de' suoi Regni e stati, e particularmente aiuto di genti di guerra da piedi e da cavallo per questa santa e gloriosa impresa, e per li fini e rispetti predetti, la quale offerta di S. M. Catta. essendo stata accettata dalla S. S. e trattatasi con detti Sr. Duca di Sessa e Cte. di Olivares, in nome di S. M.; in vertù delle lettere, commissioni ed intruzioni date loro da S. M., li quali anco promettono *di rato* per S. M. come di sotto, senza ritardazione delle cose infrascritte, cosi della quantità come del modo ed altre cose da specificarsi qui di sotto.

3. E per adempimento, dichiarazione ed essecuzione di quel che S. S. intende di fare e della offerta

detta di S. M. Ca. si è venuto all' infrascritte promesse, patti e convenzioni trà S. Beatitudine, trattanto per la persona sua, e per la Sta. Romana Chiesa e Sta. Apostolica Sede e suoi successori canonici intranti e tra li predetto Sr. Duca e Conte, Ambasciadori, agenti e ministri di S. M. Catca. in nome di quella e di suoi legitimi heredi e successori nei suoi Regni e stati.

4[1]. Primeramente S. S. confidando molto nella singolare bontà, integrità, valore e prudenza del Sr. Francesco Maria della Rovere di Feltro, Duca d'Urbino, suo feudatario e di questa Sta. Romana Chiesa, sapendo anco quanto sia confidente di S. M. Catholica, lo dichiara, nomina e diputa per capitan generale di questa impresa, e così delle sue genti come di quelle di S. M. che le havranno di seguitare e cosi della fanteria come della cavalleria, cosi stipendiata come voluntaria e d'aventurieri, e tanto italiana quanto d'ogni altra nazione con la provisione di scudi (en blanc) d'oro il mese e con le solite prerogative preeminenze e jurisdizioni, mezzo e misto imperio, e con ogni altra autorità e potestà necessaria ed opportuna al effigio di capitano generale, e solita darsi a capitani generali sopra le une ed altre genti predette, con li soliti generali di fanteria e cavaleria, colonelli, capitani, maestri di campo, ed altri Prefetti, auditori, commissari, Bombardieri, uffiziali e

[1] *Note marginale des ambassadeurs :*

«Procuróse poner por nuestra parte esta limitacion, porque quede libertad á Vuestra Magestad la cuantitad de gente que querrá vaya debajo del Duque de Urbino y la que gustare sirba debajo de otras cabezas.»

ministri necessari per la milizia pedestra ed equestra e per il governo di campo.

5. E la detta Ma. si contenta della detta dichiarazione, nominazione e diputazione e la approva e la accetta, e cosi in suo nome, i detti Sigi. Duca e Conte, espressamente dicono, dichiarano e consentono, promettendo che S. M. la havrà rata, grata e ferma, senza contradizione alcuna, e quelle sue genti li obediranno pienamente in tutto e per tutto come se fosse stato deputato dalla Maestà sua istessa [1].

[1] *Note marginale des ambassadeurs :*

« Este capítulo se regula con el de arriba, entendiéndose de la gente de Vuestra Magestad que siguiese al Duque de Urbino. »

6. La gente de guerra che quanto prima S. S. darà, vuole ed ordina e così promette in verbo Summi Romani Pontificis che siano 15,000 fauti bene in ordine e bene armati, parte con arcabugi e parte con coscialetti e piche, secundo che ordinerà il detto Capo. Generale, e 1,000 cavalli leggeri similemente bene in ordine e bene armati secundo l'uso e modo d'Italia a giudizio del medesimo generale [2].

[2] *Note des ambassadeurs :*

« Fué forzoso contentarnos con este número de gente por no poderse sacar mas, y parecernos mayor inconveniente romper por esto, no dejando de ser la oferta de consideracion y mayor que es la que en ninguna ocasion ha hecho ningun otro Papa, y tambien por lo que importaba prendar á Su Santidad á que hiciese demonstracion en favor de los católicos y autorizar con esto su causa. »

7. Di più S. S. si contenta e dichiara che delli detti 15,000 fanti se ne possano assoldare o condurre 5,000 Suizzeri o Alemani catolici, pero non altrimenti, all'usanza loro e secondo piacerà al detto Capo. Generale, ma che gli altri sieno tutti italiani, così dello stato ecclesiastico come dello stato di Milano e dello stato d'Urbino e d'altri dominij e stati d'Italia, ma la cavalleria sia tutta italiana.

8. Di più Sua Santità ordina, vuole e promette che subito le dette genti si comminceranno a raccogliere e porre in ordine con la maggiore brevità che sia possible, ed al più fra due mesi debbano aviarsi, marciare e condursi felicemente con le necessarie e solite provvisioni e munizioni da guerra sotto il governo del detto Signor Duca d'Urbino Generale, alla volta di Francia, intrando quanto prima nei confini di quel Regno, e pigliando quel camino e quella strada que sarà giudicata piu necessaria e spediente dal detto Signor Duca Generale, secondo gli avisi ed intelligenze che allora si havranno dello stato delle cose di quel Regno, al cui giudizio e risoluzione che farà cosi in questo, come si ogni altra cosa, Sua Santità si remette.

9. [1] Di più Sua Santità vuole e promette che il detto Signor Duca Generale con tutte queste genti sue habbia d'assistere in Francia sino a tanto che sia fatto e ricercato dalla maggior parte del Regno, coronato e consecrato un Ré catolico e pio ed obediente a questa Santa

[1] *Note des ambassadeurs :*

« No se ha podido alargar mas esto y ha parecido razonable. »

Sede, pur che non passi un anno dopo che sarà entrato in Francia, ma che finito l'anno, il detto Signor Duca Generale con le sue genti s'intenda rivocato e licenziato della detta candotta ed impresa eccetto in caso che vi fosse prorogazione o nuova promessa della Sua Santità dopo la presente capitulazione.

10. E (come) per questo esercito di S. Beatitudine non si può provedere commodamente ne con quella celerità che l'importanza del negozio ricerca di canoni di campagna ed altri pezzi d'artiglieria bastante per diffesa ed offesa, essi Signor Duca e Conte Ambasciadore come di sopra, in nome di Sua Maesta promettono che nel passagio del detto esercito sará effetualmente imprestata al detto S. Duca d'Urbino Capº Generale, dal Governatore dello Stato di Milano in quel Stato, ovvero dal Signor Duca di Savoya nel Piemonte tutta l'artigleria che sará necessaria e sufficiente per tal effetto, secondo converrà con esso Generale, laquale artigleria nel ritorno sarà fidelmente messa nel luogo dove è Stata consignata [1].

[1] *Note des ambassadeurs :*

« Holgamos que los Cardenales propusiesen que queria Su Santidad que llevase el ejercito artilleria a su costa y el Embajador del Duque de Saboya nos afirma que él la dará »

11. [2] Dall'altra parte S. M. Ca. e per essa i predetto

[2] *Notes des ambassadeurs :*

« Aunque se trató de diminuir la oferta hecha de parte de Vuestra Magestad en respuesta de los papeles de Gesualdo, pues Su Santidad disminuirá la suya, se resolvieron los Cardenales en que sin duda seria abrir

Sr. Duca e Conte Ambasiadore i quali, per maggior cautela, promottono *de rato* senza peró ritardazione dell' impresa, liberamente offerisce ed offriscono, che la Maestà Sua in verbo Regio, con ogni prestezza, prontezza e diligenza concorrerà in questa impresa con la Sua Santità e con essa starà congiunta e seguirà la detta impresa con le sue forze, lequali dichiarano espressamente che saranno 25,000 homini di guerra, computando in questo numero e quantità tanto la gente forastiere che Sua Maestà ha inviata e che inviarà di nuovo e farà calare in Francia di Fiandra, Italia ed Alemagna, quanto la gente francese a piede ed a cavallo per soccorso trastiene e paga alli catholici della Lega, con suoi propri danari ciascun mese, in modo che tutta la gente vecchia e nuova che Sua Maestà ha mandata e mandarà e la francese che paga e pagarà in Francia tra cavalleria che non sarà manco di 3,000 cavalli e la fanteria siano e debbano essere 25,000 soldati e non manco a suo stipendio bene armati, secondo l'uso della guerra e della nazione, e quelli che hanno già d'entrare si faranno entrare e marciare

puerta á Su Santidad para salirse de todo, y asi nos pareció no hacer mas fuerza en ello, y tambien ha sido necesario declarar numero de caballeria, porqué el Papa hizo en ello mucha instancia, y aunque en este particular no habia orden de Vuestra Magestad, nos pareció que entre 25,000 hombres no podian ser menos de 3,000 caballos, considerando para todo la mucha gente que Vuestra Magestad tiene levantada y va levantando para este efecto y el dinero con que socorre á la Liga. »

quanto prima ed al più fra il medesimo termine di due mesi futuri con le debiti provisioni e munizioni.

12. E che S. M. manterrà il detto numero di 25,000 persone di guerra nel Regno di Francia, per tutto il medesimo tempo d'un anno se non vi sarà prorogazione o altra nuova promessa di S. M. dopo questa capitulazione, ciò è che sia fatto o eletto o ricercato della maggior parte del Regno, coronato e conservato un Rè in quel Regno che sia e debba essere catolico ed obbediente e di S. Beane. e di questa sante sede, e così promette di quanto prima far esseguire senza dilazione ed eccezione alcuna.

13. Di più i detti Sr. Duca e Conte si offriscono e promettono in nome di S. M. che se la S. S. vorrà fare alcuna parte di gente nello stato di Milano si darà libera faccoltà da qual governatore agli offiziali di S. S. e del detto Sr. Duca d'Urbino, che si possa liberamente e senza difficoltà alcuna far toccar tamburco e far asoldar gente nel stato di Milano.

14. Di più offriscono e promettono nel medesimo nome che si darà libero e sicuro passaggio al detto Sr. Duca d'Urbino Generale ed al esercito di S. S. non solo per il stato di Milano, ma anco dal Sr. Duca di Savoia per il Piemonte ed altri stati suoi e di tutta la Savoia.

15[1]. Di più offriscono e promettono, che intrato il

[1] *Note des ambassadeurs :*

« Aunque por parte de Su Santidad se hacia mucha instancia para que toda la gente de Vuestra Magestad se juntase con el Duque de Urbino y estubiese á su órden donde que quiere que se hallase, procurámos poner este capítulo. »

Sr. Duca d'Urbino Generale in Francia coll'esercito di S. S. si congiugneranno con esso tutte o parte delle genti di S. M., secondo que le occasioni della guerra e stato delle cose e l'istanti necessità e bisogni delle provincie richiederanno, e per quanto parerà convenirsi al benefizio della causa.

E perchè questa impresa è di tanta importanza non solo per il bene particolare della Francia e conservazione della religione catolica in ella, ma anco per il bene universale della cristiantà come si è detto, e per questo è commune a tutti li Principi e Potentati catolici e massime a quelli d'Italia, come tanto vicini alla Francia, S. Beate. offerisce e promette d'invitare ed esortare tutti li Principi d'Italia ad abbracciare e sequire questa santa impresa, per gloria e servizio di Dio, e per havere un buono e veramente cristianissimo Rè, e concorrere in essa con genti di guerra e con denari, secondo il beneplacito e buona voluntà loro ed in quel modo e forma che piacerà ad essi Principi ai quali si lascerà luogo onorato e conveniente a ciasuno per intrarvi[1].

[1] *Note des ambassadeurs :*

« Este capítulo se puso en conformidad del papel que se dió en respuesta del Cardenal Gesualdo. »

Arch. Simancas, R. de E. Roma. Leg. 956.

89. PROJET DE CAPITULATION SECRÈTE ENTRE SIXTE-QUINT ET PHILIPPE II SUR LES AFFAIRES DE FRANCE

(Annexe au rapport du duc de Sessa, du 19 juillet 1590.)

Capitoli circa l'impresa da farsi dalla S. S. et da

S. M. il Rè Catolico, i quali non è parso spediente che siano pubblicati con l'altri e debbano esser tenuti secreti per servizio di Dio e della causa[1].

[1] *Note des ambassadeurs :*

« Pareció que esto fuese en capitulacion á parte, porque no se publique desde luego, aunque Su Santidad lo dice á todo el mundo. »

La Santità di N. S. attendendo il fine per il quale si fa questa impresa che è per constituire un Rè veramente christianissimo e catolico in Francia, e considerando nella molta pietà e zelo di S. M. e nella prudenza e lunga esperienza e governo di tanti Regni e Stati quanti ne tiene in Europa e fuora, e nella particular cognizione delli Principi che possono pretendere quella corona, e cosi nel buon giudizio che potrà farne della persona del futuro Rè di Francia, non ne esclude alcun Principe che sia veramente catolico ed obbediente a questa sede Apostolica, ma liberamente si contenta della nominazione e dichiarazione che ne farà la M. S., la quale spera ed è certa che sarà conforme al servizio di Dio, alla conservazione di qual Regno, alla salute di quelle anime, alla publica utilità e beneficio universale non solo del detto Regno ma di tutta cristiantà come si è detto di sopra.

Con questo però che la detta nominazione e dichiarazione[2] se habbia da fare per via di elezione o di qual-

[2] *Note des ambassadeurs :*

« Hizo instancia en que se pusiesen estas condiciones del que se ha de procurar con el futuro Rey, y aunque se representó que no era tiempo agora y que si se entendiese podria causar dificuldades á los interesados y

cunque altro giusto e ligittimo modo di provisione sua, sia prima da S. M. significata alla S. S. secretamente e tenuta secreta e che si debba fare dopo che saranno ritratte le forze di S. S. e di S. M. in Francia o divise o congiunte fra due o tre mesi al più, secundo parerà à S. M. e sarà più opportuno ed espediente, il quale futuro Rè, dovendo essere tale come si dice si deciderà, havrà da promovere il servizio di Dio e della Sa. Sede e particolarmente non havrà mai da fare o tener lega o amicizia ed altra congiunzione con Turchi ed infedeli ne con Principi heretici o scismatici ne con altre signorie o nazioni similemente heretiche o scismatiche, anzi havrà da rinunziare espressamente alcuna lega, amicizia o congiunzione che la persona sua o la corona di quel Regno havesse o tenesse con gli infedeli o Principi heretici o scismatici o signorie o nazione sopradette.

Di più che habbia d'ammettere ed accettare e fare accettare e publicare in quel Regno e sue provincie da tutti i suoi sudditi, vasalli e parlamenti il sacro so. Concilio Tridentino con tutte le sue definizioni e decreti e dare ogni aiuto che sia essequito ed osservato.

E per la conservazione della fede catolica e total es-

que bastaria poner un capítulo en general, reservando para adelante el asentarse entre Su Santidad y Vuestra Magestad lo que en esta parte conviniese, tornó á porfiar en ello, y no nos ha parecido quebrar por aquí, atanto á que Vuestra Magestad no se obliga mas que á procurar aquello.»



tirpazione delle heresie in quel Regno il detto futuro Rè non solo farà mantenere le Inquisizioni Apostoliche nelle città dove al presente sono, ma ancora farà restituere le altre nelle città e luoghi dove erano anticamente e nelli anni passati con lasciar che li inquisitori procedano liberamente secundo i sacri canoni e constituzioni apostoliche, con farli dare ogni aiuto, favore e braccio.

E per quel che appartiene a se, farà levare di quel Regno il detestabile peccato della simonia e confidenza di chiese, monasteri e benefizi ecclesiastici o siano secolari o di qualsi voglia ordine regolare, e non tolerarlo ne per istanza di Principi o Signori ne meno di qualcunque altra persona, perchè di tal peccato tra gli altri probabilmente si dubbita che il Se. Iddio abbia mandati tanti flagelli alla Francia.

Ed a questo effetto il Rè non darà ne farà dare chiese, monasteri ne altri beneficj ecclesiastici similmente secolari o regolari in economato ne in governo ne in altro illecito modo ne ad istanza di Principi o Signori ne di qualsivoglia altra persona, ma che siano provisti canonicamente secondo si conviene e si debe.

Di più conserverà il clero e tutto lo stato ecclesiastico del Regno e sue provincie nella sua libertà, immunità, essecuzione da ogni pagamento di dezime e (un mot illisible), imposte de facto e senza speziale autorità di questa Sede Apostolica, e nelle sue prerogative, preeminenze ed autorità che di ragione e di consuetudine se li deve, e siccome per li antichi ordini e buone usanze del Regno una parte dei Regi parlamenti di Parigi e di altre città e provincie di esso Regno ha da essere di per-

sone ecclesiastiche, cosi si farà osservare per lo avenire inviolabilmente.

E di più per maggior stabilimento e sicurezza della religione catolica nel consiglio secreto e di stato di esso futuro Rè ed i suoi sucessori, o sia uno o siano più consigli, sempre si debbono havere alcune persone ecclesiastiche e Prelati che non siano manco del terzo di tutto il numero di consiglieri. Di più che il detto Rè e i suoi successori non comporteranno che nelle corti e parlamenti di Francia mai più per lo avvenire si appelli o richiami dalle provisioni apostoliche e lettere di grazia e di giustizia... (un mot illisible) abuso sotto qualcunque pretesto.

Di più per buon iudirizzo e governo del Regno e per mantenerlo sempre catholico, ben ordinato in tranquillità, giustizia e pace, esso Rè terra giunti ogni tre anni gli stati generali del Regno con piena securezza e libertà per trattare secondo il solito delle cose appartenenti alla publica utilità, benefizio e salute del detto Regno e provinzie sue.

E S. M. Catolica interponendo la molta autorità sua con buona fide ed in verbo Regis procurerà e farà ogni opera e sforzo che il futuro Ré debba promettere e poi anco osservare le sopra dette cose.

E nel medesimo modo interporrá l'autorità sua ogni opera o sforzo come di sopra che la Bretagna la Provenza, provincie nel detto Regno di Francia chiamate patrie di obbedienza habbiano da essere restituite e mantenute quanto alle provisioni de' beneficj ed alle cose del foro ecclesiastico nella debita obbedienza verso questa Sta. Sede alla corte di Roma, secondo il solito

antico da qualsivoglia Principe o Rè che le ottennesse o possedesse [1].

[1] *Note des ambassadeurs :*

« Vendo que no se podia escusar de venir á todas estas particularidades, se procuró poner este capitulo en este lugar, porqué no cayese debajo de lo que Vuestra Magestad promete procurar con el futuro Rey, y en consecuencia no pareciese que se confesaba que la Bretaña se comprehendia debajo de la corona de Francia, en perjucio del derecho de la Señora Infanta. »

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

90. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 28 juillet 1590.

Serenissimo Principe, Luni stavano li Ambassatori di Spagna co'l Corriero in punto per ispedirlo, havendo satisfatto all'ultima dimanda della Santità Sua, ma lei promosse una trattatione che impedi et l'ispeditione et tutto'l negotiato fin' a quell'hora. Perchè dopo haver li Spagnoli considerato a Sua Santità l'obbligo suo di procurar, che in Francia vi sia un Re Cattolico, dissero, che'l Re loro voleva far in ogni modo l'impresa della Bretagna, per non mancar alle ragioni dell' Infante sua Figliola, et che quando la Santità Sua volesse far ciò che se li conviene et favorir l' honesto desiderio di Sua Maestà, che sia un Re di Francia Cattholico, lei si contenterà darli l' Infante per Moglie et con essa la Bretagna in dote, nel qual modo si torneria

a unir colla corona di Francia quella Provincia senza offesa della Figliuola; affirmando, che fosse preparata in Spagna per questo fine una grossa armata di navi con buon numero di Fanteria Spagnola per mettervi sopra oltre li fanti Thodeschi et altri soldati, che d'Italia passeriano in Spagna per quest'effetto, et oltre li soldati che anderiano di Fiandra; facendo conto di haver in essere tante forze per quell'impresa, quante apena si potevano credere; non dimandando all'contro altro alla Santità Sua, se non che facesse ogni opera di far riuscire in Francia un Rè Cattholico, il quale fosse obligato riffar a Sua Santità tutto quello, che havesse speso in questa impresa; ma quando si credeva, che tutto fosse concluso la Santità Sua chiamata la Congregatione di Francia li propose da considerare questa propositione : An *electio Regis Franciæ, vacante Principe ex corpore sanguinis, spectet ad Pontificem?* Con la quale tutto si pose sotto sopra, et li Spagnoli si dolevano, ch'ogni giorno si trovassero nove dilationi; ma ridottasi frequentemente la Congregatione, già si dice, che Sua Santità sia come risoluta di mandar Prelati in Francia per intimar al Regno di far eletione di un Rè Cattholico per che altrimenti lo farà lei, et lo vorrà poi con tutte le sue forze spirituali et temporali sustentare, valendosi dell'essempio di Papa Zaccaria in tempo di Pippino et d'altri Pontefici. Con che potrebbe pretender forse di chiuder la bocca a Spagnoli, che non li dimandano altro, che il far un Re Cattholico in Francia, et non si unendo con essi di assicurarsi maggiormente et dalla spesa il repeter la quale saria sempre difficile; et d'haver l'a-

vantaggio del tempo per veder li progressi delle cose, et poter far più salda risolutione.

Nella mia audientia ragionandosi di queste cose, mi disse Sua Santità che non voleva entrar in Lega con Spagnoli; ma che non poteva mancar di far qualche cosa nel negotio di Francia et sperava di haver trovato buona via da introdur la pace in quel Regno, senza far leghe, ne impacciarsi con altri con l'essempio di tre sommi Pontefici suoi antepassati; et che non farà alcuna risolutione, che non la communichi meco per farla saper alla Serenità Vostrà, acciochè se lei vorrà assisterli co' l consiglio, co'l favore, o con l'opera (il che haveria sopra modo caro) lo possa fare, et non volendo non sarà astretta da lei in alcuna maniera, ma li basterà solamente, che movendosi essa per metter la pace in Francia senza unirsi con le passioni, ne con gli affetti altrui, sia approvato da Vostra serenità il suo consiglio, et sia detto il Pontefice fa bene; il che inteso restai quieto senza rispondere : et il Pontefice ripreso il ragionamento disse che haveva pensato poter aiutar da se il bene di quel Regno senza unirsi con altri, et che in questo modo non si vorranno tante spese, ne tanti incommodi et bisognando aiutare il Re eletto lo potria fare da se, senza dar travaglio ad altri. Al che io dissi, che non saria si facil cosa il scacciare il Navarro potente et vittorioso, soggiongendo anco : Et che saria Padre Santo se esso si facesse Catholico? Noi non intendemo, rispose Sua Santità escluder ne lui, ne altri, anzi che se sarà catholico sarà eletto al sicuro dal Regno, et niuno potrà parlar contra di lui...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 25.

91. PHILIPPE II AU DUC DE SESSA

San Lorenzo, 26 juillet 1590.

El Rey.—Illustre Duque primo : Entre otras cosas que me han dado mucho cuidado estos dias de las novedades y mudanzas que trata de hacer Su Santidad en materias muy esenciales, es una haber entendido que tiene intencion y ha puesto en plática de alterar y mudar la forma que de muchos años acá se tiene y ha guardado en el conclave y eleccion de los Papas. Las novedades son tan peligrosas en todas las cosas, y mas cuanto son muy graves, que aun cuando la mejora se tiene por muy evidente se ha de entrar con mucho tiento en ellas, y en este negocio la esperiencia está tan de parte del estilo usado y guardado estos años, como lo muestra la quietud y brevedad con que se han hecho las mas de las elecciones de Sumos Pontífices despues que se introdujo esta forma, y que por la misericordia de Dios ha mucho que cesaron las competencias y cismas que antes solia haber muchas veces con tanta turbacion y escándalo de la Iglesia de Dios y sus fieles, y si, cuando la cristiandad estaba mas estendida y eran menos las heregias como entonces era, bastava una cisma para que se pusiese todo en tan gran confusion y largos trabajos, como muchas veces se puso, temblará de buena razon cualquiera pecho Cristiano de imaginar lo que seria si en estos miserables tiempos, que tan perseguida anda la Iglesia y tan agotado está el celo de los que la deberian defender, sucediere un trabajo semejante, que, añadido á los demas que se padecen y en tanto aprieto

tienen la Iglesia, seria dar al través con toda la cristiandad; y pues para no poner en duda lo que tanto importa ni dar ocasion con mudanzas á cosa tan peligrosa, lo mas seguro es conserbar la forma en que menos de estos inconvenientes se han visto y no alterarlas sin causa, como ahora no hay ninguna. Vos dareis á Su Santidad esa carta de mi mano del tenor que vereis por la copia que es toda remitida á vos, y le direis de mi parte que, aunque Su Santo celo y mucha prudencia y esperiencia yo no puedo persuadirme que haya de salir cosa sino cual conviene al servicio de Dios y de esa Santa Sede y al bien de todos los fieles, todavia habiendo llegado á mi noticia esta plática, no he querido faltar á decirle lo que siento, como tan obediente hijo suyo y tan interesado en que Su Santidad lo acierte todo, por lo que le amo y respeto demas de la causa comun de que tanta parte me cabe, y por donde estoy tan obligado á hacer este oficio en negocio tan importante, y le direis á este propósito las razones que quedan apuntadas y las que habiéndolo primero conferido y tratado todo con el Conde de Olivares halláredes entre los dos *que se deben añadir y que le podrán á no tratar de esta mudanza;* y si acaso cuando esta llegue se entendiese que no piensa el Papa en este negocio, os remito á entrambos si se debe suspender el oficio por no le despertar, ó si convendrá hacerlo, echando la invencion á otros y loando su prudencia y constancia en no inovar, para confirmarle mas en esta opinion cuando la tiene, que si se le persuadiese al tiempo que está aficionado y embarcado en la contraria, como podria volver á estarlo otra vez; que este arbitrio allá os lo remito á los dos,

como presentes al caso, encargándoos mucho en particular, que por cualquier indicio que haya de que se puede tratar de esto, se haga la diligencia con el calor necessario, y se procure el remedio, de manera que todos entiendan como yo cumplo de mi parte; y á su tiempo avisareis de como se hubiera hecho.

Yo el Rey—Francisco de Ydiaquez.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 956.

92. LE COMTE D'OLIVARÈS A DON BERNARDINO DE MENDOZA

Rome, 28 juillet 1590.

El Cardenal de Sanz partió lo mas contento que yo pude de nuestra parte, y él lo va mucho de salir de aqui y con lo que se promete útil.

Es gran apasionado del Duque de Humena y deseoso de su grandeza. A los últimos dias de su partida, una vez el Duque (de Sessa) y yo juntos, y otra yo á solas, se ofreció la plática del futuro Rey, en que tocando en el Duque de Saboya le puso dificultades, y mostró que fuese mas rentable el Duque de Lorena, y por lo que despues se siguió en la plática, entendí que era para inclinarnos mas al Duque de Humena á quien él ama y adora sobre todas las cosas, como hacia á los hermanos, y pinta mas facil de lo que á mi parecer está su reuxida, aunque representándole la imposibilidad de quietarse con él los que han seguido la otra faccion, y como se daba con toda la máquina y con la religion en el suelo, muriendo él en cualquiera manera, y que lo que le convenia era un Rey de quien se pudiese asegurar, y que le hiciese Condestable á él y le diese gobierno

á él y á sus hijos y parientes, y con seguridad pudiese gozar grado y qualidad como lo merecian sus trabajos y sangre, y que él de por sí solo no podria sustentarse con la oposicion que tenia, ni Su Magestad llevar muy á la larga el ayudarle con tanta costa, y que asi se correria mucho riesgo ; de que se mostró estar capaz, y que el de Humena y Su Magestad serian de acuerdo y hablándose en Rey forastero, por la dificultad de los dichos y esclusion que él haria de los de la sangre, dijo que sentiria mucho faltarle la lengua, aunque la podria aprender presto, pero que mucho dependeria de sus condiciones que ofreciese á los Estados, y la disposicion que tuviesen las cosas al tiempo de hacerse los Estados. Bien tocó que no hay muchos años que el Duque de Borgoña y la Provenza el Delfinado y la Bretaña no eran de la Corona de Francia, y que por eso los Reyes no dejaban de ser grandes ; que un Cardenal, amigo suyo, me dijo despues que si obrasemos que Humena fuese Rey *que daria á Su Magestad estas cuatro provincias*[1] en lenguage que, aunque no lo puedo afirmar, parece que tenga símbolo con lo que digo que Sanz apuntó. De todo me ha parecido dara viso á V. S. para que, como acá dicen, lo despenda por lo que valiese, que lo que ha de hacer al caso es la potencia, y lo que estuviese apuntado entre Su Magestad y el Duque de Humena ; todavia mientras no tenga aviso que Su Magestad quiere Rey al Duque de Humena, por alguna via indirecta procuraré que no se le despache la Iglesia de Reims, porque siendo á cargo de aquel Arzobispo la Congregacion facilitaria el serlo él.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

[1] Souligné dans l'original.

93. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 4 août 1590.

Serenissimo Principe, Nella Congregatione di Francia la Santità Sua disse di non poter abbandonar la causa di quel Regno, nel quale li conveniva procurar la quiete, et che vi fosse un Rè veramente Cattolico, et che perciò con tal fine, havendo molto ben considerato ciò che essi Sigri. Cardinali li dissero della Potestà sua, et ciò che fu altre volto fatto da suoi precessori in diverse occasioni, haveva pensato di mandare doi Prelati in Francia, l' uno (et nominó Monsigr. Seraffino) alli Principi del Sangue, Prelati di quel Regno et alla Nobiltà, che si trova nel campo, et l'altro alle città et gl'altri della Lega, che saria Monsigr. Borghese vicelegato di Bologna, per intimarli a tutti, che in termine di tanto tempo convenissero in loco statuito, per dechiarar un Re Cattolico, il quale la Santità Sua s' offeriva poi d' aiutare con tutte le forze temporali et spirituali, et che altrimenti lei lo haverebbe nominato, come nei tempi passati hanno fatto altri Pontefici... A questo rispose il Cardinale Sta. Severina, che la Santità Sua facesse ciò che li pareva meglio, perchè di mandar persona al campo di un' heretico, lui mai haveria potuto assentirvi, sapendo che non si conviene communicar con heretici; sopra di che s' alterò assai il Pontefice et passorno tra di loro molte parole, dopo le quali gl' altri Sigr. Cardinali dissero diverse cose et finalmente si concluse di formar una Scrittura di giustificata dechiaratione della resolutione di Sua Santità

...i Spagnoli, mostrandosi lei non voler ...che viene da loro ricercato, di far un Rè ... rancia, ma con li mezzi tenuti in altre oc... i Pontefici passati, come per communicarlo ...li Principi del mondo a Sua giustificatione; et ...sto si rimise a parlarne un altra volta; Hora si ...a la Scrittura et in questo mentre li Ambasciatori Spagna, forse non satisfatti, hanno fatto sollicitar ogni giorno la risolutione di Sua Santità fino al Mercordi, che li fu risposto, che habbiano un poco di patientia, perchè Sua Santità non pensa ad altro che alla satisfattione del pio desiderio di Sua Maestà Cattolica di far esser in Francia un Re Cattolico, ma che non questi caldi non poteva far tante cose, con chè la notte essi signori espedirono il corriere in Espagna...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

94. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 7 août 1590.

Señor, Despues que ultimamente escribí á Vuestra Magestad á los 31 del pasado, se ha ido publicando mas la enviada de Serafino al ejercito del Principe de Bearne y de otro prelado al Duque de Umena, para lo cual Su Santidad ha apercibido en gran secreto al Arzobispo de Salerno, y mandado á la congregacion haya las instrucciones, y temiendo que hasta ponerlo en efecto no quisiese entretenernos con palabras generales y equivocas como lo iba haciendo, para poder decir despues que por nuestra parte nunca se habia con-

tradicho, y que siendo tan publico no podiamos ignorarlo, nos pareció al Conde y á mi necesario que en la primera audiencia, si no hablase claro, era bien salirle al camino, lo cual fué el sabado pasado, y en ella tomó Su Santidad la mano y comenzó una larga historia, doliendose del daño que habia resultado de no haber querido el legado cumplir sus instrucciones, y en especial cuatro cabos principales que le encargó : el primero que procurase la libertad del Cardenal de Borbon y gastase en ello los cien mil ducados que le dió, y, si no bastase, le ofreció enviar para ello cuanto tenia hasta vender la mitra. El segundo que con buen termino trujese á si los Cardenales de Vandoma y Lenoncourt, y si Paris no era lugar seguro para ellos, procurase otra parte que lo fuese, y que en caso que estuviesen obstinados, Su Santidad procederia contra ellos hasta privarlos de los Capelos. Lo tercero que lo mismo procurase con los Obispos y prelados; que quando amonestados y dadoles lugar seguro no quisiesen acudir, avisase á Su Santidad de ello, y asi mismo de los sujetos que fuesen aproposito para proveerles de aquellas iglesias; que él hubiera pribado los unos y proveido los otros. El cuarto que tambien llamase y asegurase los otros Catolicos que seguian al Principe de Bearne, y que no queriendo venir procediese contra ellos con censuras, pues tenia autoritad de Legado á Latere, y que no pudiendo hacer estas cosas ó algunas de ellas se volviese; que todo lo habia hecho al revés porqué el Duque de Umena poco se habia curado de la libertad de Borbon, sino de cojer al Legado cincuenta mil ducados, y tras esto habia pedido facultad de Su Santidad

para que las Iglesias se proveyesen á su presentacion, diciendo que proveerlas acá seria en agravio de la preeminencia de los Reyes de Francia; y que habiendo visto al Legado tan parcial del Duque de Umena, los Cardenales y todos los otros catolicos que son de la otra parcialidad no se habian fiado y asi se habian estado quedos con el Principe de Bearne á quien hubieran desamparado si el legado guardara sus ordenes; dilatando y exagerando mucho esta materia, y haciendo otro largo discurso de lo que en vida del Rey Enrico habia trabajado en componer las cosas de aquel Reyno, alabandose á si y echando la culpa al Duque de Guisa, concluyendo que convenia proceder agora con mas prudencia y enterarse, antes de enviar su ejercito en Francia, de como habia de ser recebido, y que se le entregase un lugar seguro donde poder hacer el Duque de Urbino pié porqué no estando primero llano todo esto no serviria de otra cosa sino de revolverse con los propios catolicos y no hacer fructo ninguno, y que asi queria enviar persona para este efecto el Duque de Umena y parlamento de Paris, y hacer ciertas otras diligencias que convenia, sin acabar de declararnos del todo su animo.

Por lo cual fué menester decirle al Conde la voz pública que andaba por las calles de que Su Santidad queria tambien embiar á Serafino al ejército del Príncipe de Bearne. Respondió, que cuando eso fuese qué importaria? Y preguntándole yo el fructo que pensaba Su Santidad sacar de ello, dijo con mucho enojo que no estaba obligado á darnos cuenta de sus secretos. Repliquéle que no éramos tan atrevidos que habiamos de

querer saber mas de lo que Su Santidad fuese servido comunicarnos, pero que siendo público esto, nos habia parecido que no cumpliamos con nuestra obligacion si no representábamos á Su Santidad el escándalo que habia de resultar, y lo que se habia de favorecer con ello al Príncipe de Bearne y los hereges y desanimarse los Católicos, y que este no era buen medio para que se apartasen del Príncipe de Bearne los que le seguian, pues estaba claro que no habia de consentir que la persona que Su Santidad enviase á su ejército les persuadiese tal, y mucho menos se podia creer de Serafino que habia sido y era aqui su mas confidente, por cuya mano se trataban todos sus negocios, que asi considerase lo que podria juzgar todo el mundo desta embajada y la razon que Vuestra Magestad tendria de sentirlo y recibirlo por grande agrabio, pues habiendo Su Santidad ofrecido de favorecer con sus armas la causa católica y de procurar fuese Rey el que Vuestra Magestad quisiese y no otro, en lugar de mandar levantar la gente, acordaba agora de enviar embajada á un enemigo de Vuestra Magestad, sabiendo que la principal causa por que le tenia Vuestra Magestad por tal era ser herege relapso y declarado por incapaz de aquella corona por Su Santidad misma, sin dejar de decir á este propósito todo lo que nos ocurrió conveniente, concluyendo que, perseverando Su Santidad en esta intencion, nos seria necesario despachar á Vuestra Magestad luego desengañándole de lo en que habian venido á parar todas las platicas y lo poco que podia esperar de Su Santidad. No se le pudo decir todo esto de una vez porque salió muchas á interrumpirnos con cólera, diciendo tantas

cosas que seria muy difícil acertarlas á escribir. En sustancia las principales fueron, que yo le queria bravear, llamando brabatas al representarle la queja y sentimiento que Vuestra Magestad podia tener de esto, y dijo que Vuestra Magestad era buen Príncipe, pero que sus ministros lo estragábamos todo, que como podia yo saber que Vuestra Magestad lo habia de sentir, y que él no era esclavo de Vuestra Magestad que hubiese de hacer siempre su gusto ni estaba obligado á dar cuenta á Vuestra Magestad ni á nadie de sus acciones, que era padre y no tienen los hijos autoridad de entremeterse en aconsejarle cuando no les pedia consejo, y que el desterrar al Embajador de Francia, luego como fué electo Papa, y enviar el Rey el monitorio cuando mató al Cardenal de Guisa, no lo habia hecho por consejo de Vuestra Magestad, sino de su propio motu ; que no quisiese yo con la espada en la cinta saber mas que él que habia estudiado teología y medicina y otras facultades, y que los Cardenales con cuyo parecer procedia en este negocio (sabiendo nosotros, como habemos escrito á Vuestra Magestad que toda la Congregacion ha sido de contrario parecer), y que por el mismo caso que se lo contradeciamos, lo habia de hacer. Por otra parte se quejó que por qué habiamos de creer lo que se decia por las calles, hasta que él no lo dijese, y venir sin mas fundamento que este á hacerle bravatas ; y suplicándole que no pusiese este nombre á lo que no habia causa para ponérsele, pues mi intencion no habia sido hacerle bravatas sino como tenia obligacion traerle verdad y no lisonjas, respondió que de las intenciones solo Dios era Juez, y que yo habia venido, en tiempo de caniculares

que apenas se podia vivir, á negocios tan fastidiosos, habiéndose dicho aquí desde Diciembre que Vuestra Magestad me enviaba, y que tras haber puesto totalmente en mi venida, agora queria apretarle ; que mejor fuera no haber venido ; y en conclucion no se le puede decir cosa contra su gusto por mas justificada que sea, ni la quiere oir de nadie, ni creo que hay término bueno ni malo con que persuadirle lo que no gusta, que luego se encierra que sabe mas que todos, y que nadie ha de aconsejar á quien le asiste el espíritu Santo, y este es el lenguage con que trae arrinconados y atemorizados á todos los Cardenales, como tengo escrito á Vuestra Magestad. Y una de las artes que, sino me engaño, usa con los que le van á tratar negocios que no gusta, es procurar esçandalizarlos y confundirlos con muchas palabras y razones que no atan, para que se pase el tiempo y á la postre se quedan sin ninguna resolucion.

Díjome muchas veces que quien impedia á Vuestra Magestad que no hiciese, que en tanto tiempo no se habia hecho cosa de momento en Francia por parte de Vuestra Magestad y diciéndole nosotros que quién¿ habia sustentado los Católicos hasta agora, ni qué Príncipe forastero habia ayudado mas aquella causa pues ninguno se habia movido sino Vuestra Magestad? Ponderó por gran misterio que en todas las guerras de los Reyes Cárlos y Henrico y despues siempre habian sido vencidos los hereges hasta que la gente de Vuestra Magestad se juntó con el Duque de Humena, que fueron los Católicos rotos ; y que Dios guardase á España que tambien le podia acontecer lo que á Francia ; que él

por su parte siempre seria unido con Vuestra Magestad como habia ofrecido, y que le dejásemos hacer y no le estorbásemos; que ya nos habia dicho que nos avisaria, y el haber dejado esta puerta abierta nos ha hecho sospechar que por ventura querrá diferir el enviar á Serafino á lo menos hasta que se sepan nuevas de Paris; que segun fueren, asi procederia.

Aunque contra este indicio hay habernos habisado diferentes personas que todavia muestra Su Santidad estar resuelto en la ida de Serafino.

Nosotros iremos procediendo conforme á lo que habemos escrito, mientras no tuviéramos otra luz de la voluntad de Vuestra Magestad cuya, etc.

Esta mañana tuvo Su Santidad Congregacion de Francia en que les refirió la contradicion que le habiamos hecho en la enviada de Serafino, y esta tarde vinieron á hablarnos de parte de Su Santidad los Cardenales de Santa Severina y Santo Cuatro, y en sustancia dijeron que sino dejábamos hacer Su Santidad á su modo, él no pensaba enviar su ejército á Francia, á lo cual respondimos que no podiamos dejar de representar á Su Santidad, cuan escandalosa y dañosa seria la ida de Serafino, y suplicarle que lo considerase bien y asi mismo á todos los Cardenales de la Congregacion, por las razones que se han escrito á Vuestra Magestad, ni tampoco nos parecia bastante causa esta para dejar Su Santidad de poner en ejecucion lo que tenia determinado en el socorro de gente; que esta era nuestra respuesta, y no podiamos dar otra sino tratar verdad á Su Santidad, que tras esto hiciese lo que fuese servido, y enfin colegimos de ellos claramente que esta invencion

que el Papa habia buscado era por tener color y escusa con que poder dar á entender que por nuestra parte se habia quebrado la plática del socorro, y nos desengañaron que era cosa de burla pensar que habia jamas de gastar un real aunque viese hundir el mundo, significándonos que si no le hubiese apretado en esto hubiera quizá acudido al ayuda de la causa católica, con su autoridad y armas espirituales, y porque será fuerza despachar á Vuestra Magestad otro correo que llegue antes que el ordinario, no habrá para que largar mas esta que se cierra á 7 de Agosto.

En marge de la main du roi :

« Con lo que ha ido en esto creo que se ha de conseguir lo que aquí se dice y que seria lo mejor. »

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

95. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 18 Août 1590.

... Nella mia audientia Sua Santità, ritornando a dire della conversione del Marchese di Bada, soggionse, ma se'l Rè di Navarra si vorrà ridur Catholico non lo potremo ricevere, perchè Spagnoli non vogliono; come non vogliono, dissi, Padre Santo! non vogliono certo rispose Sua Santità, ma noi li habbiamo detto, che se pure Sua Maestà voleva trattare di ciò, che tocca al nostro carico, doveva mandar più tosto un Theologo che la sua persona, parlando del Sigr. Duca di Sessa, perchè con ragione li haveressimo fatto vedere il suo inganno,

ma che seco non si poteva venir in trattatione de quei termini che non li sono noti ...che se volevano parlar di quella maniera, non li venissero più inuanzi, con che sonata la campanella, et la Santità Sua da una parte et li Ambri. dall'altra si partirno.

La somma del negotio è questa; che li Ambasciatori non vorrebbono, che Monsr. Seraffino fosse mandato in Francia per essere troppo dipendente del Navarro, et il Pontefice a punto per questo vorria mandarlo con speranza di ottimo frutto nella sua ridutione, et per ciò dubito, che vi sarà grandissima difficultà nell'accommodarsi, ma fra tanto passa il tempo, forse non contra li intentioni di Sua Santità per sapere l'esito de Parigi...

Arch. Ven. Disp. Roma, fil. 24.

96. LE DUC DE SESSA A PHILIPPE II

Rome, 22 août 1590.

Señor, Despues de la última audiencia que tubimos con Su Santidad de que he dado aviso á Vuestra Magestad, quiso luego otro dia con no hallarse bien dispuesto juntar en su presencia la congregacion de Francia; embió á mandar encarecidamente al Cardenal de Aragon el cual ha muchos dias que anda male de la gota, que con todo esto se esforzase y hallase en ella, y andubo tan desconcertado como lo verá Vuestra Magestad por esa relacion que nos hizo el dicho Cardenal, y sin duda el hacer tantas instancias en que se hallase presente, debió de ser tener Su Santidad gana de sus-

pender la ida de Serafino, y saber que el Cardenal habia de aconsejar y asi dice que no aguardó á que votasen los otros para aprobar su parecer.

Todo es querer ver en qué para el cerco de Paris; tambien verá Vuestra Magestad por otra relacion lo que con mucho secreto nos avisó el agente del Duque de Urbino de la plática que Su Santidad pasó con él, y no solamente con este y con otros debe de haber hablado en ello descompuestamente, pero uno de sus camareros secretos contó á cierto amigo suyo que comiendo Su Santidad comenzó á decir muchas de las cosas que aquella mañana habia tratado con nosotros, y que despues estubo suspenso un rato callando y como quien despierta de un sueño salió con decir : Mírese si no le conviene al Navarro hacerse católico hasta que sea Rey de Francia, porque la Reyna de Inglaterra y los Protestantes de Alemania le faltarian y el Rey de España se lo sorberia como un huevo; y de esto y otras cosas semejantes que tengo escrito podria Vuestra Magestad colegir el poco recato con que trata Su Santidad de materias tan importantes y lo que parece que huelga que se entienda la mala voluntad que tiene á Vuestra Magestad; y si no me engaño demas que de su condicion es arrojado y desatinado en el hablar procura con cuidado y maña sembrar contra Vuestra Magestad las mismas cosas que Su Santidad sabe que el mundo le carga á él, y aunque todos los desapasionados conocen la verdad de esto y juzgan como es razon del mal proceder de Su Santidad, teniendo cuanto dice por desatinos y impertinencias, todavia viendo que pasa tan adelante vamos diciendo á los Cardenales lo que conviene acerca

de este próposito, y lo mismo se hará con Su Santidad en la primera audiencia. — Dios guarde, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

97. CONGRÉGATION DE FRANCE DU MARDI 21 AOUT 1590, RELATÉE PAR LE CARDINAL D'ARAGON

(Annexe au rapport précédent du duc de Sessa. Rome, 22 août 1590.)

Hizose en presencia de Su Santidad y no se hallaron en ella los Cardenales de Santa-Severina y Santi Quatro por estar enfermos. Entró Su Santidad desculpandose de que los llamaba en tan recio tiempo de calor con la apretada instancia que los Embajadores de España le hacian, bravandole y queriendole matar por la embiada de Serafino; que parecia se querian hacer Reyes y le trataban con poco respeto, quejandose en particular del Duque (Sessa) que no correspondia con la modestia y blandura que habia mostrado al principio.

Que acordandole á él las obligaciones de su oficio y el modo con que ha de proceder en las materias de fé y espirituales y acudir por su parte á ellas les habia ya dicho, que no tocaba á Su Magestad ni á sus ministros, antes peccaban en moverse en ellas, y que socorrer con las armas temporales lo haria como lo tenia ofrecido sino le estorbaban. Que con todo esto no cesaban de instarle, y sin duda le tenian por mentiroso o por mentecato, y le obligaron á decirles en la ultima

audiencia que no los queria oir sobre esta materia de ninguna manera.

Que el Rey lo habia errado mucho en embiar hombre lego á semejantes negocios, que no habia de ser sino Obispo teologo docto con quien se pudiese hablar en lo que toca á censuras y escomunicaciones, porqué le entenderia sin cansarle tanto.

Que con esto comenzó á embravecerse y hablar de Su Magestad muy descompuestamente hasta llegar á decir, que lo que hace no corresponde con el nombre de catolico, pues se sabe que está confederado con el Rey de Dinamarca que es herege y que no ha querido admitir en España el Juvileo y trata de repartir al clero de ella cierta imposicion sin su licencia.

Que por cada cosa de estas ha incurrido en censuras y está escomulgado, y que pues procura tomar lo ageno, que él lo declarará por tal, para que cada uno tome de Su Magestad lo que pudiere, y que de la condicion de Su Magestad se conocia que si no se le fuera á la mano, se hiciera adorar por Dios en España como Nabucodonosor, y que si disimulaba muchas cosas y dejaba de ejucutar sus intentos, era por no poder mas, añadiendo a este proposito otros muchos desatinos, como loco furioso.

Que con haber concedido á Su Magestad la cruzada y otras gracias con tanta liberalidad, consentia que el jesuita predicase contra él, que era fautor de hereges, y estaba coligado con ellos, que si eran hereges, los Venecianos, el Gran Duque y los de Ferrara y Urbino; y que se echa de ver que fué solicitado el Jesuita para lo que dijo, porque en acabando el sermon se fué luego

á acusarse antes su superior, el cual no le dió mas penitencia que mandarle comer con los gatos; y que ya habia dado órden que trujesen aqui al jesuita porqué queria sacar en limpio á cuya instancia habia predicado aquello, y que si no se le traian desharia la órden de la compañia, y concluyo la platica con pedir parecer á los Cardenales sobre la embiada de Serafino; y el de Aragon que era el primero dice que le pidió licencia para hablar antes de dar su parecer, y le dijo que siempre nos habia oido hablar de Su Santidad con el respeto que es razon, y que si le contradeciamos la ida de Serafino, era por el evidente daño que se habia de seguir de ello, siendo este tan confidente del Principe de Bearne que no habia de ir á quitalle el séquito de los catolicos, y la mucha desreputacion que gañaria con esta ambiada.

Que respondió el Papa, que habia gente de tan mal animo que les pesaba de la conversion de otros, que si Serafino acababa la del Bearne que pensaba hacerle Cardenal; que bien se entendia que dejaba de convertirse de miedo que le faltase la ayuda de los hereges, pues aunque fuese Catolico no por eso dejarian de ser enemigos suyos Su Magestad y el Duque de Umena y los demas de la casa de Guisa. Que el dicho Cardenal fué templando cuanto pudo á Su Santidad, y representandole que no convenia esta ida y para que no se precipitase le propuso que se esperase á ver el suceso de Paris, y que salió luego Su Santidad aprovandolo, sin aguardar lo que dirian los demas, los cuales se conformaron con lo mismo, y se conoció en Su Santidad que quedaba en proposito de suspenderlo.

Que tambien dijo á Su Santidad que lo del Jesuita se lo habian referido á él muy diferentemente los Embajadores, ofreciendose so graves penas de probarlo bastantemente, y preguntandole Su Santidad si lo sabia de cierto respondió que aqui tenia el proceso que hizo el Nuncio, en que recibió testigos Venecianos y Florentinos y un Luques porque de Españoles no se aseguraba que dirian la verdad, y que despues habia llamado al mismo Jesuita y confesado llanamente todo lo dicho, en la manera de como lo refirió Su Santidad, se conoció que era mentira.

Que ningun Cardenal se señaló en servicio de Su Magestad, antes algunos al contrario, y uno dijo que no se trataba de causa catolica, que el fin era dividir la Francia y hacer gastar á Su Santidad el dinero que tiene recogido en el Castillo por lo que se temen que puede hacer con él.

Que el Papa les asseguró que no lo emplearia mal, y que tampoco habilitaria al Principe de Bearne ni jamas vendria en que fuese Rey como muchas veces lo habia dicho.

Quel el Cardenal le respondió que asi se lo habia oido afirmar y lo creia de Su Santidad, mayormente acordandose cuan gran ministro de la Inquisicion habia sido siempre, y que por ello habia llegado á sentarse en aquella silla.

Que al salir del consistorio le dijo Su Santidad que tenia avisos de que habia de entrar en Francia el Duque de Parma y que por esto podria ser que no gustasen los Españoles de que fuese el de Urbino.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

98. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 25 août 1590

Serenissimo Principe, Nella breve audientia, che hebbero li Ambasciatori di Spagna la Domenica mattina (19 août), fecero instantia alla Santità Sua di dichiararsi di non mandar quei Prelati in Francia, ma di osservare quanto haveva promesso ; et il Papa si alterò in maniera, che pur volessero insegnarli ciò che havesse da fare, usando parole di molta riprensione, che loro li dissero che se Sua Santità fosse per tratarli di quella maniera non sariano più andati all'audientia ; et lei li rispose, che anco all'hora si potevano partire ; per il che levati si licentiorno, et l'una parte et l'altra restò con pessima satisfattione. Nella Congregatione di Francia poi si dolse molto lungamente la Santità Sua di essi Sigri. Ambasciatori et consigliandosi se dovevano essere ispediti quelli Prelati in Francia, fù concluso di differir ancora, per non mostrar di farlo per isdegno, et per stretto delli raccordi di Sua Maestà Cattolica, al che s'aquietò la Santità Sua forse perchè la dilatione fa più a proposito della sua intentione d'ogn' altra cosa.

Di Francia vi sono lettere di Parigi del Legato fino di ultimo del passato, con aviso dell'estremo mancamento di tutte le cose in quella città, et della constantia di quel populo d'aspettar tuttavia il socorso continuamente promesso et lungamente aspettato indarno...

Arch. Ven. Disp. Roma. fil. 24.

99. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 25 août 1590.

Serenissimo Principe, Siamo stati tutta questa settimana in gran timore della vita di Sua Santità, perchè havendosi alterata assai la Domenica con li Signori Ambasciatori di Spagna (come scrivo nell' allegata) la notte riposò malamente, et il Lunedi hebbe la febbre ; ma con tutto ciò il martedì mattina ridusse avanti di se la Congregatione di Francia, nella quale si dolse molto concitatamente delli Spagnoli, et alle 18 hore li venne poi un fastidioso accidente nel principio dell' accessione, per il quale furono mandati a chiamar in gran pressa li Medici, et il Sige. Cardinale Montalto ; et passato, li restò gran freddo, che li durò più di quattr' hore et poi li venne il caldo, che lo travagliò assai fino alle doi hore di notte, quando li tornò un' altro accidente, per il quale chiamato il Cardinal Datario, più vicino, che restò là fino alle quattro, tutti stavano in timore della sua vità, ma rihavutosi anco da questo, prese un poco di sonno, et presto si svegliò, passando poi con molta inquietudine il resto della notte : con tutto ciò la mattina, contra il voler dei medici, li quali stati in camera la notte la dissuadevano, affirmandoli, che sebene la febre era rimessa assai, lei non restava però in tutto sincero, volse la Santità Sua levar del letto, disnar in piedi, mangiar melon, bever non poco, et star dapoi col Cardinale Datario secondo il suo solito per buon tratto, segnando supliche, et dapoi

spogliato si pose nel letto, et riposò quietissimamente più da doi hore dopo le quali levatosi admesse il Governatore et il Cardinal di Camerino, col quale s'intratenne buon pezzo, et la sera fù trovata quasi libera da febre con stupore et maraviglia di tutti. Dormì la notte riposatamente fino alle quattro hore, ma dappoi hebbe il sonno assai interrotto, et passò con qualche travaglio fino al giorno, che s'adormentò, et per doi hore non si mosse mai, dopo le quali svegliatosi, disse sentirsi bene, et volse levare, udire la messa, andar in Congregation dell'Inquisitione, et dapoi dar audientia alli Cardinali di essa, stando fermo a queste fatiche più di quattr' hore continue; dopo al pranso mangiò molto poco, et senza gusto, ma pieno di strachezza et di sete non restò di servar il suo costume di bere freddo, et star dopo il pranso subito più d'un' hora col Datario segnando et ragionando d'altro; al fine confessò sentirsi assai fiacco, et si pose sul letto, ma non statovi molto si levò et alle 17 hore, un'hora prima del terzo giorno precedente, li venne nel principio dell'accessione uno delli soliti fastidij, et dapoi il freddo, che li durò un'hora solamente, ma il caldo li andò crescendo fino alle doi di notte, el alle tre prese sonno et dormì senza destarsi fino alle sei hore et dapoi anco riposò dei buoni pezzi, sichè heri mattina fu trovato in molta remissione, non però netto a fatto, et sebene la Santità Sua negò la audientia a tutti li Ambasciatori, volse nondimeno in ogni modo levar di letto, et mangiar in piedi, et da poi tornò in letto, et hebbe tutto il giorno la febre. Questa notte poi ha havuto molto travaglio, et la mattina, con tutto che havesse ancora

della febre, ha voluto levar et mangiar in piedi, facendo de' suoi soliti disordini, et hoggi alle 16 hore li è sopravenuta la solita accessione, con molto travaglio di Sua Santità, et maggior timore delli suoi ; et li medici dicono la febre essere continua, ma con accessione maggiore di terzo in terzo, et ancor che non sia accompagnata da mali accidenti temono assai, più per il mal governo della Santità Sua, che per il male stesso. Piaccia a Dio in tempi di tante calamità preservarci si savio et buon Pontefice, intento in particolare, come si vede, alla quiete et al beneficio del povero Regno di Francia...

Arch. Ven. Disp. Roma. fil. 24.

100. LE COMTE D'OLIVARÈS A PHILIPPE II

Rome, 27 août 1590.

Señor, Ha apretado en tanto estremo el accidente á Su Santidad que le ha acabado sin confesion y peor, peor peor! Dios haya misericordia de él. Atenderse ha á lo demas con el cuidado que conviene...

Dios guarde la Catolica persona de Vuestra Magestad.

Arch. Simancas, S. de E. Leg. Roma. 956.

101. LE DUC DE SESSA A DON FRANCISCO YDIAQUEZ

Rome, 27 août 1590.

Aunque esta mañana pensaron los medicos que Su Santidad podia escapar, o que á lo menos duraria al-

gunos dias, como la enfermedad se iba apretando esta tarde, le pareció al Conde diferir la partida del correo hasta ver en que paraba un accidente muy recio que le tomó, el cual le llevó á la otra vida á las siete horas de la tarde. *Ha muerto sin confesion y aun hay Cardenal que dice que ha muchos años que no se ha confesado*[1]. Dios le tenga en su gloria, que no podia morir en peor tiempo para su reputacion, porqué quedará peor nombre dél que ha quedado de ningun Pontefice muchos años ha. Sirvase nuestro Señor de darle tal sucesor como conviene. El Conde escribe sobre esto mas en particular y asi se acaba esta, con que, etc.

Arch. Simancas, S. de E. Roma. Leg. 955.

102. ALBERTO BADOER AU DOGE

Rome, 27 août 1590.

Serenissimo Principe, Il Papa è passato a miglior vita, alle 23 hore; heri li diedero una medicina, la quale, sebene restituì poco dopo presa, li operò nondimeno cinque volte, et pareva che si fosse alquanto sollevato, mangiò a cena una pannata et un Beccaficco, et bebe tre volte vino, travagliò poi tutta la notte, et la mattina all'alba prese doi ovi freschi, per haver la virtù molto fiacca; et hoggi alle 16 nel principio della nova accessione, li venne un'accidente così fatto, che per un'hora fù tenuto morto, dal quale rivenne alquanto, et fù restorato col vino, ma andò a poco a poco mancando, si, che alle 23 hore (come ho predetto) spirò

[1] Les mots soulignés en chiffres.

lasciando li suoi tutti sconsolati et gl'altri buoni in gran timore, che tale accidente non sia accorso in tempo poco opportuno, per il misero stato delle cose del mondo, et io sento grandissimo dispiacere per il servitio della Serenità Vostra, perchè se bene la Santità Sua haveva quella severità de natura, si poteva nondimeno, per la buona sua voluntà verso la Serenissima Republica, sperar con il tempo et con la destrezza, ogni buon esito delli negottii suoi...

Arch. Ven. Disp. Roma. fil. 24.

103. TOMASO CONTARINI AU DOGE

Madrid, 22 septembre 1590.

Serenissimo Principe, La morte del Pontefice, quanto più si considera, tanto più si gusta in questa parte, parlandone ogn'uno con tanta libertà, quanto, che essendone ragionato con poco rispetto, stimandosi, che non possa succedere alcuno nel Pontificato, che non sia men contrario alli pensieri di questa Corona, et che non favorisca più la parte della Lega di Francia...

Arch. Ven. Disp. Spagna. fil. 22.

FIN DU TOME TROISIÈME ET DERNIER

TABLE

DU TOME TROISIÈME

FIN DE LA TABLE

PARIS. — IMP. SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.

ERRATA

TOME I.

Page 124, avant-dernière ligne. *Au lieu de :* ne fût-ce, *lisez :* ne serait-ce.

Page 139, ligne 26. *Au lieu de* : gouverneur, *lisez :* général.

Page 148, ligne 2. (Dans quelques exemplaires.) *Au lieu de :* nombreux, *lisez :* influents.

Page 211, ligne 9. *Au lieu de :* quelques-uns d'entre eux, *lisez :* quelques-unes d'entre elles.

TOME II.

Page 83, la note [1], *à placer après* Raphaël, ligne 4.

Page 108, lignes 8 et 9. *Au lieu de :* trois coups de volées de cordes, *lisez :* trois volées de coups de cordes.

Page 137, ligne 20. *Au lieu de :* Sauveur, *lisez :* Sacrement.

TOME III.

Page 1, ligne 9. *Au lieu de :* 29 juin 1561, *lisez :* 29 juin 1584.

Page 17, pièce 11. *Au lieu de:* 3 février 1590, *lisez:* 9 février 1587.

Page 48, ligne 19. *Au lieu de:* l'abbé d'Orlès, *lisez :* l'abbé d'Orbais.

Page 144, pièce 69, à la date. *Au lieu de :* 8 mai 1590, *lisez :* 3 mai 1590.

Page 155, pièce 80, à la date. *Au lieu de :* 15 juillet 1590, *lisez :* 12 juin 1590.

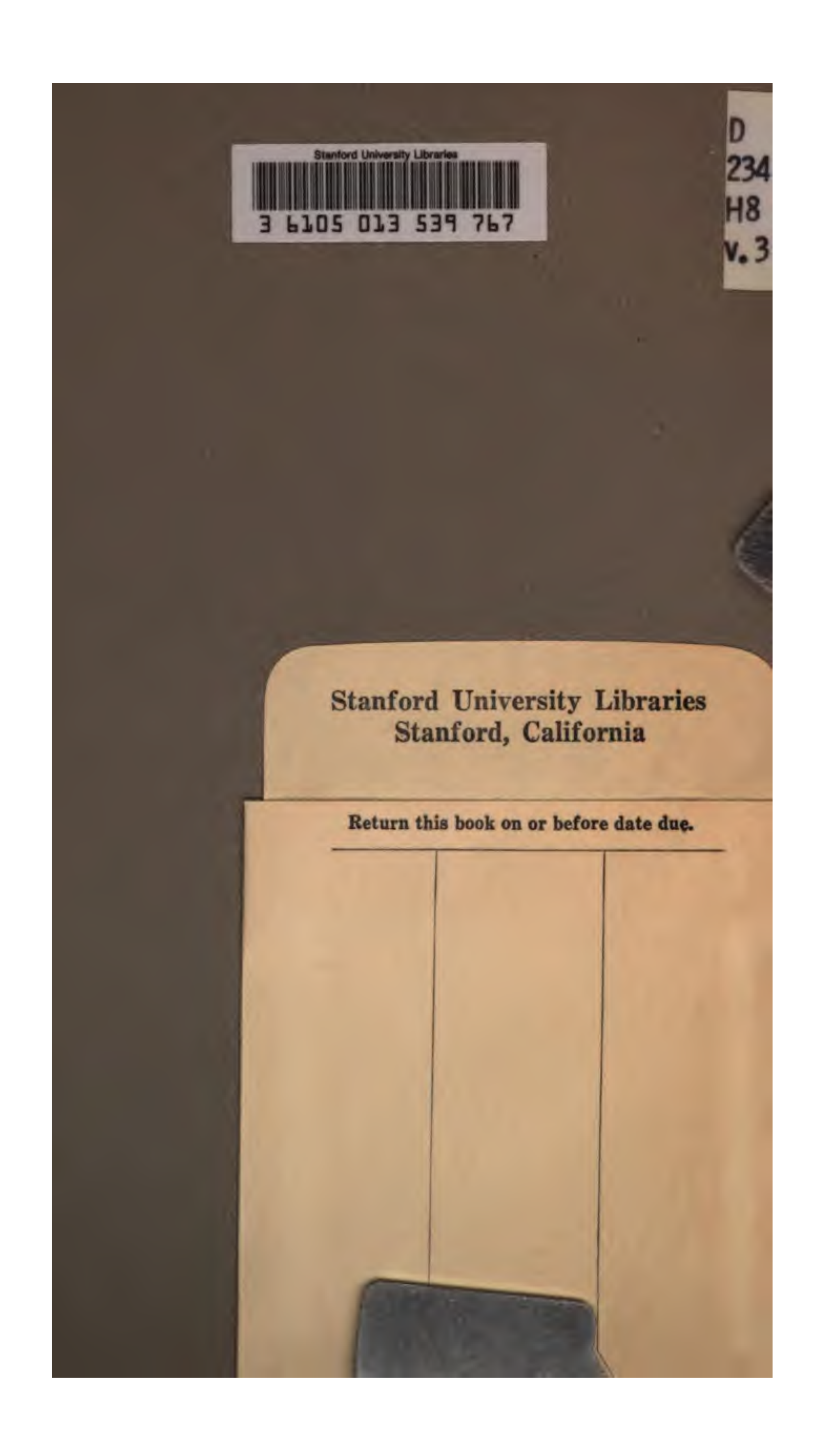
Même correction à faire au texte, page 444.

Page 168, dernière ligne. *Au lieu de :* conformément à ce que nous étions convenus, *lisez :* conformément à ce dont nous étions convenus.

Page 390, ligne 11. *Au lieu de :* iposo iure, *lisez :* ipso iure.

Page 411, lignes 13 et 14. *Rétablir ainsi la mention placée entre parenthèses :* formant annexe à la dépêche du comte d'Olivarès.




Stanford University Libraries
3 6105 013 539 767
D
234
H8
v.3
Stanford University Libraries
Stanford, California
Return this book on or before date due.